



UNIVERSITÉ  
DE MONTPELLIER



**UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER**

Faculté de Droit et de Science politique

Master 2 Droit Pénal Fondamental

# **JAMES BOND**

## **ET LES SCIENCES CRIMINELLES**

Réalisé par

**Monsieur Aurélien SCHMIDT**

Sous la direction de

**Monsieur Éloi CLÉMENT**

*Maître de Conférences*

Année universitaire 2018-2019

*L'Université n'entend accorder aucune approbation, ni aucune improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

**JAMES BOND ET LES SCIENCES CRIMINELLES**  
**UN HÉROS JURIDIQUE MODERNE**



*007* 

## CAST

M	MADAME MARIE-CHRISTINE SORDINO
Q	MONSIEUR ELOI CLÉMENT
Miss Money Penny	MADAME MARIE-CLAUDE VERNET
Mr. & Mrs. Du Pont	MES PARENTS
Madeleine Swann	ROMANE
Kerim, Felix, René	SILVIO, JÉRÔME, CORENTIN

# **SOMMAIRE**

## **PREMIÈRE PARTIE : L'UNIVERS**

### **Titre premier : Les protagonistes de la saga engagés dans une lutte homérique**

Chapitre premier : James Bond et ses alliés

Chapitre second : Les ennemis de James Bond

### **Titre second : Les défis du XXIème siècle des services du renseignement**

Chapitre premier : Le renseignement dominé par la technologie

Chapitre second : L'apologie du renseignement traditionnel

## **SECONDE PARTIE : L'ACTION**

### **Titre premier : Des opérations exagérées pour le cinéma**

Chapitre premier : L'espionnage pur

Chapitre second : Meurtres et autres ingérences

### **Titre second : Des règlements réalistes**

Chapitre premier : La prévalence du politique dans le règlement des conflits

Chapitre second : L'engagement occasionnel des responsabilités juridiques

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

CDI	Commission de Droit International
CE	Conseil d'État
CEDH	Cour Européenne des Droits de l'Homme
Conv.EDH	Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales
CIJ	Cour Internationale de Justice
Crim.	Chambre criminelle de la Cour de Cassation
DGSE	Direction Générale de la Sécurité Extérieure
DGSI	Direction Générale de la Sécurité Intérieure
DSM IV	Manuel Diagnostique et Statistique des troubles Mentaux, 4 <sup>ème</sup> édition
Cf.	<i>Confer</i>
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CNCTR	Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Renseignement
CP	Code Pénal
CPP	Code de Procédure Pénale
CSI	Code de la Sécurité Intérieure
HUMINT	Renseignement de source humaine
JB	James Bond
MI5	<i>Military Intelligence, section 5</i>
MI6	<i>Military Intelligence, section 6</i>
NSA	<i>National Security Agency</i>
ONU	Organisation des Nations Unies
Op.cit.	<i>Opus citatum</i>
OTAN	Organisation du Traité Atlantique Nord
PM	<i>Prime Minister</i> , chef du gouvernement britannique
SIS	<i>Secret Intelligence Service</i>
STAD	Système de Traitement Automatisé de Données
TECHINT	Renseignement de source technique
Vol.	Volume

*« Toutes les grandes personnes ont d'abord été des enfants.  
(Mais peu d'entre elles s'en souviennent.) »*

*Antoine De Saint-Exupéry, *Le Petit Prince**



## INTRODUCTION

Fabrice Defferrard écrit : « *Imaginons que, faisant un pas de côté, nous parvenions à nous arracher un moment à la tyrannie sans mélange d'un positivisme juridique qui serait essentiellement descriptif et technicien, réduit à son unique objet... Imaginons un lieu où l'expérimentation du droit ne se limiterait pas à sa seule applicabilité sous la forme de lois, de jugements ou autres normes malléables et circonstanciées... Imaginons cela et nous rencontrerons alors la littérature.* »<sup>1</sup> La littérature, ou le cinéma. L'art, de manière générale, permet de penser le réel. La fiction, de manière privilégiée, quel qu'en soit le support, car elle peut apporter plus de profondeur à l'analyse. La fiction imagine une représentation du monde, plus ou moins éloignée de la réalité. Un monde avec sa société propre, son organisation sociale, son droit. La fiction s'inspire du monde réel, pour lui ressembler, s'en détacher totalement, ou en dériver. Réciproquement, le monde réel, codifié par le droit, observe la fiction et ce monde plus ou moins distant qu'elle lui décrit. Le public l'observe, avec sa propre interprétation du réel, qui se superpose à celle de l'auteur<sup>2</sup>, et s'en inspire.

Réalité et fiction s'entremêlent dans une valse sans fin<sup>3</sup>, qui exhorte le droit à s'examiner, douter, envisager et explorer ; bref, l'invite à se renouveler continuellement et assurer sa pérennité<sup>4</sup>. La fiction doit être un objet d'étude pour le juriste, et le juriste s'y aventure depuis maintenant une vingtaine d'années. La recherche universitaire francophone se projette, que ce soit dans la bande-dessinée<sup>5</sup>, le cinéma<sup>6</sup> ou la littérature<sup>7</sup>, couvrant tous les genres, des

---

<sup>1</sup> F. Defferrard, « La science-fiction comme moyen de penser le droit », in F. Defferrard (direction), *Le droit saisi par la science-fiction*, Mare & Martin, collection Libre droit, p.11

<sup>2</sup> U. Eco, *Les limites de l'interprétation*, Grasset, 1992, 408p.

<sup>3</sup> P. Segur, « Le droit dans les fictions », in F-X. Roux-Demare et M-C Dizès (direction), *Les fictions en droit*, Institut universitaire Varenne, collection Colloques et essais, 2018, p.22 : « *fiction et société au sens large, fiction et politique, fiction et institutions juridiques au sens plus étroit entretiennent des relations complexes, de complémentarité ou d'opposition, d'utilité ou d'impuissance, d'influence ou d'indifférences réciproques.* »

<sup>4</sup> Pour les rapports entre droit et la fiction, l'œuvre de François Ost se doit d'être recommandée. F. Ost, *Lettres et lois. Le droit au miroir de la littérature*, Facultés universitaires Saint Louis, 2001, 400p.

<sup>5</sup> C. Ribot, *Droit et bande dessinée. L'univers juridique et politique de la BD*, PUG, 1998, 470p.

<sup>6</sup> Notamment F. Jongen et M. Verdussen, *Droit et littérature*, Anthémis, 2007, 288p.

<sup>7</sup> Notamment D. Connil et J. Duvignau, *Droit public et cinéma*, L'Harmattan, 2012

contes de fée<sup>8</sup> aux *Expendables*<sup>9</sup>. La science-fiction est à cet égard le genre le plus fabuleux<sup>10</sup>. Elle place les questions sociétales au centre d'un récit spéculatif par essence. Le droit peut s'y exprimer avec toute la puissance de l'imagination. Il y est audacieux. Depuis *Mercure*, le droit prend de la hauteur, et rapporte sur Terre les Trois Lois de la Robotique<sup>11</sup>, incarnation même des rapports co-constructifs entre droit et fiction.

Le genre policier n'est pas en reste. Il porte un regard, certes souvent plus terre-à-terre, mais d'une grande richesse, sur le droit et également sur toutes les sciences criminelles<sup>12</sup>. Les sciences criminelles s'entendent comme l'étude du phénomène criminel, sa nature, ses causes, sa prévention et sa répression, etc. Il fait intervenir des disciplines multiples allant de la psychologie, au droit en passant par la sociologie ou l'économie. Le crime est au centre de la fiction policière. Les sciences criminelles seront donc nécessairement abordées, ou à tout le moins aperçues et peuvent être analysées sous le regard du destinataire de l'œuvre. L'analyse peut par exemple porter spécialement sur l'enquête policière<sup>13</sup> ou le monde judiciaire<sup>14</sup>. Au sein du genre policier<sup>15</sup>, la fiction d'espionnage s'intéresse au monde du secret et met en scène des espions et agences de renseignement.

Plus que dans tout autre univers, fiction d'espionnage et réalité sont intimement liées. Le renseignement est un domaine mystérieux et insaisissable. Cela découle de la nécessité

---

<sup>8</sup> M. Giroud, *Les contes de fée et les sciences criminelles*, Mémoire de droit pénal, Université de Montpellier, 2019

<sup>9</sup> A. Coffin, « The Expendables : quand la fiction rejoint la réalité juridique », in F-X. Roux-Demare et M-C Dizès (direction), *Les fictions en droit*, Institut universitaire Varenne, collection Colloques et essais, 2018, p.161-166

<sup>10</sup> F. Defferrard, « La science-fiction comme moyen de penser le droit », in F. Defferrard (direction), *Le droit saisi par la science-fiction*, Mare & Martin, collection Libre droit, p.14 : « L'aptitude de la science-fiction à embrasser le monde réel et des mondes imaginaires, la capacité à les faire interagir au-delà des rationalités compréhensibles, l'immense liberté offerte en somme, qu'il est difficile de trouver dans d'autres formes d'expression, constitue pour la science du droit un laboratoire exceptionnel, un monde créatif, un univers sans équivalent d'expérimentations et de confrontations des normes. »

<sup>11</sup> Isaac Asimov expose pour la première fois ses trois lois dans la nouvelle *Cercle vicieux*, dont l'intrigue se déroule sur *Mercure* en 2015. Les trois lois, impératives pour les robots, sont mises à l'épreuve des faits dans *Le Cycle des robots*. Elles servent aujourd'hui de règles de bases dans le développement actuel de la robotique et de l'intelligence artificielle.

<sup>12</sup> F. Defferrard, « La science-fiction, source littéraire du droit », in F-X. Roux-Demare et M-C Dizès (direction), *Les fictions en droit*, Institut universitaire Varenne, collection Colloques et essais, 2018, p.9

<sup>13</sup> A. Santolini et C. Tijus, *L'art du roman criminel. Une analyse de la pensée d'Agatha Christie*, Mare et Martin, collection Droit et littérature, 2016, 622p.

<sup>14</sup> C. Guéry, *Les avocats au cinéma*, Presses universitaires de France, 2011, 247p.

<sup>15</sup> L'appartenance de la fiction espionnage au genre policier est discutée, tant il s'éloigne des codes classiques. Par exemple, G. Veraldi, *Le Roman d'espionnage*, PUF, collection « Que sais-je ? », 1983, 127p. Cependant, le monde du renseignement peut être étudié sous l'angle des sciences criminelles : il poursuit entre autre un but de prévention des infractions graves, et l'espion est lui-même un criminel.

même de ses fictions. Les agences de renseignement et leurs agents évoluent dans le secret. Les autorités publiques ne s'expriment que depuis peu à leur sujet. C'est tout particulièrement vrai pour le Royaume-Uni, où leur existence même n'a été révélée qu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Le *Secret Intelligence Service* (SIS), service de renseignement extérieur britannique, équivalent de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) en France, a été officiellement reconnu en 1994, alors qu'il fut fondé en 1909. Son nom même l'évoque : le service est « *secret* », suggérant que le public ne doit rien en connaître<sup>16</sup>. Qui sont-ils ? Quels sont leurs buts ? Comment travaillent-ils ? Les autorités ne communiquent que rarement à leur égard puisque leur succès dépend du secret qui les entoure. Ils ne font pas l'objet d'une définition précise. Le public n'a connaissance de leurs missions que dans les grandes lignes<sup>17</sup>. Les services de renseignement sont des organes étatiques qui ont pour objectif le recueil (notamment par des moyens d'espionnage) et l'analyse d'informations, subsidiairement l'intervention, tout cela de façon clandestine, afin de protéger le pays, ses intérêts et sa population. La recherche universitaire peine encore à se saisir de cet objet<sup>18</sup>. Elle ne se structure que depuis le début du siècle avec des organismes comme le Centre français de recherche sur le renseignement et l'Académie du renseignement qui ont vu le jour en 2000. La recherche juridique émerge laborieusement, essentiellement sous l'impulsion de Bertrand Warusfel<sup>19</sup>.

Dans un tel contexte, la fiction a comblé le vide laissé par le silence étatique. Elle a offert au public une représentation du travail de renseignement. Le public a conceptualisé le renseignement par l'intermédiaire de la fiction, qu'elle soit fidèle ou non à la réalité. Elle influence la perception qu'en a le public. Par extension elle influence les décideurs du renseignement lui-même, non seulement parce qu'ils sont aussi visés par la fiction, mais également car les services ont besoin du soutien démocratique pour être légitimes. Depuis les années 1990, les agences de renseignement<sup>20</sup> américaines emploient des officiers de liaison à Hollywood afin que les films qui y sont réalisés transmettent une image réaliste (et aussi

---

<sup>16</sup> Un « service secret » désigne toutes les organisations institutionnelles qui agissent dans le secret. Dont la police politique ou les services de renseignement. Le *Secret Intelligence Service* est un service de renseignement, la qualification de « *secret* » pléonastique enfonce le clou.

<sup>17</sup> Le site officiel du SIS présente le service et ses missions de manière très imprécise : <https://www.sis.gov.uk/>

<sup>18</sup> O. Chopin, « Etudier le renseignement », *Rapport de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM)*, n°9, 2011, p.266

<sup>19</sup> Voir notamment B. Warusfel (direction), *Le renseignement français contemporain, aspects politiques et juridiques*, L'Harmattan, 2003, 190p.

<sup>20</sup> Une « agence » ou un « service » sont employés indifféremment pour désigner un organe étatique en charge du renseignement.

positive que possible) des agences<sup>21</sup>. La fiction d'espionnage influence sensiblement la réalité, et l'offre est particulièrement riche. La littérature est abondante. Elle trouve son essor et son apogée durant la Guerre Froide – époque où l'espion régnait en maître dans l'imaginaire collectif, sous la plume d'auteurs qui ont en commun d'être britanniques (pays de l'espionnage par excellence<sup>22</sup>) et d'avoir une expérience du métier. John Le Carré écrivit son premier roman<sup>23</sup> alors qu'il était en service actif à Hambourg. Ian Fleming était officier dans le *British Department of Naval Intelligence* durant la Seconde Guerre mondiale. La fiction d'espionnage connut une conversion réussie au cinéma<sup>24</sup>. Drapé de mystère voire de mystique, d'adrénaline du clandestin, d'enjeux planétaires, l'espionnage nourrit les fantasmes. Le genre est indémodable et aujourd'hui à la mode. En même temps que les espions reviennent sur le devant de la scène internationale<sup>25</sup>, ils s'infiltrèrent définitivement dans l'œuvre audiovisuelle, sur le grand<sup>26</sup> ou le petit écran<sup>27</sup>. Mais incontestablement, le plus célèbre de tous les agents secrets est James Bond.

James Bond naquit en Jamaïque en 1953<sup>28</sup>, durant le voyage de noces de Ian Fleming qui avait bien besoin d'une occupation pour éviter de déjà sombrer dans l'ennui du mariage<sup>29</sup>. L'auteur écrivit quatorze volumes autour des aventures de James Bond, jusqu'à sa mort précoce en 1964<sup>30</sup>. La maison d'édition familiale recruta ensuite d'autres auteurs pour continuer la série.

---

<sup>21</sup> T. Jenkins, *The CIA in Hollywood*, University of Texas Press, 2012, 230p. La *Central Intelligence Agency* (CIA) a ainsi collaboré avec Ben Affleck dans la réalisation du film *Argo* qui raconte l'histoire de l'exfiltration par la CIA des diplomates américains de l'ambassade en Iran en 1979.

<sup>22</sup> D. Bobrov, « Russie-Angleterre, une saga d'espionnage », *InoSMI* (site d'informations russe), 20 mars 2018 (traduction par Courrier international, n°1434, 26 avril 2018)

<sup>23</sup> J. Le Carré, *Call for the Dead*, Gollancz, 1961, 157p. Parmi toutes ses œuvres, *The Spy who came in from the cold*, Gollancz, 1963, 256p. est un best-seller, classé dans les dix plus grands romans policiers de tous les temps (selon la *Crime Writers' Association*, qui a publié sa liste des 100 meilleurs romans policiers en 1990).

<sup>24</sup> Si Alfred Hitchcock popularisa le film d'espionnage dans les années 1930 avec notamment *L'Homme qui en savait trop*, le genre pris réellement de l'ampleur au cinéma durant la Guerre Froide avec l'adaptation des romans de John Le Carré et de Ian Fleming.

<sup>25</sup> E. Chol, « Les Espions sont éternels », in *Courrier international*, n°1434 « Est-Ouest, le grand retour des espions », 26 avril 2018, p.2

<sup>26</sup> L'espionnage s'inscrit le plus souvent comme sous-genre du film d'action, avec notamment la saga *Jason Bourne* ou *Kingsman*.

<sup>27</sup> Les séries télévisées également se multiplient. Jack Bauer dans *24 heures chrono*, Elizabeth et Philip Jennings dans *The Americans*, *Jack Ryan* également depuis 2018, etc. Accessoirement, le roman d'espionnage paraît toujours. John Le Carré publia un nouveau roman en 2018 : J. Le Carré, *L'Héritage des espions*, Seuil, 2018, 320p.

<sup>28</sup> James Bond apparaît pour la première fois dans I. Fleming, *Casino Royale*, Jonathan Cape, 1953, 213p.

<sup>29</sup> Selon ses dires, rapporté par C. Lindner, *The James Bond phenomenon : a critical reader*, Manchester University Press, 2003, 268p.

<sup>30</sup> Parmi les 14, *The Man with the Golden Gun* et *Octopussy and the Living Daylights* sont sortis à titre posthume.

Les romans de Fleming connurent un immense succès. Toutefois, ce sont les adaptations de James Bond au cinéma qui créèrent le mythe. En 1961, Albert Broccoli et Harry Saltzman fondent la société EON productions qui acquièrent les droits de tournage des romans. EON productions réalisa vingt-quatre films de 1962 à 2015 et n'est pas près de s'arrêter<sup>31</sup>. Deux autres films « hors-série » ont été produits, une parodie en 1963 et une nouvelle adaptation d'Opération Tonnerre<sup>32</sup> en 1983. C'est l'une des sagas les plus longues et rentables<sup>33</sup> du cinéma. James Bond est l'œuvre d'espionnage qui s'est le plus propagée à travers le monde et l'espion de Ian Fleming est devenu une icône.

Dès lors, plus que toute autre œuvre, James Bond a influencé la vision que le public se fait des services de renseignement et des menaces qu'ils affrontent, à tel point qu'espionnage et James Bond sont étroitement associés<sup>34</sup> dans l'esprit des occidentaux<sup>35</sup>. Le grand public interprète les missions des services de renseignement en transposant les aventures de James Bond dans la réalité<sup>36</sup>. La fiction prend presque le pas sur la réalité, lorsque la CIA doit rappeler aux citoyens américains que James Bond relève exclusivement de la fiction<sup>37</sup>. L'influence qu'il exerce est presque disproportionnée, ce qu'un ex-directeur de la CIA a appelé le « *James Bond syndrome* »<sup>38</sup>, terme non-dénué d'une connotation péjorative.

L'intrigue prend ses racines dans le monde moderne. L'histoire est campée dans un cadre spatio-temporel contemporain qui évolue en même temps que les relations géopolitiques. Fleming en informe directement le lecteur en préambule de Bons Baisers de Russie : « *la toile de fond sur laquelle se détachent les personnages de cette histoire est, pour une très grande*

---

<sup>31</sup> Le dernier film (007 Spectre (*Spectre*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2015) se conclut par la formule devenue célèbre : « *James Bond will return.* »

<sup>32</sup> Le roman I. Fleming, *Opération Tonnerre*, Éditions Plon, Nuit Blanche, 1962, 251p connu ainsi deux adaptations officielles.

<sup>33</sup> James Bond est la 3<sup>ème</sup> franchise la plus rentable de tous les temps, après *Star Wars* et *l'univers Marvel*. « Movies franchises », Site *The Numbers*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2ELkesE>, consulté le 1<sup>er</sup> juin 2019.

<sup>34</sup> En 1966, une journaliste italienne invita ses lecteurs à envoyer les questions qu'ils aimeraient poser à un agent secret italien. Elle reçut des milliers de lettres. Les mêmes questions revenaient régulièrement et indubitablement influées par la fiction, comme « Si j'intègre les services secrets, combien de personnes devrais-je tuer ? ». Source : T. McCrisky et C. Moran, « James Bond, Ian Fleming and intelligence : breaking down the boundary between the 'real' and the 'imagined' », *Intelligence and National Security*, vol.33, 2018, p.808

<sup>35</sup> James Bond n'a pas connu le même succès dans les pays communistes, en Russie et en Chine, où il fut longtemps censuré.

<sup>36</sup> T. McCrisky et C. Moran, op.cit., p.805 : « *Bond has played a vital role in constructing the meaning of secret intelligence and framing the discourse used to understand it.* »

<sup>37</sup> Site de la CIA, FAQ, [online] disponible sur <https://www.cia.gov/about-cia/faqs/>, consulté le 1<sup>er</sup> juin 2019.

<sup>38</sup> Lyman KIRKPATRICK, directeur général de la CIA 1962-1965, *The Real CIA*, MacMillan & Co, 1968, 312p.

part, conforme à la réalité. »<sup>39</sup> De plus, il est de notoriété publique que Fleming a travaillé au sein des services de renseignement britanniques dans le passé. Le lecteur peut alors légitimement croire à l'authenticité du récit. Toutefois, les pratiques adoptées par le MI6 et mises en œuvre par son agent s'éloignent foncièrement de la réalité<sup>40</sup>. Là où certaines fictions d'espionnage représentent le travail lent et méthodique d'un véritable espion sous couverture<sup>41</sup>, James Bond se distingue par son excentricité et son recours à outrance à l'action violente pour mener à bien ses missions. L'intention est avant tout de divertir le public<sup>42</sup>. Mais ce dernier peut alors avoir des attentes irréalistes à l'égard des services de renseignements et ne pas comprendre pourquoi il faut plusieurs années pour influencer un événement à l'étranger, et parfois échouer, quand il suffit de cent vingt minutes à l'espion qui sert de référence pour désamorcer une menace planétaire. Certains professionnels sont critiques car le personnage décrédibilise le sérieux de leur travail<sup>43</sup>. Au contraire, cette utopie plaît à d'autres car il montre à quel point le travail du renseignement est essentiel. Allen Dulles, directeur de la CIA de 1953 à 1961 était ainsi le plus grand fan de James Bond et est devenu un proche ami de Fleming<sup>44</sup>. Ce lien d'amitié jeta un pont supplémentaire entre fiction et réalité, Fleming faisant la part belle à la CIA dans ses ouvrages, tandis que lorsque confrontée à une situation complexe, la CIA se demandait comment Bond aurait agi dans cette situation<sup>45</sup>. Par ailleurs, le monde décrit par Fleming a des conséquences sur le recrutement des agences de renseignement. S'il fit naître de nombreuses vocations d'espions<sup>46</sup>, le SIS a désormais besoin de se défaire de l'image misogynie

---

<sup>39</sup> I. Fleming, *Bons baisers de Russie* [1957], Plon, collection Espionnage, 1964, p.5

<sup>40</sup> Par exemple telles que décrites par François Waroux, qui prend soin de souligner l'opposition, dans F. Waroux, *James Bond n'existe pas*, Editions Mareuil, 2017, 224p.

<sup>41</sup> C'est le cas des romans de John le Carré.

<sup>42</sup> Fleming explique qu'il destine ses romans aux masses populaires, « *for warm-blooded heterosexuals in railway trains, airplanes and beds.* » (I. Fleming, « How to write a thriller », *Books and bookmen*, n°8, mai 1963, p.14-19)

<sup>43</sup> W. Colby (directeur de la CIA de 1973 à 1976), *Honorable Men*, Simon & Schuster, 1978, 493p.

<sup>44</sup> J. Pearson, *The Life of Ian Fleming*, Cape, 1966, 352p. En outre, la vision que transmettait James Bond des espions (des playboys ridiculisant les soviétiques) plaisait personnellement à Dulles.

<sup>45</sup> Lors d'une chaude soirée d'été de 1960, Fleming fut invité à dîner avec Allen Dulles et John Fitzgerald Kennedy alors en fonction. Il est raconté que la discussion porta sur la problématique cubaine, après la révolution communiste de 1959. On demanda alors à Fleming comment son super-agent aurait fait pour résoudre la situation. Avec humour, Fleming improvisa une histoire extravagante, à base de cigares empoisonnés au LSD, perte de pilosité faciale de Fidel Castro, et d'éclairer le ciel comme s'il s'agissait d'un signe divin. L'opération Mongoose lancée par la CIA en 1961 pour déstabiliser le pouvoir cubain prévoit une trentaine de plans d'actions. Toute ressemblance n'est pas purement fortuite. Sources : Rapport de la Commission Church (commission parlementaire formée en 1975 pour contrôler les actions de la CIA), « *alleged assassination plots involving foreign leaders* », 1975, p.72 ; T. McCricken et C. Moran, op.cit., p.816.

<sup>46</sup> Colin McColl, directeur du SIS de 1989 à 1994 aurait dit que James Bond est « *the best recruiting sergeant the service ever had* ». Rapporté par N. West, *At Her Majesty's Secret Service*, Greenhill books, 2006, 296p.

« bondienne » qui lui colle à la peau<sup>47</sup>. Ces exemples illustrent les rapports qu'entretiennent James Bond et la réalité, entre concordance, rivalité et flatteries. Ambivalents, certes. Mais ils font état d'une influence réciproque certaine qui mérite, de par sa complexité, d'être examinée.

La recherche s'est pourtant longtemps désintéressée de James Bond. Après tout, ce sont des films d'action débordants de clichés politiquement incorrects et destinés aux masses : rien de bien sérieux. Mais toute la subtilité de l'œuvre s'est progressivement révélée aux yeux des universitaires. Tout comme le droit s'intéresse peu à peu à la fiction, les autres sciences allumèrent leur télévision. James Bond est un objet culturel universel, un sujet d'étude de choix. Les études fleurissent dans tous les domaines. James Bond est appréhendé sous un angle historique<sup>48</sup> et politique<sup>49</sup>, d'un point de vue psychologique<sup>50</sup> et marketing<sup>51</sup>, ou même à l'aune des sports extrêmes<sup>52</sup>. Depuis deux ans, une revue est même dédiée à la recherche sur James Bond<sup>53</sup>. La recherche juridique s'empare des fictions, mais hormis quelques contributions en droit international public<sup>54</sup>, James Bond est encore relativement vierge d'analyses juridiques.

Les fictions servent de miroir à la réalité et par extension au droit. La fiction d'espionnage questionne le réel et le phénomène criminel. Ian Fleming et les réalisateurs qui se sont succédé n'avaient probablement pas l'intention de délivrer un message juridique ou criminologique. James Bond ne porte pas explicitement une telle dimension. Mais, de par son sujet même et la représentation du monde qu'il projette, de par le regard que lui porte le juriste, il est porteur de droit. Le justice et le crime apparaissent par petites touches impressionnistes, entre deux badigeonnages rouges de scènes d'actions. James Bond interroge sur les services de

---

<sup>47</sup> Le SIS a lancé une campagne de recrutement spécialement à l'attention des femmes en 2017. M. Clerc, « l'étonnant clip du MI6 pour recruter ses nouveaux agents secrets... anti-James Bond », *France info*, 11 mars 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2WxKVet>, consulté le 30 mai 2019

<sup>48</sup> J. Chapman, *Licence to thrill, a cultural history of the James Bond Films*, Columbia University Press, 2000, 336p.

<sup>49</sup> J. Black, *The Politics of James Bond*, Praeger publishers inc., 2000, 256p.

<sup>50</sup> A. Stowe Alrutz, B. Kool et autres, « The psychopathology of James Bond and its implications for the revision of the DSM-(00)7 », *The Medical Journal of Australia*, vol.203, août 2015, p.452-456

<sup>51</sup> H. Cooper, S. Schembri et D. Miller, « Brand-self identity narratives in the James Bond movies », *Psychology and Marketing*, n°27, mai 2010, p.557-567

<sup>52</sup> D. Pegram, « The Hero with Mad Skills: James Bond and the World of Extreme Sports », *International Journal of James Bond Studies*, vol.1, n°2, avril 2018

<sup>53</sup> *The International Journal of James Bond Studies*, University of Roehampton, vol.1 paru en mai 2017

<sup>54</sup> J. Ríos Rodríguez, « James Bond et le droit internationale », in P. Segur (direction), *Cinéma, droit et politique*, Corlet, collection Cinémaction, 2016, p.108-117

renseignement, l'espion, leurs pratiques, leurs objectifs, leurs ennemis. James Bond saisit les sciences criminelles. En retour, les sciences criminelles peuvent saisir James Bond.

### Quel regard James Bond porte-t-il et livre-t-il sur les sciences criminelles ?

En dépit du manque de réalisme que l'on pourrait reprocher à l'œuvre, elle met en exergue les nombreux points de crispation auxquels le monde des services secrets est aujourd'hui confronté dans la réalité. L'œuvre est complète et prolifique. Elle fait appel à de nombreuses disciplines : psychiatrie, sociologie, sciences politiques, relations internationales, droit international public et droit pénal. James Bond est un agent britannique qui agit régulièrement en France<sup>55</sup>. L'approche du point de vue français sera privilégiée, mais notre curiosité nous poussera à faire quelques détours risqués chez nos voisins anglais. L'étude sera transversale. Nous nous fonderons essentiellement sur la filmographie « Eon ». Les deux films indépendants ne seront pas analysés, tandis que les romans de Ian Fleming ne seront évoqués que pour approfondir certains points. Si la lecture ne nécessite pas une connaissance approfondie de l'œuvre, elle sera néanmoins bien plus riche si les principaux éléments du récit sont déjà connus. Le visionnage d'un film pour mieux appréhender le sujet ne peut qu'être recommandé (choisissez *Au service secret de Sa Majesté*<sup>56</sup>), mais à défaut ou en guise de rappel, ci-suit une rapide synthèse. *Attention, spoilers.*

Le héros est James Bond, incarné successivement par six acteurs au cours de la saga : Sean Connery, Georges Lazenby, Roger Moore, Timothy Dalton, Pierce Brosnan, et de nos jours Daniel Craig. Chaque acteur apporta une touche personnelle au rôle, qui permit à l'œuvre de se renouveler avec succès. Chaque film présente une nouvelle aventure, à la suite de la précédente. En 2006, la série connaît un *reboot* : au lieu de prendre le relai purement et simplement de Pierce Brosnan, la saga prend un nouveau départ, mais son contenu n'est fondamentalement pas altéré. James Bond est un agent secret, nom de code 007. Il travaille pour le *Military Intelligence, section 6* (MI6) – autre nom du SIS. Les films suivent ses aventures. Ils se déroulent tous selon la même trame narrative, avec quelques variantes<sup>57</sup>. Son supérieur hiérarchique, nom de code « M », représente la voix de la raison. M assigne une mission à Bond alors qu'une menace se présente pour la sûreté dans le monde, ou contre les

---

<sup>55</sup> La toute première mission de James Bond se déroule en France. M envoie Bond affronter Le Chiffre au casino de Royale-les-Eaux, ville fictive sur la Côte d'opale. I. Fleming, *Casino Royale*, Jonathan Cape, 1953, 213p.

<sup>56</sup> *Au Service secret de Sa Majesté* (*On Her Majesty's Secret Service*), réalisé par Peter Roger Hunt, avec George Lazenby, Eon Productions, 1969

<sup>57</sup> U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », *Communications*, n°8, 1966, p.77-93



intérêts britanniques. Bond récupère des équipements (ou *gadgets*) auprès de l'armurier, nom de code « Q » avant d'atterrir en territoire étranger. Usant de diverses méthodes d'espionnage ou de son instinct<sup>58</sup>, il recueille des renseignements et des indices qui lui permettent de remonter jusqu'à l'origine de la menace. Apparaît alors le « méchant ». Il incarne le mal et a préparé un plan machiavélique pour – au choix, dominer le monde, devenir encore plus riche, ou se venger de Bond qui s'est déjà précédemment mêlé de ce qui ne le regardait pas. Le « méchant » emblématique et récurrent est Ernst Stavo Blofeld (chauve avec un chat persan blanc sur les genoux). Il est à la tête de l'organisation criminelle SPECTRE, qui signifie *SPecial ExeCutive for Counterintelligence, Terrorism, Revenge and Extortion*<sup>59</sup>. Bond fait irruption alors que la dernière étape du plan est sur le point d'être exécutée. Cependant, le « méchant » profite de la naïveté de Bond (qui prend souvent un nom féminin<sup>60</sup>) pour le capturer. Dans un élan d'arrogance, il révèle alors le plan à son prisonnier. Comme M le pressentait, le monde est en danger. Seulement, James Bond a retrouvé entre temps toutes ses facultés cérébrales, s'échappe, déjoue le plan et dans une dernière scène d'action, tue le « méchant », avant de finir dans les bras d'une femme. Outre la structure implacable du récit, la saga recourt à de nombreux leitmotifs qui en deviennent des éléments caractéristiques, tels que les voitures de sport, les *James Bond girls*, l'humour britannique ou encore des procédés stylistiques emblématiques, comme le clip musical qui accompagne le générique d'ouverture et fait intervenir une star contemporaine de la chanson.

---

<sup>58</sup> L'instinct est une ressource fiable chez Bond. I. Fleming, *Goldfinger* [1959], Plon, Collection Espionnage, 1964, p.150 : « *Il se dirigea vers la porte, mais s'arrêta brusquement. Son subconscient lui disait qu'il y avait dans cette chambre quelque chose d'anormal. [...] Il venait de sentir que le danger le guettait.* »

<sup>59</sup> SPECTRE est absent des aventures de James Bond de 1971 à 2015, hormis une apparition fugace au début de *Dangereusement vôtre* (*A View to a Kill*), réalisé par John Glen, avec Roger Moore, Eon Productions, 1985. SPECTRE apparaît pour la première fois dans le roman *Thunderball* (1961). Ce roman est directement inspiré d'un script de film écrit par Fleming et Kevin McClory, or ce dernier n'est pas cité dans le roman. Une action en justice s'engagea pour plagiat en 1963. Une partie du litige fut résolu à l'amiable : Fleming pouvait garder les droits d'auteurs du roman, en contrepartie de quoi McClory obtenait les droits d'adaptation cinématographique. Certaines questions restaient néanmoins en suspens, dont la paternité de SPECTRE. Dans l'incertitude, les réalisateurs n'eurent plus recours à SPECTRE à partir de 1971. En 2013, Eon productions rachète finalement les droits à la famille McClory, permettant à SPECTRE et Blofeld de faire leur retour à l'écran. C. Klimek, « The Messy, Improbable History of SPECTRE », *The Atlantic*, 6 novembre 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Wk3PWM>, consulté le 1<sup>er</sup> juin 2019.

<sup>60</sup> I. Fleming, *Casino Royale* [1953], Edition Fleuve Noir, 1980, p.120 : « *Il arrivait précisément ce qu'il avait craint. Ces femmes idiotes qui croient pouvoir faire un travail d'homme ! Pourquoi diable ne restent-elles pas chez elles avec leurs casseroles, leurs robes et leurs commérages, et ne laissent-elles pas aux hommes les travaux d'hommes ? [...] C'était bon pour Vesper, de tomber dans un vieux traquenard de ce genre.* » Deux minutes et cinq pages plus loin, Bond se fait capturer à son tour.

Cette constance des éléments permet d'envisager la saga dans sa globalité, de manière transversale et aborder tous ses aspects qui relèvent des sciences criminelles, entre réalité et imaginaire. La fiction construit un univers qui s'attache à perpétuer le mythe de l'espion de la Guerre Froide (**Première partie**) au sein duquel l'espion pouvait parcourir le globe et sauver le monde en toute liberté (**Seconde partie**).

**PREMIÈRE PARTIE**  
**L'UNIVERS DE JAMES BOND**  
**LE TRIOMPHE ROMANESQUE D'UNE CONCEPTION CLASSIQUE**  
**DE L'ESPIONNAGE**

Ian Fleming fonde son univers dans la réalité. Le MI6 et son agent naissent durant la Guerre Froide. Ils font leurs armes durant ce contexte et s'y épanouissent. Seulement, au fur et à mesure que les aventures sont publiées ou sortent sur grand écran, le monde évolue et l'univers fictif avec. Des nouveaux rapports géopolitiques apparaissent, de nouveaux moyens techniques, et avec, de nouveaux « méchants ». Le MI6 et 007 se retrouvent les héritiers d'une conception de l'espionnage ancrée dans la réalité de l'affrontement des deux blocs, qui paraît progressivement en inadéquation avec le présent. Mais les héros sont pleins de ressources. Ils se surpassent avec une bravoure chevaleresque pour faire face à chaque défi issu du monde contemporain et démontrer la pertinence de la conception de l'espionnage qu'ils représentent et qu'il défendent. James Bond est confronté à des ennemis ultra-modernes qui le poussent dans ses retranchements (**Titre premier**), tandis que de la même manière, le *Secret Service* subit les pressions du monde moderne (**Titre second**).

## Titre premier

### Les protagonistes de la saga engagés dans une lutte homérique

Le succès de James Bond est dû à ce qu'il fonctionne sur des modèles archétypes simples et élémentaires communs à toutes les fables, quitte à avoir recours à des clichés. Umberto Eco nous conte la fable James Bond : « *M est le Roi et Bond le Chevalier investi d'une mission ; Bond est le Chevalier et le Méchant est le Dragon ; la Femme et le Méchant sont entre eux comme la Belle et la Bête ; Bond, qui ramène la Femme à la plénitude de son esprit et de ses sens, est le Prince qui réveille la Belle endormie.* »<sup>61</sup> Bref, il s'agit d'une lutte contre le Bien et le Mal. La Femme n'est qu'un accessoire de cet affrontement, présente pour pimenter le jeu. L'œuvre est profondément manichéenne « *par commodité* ». Fleming épargne à Bond et au lecteur les questionnements et tourments psychologiques. Quelle est la vérité ? Est-ce juste ? D'autres œuvres d'espionnage feront ce choix, comme « 24 heures chrono », qui nous présente un Jack Bauer, un autre super agent secret, qui est, lui, en proie aux doutes suite à ses agissements. Il n'en est rien pour James Bond, ou du moins il n'en est rien de manière apparente.

Bond et ses alliés sont le Bien, ses ennemis sont les Méchants. Le Bien élimine le Mal, mais une autre figure du Mal la remplace pour prolonger la saga. M désigne à Bond l'ennemi au début de chaque nouvelle histoire. S'ensuivra ainsi la lutte et la victoire inéluctable, que Fleming résume fabuleusement bien : « *Sur les sept, il en avait tué cinq. Ce n'était pas pour son plaisir. C'était une nécessité. Et il avait eu de la chance. De la chance et trois amis : Felix, Ernie et Tiffany. C'est ainsi que les méchants étaient morts.* »<sup>62</sup> La lutte est grandiose car elle oppose deux forces antinomiques. D'un côté, les gentils : James Bond et ses alliés dont la bravoure, les caractéristiques et les valeurs resteront toujours celles originelles de 1953 – puisqu'on ne change pas une équipe qui gagne (**Chapitre premier**). De l'autre côté, les méchants, presque toujours plus vils et mégalomanes, sont mis au goût du jour pour que la menace soit ancrée dans le monde réel et que James soit à nous tous notre sauveur (**Chapitre second**).

---

<sup>61</sup> U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », *Communications*, n°8, 1966, p.77-93

<sup>62</sup> I. Fleming, *Chaud les glaçons !* [1956], Gallimard, collection Série noire, 1957, p.246

# Chapitre premier

## James Bond et ses alliés

### Figures d'un ancien monde

Lorsqu'un État est confronté à une menace, il cherche à la contrer par voie policière si elle vient de l'intérieur, diplomatique si elle vient de l'extérieur. Mais lorsque ni l'une, ni l'autre de ces réponses n'est adaptée, il dispose d'un dernier atout dans sa manche. Les services de renseignement permettent d'agir de manière secrète lorsque aucune solution officielle n'est envisageable. Lorsque le Royaume-Uni ou le "Monde libre" est confronté à une telle menace, le MI6 se saisit de l'affaire. Si besoin est, ils envoient un agent sur le terrain pour la neutraliser. Le plus performant de leurs agents est James Bond. Il est envoyé dans les missions les plus périlleuses mais aussi les plus rocambolesques<sup>63</sup>. Mais il n'est pas seul, car tout le monde a besoin d'aide, même James. Il est soutenu par la « *grande machine* »<sup>64</sup> du MI6, son patron M, Q, et épaulé par des alliés qu'il rencontre durant ses aventures, comme Félix et Mathis. Sa première mission date de 1953. Depuis, nous suivons toutes ses nouvelles aventures, bien qu'il reste ancré dans cette réalité des années 1950. Depuis 1953, pour défendre ses intérêts, le Royaume-Uni (**Section seconde**) envoie son agent secret James Bond en mission (**Section première**).

---

<sup>63</sup> I. Fleming, *Bons baisers de Russie* [1957], Plon, collection Espionnage, 1964, p.82 : le « chef de la planification » Kronsteen dit au Général G : « Si vous me demandez comment l'homme peut être attiré dans le lieu choisi, je répondrai seulement ceci : si l'appât est suffisant, et si Bond est seul capable de saisir cet appât, on l'enverra le chercher, quel que soit l'endroit où il se trouve. Pour éviter que cela ait l'air d'un piège, j'envisageais de donner à l'appât une saveur inusitée, une nuance d'excentricité. Les Anglais se glorifient de leur excentricité. Ils considèrent une proposition excentrique comme un défi. Je compte en partie sur cet aspect de leur psychologie pour qu'ils envoient cet important agent à la rencontre de l'appât. »

<sup>64</sup> I. Fleming, *Goldfinger* [1959], Plon, Collection Espionnage, 1964, p.234

## Section première

« *My name is Bond, James Bond.* »<sup>65</sup>

### James Bond, un héros de fiction.

« *My name is Bond, James Bond.* »

À la lecture de cette phrase cultissime, a peut-être démarré dans vos oreilles le « *James Bond Theme* » que l'on doit à Monty Norman et John Barry, et apparu devant vos yeux l'image de l'agent dans son indémodable smoking (Anthony Sinclair pour les puristes, Brioni pour les plus flambeurs). L'œuvre repose sur son personnage central. James Bond date des années 1950. Il est anglais, âgé d'une quarantaine d'années, et élégant. Ian Fleming en a fait un personnage emprunt des sentiments de son auteur<sup>66</sup>. James Bond est raciste<sup>67</sup>, misogyne<sup>68</sup> et homophobe<sup>69</sup>. Sa psychologie et ses réflexions personnelles semblent d'apparence sommaires. Lors de sa première mission, Mathis lui a conseillé d'être une machine, une « *merveilleuse machine* »<sup>70</sup>, qui ne se laisserait pas troubler par de telles remises en cause, et chasserait froidement et méthodiquement le diable là où on lui désignerait. Cependant, un être humain n'est pas une machine. Au-delà des simples apparences, des indices laissent apercevoir des réflexions internes et nous peignent l'esquisse d'un personnage psychologiquement complexe, et pour nous, difficile à appréhender.

Sa personnalité a peu évolué depuis. Il a seulement dû s'adapter *a minima* à la société pour ne pas paraître trop en décalage avec son temps et que le public continue à suivre ses aventures. Ainsi, ces préjugés rétrogrades précédemment évoqués ont été progressivement

---

<sup>65</sup> James Bond 007 contre Dr. No (*Dr. No*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, Eon Productions, 1962 : James Bond à Sylvia Trench.

<sup>66</sup> Selon Umberto Eco, Fleming est dépourvu de tels préjugés, il utilise seulement les clichés de l'opinion commune de l'époque pour que son roman plaise. Si le personnage présente de tels préjugés, c'est pour correspondre à l'opinion de l'époque. U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », op.cit.

<sup>67</sup> I. Fleming, *Goldfinger*, op.cit., p.38 : « Les jardiniers [...] ratissaient les allées ou ramassaient les feuilles avec la nonchalance qui caractérise les gens de couleur. »

<sup>68</sup> I. Fleming, *Goldfinger*, op.cit., p.192 : « Elle baissa finalement les yeux, prit l'argent que lui tendait Bond, et accepta de remplir cette mission ménagère, en fille d'Eve simple et soumise. »

<sup>69</sup> I. Fleming, *Goldfinger*, op.cit., avec le personnage de Pussy Galore, notamment p.312 : « - On m'avait dit que vous étiez pour femmes. - C'est parce qu'avant, je n'avais jamais rencontré un homme, un vrai. »

<sup>70</sup> I. Fleming, *Casino Royal [1953]*, Edition Fleuve Noir de 1980, 1953, p.167 : Mathis à JB : « Entourez-vous d'êtres humains, mon cher James. Il est plus facile de se battre pour eux que pour des principes. Mais... ne me décevez pas en devenant humain vous-même. Nous perdriions une merveilleuse machine. »

gommés dans les films. Le changement des acteurs interprétant James Bond illustre cette nécessité de s'adapter aux changements de la société. D'un Sean Connery brut et particulièrement sociopathe qui n'aurait pas hésité à pousser une femme sur le chemin d'une balle pour s'en servir comme bouclier humain, lui a succédé un Roger Moore plus conforme aux codes moraux des années 1970. Si le fond du personnage reste le même, sociopathe et misogyne, l'acteur le rend plus caricatural et ironique afin de s'adapter aux revendications féministes de la génération<sup>71</sup>. Cette reconstruction perpétuelle est nécessaire pour que perdure la saga. Les deux opus mettant en scène Timothy Dalton ont été particulièrement critiqués<sup>72</sup>. Quand bien même son interprétation était celle qui se rapprochait le plus du Bond originel dépeint par Fleming, noir et dépressif, celle-ci était sûrement trop sombre pour être appréciée par le public des années 80 plus enclin à des distractions plus légères telles *Dirty Dancing*<sup>73</sup>.

Malgré ces nuances le long de sa carrière, le personnage a gardé son identité profonde, dangereuse à bien des égards (**Paragraphe second**), de 1953 jusqu'à aujourd'hui (**Paragraphe premier**).

## **PARAGRAPHE PREMIER : APPROCHE SOCIOLOGIQUE : UN ESPION ANACHRONIQUE**

*Une étude sociologique impossible.* Il est difficile d'établir une sociologie de l'agent secret étant donné sa nature même. Un agent secret agit dans l'ombre. Nous ne savons rien de l'individu, si ce ne sont les quelques annonces officielles de recrutement publiées par les Ministères. On apprend que les services de renseignement recrutent tous types de métiers (psychologues, chercheurs, policiers, chimistes, ingénieurs, etc.)<sup>74</sup>, mais aucune indication ne nous informe sur leurs profils. M prétend que les orphelins, comme Bond, font les meilleurs

---

<sup>71</sup> The Associated Press, « Cold war or terrorism, 007 is ready to fight », in *Today*, 15 novembre 2006, <https://www.today.com/popculture/cold-war-or-terrorism-007-ready-fight-wbna15735166> (consulté le 14 avril 2019)

<sup>72</sup> Par exemple, Corliss, Richard, "Cinema: We Don't Need Another Heroid", *Time*, 24 juillet 1989 : « *For every plausible reason, he looks as bored in his second Bond film as Sean Connery did in his sixth* »

<sup>73</sup> Au box office mondial de 1987, *Dirty Dancing* est classé 11<sup>ème</sup> alors que *Tuer n'est pas jouer (The Living Daylights)*, réalisé par Jhon Glen, avec Timothy Dalton, est classé 19<sup>ème</sup> selon le site <https://www.boxofficemojo.com/yearly/chart/?yr=1987&p=.htm>

<sup>74</sup> Elodie Guéguen, « Lutte antiterroriste : les nouveaux cerveaux du renseignement français », *France Inter*, 6 octobre 2016, [online], disponible sur : <https://www.franceinter.fr/societe/secrets-d-info>.

agents<sup>75</sup>. Si cela peut nous sembler instinctivement cohérent, nous ne pouvons le vérifier par des études scientifiques. La recherche universitaire est naissante dans le domaine du renseignement. Une recherche sociologique est impraticable, pour des motifs de sécurité nationale, d'autant plus si elle porte sur des agents de terrain<sup>76</sup>.

***James Bond agit par idéologie.*** Durant la Seconde Guerre mondiale, Ian Fleming a servi dans la division de renseignement militaire de la marine britannique. Il s'est directement inspiré de son expérience personnelle pour la construction de son personnage, et également de différents agents secrets qu'il a rencontré durant cette période. Nous pouvons citer, entre autres, Dušan Popov<sup>77</sup> ou Patrick Dalzel-Job<sup>78</sup>. James Bond fut donc construit sur le modèle d'hommes qui se battent pour défendre leur patrie. James Bond est un homme de guerre. Il est d'un patriotisme et d'une loyauté irréprochable. Dès que le Royaume-Uni a besoin de lui, il se dédie corps et âme à sa patrie dans l'exécution de sa mission. Cela est parfaitement illustré dans *Skyfall*. Alors que l'Angleterre est attaquée en son cœur par le terrorisme, James Bond revient de son congé à l'autre bout du monde pour venir protéger et défendre son pays<sup>79</sup>. Ainsi, James Bond s'épanouit particulièrement lors de la Guerre Froide. Fleming étant en outre fervent anti-communiste, Bond est un défenseur du « monde libre » occidental. Lors de l'affrontement des deux blocs Est-Ouest, les espions étaient avant tout mus par leur idéologie. L'espion agissait avant tout pour défendre son pays et son modèle dans lequel il croyait profondément. L'espionnage était un crime politique par idéologie<sup>80</sup>. Avec la chute du mur de Berlin et la « fin de l'histoire » et des idéologies<sup>81</sup>, James Bond se retrouve dans un monde où il ne reste plus que son patriotisme aveugle pour le guider, alors que justement la nation n'est plus la première des préoccupations. Il semble errer dans un monde où il n'a plus sa place, agissant seulement

---

<sup>75</sup> *Skyfall (Skyfall)*, réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 : M à Bond.

<sup>76</sup> O. Chopin, « Etudier le renseignement », *Rapport de l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM)*, n°9, 2011 : Olivier Chopin fait état de la recherche en France. Si on peut distinguer en France les prémices d'une recherche historique ou juridique, la recherche sociologique n'est même pas citée.

<sup>77</sup> Dušan Popov (1912-1981) : agent triple anglais, serbe et allemand. Fleming le rencontre pendant la Seconde Guerre mondiale dans un casino au Portugal où Popov bluff sur une seule mise 700.000\$ (valeur actuelle) au baccarat, ce qui inspira directement le roman *Casino Royal* de 1953.

<sup>78</sup> Patrick Dalzel-Job (1913-2003) : officier naval britannique durant la Seconde Guerre mondiale que Fleming cotôya. Il est célèbre pour avoir désobéi à son commandement en 1939 afin de sauver près de 5.000 norvégiens.

<sup>79</sup> *Skyfall (Skyfall)*, réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 : M : « *Why did you come back ?* » JB : « *Good question.* » M : « *Because we're under attack. And you know we need you.* »

<sup>80</sup> Serge Sur, « Trois visions de la Guerre Froide », in Serge SUR, *Plaisirs du cinéma. Le monde et ses miroirs*, Chaintreaux, France-Empire monde, 2010, p.64

<sup>81</sup> Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le dernier Homme*, Flammarion, 1992, 452p.



par sens du devoir. En effet, de nos jours, si les espions agissent encore pour défendre des valeurs, ils sont surtout motivés par un objectif pécuniaire<sup>82</sup>, ce qui ne correspond pas à James Bond. Il est d'autant plus honorable, qu'il agit de manière presque totalement désintéressée. Fleming nous précise à maintes reprises que son salaire est maigre<sup>83</sup> malgré son implication dans ses missions, seulement motivée par son patriotisme.

**Lafinl'espion.** Mais il apparaît honorable seulement aux yeux du public. Il estime lui-même que ses actes sont déloyaux et immoraux. Si bien que lors de sa romance avec Vesper Lynd, il envisage sa reconversion professionnelle pour trouver un métier « *honnête* » pour la première fois de sa vie<sup>84</sup>. Cela renvoie à une conception péjorative de l'espionnage et de l'espion, illustrée par la célèbre sentence de Montesquieu : « *L'espionnage serait peut-être tolérable s'il pouvait être exercé par d'honnêtes gens ; mais l'infamie nécessaire de la personne peut faire juger de l'infamie de la chose.* »<sup>85</sup> L'espionnage est malhonnête car il implique la ruse et le mensonge. Ce jugement évolua avec le temps. De la condamnation au siècle des Lumières due à ses moyens matériels, on observe une légitimation de l'espionnage durant le XXème siècle au regard de son but civique et patriotique<sup>86</sup>, jusqu'à être aujourd'hui considéré comme un « *métier de seigneur* »<sup>87</sup>. Cette vision héroïque de l'espion fut notamment développée grâce à la publicité qu'en a fait la littérature et le cinéma. Nous applaudissons James Bond devant le grand écran, alors que lui-même réprouve ses actes d'espion. S'il s'agit sûrement de travailler le pathos du personnage (cette mauvaise estime de ses actes rend son sacrifice encore plus grand), il n'en reste pas moins que sa propre conception de son métier est réellement anachronique.

**L'anthropologie criminelle dans James Bond.** En outre, James Bond se base sur des considérations physiques pour estimer la potentielle dangerosité d'un individu. C'est particulièrement marqué dans les livres de Fleming. Lors de chacune de ses rencontres, il étudie

---

<sup>82</sup> Jacques Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1998 et Jean Pinatel et Pierre Bouzat, *Traité de droit pénal et de criminologie*, Tome 3, 2<sup>ème</sup> édition, Dalloz, 1970, p.315

<sup>83</sup> I. Fleming, *Goldfinger*, Plon, 1959, pages 42 et suivantes.

<sup>84</sup> Casino Royale (Casino Royale), réalisé par Martin Campbell, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2006 : avant d'arriver à Venise : JB : « *Enough to quit [...] until one of us has to find an honest job. But I think that's gonna have to be you. I've no idea what an honest job is.* »

<sup>85</sup> Montesquieu, *De l'esprit des lois*, XII [1748], « Des espions dans la monarchie », Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1966, p.462

<sup>86</sup> Numa De Chilly, *L'espionnage*, Paris, Baudouin, 1888, p.22 : « *L'ignominie, purement matérielle, des moyens, est bien compensée par la grandeur du but.* »

<sup>87</sup> Alain Dewerpe, *Espion, une anthropologie historique du secret d'Etat contemporain*, Gallimard, 1994, p.152.

avec soin l'apparence et la posture de celui qui lui fait face. Ses constatations sont alors empreintes d'une anthropologie criminelle de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il associe certains traits physiques à des caractères criminels chez les individus. Ses analyses sont systématiques. Ainsi, Rufus Saye, dont James Bond « *se livra sans vergogne à un examen* » lors de leur rencontre, est décrit de manière hostile<sup>88</sup>. M. Saye a le « *visage carré, anguleux* », des « *lèvres minces et passées* ». C'est un « *grand gaillard* » avec des « *longs bras ballants se terminant par des mains velues* ». James Bond en conclut qu'il s'agit d'un « *dur à cuir* », et il se révélera être effectivement un meurtrier à la fin du roman. Son portrait ressemble à celui que Cesare Lombroso fait des criminels. Selon sa théorie du criminel-né, les criminels sont essentiellement grands et lourds, avec une longueur de bras excessive qui les rapproche des primates, les arcades sourcilières saillantes et les mâchoires avancées et très fortes<sup>89</sup>. De manière similaire, James Bond étudie longuement le physique de Goldfinger lors de leur première rencontre<sup>90</sup>. Il est choqué par sa petite taille. Il a un « *corps grotesque* », une « *touffe de cheveux roux* » et les yeux bleu pâle. Cela correspond globalement à la description que fait Lombroso des voleurs : yeux souvent gris bleutés, petite taille, cheveux rares et faiblement musclé<sup>91</sup>. James Bond a une « *confiance limitée* » dans les hommes de petite taille, et évidemment il ne se trompa pas : son enquête le mène à découvrir que Goldfinger prévoit de voler l'or de Fort Knox.

À l'inverse, lui-même est doté d'un charme imparable, faisant rougir toutes les femmes qu'il croise, y compris homosexuelles. Ces considérations physiques perdurent dans les films. Les acteurs incarnant James Bond sont choisis pour leur charisme, tandis que les antagonistes sont, pour la plupart, immédiatement identifiables comme tel à la vue de leur faciès. Requin est atteint d'acromégalie, maladie génétique à l'origine de déformations physique, et porte une mâchoire pourvue de dents en acier. Parmi les vingt-quatre films de la saga, onze d'entre eux représentent l'ennemi principal avec des cicatrices ou marques de brûlures au visage<sup>92</sup>, comme

---

<sup>88</sup> I. Fleming, *Chaud les glaçons !* [1956], Gallimard, 1957, pages 30 et suivantes.

<sup>89</sup> Tarde, Gabriel. « Le type criminel », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. no 3, no. 2, 2000, pp. 89-116. Article initialement paru dans : Tarde, Gabriel. « Le type criminel », *Revue Philosophique*, vol.19, 1885, pp. 593-627. Tarde y reprend les analyses de Lombroso parues dans *L'Uomo delinquente*, par Cesare Lombroso, 3<sup>ème</sup> édition, Roma, Fratelli Boca, 1884.

<sup>90</sup> I. Fleming, *Goldfinger*, Plon, 1959, pages 42 et suivantes.

<sup>91</sup> L. Rodler, « L'homme criminel de Cesare Lombroso : entre science et littérature », *Criminocorpus*, le 24 mai 2012, [Online], disponible sur : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/1893> , consulté le 17 avril 2019.

<sup>92</sup> Dr. No dans le premier film de la saga (ce qui lui a d'ailleurs valu sa place dans une étude sur la dermatologie des « grands méchants » : JA Croley, V. Reese, RF. Wagner, « *Dermatologic features of classic movie villains: the face of evil* », *JAMA Dermatology*, 2017, n°153), Ernst Stavo Blofeld dans six films (Bons baisers de Russie, Opération Tonnerre, On ne vit que deux fois, Au service secret de Sa Majesté, Les diamants sont éternels, 007

si cette marque physique est preuve de la criminalité de l'individu<sup>93</sup>. En effet, pour conclure, le criminel est laid<sup>94</sup>.

Ainsi, les traits de caractère de James Bond, ses motivations et également certaines de ses techniques d'analyses du renseignement datent d'une époque révolue. A la chute du mur de Berlin, M le compare à un « *sexist, misogynist dinosaur. A relic of the Cold War.* »<sup>95</sup>. Il regrette lui-même la Guerre Froide, inscrivant le personnage dans une profonde nostalgie qui participe à sa distanciation par rapport à la réalité, et par-là, à sa dangerosité.

## PARAGRAPHE SECOND : APPROCHE PSYCHIATRIQUE : UN ESPION DANGEREUX

*Tentative d'analyse psychiatrique.* En tant qu'agent des services de renseignement envoyé dans des missions à grands risques, le profil psychologique et psychiatrique de James Bond a dû être soumis à de nombreuses analyses du MI6 avant de pouvoir exercer sur le terrain. Lorsque le psychiatre qui étudie sa personnalité demeure insensible aux charmes de son patient<sup>96</sup>, il conclue que James Bond n'est pas apte au service<sup>97</sup>. En effet, il est atteint de plusieurs troubles mentaux qui affectent sa capacité de jugement et sa capacité d'action. Il est difficile d'étudier la santé mentale de James Bond. La plupart des films jouent à caricaturer le personnage, sans réelle profondeur psychologique si ce n'est son arrogance, alors que le personnage construit par Fleming est psychologiquement plus complexe qu'il n'en a l'air.

---

Spectre), Franz Sanchez dans Permis de tuer, Alec Trevelyan dans GoldenEye, Renard dans Le monde ne suffit pas, Zao dans Meurs un autre jour, Le Chiffre dans Casino Royale.

<sup>93</sup> U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », op.cit., p.82 : « *Cette singulière unité de physionomie de tous les Méchants de service confère une certaine unité au rapport Bond – le Méchant.* ». Dans les romans, Bond arbore lui aussi une cicatrice sur la joue gauche en souvenir de sa première mission, mais cela lui confère un charme brut quand cela défigure les antagonistes.

<sup>94</sup> Tarde, Gabriel. « Le type criminel », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. no 3, no. 2, 2000, pp. 89-116.

<sup>95</sup> GoldenEye (*GoldenEye*), réalisé par Martin Campbell, avec Pierce Brosnan, Eon Productions, 1995.

<sup>96</sup> *Ibidem.*: dans la scène après le générique, une psychologue est envoyée pour évaluer James Bond, et notamment sa conduite. Il la séduit après une course-poursuite.

<sup>97</sup> Skyfall (*Skyfall*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 : Lorsque James Bond retourne au Royaume-Uni, il passe une batterie de tests, notamment psychologiques, afin de réintégrer le service. Raoul Silva lui révèle qu'en réalité son évaluation psychologique conseillait une « *suspension immédiate du service* ».

**Troubles de la personnalité : la « Triade noire ».** En nous basant sur le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM IV)<sup>98</sup>, nous pouvons dégager dans la psychologie de Bond plusieurs troubles de la personnalité. Tout d'abord, il semble présenter les traits caractéristiques d'une personnalité narcissique. Cette personnalité est difficile à concevoir pour un agent secret, et le résultat s'avère paradoxal. D'un côté James Bond a le sens d'apparaître grandiose, de l'autre il ne demande pas, du moins directement, une admiration des autres. Son narcissisme ne serait tempéré que pour ennoblir le personnage. Malgré ce tempérament, il correspond aux critères diagnostics établis par le DSM IV<sup>99</sup>. Bond se donne en spectacle, il a besoin d'être admiré par autrui, et se met ainsi en avant avec arrogance et de manière hautaine<sup>100</sup>. Il pense que rien ne peut lui résister, notamment les femmes, et se sert de ces relations à des fins personnelles, c'est-à-dire la réussite de sa mission.

James Bond est souvent considéré comme un psychopathe, c'est-à-dire sujet à un trouble de la personnalité caractérisé par l'impulsivité et des conduites antisociales. Cela est également à nuancer. Bond parle et agit de sorte à paraître insensible face à la douleur d'autrui, mais nous pensons qu'il s'agit là d'une façade.<sup>101</sup> Bond n'est pas totalement dépourvu d'empathie, mais il a une personnalité antisociale selon les critères du DSM IV<sup>102</sup>. Étant orphelin, nous pouvons supposer qu'il a eu des troubles du comportement dans son enfance. Désormais adulte, et sans être schizophrène ou dans un épisode maniaque, il transgresse régulièrement les droits d'autrui : il manipule et ment, il est très régulièrement violent, il méprise sa propre sécurité et celle d'autrui<sup>103</sup>.

---

<sup>98</sup> American Psychiatric Association, *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, 4<sup>ème</sup> édition, Elsevier Masson, 2003, 1 002p.

<sup>99</sup> American Psychiatric Association, op.cit, p.826

<sup>100</sup> Souligné par Vesper Lynd, dans *Casino Royale (Casino Royale)*, réalisé par Martin Campbell, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2006: lors de sa première rencontre avec Bond : « *By the cut of your suit, you went to Oxford or wherever and actually think human beings dress like that. But you wear it with such disdain...my guess is you didn't come from money and your school friends never let you forget it.* »

<sup>101</sup> Une fois encore percé à jour par Vesper Lynd : *Casino Royale*, 2006, op.cit. : lors du repas entre Vesper et James après avoir remporté le tournoi de poker : V : « *It doesn't bother you, killing those people?* » JB : « *Well, I wouldn't be very good at my job if it did.* » V : « *I don't believe you.* ». Dans les livres, ses pensées nous sont parfois dévoilées. Dans I. Fleming, *Goldfinger [1959]*, Plon, collection Espionnage, 1964, p.211 : Bond déplore la mort de Jill Masterton : « *Il la garderait toute sa vie sur la conscience.* »

<sup>102</sup> American Psychiatric Association, op.cit, p.812

<sup>103</sup> *Quantum of Solace (Quantum of Solace)*, réalisé par Marc Forster, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2008 : M, à propos de la mort de Miss Fields : « *I think you are so blinded by inconsolable rage that you don't care who you hurt.* »

Selon certains auteurs, James Bond serait également « machiavélique ». Il ne s'agit pas d'un trouble de la personnalité recensé par le DSM, mais une construction de la personnalité<sup>104</sup>. Il se caractérise par la manipulation des autres pour parvenir à ses fins sans se soucier d'aucune morale. Ces trois traits de personnalité – narcissisme, psychopathie et machiavélisme – constituent un groupe appelé la « Triade noire »<sup>105</sup>. Ces trois traits de personnalité sont distincts mais se recoupent. Ils coïncident dans la manipulation d'autrui pour ses propres fins. Ce concept canalise actuellement les recherches en psychiatrie. Une étude montre ainsi que les individus présentant les traits de la « triade noire » auraient tendance à se comporter de manière extravertie, avec une grande-estime de soi et individualisme<sup>106</sup>. Cela peut effectivement correspondre à l'attitude générale de Bond. Ce dernier trait de caractère est d'ailleurs mis en avant dans les films. À plusieurs reprises il explique préférer travailler seul<sup>107</sup>. Or, aujourd'hui les agents secrets doivent travailler en groupe dans leurs missions. Dans une rare interview, le chef du MI6, Alex Younger, explique que James Bond ne serait probablement pas embauché justement à cause de ce manque d'intelligence émotionnelle et de cette incapacité à travailler en équipe<sup>108</sup>. Il a également été démontré que ces troubles de la personnalité agissent de concert pour favoriser les comportements criminels<sup>109</sup>. James Bond a donc un profil psychiatrique dangereux. S'il est plus enclin à manipuler et agir de manière frauduleuse, cela semble sommes toutes être profitable à sa profession d'espion.

***Un trouble dépressif.*** Outre ces troubles de la personnalité, James Bond souffre d'un trouble de l'humeur. Dès son jeune âge, il a connu des drames avec le décès de ses parents, puis le décès de son père adoptif. Il a été plongé dans l'univers de la mort très tôt, et depuis, à chaque nouvelle mission, il est obligé de tuer les ennemis du Royaume-Uni, et de voir régulièrement des êtres proches mourir, notamment M qui faisait figure de mère de substitution pour lui. Ainsi,

---

<sup>104</sup> Christie, R., & Geis, F. L., *Studies in Machiavellianism*. New York: Academic Press, 1970.

<sup>105</sup> Delroy L Paulhus, Kevin M Williams, « The Dark Triad of personality: Narcissism, Machiavellianism, and psychopathy », *Journal of Research in Personality*, Volume 36, Issue 6, December 2002, Pages 556-563

<sup>106</sup> P.K. Jonason, N.P. LI, E.A. Teicher, (2010). « Who is James Bond? The Dark Triad as an Agentic Social Style », *Individual Differences Research*, n°8, 2010, p.111-120

<sup>107</sup> Par exemple dans *Permis de tuer (Licence to Kill)*, réalisé par John Glen, avec Timothy Dalton, Eon Productions, 1989 : James Bond reçoit l'assistance de Q et Pam Bouvier sur le terrain à Isthmus, mais il le renvoie : « *Take Q and fly out of here now. [...] I work better alone.* »

<sup>108</sup> Omar Alleyne-Lawler, « MI6 speaks to the Diversity Dashboard », *Black History Month*, 25 octobre 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2JTjwOe>, consulté le 20 avril 2019

<sup>109</sup> A. Harrison, J. Summers et B. Mennecke, « The Effects of the Dark Triad on Unethical Behaviour », *Journal of Business Ethics*, n°153, novembre 2018, p55-77.

« l'idée de la mort était profondément ancrée en James Bond. »<sup>110</sup> A la mort de Vesper Lynd, James semble définitivement plonger dans une phase mélancolique. Il l'exprime de lui-même dans le film suivant, dans l'avion en compagnie de Mathis, son ami lui proposant alors des « médicaments pour oublier »<sup>111</sup>. Lors de son congé au début de *Skyfall*, sur une plage turque, on constate sa perte d'intérêt à vivre. Quand bien même il passe ses soirées à la plage, dans les bras d'une femme ou dans un bar, il apparaît qu'il n'en tire aucun plaisir ou amusement, au contraire affiche une mine d'enterrement<sup>112</sup>. Pour compenser, James Bond se réfugie dans le travail. Il souffre d'isolation sociale. N'ayant aucun proche, ni d'activité extraprofessionnelle, il considère son travail au sein des services secrets comme sa seule raison de vivre. Or une dépression entraîne des ralentissements psychiques (difficultés de concentration, de mémorisation, d'attention, etc.) et moteurs (diminution de la mimique, fatigue physique, etc.) ainsi que des troubles des fonctions instinctuelles (insomnie, anorexie, asthénie, etc.). Il serait alors dangereux d'envoyer James Bond sur le terrain avant qu'il n'ait suivi un traitement contre son trouble dépressif, médicamenteux et psychothérapique.

**Addiction à l'alcool.** De plus, sa dépression est mêlée à une consommation de drogues. James Bond a toujours eu une consommation excessive d'alcool. C'est encore amplifié lors de ses épisodes les plus graves. Lors de la scène en compagnie de Mathis précédemment évoquée, Bond est en train de boire son 6<sup>ème</sup> cocktail consécutif qui porte le nom de la femme dont il fait le deuil. Ainsi, dans les livres, il consomme, en moyenne, plus de 13 unités d'alcool par jour<sup>113</sup>. Une unité d'alcool correspond à 10 grammes d'alcool. À titre de comparaison, une pinte de bière à 5% contient 2,2 unités d'alcool. Il a, en moyenne, un jour d'abstinence par semaine. Dans les films, Bond boit en moyenne 4,5 verres (dont pour la moitié un Martini)<sup>114</sup>. Une telle consommation permet d'attester d'une addiction à l'alcool selon le DSM V<sup>115</sup>. Parmi les onze critères de dépendance, Bond en satisfait au moins six (**voir l'Annexe 1**) ; il souffre donc d'une

---

<sup>110</sup> I. Fleming, *Goldfinger* [1959], Plon, collection Espionnage, 1964, p.7.

<sup>111</sup> *Quantum of Solace* (*Quantum of Solace*), réalisé par Marc Forster, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2008

<sup>112</sup> *Skyfall* (*Skyfall*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012

<sup>113</sup> G. Johnson, IN. Guha, P. Davies, « Were James Bond's drinks shaken because of alcohol induced tremor? », *The British Medical Journal*, n°347, 2013

<sup>114</sup> N. Wilson, A. Tucker, D. Heath et P. Scarborough, « Licence to swill: James Bond's drinking over six decades », *The Medical Journal of Australia*, n°209, août 2018, p.495-500

<sup>115</sup> American Psychiatric Association, *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, 5<sup>ème</sup> édition, Elsevier Masson, 2015, 1114p.

dépendance « grave » à l'alcool. Cette dépendance engendre en théorie de nombreux effets sur le sujet, ayant des répercussions directes sur son métier.

De manière générale, les produits psychoactifs sont des facteurs d'aggravation des troubles psychiatriques. La dépendance à l'alcool augmente l'apparition de troubles et la gravité de leurs conséquences<sup>116</sup>, tout particulièrement pour la dépression<sup>117</sup>. Une consommation excessive d'alcool entraîne également de nombreux risques pour la santé physique. L'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) recommande au maximum 3 verres par jour pour une consommation quotidienne masculine et au moins 2 jours sans alcool dans la semaine. James Bond est au-delà de ces seuils, ce qui en fait de lui un buveur à haut risque<sup>118</sup>. Dès lors, il présente des risques de tumeurs, d'hypertension, de cirrhose<sup>119</sup>, de dysfonctionnement sexuel<sup>120</sup>, et de tremblements essentiels<sup>121</sup> – maladie neurologique qui provoque des mouvements anormaux et se traduit souvent par une incapacité à arrêter les membres de trembler (peut-être la raison pour laquelle James boit ses Martini « *shaken, not stirred* »<sup>122</sup>). Enfin, l'alcool altère la capacité de concentration et de jugement, alors que le niveau d'alerte d'un agent secret devrait être à son maximum.

Une telle dépendance devrait être traitée cliniquement<sup>123</sup>. Mais évidemment, malgré sa consommation excessive d'alcool, James Bond reste capable d'appréhender les situations les plus compliquées et de satisfaire les femmes. A une seule reprise, sa mission paraît être affectée par sa consommation. Dans Casino Royale, lorsque Vesper est enlevée, il part à la poursuite de ses ravisseurs en Aston Martin après avoir bu de nombreux cocktails et une bouteille de vin, si

---

<sup>116</sup> JP. Lang, ML. Bonnewitz, M. Kusterec, L. Lalanne-Tongio, « Alcohol consumption in patients with psychiatric disorders : Assessment and treatment », *L'Encéphale*, n°40, septembre 2014, p.301-307

<sup>117</sup> CK. Danielson, JC. Overholser, ZA. Butt, « Association of Substance Abuse and Depression among Adolescent Psychiatric Inpatients », *The Canadian Journal of Psychiatry*, n°48, décembre 2003

<sup>118</sup> OMS, International Guide for Monitoring Alcohol Consumption and Related Harm, 2000, p.54

<sup>119</sup> J. Rehm, G. Gmel, CT. Sempos, M. Trevisan, « Alcohol-related morbidity and mortality », *Alcohol Research and Health*, n°27, 2003, p.39-51

<sup>120</sup> BS. Arackal, V. Benegal, « Prevalence of sexual dysfunction in male subjects with alcohol dependence », *Indian Journal of Psychiatry*, n°49, 2007

<sup>121</sup> ED. Louis, J. Benito-Leon, F. Bermejo-Pareja, « Population-based study of baseline ethanol consumption and risk of incident essential tremor », *Journal of Neurology, Neurosurgery and Psychiatry*, n°80, 2009 p.494-497

<sup>122</sup> Pour la première fois prononcée par Bond dans Goldfinger (*Goldfinger*), réalisé par Guy Hamilton, avec Sean Connery, Eon Productions, 1964

<sup>123</sup> M l'envoya dans une clinique de remise en forme pendant deux semaines au début de I. Fleming, *Opération Tonnerre*, Éditions Plon, Nuit Blanche, 1962, 251p. Mais JB ne guérit pas pour autant, il consomma 52 unités d'alcool durant les cinq jours qui suivirent : G. Johnson, IN. Guha, P. Davies, op.cit.

bien qu'il perd le contrôle de sa voiture et se fait lui aussi capturer par Le Chiffre<sup>124</sup>. Cet incident ne semble pas lui avoir servi de leçon outre mesure. En outre, l'agent à l'origine était aussi dépendant au tabac. S'il arrête de fumer sous Daniel Craig, il est estimé qu'au début de sa carrière, il fumait une soixantaine de cigarettes par jour<sup>125</sup>. Son auteur, Ian Fleming, est mort à l'âge de 56 ans d'une crise cardiaque après une vie marquée par la consommation excessive d'alcool et de tabac. Bond risquerait de suivre la même voie s'il était humain.

**Rejet de l'autorité.** Enfin, Bond présente un « *rejet pathologique de l'autorité* », selon le rapport du psychiatre du MI6 dans *Skyfall*<sup>126</sup>. Ce syndrome peut s'expliquer par son enfance traumatique. La mort de ses parents, biologiques, puis adoptifs, a obligé le jeune James à se construire en l'absence d'autorité parentale, avant d'être recueilli par les corps militaires britanniques ou bien par M selon les versions. Il désobéit régulièrement aux ordres au cours de ses missions, voire dans la quasi-totalité des films. Il s'émancipe des ordres afin d'agir à des fins personnelles<sup>127</sup>. En effet, sa lutte contre SPECTRE est devenue une lutte personnelle. Cela est finalement expliqué lors du dernier film : le chef de l'organisation, Ernst Stavro Blofeld, veut se venger de James Bond pour la perte de son père, et réciproquement James Bond veut se venger de SPECTRE (ou d'autres adversaires) en raison de la perte de ses proches. Souvent, la cause personnelle rejoint la cause d'État, mais il arrive que M doive envoyer un agent pour intercepter Bond et empêcher que ses actes irréfléchis n'aient des conséquences fâcheuses<sup>128</sup>. Cette situation est paradoxale et nous ferait penser qu'il n'est pas si infailible et que sa

---

<sup>124</sup> A la fois dans le roman et le film, JB consomme de nombreux verres durant le dîner avec Vesper. Durant la course-poursuite qui s'ensuit, JB perd le contrôle de son véhicule à cause d'un obstacle placé sur la route par Le Chiffre (des chausses-trapes dans le premier cas, Vesper elle-même dans le second). Cependant, dans le roman, JB ne parvient pas à distinguer les pièges métalliques sur la chaussée quand bien même ils sont éclairés par ses phares. Nous pouvons imputer cette altération de son acuité visuelle à sa consommation excessive d'alcool. Dans le film, JB semble avoir un temps de réaction supérieur à une seconde, entre le moment où le corps de la jeune femme apparaît dans le champ des phares de sa voiture et le moment où JB braque le volant. Si une seconde est le temps de réaction moyen pour un conducteur normal, JB nous a habitués à des réactions surhumaines. Nous aurions pu nous attendre à ce qu'il parvienne à éviter Vesper sans pour autant perdre le contrôle de son Aston Martin. Nous pensons pouvoir imputer cette augmentation de son temps de réaction habituel une nouvelle fois à sa consommation d'alcool. I. Fleming, *Casino Royal* [1953], op.cit. p.125 et *Casino Royale*, 2006, op.cit.

<sup>125</sup> R. Benson, *The James Bond Bedside Companion*, Dodd Mead, 1988, p.70

<sup>126</sup> *Skyfall* (*Skyfall*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 : Raoul Silva fait la lecture du rapport à JB.

<sup>127</sup> I. Fleming, *Bons baisers de Russie* [1957], Plon, collection Espionnage, 1964, p.303 : « *Maintenant il agissait pour son compte ; il avait son aventure privée.* » ou James Bond 007 contre Dr. No, 1962, op.cit. : JB à Dr. No lors de leur rencontre : « *I'd prefer the revenge department.* »

<sup>128</sup> Par exemple, par l'agent Fallon dans *Permis de tuer* (*Licence to Kill*), réalisé par John Glen, avec Timothy Dalton, Eon Productions, 1989, ou bien Miss Fields dans *Quantum of Solace* (*Quantum of Solace*), réalisé par Marc Forster, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2008.



consommation excessive d'alcool provoquerait chez lui une amnésie. S'il fait preuve d'un patriotisme sans faille et d'une soumission totale au MI6 au début de sa mission, cette-dernière devient inévitablement une vendetta personnelle, avant qu'il ne retourne finalement prêter allégeance à M<sup>129</sup>. James Bond est incontrôlable.

Tous ces défauts ajoutent du charisme au personnage. Un héros qui sauve le monde est plus charismatique s'il est tourmenté. L'imperfection est ce qui rend le personnage fascinant<sup>130</sup>. C'est ce qui fait de lui un des plus grands héros de cinéma<sup>131</sup>. Dans son interview<sup>132</sup>, le chef du MI6 critique, nous l'avons vu, l'éthique du héros. Cependant, il en fait en même temps l'éloge. Il encense ses qualités patriotiques, qui le mènent à sauver le monde au nom de son pays.

---

<sup>129</sup> *Quantum of Solace* (*Quantum of Solace*), réalisé par Marc Forster, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2008 : dans la dernière scène du film, après que Bond ait décidé de traquer à tout prix Dominic Green en dépit de l'ordre d'arrestation sur sa personne, il retrouve M. M : « *I need you back* », JB : « *I never left* ».

<sup>130</sup> U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », *Communications*, n°8, 1966, p.85

<sup>131</sup> James Bond se classe 3<sup>ème</sup> dans le classement de l'American Films Institute « *AFI's 100 Years... 100 Heroes and Villains* » publié en 2003. Disponible sur le site officiel : <http://www.afi.com/100Years/handv.aspx>

<sup>132</sup> « MI6 speaks to the Diversity Dashboard », op.cit.

## Section seconde

« *Queen and country, James* »<sup>133</sup>

### Un espion au service du Royaume-Uni

James Bond est un agent des services secrets anglais. Il exécute les missions que lui confie son supérieur M au nom et pour le compte de son pays, le Royaume-Uni. Par extension, il agit au nom et pour le compte de la Reine, le Royaume-Uni étant une monarchie parlementaire dont le monarque est la Reine Elizabeth II depuis le tout début des aventures de James Bond. Son patriotisme et sa loyauté sont sans faille. Il se dévoue corps et âme à l'accomplissement de ses missions, ce qui fait de lui, selon ses ennemis, le « *toutou* » de Sa Majesté<sup>134</sup>. Le Royaume-Uni, par l'intermédiaire du MI6, décide de la mission qu'il confie à son agent tout en faisant en sorte de faciliter son exécution et il dispose d'un droit de vie ou de mort sur lui<sup>135</sup>.

Bien qu'invisible à l'écran, le Royaume-Uni est sur le devant de la scène de par les liens qui l'unissent à Bond. Il est donc intéressant d'étudier l'application que font les films de ce lien entre le pays et l'agent, et de ses implications, d'un point de vue politique. En sauvant le monde, James Bond place le Royaume-Uni au centre des relations internationales dans la fiction (**Paragraphe premier**), ce qui sert les intérêts du Royaume-Uni dans la réalité (**Paragraphe second**).

#### PARAGRAPHE PREMIER : UNE VISION ANGLAISE DES RELATIONS INTERNATIONALES

*Un ancrage dans la réalité.* L'intrigue des films se base dans la réalité du contexte international, afin, une nouvelle fois, que le spectateur puisse s'identifier dans l'univers projeté à l'écran. Jean-Antoine Duprat souligne que « *l'art de la saga est de coller à la réalité, sans jamais entrer dans le débat international* ». <sup>136</sup> Les missions de James Bond ont une portée

---

<sup>133</sup> Demain ne meurt jamais (*Tomorrow Never Dies*), réalisé par Roger Spottiswoode, Eon Productions, 1997 : Moneypenny à James Bond, lorsque M lui confie sa mission en début de film.

<sup>134</sup> GoldenEye, 1995 : Alec Trevelyan, un des ennemis, dit à JB lors de l'affrontement final : « *James Bond, Her Majesty's loyal terrier, defender of the so-called faith.* »

<sup>135</sup> Dans Skyfall, 2012, op.cit., M ordonne à Moneypenny de tirer quitte à tuer JB. JB décédé d'après les apparences, elle rédige alors sa nécrologie officielle.

<sup>136</sup> JA. Duprat, *James Bond dans le spectre géopolitique*, L'Esprit du temps, 2015.

internationale, les films nous décrivent donc à l'occasion les rapports géopolitiques entre les pays. Les seize premiers films se déroulent pendant la Guerre Froide, transposée à l'écran. Lors du réchauffement des relations entre les deux blocs, James Bond fera à plusieurs reprises la rencontre du général soviétique Gogol favorable à la Détente<sup>137</sup>. Le film pousserait même en faveur d'un plus grand rapprochement entre les blocs, lorsque Gogol décernera la médaille Lénine à James Bond<sup>138</sup>. Puis, quand la Détente laisse place à de nouvelles tensions, un autre général plus hostile prendra sa place<sup>139</sup>, avant que la chute du mur ne soit représentée par la chute des symboles soviétiques dans *GoldenEye*<sup>140</sup>. Les films retracent également l'évolution des relations anglo-américaines et surtout leur désunion<sup>141</sup>. Mais malgré ces rapports conflictuels, ils réussissent à continuer de travailler ensemble<sup>142</sup>. De multiples autres références abondent dans les films pour les spectateurs avertis<sup>143</sup>.

Toutefois, nous divergeons avec l'opinion d'Antoine Duprat. Selon nous, la saga se permet d'« *entrer dans le débat international* » de deux manières. De manière anecdotique d'abord, les films critiquent certains faits politiques. C'est le cas de Margaret Thatcher que la scène de fin de *Rien que pour vos yeux*<sup>144</sup> tourne au ridicule. *Quantum of Solace*<sup>145</sup> dénonce avec plus de sérieux la coalition occidentale engagée dans la guerre d'Irak de 2003. Dans *Quantum of Solace*, la CIA coopère avec l'antagoniste du film afin d'obtenir des ressources pétrolières. Parallèlement, M fustige l'attitude du Ministre des Affaires étrangères, et s'adresse

---

<sup>137</sup> Par exemple dans *Rien que pour vos yeux (For Your Eyes Only)*, réalisé par John Glen, avec Roger Moore, Eon Productions, 1981 : JB à Gogol : « *That's détente, Comrad. You don't have it. I don't have it.* »

<sup>138</sup> L'Ordre de Lénine était la plus haute décoration de l'ordre soviétique. Dans la scène de fin de *Dangereusement vôtre*, 1985, op.cit. JB est dit être le premier non-soviétique distingué par cette décoration.

<sup>139</sup> Tuer n'est pas jouer (*The Living Daylights*), réalisé par John Glen, avec Timothy Dalton, Eon Productions, 1987 : « *[le général Pushkin] hates our new policy of détente.* »

<sup>140</sup> *GoldenEye (GoldenEye)*, réalisé par Martin Campbell, avec Pierce Brosnan, Eon Productions, 1995 : voir notamment le clip de Tina Turner.

<sup>141</sup> Notamment, dans *Demain ne meurt jamais (Tomorrow Never Dies)*, réalisé par Roger Spottiswoode, Eon Productions, 1997 : au début du film, lorsque JB retrouve dans un marché pour terroristes un décodeur américain, M dit « *Will the CIA be more upset that they lost it or that was found it ?* »

<sup>142</sup> *Skyfall (Skyfall)*, réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 : Lorsque le MI6 retrouve la trace de leur ennemi grâce à des informations envoyés par les Etats-Unis, M dit à Tanner : « *Luckily, we still have one or two friends left in the CIA.* »

<sup>143</sup> Par exemple, dans *Meurs un autre jour (Die Another Day)*, réalisé par Lee Tamahori, avec Pierce Brosnan, Eon Productions, 2002 : suite à la rétrocession de Hong-Kong à la Chine en 1997, JB s'adresse à un agent chinois : « *Don't worry, I'm not here to take it back.* »

<sup>144</sup> *Rien que pour vos yeux (For Your Eyes Only)*, réalisé par John Glen, avec Roger Moore, Eon Productions, 1981 : Thatcher, pensant téléphoner à Bond, est charmée par le perroquet qui lui répond à l'autre bout du fil.

<sup>145</sup> *Quantum of Solace*, 2008, op.cit.

indirectement à Tony Blair : « *Then give us time to gather enough evidence so you can make informed decisions.* » La saga entre également et plus vivement dans le débat international en ce qu'elle met en scène sa propre vision des relations internationales.

***Une vision westphalienne des relations internationales***<sup>146</sup>. Dans James Bond, les États sont les seuls acteurs des relations internationales. Cela correspond à une conception westphalienne des relations internationales, selon laquelle le monde est morcelée entre États également souverains dans un système anarchique, c'est-à-dire sans autorité supérieure aux États. En effet, les organisations internationales brillent de par leur absence dans James Bond. Quand bien même Bond affronte régulièrement des menaces nucléaires, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique n'est jamais saisie. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord n'est que très rarement évoquée<sup>147</sup>. Si l'ONU est montrée à l'écran à une unique reprise, c'est seulement pour être critiquée car elle est alors une tribune pour un dictateur<sup>148</sup>. De même, les individus n'ont aucun rôle dans les relations internationales. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, James Bond agit pour empêcher que des groupes privés et notamment le SPECTRE ne nuisent aux relations interétatiques, ou bien que certains individus ne mettent en porte-à-faux l'État dont ils ressortent et dans lesquels ils sont considérés comme traitres. Bond protège la souveraineté des États.

***Une vision réaliste des relations internationales.*** Dans ce théâtre du monde où les États sont chacun supposés respecter la souveraineté des autres, la souveraineté du Royaume-Uni semble au contraire supérieure aux autres. Elle envoie James Bond en mission sur le territoire d'autres États et exerce donc sur eux sa propre souveraineté. La saga illustre ainsi la théorie réaliste des relations internationales. Les auteurs réalistes considèrent que les États sont en lutte les uns contre les autres pour survivre et dominer sur la scène internationale, et que cette conduite est même souhaitable. Les États luttent entre eux, donc la diplomatie ne permet pas une réelle coopération entre États. Elle n'est au contraire qu'hypocrisie<sup>149</sup>, et mets en réalité

---

<sup>146</sup> Pour l'étude des relations internationales : D. Battistella, *Théories des relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2015, 720p.

<sup>147</sup> Par exemple, dans *Skyfall (Skyfall)*, réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 : à l'origine de l'intrigue, les services de renseignement britanniques ont perdu une liste des agents infiltrés de l'OTAN. L'OTAN est alors seulement purement évoquée, à une unique occasion.

<sup>148</sup> *Vivre et laisser mourir (Live and Let Die)*, réalisé par Guy Hamilton, avec Roger Moore, Eon Productions, 1973 : le Dr. Kananga, antagoniste principal du film, est le dictateur de l'Etat fictif du San Monique. Il s'adresse à l'ONU au début du film.

<sup>149</sup> *Meurs un autre jour (Die Another Day)*, réalisé par Lee Tamahori, avec Pierce Brosnan, Eon Productions, 2002 : Colonel Moon à JB : « *I know all about the UN. I studied at Oxford and Harvard. Majored in Western hypocrisy.* »

aux mains des États des outils pour violer la souveraineté des autres. Ainsi, les ambassades serviraient à abriter des terroristes<sup>150</sup> et les valises diplomatiques à transporter du matériel d'espionnage<sup>151</sup>. Les actions violentes de James Bond, au nom du Royaume-Uni, seraient légitimes au regard de cette doctrine, y compris les violations du droit international, dont, justement, la violation de l'immunité diplomatique accordée aux ambassades dans *Casino Royale*<sup>152</sup>. La Raison d'État prime.

***Le Royaume-Uni au centre des relations internationales.*** Le Royaume-Uni envoie James Bond là où une menace est à contrer, peu importe sa localisation. Ainsi, l'agent secret a pu se rendre dans 46 pays étrangers au cours de la saga, sur tous les continents (**voir l'Annexe 2**). Dans la plupart de ces pays, il a été accueilli comme s'il était chez lui, soit par des agents de la Couronne, soit par des agents étrangers alliés de l'Angleterre. La souveraineté britannique est étendue à l'ensemble du globe. Si Bond est à même de remplir ses missions, c'est grâce à l'aide du formidable réseau qu'a su construire le Royaume-Uni à travers le monde entier. *Bons baisers de Russie* en donne une illustration. Alors que Bond traverse toute l'Europe en compagnie de Tatiana, depuis la Turquie jusqu'à Macon, dans la gare de quasiment chaque pays, un agent britannique est prêt à leur rendre service<sup>153</sup>. Il est également aidé par les services de renseignement d'autres pays, soit qu'il s'agisse de pays alliés : c'est le cas de René Mathis<sup>154</sup>,

---

<sup>150</sup> *Casino Royale (Casino Royale)*, réalisé par Martin Campbell, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2006 : au début du film, un terroriste que pourchasse Bond se réfugie dans l'ambassade d'un Etat africain pour faire valoir l'inviolabilité de l'enceinte diplomatique en vertu de l'article 22 de la Convention de Vienne de 1961. Les « *diplomates-terroristes* » sont dénoncés dans la réalité dans le rapport sénatorial sur la lutte contre le terrorisme, dit rapport Masson, n°322, 17 mai 1984, p.89

<sup>151</sup> Les valises diplomatiques sont des moyens de transport utilisés pour échanger différents objets sous couvert de l'immunité diplomatique en vertu de l'article 27 de la Convention de Vienne de 1961. Si le transport de ce genre de matériel est permis et d'ailleurs généralisé (Statut du courrier et de la valise diplomatiques, Annuaire de la Commission du Droit International, volume 1, 1980, p.249), il n'en est pas moins contraire aux buts poursuivis. Dans I. Fleming, *Bons baisers de Russie [1957]*, Plon, collection Espionnage, 1964, p.234 : le plan initial était de transporter le Spektor, machine soviétique permettant le chiffrement d'informations, volé en Turquie, par valise diplomatique jusqu'à Londres pour le protéger.

<sup>152</sup> *Casino Royale (Casino Royale)*, réalisé par Martin Campbell, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2006 : alors que le terroriste se réfugie dans l'ambassade, JB décide de tout de même le poursuivre et l'intercepter, violant alors les articles 22 (immunité de l'enceinte diplomatique) et 29 (immunité du personnel diplomatique) de la Convention de Vienne de 1961.

<sup>153</sup> I. Fleming, *Bons baisers de Russie [1957]*, Plon, collection Espionnage, 1964, 315p : JB rencontre Bruno Kerim à Istanbul, Stefan Trempo à Belgrade, les services britanniques semblent aussi avoir un agent à Trieste, puisque JB croit être rejoint par un des leurs. Enfin, les services secrets français viennent l'aider à Dijon.

<sup>154</sup> Bien que dans *Casino Royale*, 2006, op.cit., Mathis est un agent dormant britannique basé au Monténégro, dans les romans il appartient aux services français et aide Bond dans ses missions lorsqu'il se déplace en France.

agent français du Deuxième Bureau<sup>155</sup>, et de Felix Leiter, de la CIA, avec lesquels il se lie d'amitié. Parfois, il est aidé par des alliés de circonstances qu'il rencontre au cours de sa mission. Si la diplomatie ne permet pas de résoudre les situations de crise, officieusement il coopère avec des agents de puissances étrangères, chinois, boliviens, russes, etc.<sup>156</sup>. Si Bond reçoit de l'aide, cette aide ne sert qu'à le sortir d'une mauvaise passe et c'est toujours lui qui au final vient à bout de l'ennemi principal. La relation entre James et Felix se base sur ce schéma. Dans *Casino Royale*<sup>157</sup>, Felix aide Bond en lui fournissant une 'recave' de 5 millions de dollars parce qu'il sait que seul Bond a les capacités de battre Le Chiffre durant la partie. Le Royaume-Uni, incarné, par son agent sauve le monde en éliminant la menace. Elle garantit la préservation de l'équilibre du monde, et se place de ce fait au centre des relations entre États.

## PARAGRAPHE SECOND : JAMES BOND COMME SOFT POWER ANGLAIS

**Une fiction compensatoire<sup>158</sup>.** James Bond naît et se développe à partir des années 1950, alors que l'Empire britannique décline. Bien que le Royaume-Uni fût parmi les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, c'était au prix d'un endettement massif. La crise du canal de Suez, en 1956, révèle au monde entier la perte de puissance du Royaume-Uni, qui désormais ne peut plus agir sans accord des Etats-Unis, qui le remplace comme première puissance mondiale (en concurrence avec l'URSS). La crise du Suez marqua profondément l'opinion publique britannique<sup>159</sup>. James Bond intervint alors comme sauveur de l'Empire

---

<sup>155</sup> Le Deuxième Bureau est un état-major français chargé de l'analyse du renseignement. L'expression deuxième bureau désigne communément le service de renseignement de l'armée française, entre 1871 et 1940, en référence au 2e bureau de l'État-Major général dont il était une composante. A la date de parution de *Casino Royale* (1953), il aurait alors été plus juste que Mathis soit membre soit du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage s'il appartenait à l'agence du renseignement extérieur, soit de la Direction de la Surveillance du territoire s'il appartenait à l'agence du renseignement intérieur.

<sup>156</sup> Respectivement Wai Lin dans *Demain ne meurt jamais*, 1997, op.cit., Camille Montes dans *Quantum of Solace*, 2012, op.cit., Anya Amasova dans *L'Espion qui m'aimait* (*The Spy Who Loved Me*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Roger Moore, Eon Productions, 1977

<sup>157</sup> *Casino Royale*, 2006, op.cit.

<sup>158</sup> Voir, notamment, S. Winder, *James Bond, l'homme qui sauva l'Angleterre*, Demopolis, 2008.

<sup>159</sup> Judith Brown, « The Twentieth Century », *The Oxford History of the British Empire*, Volume IV, Oxford University Press, 1998 : à propos de la crise de Suez, un député britannique parla de « *Waterloo britannique* ». Un autre film d'espionnage en fait une fine parodie : l'agent secret OSS 117 envoyé par la France de René Coty fait la promotion de l'action extérieure de la France, au nom d'un Empire français encore existant dans une Egypte toujours colonisée face au canal du Suez, portant symbole également du déclin de la puissance française (M. Hazanavicius, *OSS 117 : le Caire, nid d'espions*, avec Jean Dujardin, Gaumont, 2006).

britannique<sup>160</sup>. Alors que dans la réalité l'Empire décline, Fleming puis les différents réalisateurs lui rendent toute sa puissance en le plaçant comme maître du jeu international et comme défenseur de l'équilibre du monde, entre l'URSS et les Etats-Unis. Il redonne sa fierté au peuple anglais, qui préfère regarder Bond et voir la grandeur de leur Empire, puis de leur pays, que de constater que sa grandeur est désormais derrière eux dans la réalité. Ainsi, James Bond est « *le fantasme d'un Empire britannique encore existant.* »<sup>161</sup> Aujourd'hui encore, James Bond a toujours ce rôle. Le film ironise, et signe<sup>162</sup>. Si Bond prend dorénavant les traits d'un Daniel Craig plus torturé, à l'image des difficultés actuelles du Royaume-Uni sur la scène internationale et ses remises en doute, il parvient toujours à sauver le monde d'une menace du SPECTRE en puisant dans sa force d'antan.

Alors que le Royaume-Uni passe le flambeau aux Etats-Unis, James Bond cherche tout particulièrement à démontrer la supériorité du Royaume-Uni sur les Etats-Unis, au point de révéler le réel complexe d'infériorité. Le hasard veut que James Bond débute ses aventures à l'écran face à Dr. No en 1962<sup>163</sup>. Il protège alors le monde d'une menace atomique dans les Caraïbes. En même temps, le Royaume-Uni et les Etats-Unis signent les accords de Nassau, aux Bahamas, dans lequel le Royaume-Uni accepte de soumettre sa force nucléaire à l'accord des américains. James Bond vient régulièrement en aide aux Etats-Unis, sur son territoire même<sup>164</sup>. Réciproquement, les Etats-Unis apportent une aide au Royaume-Uni, aide nécessaire mais toute relative, symbolisée par le couple James/Felix. James n'est pas plus brave ou dévoué que Felix, mais plus intelligent et plus endurant<sup>165</sup>. Les Etats-Unis ont une grande force militaire, mais c'est l'ingéniosité de Bond qui fera la différence<sup>166</sup>. Le film inverse également

---

<sup>160</sup> En même temps que la crise de Suez, Fleming publie *Chaud les glaçons !* [1956], op.cit., p.75 : JB agit pour « *la sécurité de l'empire britannique* ».

<sup>161</sup> S. Diffalah, « James Bond, l'homme qui a sauvé la Grande-Bretagne », L'Obs, novembre 2015, [online] disponible à <https://bit.ly/2VbdE96>, consulté le 22 avril 2019.

<sup>162</sup> Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : Colonel Moon : « *It's pathetic that you British still believe you have the right to police the world* ». Et JB restaure la paix à l'autre bout du monde sur la frontière entre les deux Corées.

<sup>163</sup> James Bond 007 contre Dr. No (*Dr. No*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, Eon Productions, 1962

<sup>164</sup> Les diamants sont éternels (*Diamonds are forever*), réalisé par Guy Hamilton, avec Sean Connery, Eon Productions, 1971 : JB va combattre la criminalité à Las Vegas.

<sup>165</sup> Kingsley Amis, *The James Bond Dossier*, Jonathan Cape, 1965, p.70 : « *[Felix,] the American, takes orders from Bond, the Britisher, and that Bond is constantly doing better than he, showing himself, not braver or more devoted, but smarter, wittier, tougher, more resourceful, the incarnation of little Old England with her quiet ways and shoe-string budget wiping the eye of great big global-tentacled multi-billion-dollar-appropriating America.* »

<sup>166</sup> Dans Moonraker (*Moonraker*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Roger Moore, Eon Productions, 1979 : JB a besoin de l'appui de l'armée américaine pour intervenir dans la station spatiale de Drax, mais c'est lui-même qui

le rapport de force dans *Meurs un autre jour*<sup>167</sup>. Au début du film, la NSA s'adresse au MI6 comme s'il était son supérieur hiérarchique, mais à la fin du récit, quand le sort est entre les mains de Bond, M reprend les commandes et le Directeur de la CIA se soumet.

L'univers de James Bond fait également perdurer l'Empire via ses colonies. Il projette une représentation caricaturale des anciens pays coloniaux qui semblent encore colonisés<sup>168</sup>. Tel que James Bond le représente, l'Inde et l'Égypte sont toujours soumis à la Couronne. L'agent se rend également dans des régions où la souveraineté britannique est contestée comme pour réaffirmer l'emprise britannique sur ces régions<sup>169</sup>. L'Occident domine idéologiquement l'Orient. En homme civilisé, Bond met fin à un duel à mort selon les coutumes tziganes<sup>170</sup>.

***Un outil de propagande.*** Dès lors que James Bond s'exporte à travers le monde, il ne s'agit plus de seulement consoler le peuple anglais, mais également d'influencer le reste du monde de la valeur et de la persistance de l'Empire britannique. James Bond n'est pas seulement de sang anglais, mais il rayonne de britannisme. Il est une projection du Royaume-Uni. Chaque détail du film nous rappelle sa nationalité, pour imprégner l'esprit du spectateur, comme un matraquage publicitaire. L'Union Jack flotte partout, y compris sur le bulldog en céramique de M ; le thé est omniprésent, quand bien même Bond lui préfère le café<sup>171</sup>, et est même sifflé le chant patriotique 'Rule Britannia !'<sup>172</sup>. Le spectateur assimile James Bond à au Royaume-Uni et le Royaume-Uni à James Bond. Cette image positive avantageuse de le Royaume-Uni est exploitée dans le monde réel. Lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Londres en 2012, James Bond sous les traits de Daniel Craig escortait la Reine directement dans l'enceinte du London Olympic Stadium. James Bond exerce une réelle influence à portée

---

parvient à arrêter Drax. Dans *Octopussy* (*Octopussy*), réalisé par John Glen, avec Roger Moore, Eon Productions, 1983 : à la fin du récit, lors du décompte de la bombe dans le cirque, Bond est entouré d'hauts officiers de l'armée américaine, mais c'est pourtant lui qui est désigné pour la désamorcer.

<sup>167</sup> *Meurs un autre jour*, 2002, op.cit.

<sup>168</sup> Dans *Octopussy*, ibid. : JB voyage en Inde. Tous les clichés sont présents, le fakir et la chasse à dos d'éléphants. La population locale s'adresse à Bond, l'« *Englishman* », avec déférence.

<sup>169</sup> Suite à la levée du blocus espagnol sur Gibraltar en 1985, la scène d'ouverture de *Tuer n'est pas jouer*, 1987, op.cit. a lieu à Gibraltar. Coïncidence également, l'action dans *Skyfall*, 2012 se concentre longuement en Ecosse, quelques années avant que ne se tienne le référendum pour l'indépendance écossaise, en 2015.

<sup>170</sup> *Bons baisers de Russie* (*From Russia with Love*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, Eon Productions, 1963

<sup>171</sup> I. Fleming, *Goldfinger*, op.cit., p.71 : JB : « *Je hais le thé et j'estime qu'il est l'une des causes de la décadence de l'Empire britannique. Vous pouvez rapporter votre petite tasse de boue et me faire une bonne tasse de café.* »

<sup>172</sup> *Tuer n'est pas jouer*, 1987, op.cit. : un porte-clé confectionné par Q libère un gaz étourdissant quand quelqu'un siffle les premières mesures de la chanson.



internationale. Les autres États en ont conscience. Certains gouvernants de l'URSS étaient obsédés par James Bond qui représentait la supériorité de l'homme occidental. La propagande soviétique y répondit par un roman mettant en scène un agent secret soviétique qui sauvait le monde et combattait James Bond, le « méchant »<sup>173</sup>. La Chine décida d'interdire les films jusqu'en 2006. À l'inverse, le roman *Bons Baisers de Russie* inspirait John Fitzgerald Kennedy et figurait parmi ses livres préférés en 1961<sup>174</sup>. La CIA demanda même à Fleming de redorer l'image de l'Agence via James Bond après le fiasco de la Baie des cochons en 1961<sup>175</sup>.

L'agent secret fictif est un formidable outil de propagande et de communication au service de la Couronne. Les autres puissances peuvent néanmoins s'inspirer de sa réussite. Ils ont bien compris que l'espionnage, les mythes et le glamour qui l'entourent, peut être ingénieusement utilisé comme outil de communication. Les affaires récentes d'espionnage russe révélées au grand jour permirent de remettre la Russie au centre du jeu diplomatique<sup>176</sup>.

**Supériorité technologique.** La saga fait un éloge à vocation internationale des valeurs anglaises et de ses hommes, mais elle fait aussi l'éloge, subsidiairement, de son intelligence scientifique. Les films mettent à l'honneur les savants anglais au travers du personnage de Q. Le Royaume-Uni est une grande nation scientifique, à l'origine d'inventions essentielles dans le domaine de la défense, comme l'invention du radar (en 1935 par Robert Watson-Watt) ou la machine de Turing à l'origine de l'ordinateur (en 1936 par Alan Turing). James Bond nous le rappelle en présentant à chaque film de nouvelles inventions certes farfelues mais technologiquement révolutionnaires. La voiture invisible dans *Meurs un autre jour* est une illustration de plus du « *savoir-faire britannique dans toute sa splendeur.* »<sup>177</sup>. Le Royaume-Uni montre alors qu'elle a un temps d'avance sur les découvertes scientifiques des autres nations.

---

<sup>173</sup> « James Bond as villain in Soviet Novel », *Daily Telegraph*, 8 octobre 1965

<sup>174</sup> M. Fourny, « Quand John Fitzgerald Kennedy se prenait pour James Bond », *Le Point*, 5 octobre 2012, [online] disponible à <https://bit.ly/2DNA6du>, consulté le 22 avril 2019.

<sup>175</sup> T. McCristen, C. Moran, « James Bond, Ian Fleming and intelligence », *Intelligence and National Security*, n°33, p.817. Quelques mois après, dans I. Fleming, *Thunderball*, Jonathan Cape, Série d'espionnage, p.77 : M dit « *We've teamed up with the CIA to cover the world. Allen Dulles [Directeur réel de la CIA] is putting every man he's got onto it and so am I.* »

<sup>176</sup> Selon S. Kuper, « *Russia, Skripal and the reality of modern-day spying* », *Financial Times*, 22 mars 2018, [online] disponible sur <https://on.ft.com/2VY4Jaq>, consulté le 12 mai 2019, l'agression contre Skripal serait une opération de relations publiques.

<sup>177</sup> *Meurs un autre jour*, 2002, op.cit. : Q à JB : « *The ultimate in British engineering.* »

La saga magnifie les héros de ses aventures. Bond est l'incarnation du Royaume-Uni, et réciproquement. Bond, comme son pays, sont des antiquités. Un Empire britannique séculaire envoie en mission un agent vétéran de la Guerre Froide. Une vision de l'Ancien Monde, autre fois grandiose, aujourd'hui crépusculaire, mais qui réussit à toujours triompher. Leur vaillance et la ténacité anglaise permet de rivaliser avec les menaces les plus coriaces du monde moderne.

## Chapitre second

### Les ennemis de James Bond

#### La criminalité organisée transnationale contemporaine

L'œuvre bondienne oppose des gentils, héros réels mais semble-t-il dépassés, à des « méchants » aussi réels mais particulièrement modernes. Cet ancrage temporel réaliste permet au spectateur de retrouver dans la fiction des dangers qu'il connaît bien et qu'il redoute. Le spectateur devient donc plus facilement le supporter de James Bond et du Royaume-Uni qui le protège, là où l'État traditionnel paraît en difficulté dans son rôle régalien de protecteur de sa population.

Les « méchants » sont modernes, voire en avance sur leur temps. James Bond est précurseur. Il opère à l'encontre de la criminalité organisée transnationale dès ses débuts, quand les services de renseignement de l'époque se concentraient exclusivement dans un « *face-à-face paranoïaque* »<sup>178</sup> avec les services étrangers, et ne se tournent vers cette criminalité que depuis le début du nouveau millénaire. Ce n'est qu'en 2000 que les Nations Unies ont commencé à s'y intéresser, mirent en place un plan de lutte et que les États délèguèrent enfin à leurs services des missions les visant. La criminalité organisée transnationale est définie dans la Convention de Palerme comme un « *groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel.* »<sup>179</sup>

Les toutes premières missions confiées à l'agent secret, dans les années 1950, sont des affaires d'espionnage et de contre-espionnage classiques à l'encontre du bloc communiste. Mais dès 1956 et *Les diamants sont éternels*<sup>180</sup>, M commence à confier des missions visant des organisations criminelles. Fleming a pu s'inspirer du très médiatisé rapport de la Commission dite Kefauver qui, en 1951, révèle au grand jour l'existence d'organisations criminelles établies

---

<sup>178</sup> B. Warusfel, « Le renseignement, dimension majeure de l'action publique dans une société d'information », *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*. L'Harmattan, 2003, p9-35

<sup>179</sup> Article 2 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale le 15 novembre 2000

<sup>180</sup> Le roman de I. Fleming publié en 1956 a des titres différents selon les éditions et les traductions. *Les diamants sont éternels* dans la version originale. Nous utilisons la première traduction française : I. Fleming, *Chaud les glaçons !* [1956], Gallimard, 1957, 248p.

sur le sol américain<sup>181</sup>. James Bond se mesure au gang des frères Spang, groupe structuré de huit principaux individus, basé à Las Vegas, qui se livrent à de nombreuses activités illégales dans le domaine des jeux d'argent (source principale du financement de la criminalité organisée selon le rapport) ou du trafic de diamants. Le caractère transnational résulte du fait que les diamants proviennent d'une mine du Sierra Leone (alors colonie britannique et donc appartenant à la Couronne) mais sont vendus illégalement aux Etats-Unis. Cela nuit aux intérêts du Royaume-Uni. Il est par ailleurs spécifié qu'il est fait recours aux services du MI6 et de James Bond car il s'agit d'une affaire extérieure<sup>182</sup>.

Les films ne connaîtront que la criminalité organisée comme antagoniste<sup>183</sup>, les réalisateurs ayant adapté les romans dans cette optique. Bond n'affrontera plus que la criminalité organisée transnationale : les ennemis sont des acteurs privés (**Section première**) qui commettent des infractions particulièrement préjudiciables à la société (**Section seconde**).

---

<sup>181</sup> La Commission sénatoriale « *United States Senate Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce* » présidée par le sénateur Estes Kefauver étudia de 1950 à 1951 la criminalité organisée qui s'étendait sur plusieurs États au sein des Etats-Unis.

<sup>182</sup> I. Fleming, *Chaud les glaçons !* [1956], op.cit., p.17 : M dit « *L'Amérique échappe à la juridiction de la police britannique ou du MI5. Seuls les services [Secret Intelligence Services] peuvent prendre l'affaire en main.* »

<sup>183</sup> Voir l'**Annexe 3** sur les « méchants » dans James Bond

## Section première

« *Our enemies are no longer known to us. They do not exist on a map.* »<sup>184</sup>

### Des « Méchants » personnes privées

M est effrayée par le tableau de la situation qu'elle dépeint durant son allocution devant la commission d'enquête. On ne peut plus distinguer un ennemi de par son drapeau ou l'uniforme qu'il porte. Les ennemis sont désormais des individus qui peuvent se cacher dans l'ombre. Certains ennemis peuvent rester totalement inconnus des services de sécurité jusqu'à ce qu'on réalise qu'ils tirent les ficelles derrière les plus graves attentats à la sûreté du monde<sup>185</sup>, raison pour laquelle ces nouvelles cibles sont inquiétantes à ses yeux. Ces ennemis sont effectivement devenus les principales menaces contre lesquelles luttent les services de sécurité aujourd'hui. Mais contrairement à ce qu'avance M, James Bond a toujours lutté contre et les révèle au grand jour (**Paragraphe premier**), ce qui nous permet de voir et d'étudier leurs visages (**Paragraphe second**).

### PARAGRAPHE PREMIER : L'ANTICIPATION DES « GRANDS MÉCHANTS »

*Un changement de paradigme.* Durant la Guerre Froide, l'espionnage était presque exclusivement dirigé envers les autres États. Dans un contexte de concurrence entre les deux blocs, les services de renseignement agissaient afin d'obtenir une information secrète détenue et protégée par une puissance étrangère, tout en se protégeant soi-même des services de renseignement étrangers qui poursuivaient le même objectif. Avec la fin de la Guerre Froide et une concurrence tout au moins atténuée entre États, les services de renseignement doivent déterminer de nouvelles cibles. Les États connaissent un recul certain dans les « *jeux de pouvoir à l'échelle mondiale* »<sup>186</sup>, au profit de personnes privées, qu'il s'agisse d'individus, de groupes ou d'entreprises. Avec la mondialisation, apparaît une nouvelle forme de criminalité. C'est un

---

<sup>184</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : M s'adresse au Board of Inquiry (commission d'enquête parlementaire) : « *the truth is that what I see frightens me. I'm frightened because our enemies are no longer known to us. They do not exist on a map. They're not nations. They are individuals. Look around you. Who do you fear? Can you see a face? A uniform? A flag? No. Our world is not more transparent now. It's more opaque. It's in the shadows.* »

<sup>185</sup> Cette difficulté d'identification des ennemis est aussi au cœur de la série télévisée *The Blacklist*, réalisée par Jon Bokenkamp, avec James Spader et Megan Boone, produite par Anthony Sparks, depuis 2013 et encore en cours de production. Dans cette série, le FBI lutte contre des individus, criminels dangereux et terroristes dont il ignorait totalement l'existence jusqu'à ce qu'un repenté en donne la liste.

<sup>186</sup> B. Warusfel, « Le renseignement, dimension majeure de l'action publique [...] », op.cit.

agent non-souverain (*“sovereignty-free”*) qui exploite les interstices entre les souverainetés des États, leur incapacité à coopérer et maintenir un contrôle transnational sur les échanges qui s’opèrent dans le monde, technologiques, financiers, commerciaux ou humains et ainsi menace le bien-être et la sécurité de la société. Ce sont par exemple les cartels colombiens de la drogue, qui profitent de l’instabilité politique de leur pays et des jeux de pouvoir internationaux qui empêchent une coopération internationale, afin de pouvoir prospérer, ou bien des entreprises multinationales qui vont exploiter des failles dans les législations des États ou leur manque de coopération à l’échelle internationale pour engranger plus de profits. La mondialisation crée également le repli sur soi de certaines communautés, qui engendrera de la violence ou des dérives mafieuses. Les services de renseignement sont ceux les plus à même de contrer ces menaces privées<sup>187</sup>.

***Un paradigme présagé dans James Bond.*** Dans les films, James Bond s’est toujours attaqué à des individus ou des groupes et jamais à des États. Dès la Guerre Froide, l’ennemi n’était non pas le bloc soviétique, mais des individus qui profitaient du conflit pour monter en puissance et s’enrichir. Le SPECTRE en est l’archétype. Le SPECTRE est un acteur non-étatique qui cherche à envenimer le conflit de la Guerre Froide afin d’en tirer profit. Son chef compare l’organisation à un poisson combattant dans Bons baisers de Russie<sup>188</sup>. Les poissons combattants sont connus pour leur agressivité envers leurs semblables. Mais le plus futé des trois poissons va laisser les deux autres s’entretuer et se fatiguer, avant de frapper. Il exploite le conflit pour, par exemple, extorquer des rançons aux grandes puissances, comme dans Opération Tonnerre<sup>189</sup>. Si les ennemis sont d’origine soviétique, afin d’emporter l’adhésion du public occidental, ils ne sont pas au service de l’URSS. Rosa Klebb a démissionné de son poste au sein du SMERSH (services de contre-espionnage soviétiques, contraction phonétique des mots russes « mort aux espions ») avant d’intégrer SPECTRE et d’agir pour lui<sup>190</sup>. De même,

---

<sup>187</sup> B. Warusfel, *Contre-espionnage Et Protection Du Secret : Histoire, Droit Et Organisation De La Sécurité Nationale En France*. Lavauzelle, 2000, p.403 et suivantes. P.406 : « *Le phénomène de mondialisation qui marque ce début du XXIe siècle paraît s’accompagner de nouveaux risques face auxquels les techniques policières classiques sont mal adaptées et qui vont vraisemblablement requérir le recours à des pratiques de renseignement et de contre-ingérence, proches de celles du contre-espionnage.* »

<sup>188</sup> Bons baisers de Russie, 1963, op.cit. : première scène du film, Blofeld : « *He lets the other two fight, he waits. Waits until the survivor is so exhausted that he cannot defend himself. And then, like SPECTRE, he strikes. I find the parallel amusing.* »

<sup>189</sup> Opération Tonnerre (*Thunderball*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, Eon Productions, 1965 : SPECTRE détourne des armes nucléaires afin de soutirer une importante rançon.

<sup>190</sup> Bons Baisers de Russie, 1963, op.cit.

Max Zorin est seulement un ex-agent du KGB<sup>191</sup>. Il n'appartient pas au SPECTRE, mais il cherche également à exploiter les tensions entre Etats-Unis et URSS. Sa multinationale *Zorin Industries* cherche à monopoliser le marché des puces électroniques, cherche à envenimer le conflit en attaquant la Silicon Valley, afin de créer de la demande pour ses produits. L'URSS est présente, au même titre que le Royaume-Uni. Elle n'est pas l'ennemi, au contraire, ils coopèrent parfois. Certains auteurs expliquent qu'il s'agit là, pour Fleming, de discréditer la menace soviétique. Si SPECTRE est plus dangereux que l'URSS, il n'y a pas à s'inquiéter de l'URSS<sup>192</sup>. En réalité, l'auteur explique remplacer le SMERSH par le SPECTRE dans ses romans justement afin de ne pas envenimer les relations entre les deux blocs<sup>193</sup>. Dans le nouvel ordre mondial qui suit la Guerre Froide, les cibles des missions de James Bond restent toujours des individus. Le Colonel Moon, dont le but est d'unifier les deux Corées sous le régime du Nord, est considéré comme un traître au sein de son propre pays<sup>194</sup>. Le temps que toutes les puissances mondiales s'entendent sur la marche à suivre, Moon avait déjà endommagé la zone démilitarisée entre les deux Corées, et il n'est arrêté que grâce à l'action de Bond et de son homologue américain. Ils permettent ainsi de réaffirmer l'autorité des États, défiée par un acteur non-souverain, et protéger l'ordre westphalien.

L'espionnage est un genre de la Guerre Froide. Pourtant, l'espionnage opéré par James Bond est étonnamment moderne. Dès les années 1960, il luttait contre des individus, tandis que les auteurs en relations internationales se concentraient sur les superpuissances et les régimes internationaux. Il luttait contre des individus des décennies avant que les universitaires n'identifient les nouvelles menaces comme des acteurs non-souverains dans un monde globalisé, et que les services de renseignement ne s'intéressent à ces personnes privées. James Bond avait une longueur d'avance.<sup>195</sup> En revanche, l'identité de ces personnes privées est fondée sur d'anciens stéréotypes.

---

<sup>191</sup> Dangereusement vôtre, 1985, op.cit. : Max Zorin au général Gogol : « *I've made new associations. I no longer consider myself a KGB agent.* »

<sup>192</sup> SJ. Whitfield, *The Culture of the Cold War*, John Hopkins University Press, 1991, 261p.

<sup>193</sup> « Ian Fleming interview », *Playboy*, Décembre 1964, p.97-106

<sup>194</sup> Meurs un autre jour, 2002, op.cit. La même année, le Président des Etats-Unis Georges W. Bush prononçait son discours faisant de la Corée du Nord un des pays de l'« *Axe du mal* ».

<sup>195</sup> DC. Earnest, JN. Rosenau, « The Spy Who Loved Globalization », *Foreign Policy*, n°120, 2000, p.88-90

## PARAGRAPHE SECOND : CARACTÉRISTIQUES DES « MÉCHANTS »

*Un profil type.* Les adversaires que combat James Bond ont globalement de nombreux traits de ressemblance qui dépassent la simple mégalomanie et la cupidité. Au travers de la figure du « méchant », la fiction décrit le criminel d'un certain type. Le « méchant » est un homme dans le milieu de l'âge, laid et d'origine d'Europe de l'Est. Nous avons déjà pu souligner précédemment sa laideur qui renvoie à une conception lombrosienne du criminel.

*Une origine d'Europe de l'Est.* En outre, l'ennemi est de « sang-mêlé » et a des origines nationales d'Europe de l'Est. Durant la Guerre Froide, il avait systématiquement de telles caractéristiques « raciales »<sup>196</sup>, à l'image de l'ennemi juré de Bond, Ernst Stravo Blofeld, né d'un père polonais et d'une mère grecque<sup>197</sup>. Umberto Eco interprète l'utilisation de ces caractéristiques dans James Bond comme démontrant la supériorité de l'homme anglo-saxon pur, et plus généralement de l'homme occidental. Il est nécessaire que la nationalité transcende l'identité du « méchant » afin de compenser la privatisation de l'ennemi et qu'il reste aisément identifiable comme tel. Il n'a jamais agi pour l'URSS, mais il porte néanmoins les traits de sa « race impure » soviétique. Ces caractères raciaux ont été progressivement nuancés dans les films avec le dégellement des relations entre les deux blocs, mais ils restent omniprésents. Elliot Carver est né à Hong-Kong. Il est le fils illégitime d'un Lord britannique et d'une prostituée allemande. Elektra King est certes née en Angleterre, mais de l'union d'un anglais et d'une azerbaïdjanaise. Les membres de Quantum ont aussi des origines identifiées comme douteuses. Le Chiffre est un « *mélange de races méditerranéennes avec des ancêtres prussiens et polonais* »<sup>198</sup>. Le personnage est interprété par Mads Mikkelsen qui est d'origine danoise, tout comme l'est Jesper Christensen qui campe Mr. White<sup>199</sup>. Ces éléments s'interprètent plus comme une utilisation conforme des éléments clés de la série – les couples « monde libre » opposé à « pays ex-communistes » et « origines multiples » de l'antagoniste opposé au « patriotisme » de Bond, que comme une réelle volonté de signifier que le crime est une

---

<sup>196</sup> U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », *Communications*, n°8, 1966, p.82

<sup>197</sup> I. Fleming, *Opération Tonnerre*, Plon, Collection Nuit Blanche, 1962, 251p.

<sup>198</sup> I. Fleming, *Casino Royal*, op.cit.

<sup>199</sup> Respectivement *Demain ne meurt jamais*, 1997, op.cit. ; *Le monde ne suffit pas (The World Is Not Enough)*, réalisé par Michael Apted, avec Pierce Brosnan, Eon Productions, 1999 ; I. Fleming, *Casino Royal*, Fleuve noir, 1980, p.24 ; et *Casino Royale*, 2006, op.cit.



spécialité des peuples de l'Est. Le contexte dans lequel est placé l'individu et non pas sa nationalité influence sa criminalité<sup>200</sup>.

*Un « Méchant » masculin.* L'extrême majorité des ennemis sont des individus masculins. Les femmes semblent dépourvues de réelles intentions criminelles. Lorsqu'elles sont impliquées dans des activités illégales, elles reviennent rapidement dans le droit chemin avant même de nuire à la vie humaine grâce à l'influence de Bond. Pussy Galore participe au plan du braquage de Fort Knox, mais lorsqu'elle réalise que cela suppose la mort d'innocents, et "convaincue" par Bond, elle rejoint le côté du Bien et permet à elle seule de l'empêcher<sup>201</sup>. Au cours de toutes les aventures de Bond, la criminalité prend les traits d'une femme à seulement dix reprises<sup>202</sup>, notamment sous les traits de la célèbre Rosa Klebb<sup>203</sup>, mais une seule d'entre elles est l'antagoniste principal d'un film<sup>204</sup>. La femme criminelle est sous-représentée dans la fiction : elle représente seulement 16% de la population des adversaires de Bond<sup>205</sup>. Cela correspond cette fois à la réalité. Il existe une disproportion entre la criminalité masculine et féminine. Cette-dernière représente effectivement entre 10% et 20% de l'ensemble de la population criminelle, selon les études et selon les époques<sup>206</sup>. Ces différences entre genres peuvent être expliquées par différentes théories<sup>207</sup> : la théorie de la négation, selon laquelle la criminalité féminine ne serait pas moindre mais seulement moins apparente, ou bien la théorie qui se base sur la structure bio-psychique de la femme, qui détourne la femme de la violence. Dans James Bond, on expliquerait probablement cette disproportion par le rôle social de la femme : si elle se contente de préparer une sauce béarnaise dans la cuisine<sup>208</sup>, elle ne peut pas organiser la destruction du monde.

Toutefois, on retrouve dans la criminalité féminine bondienne certains schémas purement issus de l'imaginaire collectif. La femme use de son charme pour parvenir à ses fins

---

<sup>200</sup> R. Gassin, P. Bonfils et S. Cinamonti, *Criminologie*, Dalloz, Précis, 2011, p.442

<sup>201</sup> Goldfinger, 1964, op.cit.

<sup>202</sup> Voir l'**Annexe 3** sur les « méchants » de James Bond.

<sup>203</sup> Bons Baisers de Russie, 1963, op.cit

<sup>204</sup> Elektra King dans *Le Monde ne suffit pas*, 1999, op.cit.

<sup>205</sup> Dans les 24 films de la série, il y a 61 ennemis principaux clairement identifiables, parmi lesquels 10 femmes. Elles représentent alors  $\frac{10}{61} \times 100 = 16\%$  de l'ensemble.

<sup>206</sup> R. Gassin, P. Bonfils et S. Cinamonti, *Criminologie*, Dalloz, Précis, 2011, p.437

<sup>207</sup> *Ibidem*.

<sup>208</sup> Selon James Bond, la femme doit seulement savoir « *faire la sauce béarnaise aussi bien que l'amour* », I. Fleming, *Chaud les glaçons ! [1956]*, op.cit., p.214

criminelles. Xenia Onatopp charme ses cibles pour les approcher et les tuer. Elektra King est convaincue qu'aucun homme ne peut lui résister et qu'elle peut en faire ses sbires<sup>209</sup>. Elles recourent souvent à l'empoisonnement pour porter atteinte à la vie. Klebb assassine grâce à sa chaussure dont la lame est imprégnée de poison. Valenka, la petite-amie du Chiffre, verse un poison dans le cocktail de Bond lors de la partie de poker<sup>210</sup>. Ian Fleming se sert de clichés, dont ceux-là, pour obtenir l'adhésion du lecteur.

À l'inverse, la femme est bien plus souvent victime que délinquante. On constate que la Femme a souvent été victimisée une première fois dans son enfance ou son adolescence, avant d'être dominée par le « méchant »<sup>211</sup>. Les recherches en victimisation prouvent que les victimes d'actes criminels courent plus de risques de subir une nouvelle victimisation. Cela peut être dû à de nombreux facteurs<sup>212</sup>. La victimisation multiple est souvent liée à des délits où une relation lie la victime et le coupable. Fleming associe peut-être le criminel ayant abusé de la femme dans son enfance et celui qui s'empare d'elle dans le récit, formant un individu unique « méchant » au-delà des différentes identités qu'il prend. Fleming peut également considérer que c'est l'attitude psychologique de la Femme une première fois victime qui la prédispose à se faire une nouvelle fois soumettre. Cette dernière explication est scientifiquement débattue<sup>213</sup>. Dans les deux cas, James Bond intervient comme Chevalier sauveur pour la délivrer de cette nouvelle victimisation.

**Un âge adulte.** L'ennemi a un âge compris entre une trentaine et une cinquantaine d'années. Le Chiffre a 35 ans, Blofeld a le même âge que Bond donc environ 40 ans, Mr. White a les cheveux grisonnants<sup>214</sup>. Statistiquement et de manière générale, l'activité criminelle

---

<sup>209</sup> Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit. : dans la Tour de Léandre, elle dit à JB : « *I've always had a power over men. [...] Nobody can resist me. [...] You should have killed me when you had the chance. But you couldn't. Not me. Not the woman you've loved. [...] You wouldn't kill me, you would miss me.* », puis il la tue.

<sup>210</sup> Dans Casino Royale, 2006, op.cit.

<sup>211</sup> U. Eco, « James Bond : une combinatoire narrative », op.cit., p.85 : dans les romans, c'est un schéma que l'on retrouve pour toutes les femmes. Dans I. Fleming, *Chaud les glaçons ! [1956]*, op.cit. : Tiffany Case a été violée dans son enfance, ce qui l'aurait préparée à être dominée par le gang des Spang. Dans les films, on peut le retrouver régulièrement. Dans 007 Spectre, 2015, op.cit. : à 9 ans, Madeleine Swann a été attaquée dans sa maison en raison des activités de son père, puis se fait capturer une fois adulte par Blofeld.

<sup>212</sup> JA. Wemmers, « La victimisation multiple », dans JA. Wemmers, *Introduction à la victimologie*, Presses de l'Université de Montréal, 2003, p.117-129.

<sup>213</sup> R. Davis, B. Taylor et R. Titus, « Victims as Agents », dans W. Skogan, *Victims of Crime*, Sage Publications, 1997, p.167-182

<sup>214</sup> Respectivement Casino Royale, 2006, op.cit. ; 007 Spectre, 2015, op.cit. ; Quantum of Solace, 2012, op.cit. Mr. White se suicide dans 007 Spectre suite à un empoisonnement au thallium, poison rare et inodore, caché dans son téléphone depuis qu'il s'oppose aux nouvelles activités de SPECTRE. Ce poison était souvent utilisé par les

culmine entre 18 et 25 ans, avant de décliner progressivement et presque disparaître vers 60 ans<sup>215</sup>. James Bond est cohérent avec la réalité. Il lutte contre le chef d'une organisation criminelle, donc un individu qui a une carrière criminelle. Cette carrière est suffisamment avancée pour qu'il soit en mesure de porter une atteinte fondamentalement grave à la société<sup>216</sup>. L'âge de l'individu suit logiquement. Cette carrière prendra fin grâce à l'intervention de Bond, le plus souvent par la mort de l'individu.

Dès ses premières missions, les ennemis de Bond sont des personnes privées qui correspondent à l'image que le spectateur peut se faire des membres de la criminalité organisée. Leurs plans machiavéliques mettent en danger l'équilibre du monde.

---

services secrets d'Allemagne de l'est pendant la Guerre Froide, pour se venger des agents qui désertaient et des individus qui tentaient de passer à l'ouest. Par exemple, Wolfgang Welsch, opposant politique ayant tenté de passer le mur, fut l'objet d'une tentative d'empoisonnement au thallium caché dans des boulettes de viande en 1981 par la Stasi. (J. Gieseke, *The History of the Stasi*, Berghahn books, 2014, p.144)

<sup>215</sup> R. Gassin, P. Bonfils et S. Cinamonti, *Criminologie*, Dalloz, Précis, 2011, p.440

<sup>216</sup> DP. Farrington, « Age and Crime », *Crime and Justice*, n° 7, 1986, p.189-250

## Section seconde

« *Satellites [are] the new artillery* »<sup>217</sup>

### Des menaces contemporaines

Les services de renseignement ne déterminent pas seuls les individus contre lesquels ils doivent agir. Ils sont chapeautés par le pouvoir exécutif qui dispose de la légitimité démocratique nécessaire pour désigner les valeurs communes à défendre. Ils bénéficient néanmoins d'une certaine « *latitude* » dans cet exercice<sup>218</sup>. Ils travaillent à l'encontre des menaces qu'ils estiment les plus préoccupantes, au regard des informations dont ils disposent et des attentes de la société. De manière similaire, M semble être celui qui identifie la menace contre laquelle Bond doit lutter. Il obéit parfois à l'ordre d'un Ministre<sup>219</sup>, mais le plus souvent il semble habilité à désigner lui-même une cible, en dehors de tout contrôle hiérarchique, selon les données collectées par son service ou qui lui sont communiquées par d'autres organismes publics<sup>220</sup>.

M désigne ainsi la criminalité organisée transnationale, qui prend la forme d'infractions diverses et variées selon les époques. Il désigne, évidemment, les menaces les plus inquiétantes et donc les infractions qui porteraient les atteintes les plus graves à la société (**Paragraphe premier**). Ces infractions peuvent souvent être qualifiées d'actes terroristes (**Paragraphe second**).

### PARAGRAPHE PREMIER : DES INFRACTIONS GRAVES

*Des enjeux contemporains*<sup>221</sup>. M délègue à James Bond des missions qui intéressent des enjeux géopolitiques et sociétaux contemporains. Durant la Guerre Froide et tout le XXème

---

<sup>217</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. : Elliot Carver à JB

<sup>218</sup> F. Thuillier, « Entre clocher et satellite, le village mondial des services de renseignement », dans B. Warusfel (direction), *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p49.

<sup>219</sup> Par exemple dans Rien que pour vos yeux, 1981, op.cit. : la mission est confiée à Bond par le Ministre de la Défense, mais ce choix est peut-être de circonstance, Bernard Lee, l'acteur jouant jusqu'alors M, étant décédé juste avant le tournage.

<sup>220</sup> Goldfinger (*Goldfinger*), réalisé par Guy Hamilton, avec Sean Connery, Eon Productions, 1964 : au début du film, le Colonel Smithers, directeur de la Banque d'Angleterre, requiert les services du MI6. Il s'adresse à M et JB : « *If your department can establish that it is done illegally, the bank can take action to recover most of his holdings.* »

<sup>221</sup> Voir l'**Annexe 3** : les « méchants » dans James Bond, avec les menaces contre lesquelles il lutte.

siècle, James Bond fut régulièrement confronté à des menaces nucléaires<sup>222</sup>. La course à l'espace à laquelle se livrent les Etats-Unis et l'URSS depuis 1957 l'amena à agir pour protéger la technologie spatiale<sup>223</sup>. Puis James Bond aborda le thème de la lutte contre la drogue suite à la déclaration de « *war on drugs* » du président américain Nixon du 18 juin 1971<sup>224</sup>. Après le choc pétrolier de 1971, James Bond s'intéressa aux ressources naturelles et principalement au pétrole, thème majeur qu'on retrouve durant les années 2000 avec la disparition des ressources<sup>225</sup>. Avec la dislocation de l'URSS<sup>226</sup>, il s'attaqua à la prolifération des matériels militaires et des armes légères<sup>227</sup>.

Au début du XIXème siècle, James Bond rencontre des menaces issues de la mondialisation : le pouvoir des médias<sup>228</sup>, les manipulations financières<sup>229</sup> et les conflits internes<sup>230</sup>. Enfin, encore plus récemment, l'agent britannique est confronté au terrorisme auquel le monde fait de plus en plus face depuis les années 2010<sup>231</sup>.

***Des infractions multiples.*** Tout comme la criminalité organisée réelle, les ennemis de James Bond commettent des infractions dans tous ces domaines. Lorsqu'ils ne font pas du trafic de drogues, d'or ou de pierres précieuses, ils mettent en péril la sûreté des États ou des

---

<sup>222</sup> Opération Tonnerre, 1965, op.cit. ; Les diamants sont éternels, 1971, op.cit. ; L'espion qui m'aimait, 1977, op.cit. ; Rien que pour vos yeux, 1981, op.cit. ; Octopussy, 1983, op.cit. ; Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit.

<sup>223</sup> James Bond 007 contre Dr. No, 1962, op.cit. ; On ne vit que deux fois (*You Only Live Twice*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Sean Connery, Eon Productions, 1967 ; Moonraker, 1979, op.cit.

<sup>224</sup> Vivre et laisser mourir, 1973, op.cit. ; Tuer n'est pas jouer, 1987, op.cit. ; Permis de tuer, 1989, op.cit. dans lequel Franz Sanchez est à la tête d'un trafic de cocaïne qui lui permet de contrôler tout un pays sur le modèle de Pablo Escobar.

<sup>225</sup> L'Homme au pistolet d'or (*The Man with the Golden Gun*), réalisé par Guy Hamilton, avec Roger Moore, Eon Productions, 1974 : présente l'énergie solaire comme alternative au pétrole ; Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit. ; Meurs un autre jour (2002) : Gustave Graves présente son satellite Icarus qui permet de capter l'énergie solaire *a priori* à des fins d'agriculture ; Quantum of Solace, 2008, op.cit.

<sup>226</sup> J. Ancelin, La lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre en droit international, Thèse de droit, Université de Bordeaux, 2014, p.28

<sup>227</sup> Tuer n'est pas jouer, 1987, op.cit. ; Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. : durant la scène d'ouverture, JB espionne un marché d'armes légères et lourdes ; Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : durant la scène d'ouverture, JB se rend en Corée du Nord pour espionner leur nouvel armement ; Casino Royale, 2006, op.cit. : Le Chiffre vend des armes aux partis du conflit ougandais.

<sup>228</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit.

<sup>229</sup> Casino Royale, 2006, op.cit. : Le Chiffre fait de la spéculation boursière et ordonne des attaques terroristes pour faire effondrer le marché.

<sup>230</sup> Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit. : dans une scène nous voyons un conflit en Azerbaïdjan entre les constructeurs d'un oléoduc et des populations locales ; Casino Royale, 2006, op.cit. : Le Chiffre finance des conflits civils en Ouganda ; Quantum of Solace, 2008, op.cit. : Dominic Green finance une révolution militaire en Bolivie.

<sup>231</sup> Skyfall, 2012, op.cit. ; 007 Spectre, 2015, op.cit.

populations et participent au terrorisme. Le plus souvent, ils sont impliqués dans plusieurs activités criminelles simultanément. Le gang des frères Spang participe à un trafic de diamants mais également des paris illégaux truqués et des escroqueries dans ses casinos. Auric Goldfinger fait du trafic d'or mais s'allie également aux gangs américains pour braquer une banque. Max Zorin prévoit de tuer toute une population américaine aux fins d'éliminer physiquement une concurrence économique, mais il commet également des infractions de dopage lors de courses hippiques<sup>232</sup>. L'antagoniste par excellence, SPECTRE, commet également des infractions variées et diverses comme le laisse sous-entendre son acronyme. Outre l'Extorsion ou le Terrorisme, au cours de la saga il a pu se livrer au trafic de diamants, à des empoisonnements et autres nombreux meurtres<sup>233</sup>.

**La révélation de noms d'agents.** La protection de l'anonymat et de la couverture des agents des services de renseignement apparaît comme une nécessité afin de garantir leur sécurité personnelle et de protéger les services qui les emploient. James Bond est trop noble pour employer de tels subterfuges. Il ne se déguise pas et n'hésite pas à employer son véritable nom. Agissant ainsi, il prend des risques inconsidérés. A force de révéler son nom, ses adversaires les plus redoutables savent à qui ils ont affaire alors que son anonymat serait parfois préférable<sup>234</sup>. Ce risque d'identification des agents de renseignement est un risque réel qui se développe récemment et auxquels les services doivent faire face. L'anonymat des agents est de plus en plus mise à mal par les médias<sup>235</sup>. Le MI6 fictif est confronté à cette situation dans Casino Royale, lorsqu'un journal identifie Bond comme l'agresseur d'une ambassade

---

<sup>232</sup> Respectivement dans Fleming, *Chauds les glaçons !* [1956], op.cit. ; Goldfinger, 1964, op.cit. ; Dangereusement vôtre, 1985, op.cit.

<sup>233</sup> L'organisation SPECTRE n'ayant pas d'existence juridique étant donné son but poursuivi manifestement illégal, nous ne pourrions pas chercher à engager la responsabilité pénale de la personne morale, mais seulement la responsabilité pénale de ses membres qui agissent en association de malfaiteurs.

<sup>234</sup> Dans Goldfinger, 1964, op.cit. : Auric Goldfinger sait déjà que JB est un agent du MI6 lorsqu'il le capture. Goldfinger : « *You have been recognised.* ». La scène de Casino Royale, 2006, op.cit. est à cet égard encore plus emblématique. Le Chiffre accueille au Monténégro JB en ironisant sur sa véritable identité : « *You must be Mr. Bliss' replacement. Welcome, Mr. Beech. Or is that Bond? I'm a little confused.* » Cette tirade nous rappelle par ailleurs la rencontre en 1875 entre le maître de l'espionnage prusse Wilhelm Stieber et une princesse russe qu'il fut chargé d'espionner. Elle le reconnut, et l'introduit à ses invités : « *Je vous présente, mon cousin, le chef de la police allemande, introduit chez moi sous le nom de comte de Herstatt, par Son excellence l'ambassadeur d'Allemagne.* » (F. Routier, *L'Espionnage et la Trahison En Temps De Paix Et En Temps De Guerre*, Editions Charles-Lavauzelle, 1913, p.29)

<sup>235</sup> Assemblée nationale, Rapport d'information n°1022 en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement, 14 mai 2013, [online] disponible sur <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i1022.pdf>, consulté le 26 avril 2019. Page 32 : le rapport déplore la « *divulgaration trop fréquente, par les médias, de leur identité ou de leurs modes opératoires* ».

africaine<sup>236</sup>. Cette révélation peut également être le fait d'individus aux motivations criminelles. De tels faits sont à l'origine de l'intrigue de Skyfall<sup>237</sup>. S'il est peu probable qu'un gouvernement rassemble des données aussi sensibles au sein d'un disque dur<sup>238</sup>, de telles listes ont pu être retrouvées aux mains d'individus suspectés dans des affaires criminelles<sup>239</sup>. Face à cette menace, le législateur français a durci l'arsenal juridique. Auparavant, la loi du 29 juillet 1881<sup>240</sup> punissait de 15 000€ d'amende la révélation de l'identité d'un agent de renseignement. La loi du 14 mars 2011<sup>241</sup> a créé une nouvelle section dans le Code Pénal intitulée « *Des atteintes aux services spécialisés de renseignement*. » Désormais, la peine prévue est de 5 ans d'emprisonnement et 75 000€ d'amende, peine aggravée jusqu'à 10 ans d'emprisonnement si la révélation a entraîné la mort de l'agent.

James Bond a conscience des principales menaces à la paix dans le monde. Il lutte contre des individus ou groupes privés qui exploitent ces menaces et violent ainsi la loi pénale. Parmi les criminels pourchassés par Bond, nombreux sont ceux qui usent de la terreur pour parvenir à leurs fins. Le terrorisme est sa première cible.

## PARAGRAPHE SECOND : LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**Définition du terrorisme.** Nous ne reviendrons pas sur la difficulté de définir unanimement ce qu'est le terrorisme. James Bond le fait pour nous en évoquant l'ambiguïté

---

<sup>236</sup> Casino Royale, 2006, op.cit. : Suite à l'attaque par Bond dans l'ambassade en début du film, M montre à JB la couverture du journal. Un dialogue présent dans le script mais qui n'a pas été retenu en production explicite ce problème d'anonymat : M « *You're a secret agent, for God's sake ! Can you at least try not to tell every single person you meet your real name ?! Do you have any idea how hard it was to keep it out of the international press ?* », auquel JB répond avec son sarcasme habituel : « *Understood. I should have stuck to my cover, Mr Sandy Bizet, Fashion buyer. "Fashion buyer kills terrorist." That may just have fooled them.* » (Script disponible sur <http://www.dailyscript.com/scripts/Casino-Royale.pdf>)

<sup>237</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Un fichier contenant la liste de tous les noms des agents infiltrés de l'OTAN est dérobé par Raoul Silva.

<sup>238</sup> S. Pierce, « *How real is 'Skyfall's' portrayal of cyberterrorism?* », CNN, 14 novembre 2012, [online] disponible sur <https://cnn.it/2QCSOKE>, consulté le 25 avril 2019 : selon Morgan Wright, expert en cybersécurité, « *It's not very plausible that the government is going to put all of their sensitive information on one hard drive that manages to get stolen because that would be a violation of what they call OPSEC.* »

<sup>239</sup> L. Lagneau, « Une liste de 2.626 noms de policiers du renseignement intérieur tombée dans les mains d'une personne fichée S », *Opex360.com*, 11 avril 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2LmOHVr>, consulté le 26 avril 2019

<sup>240</sup> Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse

<sup>241</sup> Loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure

inhérente au terme : « *One man's terrorist is another man's freedom fighter.* »<sup>242</sup> En nous basant sur la définition de l'Union Européenne, le terrorisme est la combinaison d'éléments objectifs violents (homicide, préjudices corporels, prise d'otage, etc.) et d'éléments subjectifs (actes commis dans le but de gravement intimider une population, de déstabiliser ou de détruire des structures d'un pays ou d'une organisation internationale, d'empêcher un gouvernement d'agir). Il s'agit donc de faire usage de la violence pour promouvoir une cause ou en tirer profit. La saga a fait le sage choix de nous présenter un terrorisme purement matériel. Il est utilisé à des fins purement financières ou subsidiairement de domination du monde. Nous pouvons donc considérer le terrorisme comme un mode d'action de la criminalité organisée bondienne.

***L'évolution du terrorisme dans James Bond.*** Le terrorisme est présent tout du long de la saga<sup>243</sup>. Le terrorisme est la concrétisation même des menaces "*sovereignty-free*" contre lesquelles James Bond doit lutter. Le SPECTRE – qui, une nouvelle fois, porte bien son nom – en fait l'un de ses moyens d'actions favoris. Dans les années 1960, il fait usage de la violence pour faire naître la terreur entre les grandes puissances et en tirer profit. La violence se caractérise par le vol de technologies fondamentales<sup>244</sup> ou leur destruction<sup>245</sup>. Son but est de monter en puissance en fragilisant les grandes puissances ou d'en tirer des rançons. Il prenait le monde en otage mais ses actions visaient exclusivement les Etats<sup>246</sup>. Durant les années 1970, il sera absent à l'écran. C'est pourtant une période où il frappera le Royaume-Uni avec le conflit nord-irlandais. Période sombre du Royaume-Uni, il sera peut-être volontairement passé sous silence pour ne pas nuire à l'image que la production projette du pays<sup>247</sup>. La seule et unique référence à l'IRA sera faite bien plus tard en 2012. Le terrorisme réapparaît sous l'ère de Pierce Brosnan comme utilisation de la terreur envers la population civile. Il prend le visage froid et

---

<sup>242</sup> Meurs un autre jour, 2002 : Raoul, un agent-dormant britannique à Cuba, à JB

<sup>243</sup> Article d'un fan de JB "Ytterbium", « James Bond et le terrorisme », 14 novembre 2015, [online] disponible sur <http://www.commander007.net/2015/11/james-bond-et-le-terrorisme/>, consulté le 26 avril 2019.

<sup>244</sup> Opération Tonnerre, 1965, op.cit. : Blofeld vole deux ogives nucléaires ; On ne vit que deux fois (*You Only Live Twice*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Sean Connery, Eon Productions, 1967 : Blofeld capture des engins spatiaux.

<sup>245</sup> James Bond 007 contre Dr. No, 1962 : Blofeld sabote un lancement de fusées américaines ; Les diamants sont éternels, 1971, op.cit. : Blofeld détruit l'armement nucléaire des grandes puissances.

<sup>246</sup> Si ce n'est dans Au Service secret de Sa Majesté (*On Her Majesty's Secret Service*), réalisé par Peter Roger Hunt, avec George Lazenby, Eon Productions, 1969 : Blofeld veut répandre un virus mortel dans toute la population mondiale.

<sup>247</sup> La seule et unique référence à l'*Irish Republican Army*, organisation pourtant considérée comme terroriste par les forces britanniques, sera faite en 2012, dans Skyfall, op.cit., lorsqu'on apprend que Mallory, le nouveau M, avait affronté l'IRA durant ce conflit.



aliéné de Renard<sup>248</sup>, ou de la vente d'armes de destructions massives en libre circulation<sup>249</sup>. Enfin, le terrorisme tel que nous le connaissons aujourd'hui se matérialisera avec Daniel Craig, à l'exception qu'il reste toujours dénué d'idéologie extrémiste. Des individus commettent des attaques dans tous les pays du monde dirigées contre la population civile sans que l'on puisse lui prêter un visage en particulier. Le terrorisme semble pouvoir frapper partout, à tout moment. Dans un aéroport lors d'un événement médiatisé à Miami, dans la capitale d'Afrique du Sud ou encore dans le métro londonien aux heures de pointe<sup>250</sup>. Les attentats visent principalement le cœur des capitales pour de plus grandes retombées médiatiques, et les transports en commun car permettant de faire plus de victimes<sup>251</sup>. L'outil informatique est privilégié afin de commettre des attaques mais aussi de créer la panique, moyen d'action du « *cyberterrorist* » Raoul Silva<sup>252</sup>.

***La cible principale des services de renseignement.*** Le terrorisme est une cible récurrente du MI6 puisqu'il est présent, comme nous venons de le voir, dans 10 films parmi les 24 réalisés. Il est même devenu la cible principale de Daniel Craig, qui se dresse comme rempart contre le terrorisme dans 3 des 4 films dans lesquels il endosse le premier rôle. James Bond rejoint ici la réalité. Avec la fin de la Guerre Froide, les services de renseignement, qui jusqu'alors se concentraient essentiellement dans l'espionnage et le contre-espionnage envers les pays de l'Est, ont dû trouver une nouvelle légitimité. Ils se sont quasiment tous recentrés sur la lutte anti-terroriste, surtout depuis le 11 septembre 2001<sup>253</sup>. Le terrorisme est aujourd'hui la cible principale des services de renseignement français, et tous agissent de concert contre<sup>254</sup>. A ainsi été créée en 2017 la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le

---

<sup>248</sup> Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit. : Renard prévoit de commettre un attentat à Istanbul avec un missile nucléaire.

<sup>249</sup> Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : Dans la scène d'ouverture, JB détruit un marché terroriste à ciel ouvert.

<sup>250</sup> Respectivement : Casino Royale, 2006, op.cit. ; 007 Spectre, 2015, op.cit. ; Skyfall, 2012, op.cit.

<sup>251</sup> S. Pierce, « *How real is 'Skyfall's' portrayal of cyberterrorism?* », CNN, 14 novembre 2012, [online] disponible sur <https://cnn.it/2QCSOKe>, consulté le 25 avril 2019 : selon Morgan Wright, expert en cybersécurité, « *Transportation is one of the softest terrorism targets there is, and quite frankly I'm shocked that public transportation hasn't been targeted more often and that there haven't been more successful attacks.* »

<sup>252</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Silva explique qu'il commettre un attentat à l'autre bout du monde avec un simple « *point and clic* ». Il utilise *Youtube* pour diffuser des clips vidéos pour terrorifier le gouvernement anglais et la population.

<sup>253</sup> B. Warusfel, « Le renseignement, dimension majeure de l'action publique [...] », op.cit., p.18

<sup>254</sup> M. Tellier, « Qui lutte contre le terrorisme en France ? », *France Culture*, 13 décembre 2018, [online], disponible sur : <https://bit.ly/2QMPOgV>, consulté le 25 avril 2019 : notamment la DGSE, la DGSI, le CRP, le DNRED, la DRSD ou encore la DRM luttent tous contre le terrorisme.

terrorisme, entité dont le but est de coordonner les efforts de tous les services français dans cet objectif<sup>255</sup>.

***SPECTRE comme organisation terroriste.*** SPECTRE s'assimile, ni plus, ni moins, à une mafia<sup>256</sup>. En effet, SPECTRE est une organisation criminelle qui prend la forme d'une entreprise. Son organisation interne est très structurée : ses dirigeants sont associés à un numéro dans la hiérarchie : Ernst Blofeld est le chef de l'organisation, Emilio Largo numéro 2, Rosa Klebb numéro 3,<sup>257</sup> etc. L'organisation est opaque, omniprésente dans la saga et insaisissable. Dès Casino Royale, James Bond est chargé de remonter la piste qui mène à SPECTRE<sup>258</sup>. Il lui aura fallu quatre films, pour enfin la rencontrer et que nous en ayons une représentation concrète à l'écran, sous la forme d'une réunion mystique cachée dans la pénombre et soumise à un rituel précis. La scène a évidemment lieu en Italie, berceau des mafias. L'organisation a un projet politique, une structure économique<sup>259</sup>, des ramifications<sup>260</sup>. Son but est le gain financier et sommes toutes la domination du territoire sur lequel elle s'étend : le monde entier pour SPECTRE. Pour arriver à ses fins, elle use du terrorisme et de la corruption<sup>261</sup>. L'iconographie également est similaire. Les mafias sont souvent comparées à des pieuvres (lorsqu'elles n'en portent pas le nom) car leurs réseaux tentaculaires repoussent si jamais l'un d'eux est sectionné. SPECTRE est représenté par une pieuvre, sur les bagues d'affiliation à l'organisation et également dans les génériques. Bond tire lui-même les conséquences de ces constatations. Il

---

<sup>255</sup> Le décret n° 2017-1095 du 14 juin 2017 relatif au coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, à la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme et au centre national de contre-terrorisme, transforme la « Coordination nationale du renseignement » en « Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme », montrant ainsi le principal objectif aujourd'hui des services de renseignement.

<sup>256</sup> La mafia est « un objet politique organisé qui s'adapte aux changements socio-économiques. Elle exerce une souveraineté sur un territoire donné. À partir de cette seigneurie territoriale, elle structure et perpétue un système fondé sur la violence et l'illégalité. Elle gère un réseau vaste et ramifié de complicité. Elle anime un code culturel enraciné mais souple. » S. François et G. Origoni, « Géopolitique de la mafia », blog *Fragments sur le temps présent*, 22 janvier 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Vk33Ux>, consulté le 14 mai 2019.

<sup>257</sup> Respectivement dans *Opération Tonnerre*, 1965, op.cit. et *Bons baisers de Russie*, 1963, op.cit.

<sup>258</sup> *Casino Royale*, 2006, op.cit. : M à JB : « *We're trying to find out how an entire network of terrorist groups is financed [...]* »

<sup>259</sup> 007 *Spectre*, 2015 : durant la réunion, un membre de l'organisation fait le bilan de leurs activités pharmaceutiques : « *Our pharmacy sites have provided an excellent new sales platform. We have adapted many of them into clearinghouses for unapproved drugs. In addition to which, the latest figures show that we presently control 70% of antimalarial vaccines, 30% of HIV, [...]* »

<sup>260</sup> Quantum apparaît comme une branche de SPECTRE.

<sup>261</sup> Dans 007 *Spectre*, 2015, op.cit. : SPECTRE commet des attentats terroristes partout dans le monde afin d'inciter les Etats à rejoindre le programme *Nine Eyes* qu'elle contrôle. SPECTRE peut compter sur l'appui de C au sein du gouvernement britannique.

confronte SPECTRE et l'Union corse<sup>262</sup>, organisation criminelle mafieuse tirée de l'imagination populaire dans les années 1960. Il compare leurs fonctionnements et les estime similaires, si ce n'est que SPECTRE est encore plus redoutable que la mafia corse<sup>263</sup>.

Certains poussent la comparaison plus loin<sup>264</sup> : SPECTRE et Al-Qaïda seraient similaires<sup>265</sup>. En effet, un groupe terroriste islamiste est simplement une mafia avec en plus une idéologie religieuse extrémiste<sup>266</sup>. Si la comparaison est intéressante, c'est surtout à l'égard du chef de l'organisation<sup>267</sup>. SPECTRE et Al-Qaïda sont deux groupes occultes, si ce n'est que ressort la figure du chef dans l'un comme dans l'autre : Ernst Stavo Blofeld pour la première et Oussama Ben Laden pour la seconde. Les deux sont des milliardaires « *excentriques* » qui investissent leur fortune pour détruire le monde et prendre le pouvoir. Les deux ont un statut mystique. Dans sa mise en scène essentiellement, Blofeld se pare d'un attribut sacré<sup>268</sup>, puis il se présente comme un « *samouraï de la dernière heure* »<sup>269</sup>, tout comme Ben Laden se présente

---

<sup>262</sup> Le film *The French Connection*, sorti en 1971, fait naître aux Etats-Unis le fantasme d'une mafia corse extrêmement puissante à Marseille sous le nom d'Union corse. En réalité, il s'agit plutôt de nombreux clans rivaux issus de familles corses. Source : J. Follorou et V. Nouzille, *Les Parrains Corses*, Fayard, 28 avril 2004

<sup>263</sup> Dans *Au service secret de Sa Majesté*, 1969, op.cit. JB rencontre Draco, le chef de l'Union corse et père de Tracy. Draco à JB : « – *What else do you know about me ?*

— *Marc Ange Draco. Head of Union Corse, one of Europe's biggest crime syndicates..*

— *The biggest.*

— *Not quite. An organisation known as SPECTRE operates worldwide. However, your legitimate business fronts are more extensive. Construction, electrical supplies, numerous agricultural holdings... »*

<sup>264</sup> E. P. Comentale, *Ian Fleming and James Bond: The Cultural Politics of 007*, Indiana University Press, 2005, p.254 : « *It is the specter of a SPECTRE, in other words, the threat posed by eyes constantly assessing the vulnerability of America's airports, power plants, bridges, waterways and tunnels, that now defines our structure of feeling and marks yet another parallel between international tensions today and Fleming's "Blofeld trilogy"* »

<sup>265</sup> Dans *Casino Royale*, 2006, op.cit. : M soupçonne indirectement le SPECTRE, par l'intermédiaire de Le Chiffre, d'être derrière l'attentat du 11 septembre 2001 à la place d'Al-Qaïda : « *When they analyzed the stock market after 9/11, the CIA discovered a massive shorting of airline stocks. [...] The same thing happened this morning with Skyfleet stocks or was supposed to.* »

<sup>266</sup> J. Schneider et P. Schneider. « The Mafia and Al-Qaeda: Violent and Secretive Organizations in Comparative and Historical Perspective. », *American Anthropologist*, vol. 104, no. 3, 2002, pp. 776–782. B. Faucon et C. Fayol, *Un cartel nommé Daech : révélations sur les réseaux mafieux de l'Etat islamique*, First editions, 2017, 230p. : ces groupes terroristes islamistes ont une organisation interne obscure, sont constituées de multiples de micro-organismes qui se développent dans toutes les régions du monde. Ils utilisent la violence comme moyen d'action, sur de la corruption dans certains Etats. Leur but est, *a priori*, la soumission à leur idéologie. Ils se financent grâce à divers trafic (armes, drogues, œuvres d'art). Ainsi, hormis l'objectif final, ils ont la même structure qu'une mafia.

<sup>267</sup> AD. Leiva, « De Dr. No à Ben Laden », 2 novembre 2012, [online], disponible sur <http://popenstock.ca/dossier/article/de-dr-no-ben-laden>, consulté le 25 avril 2019

<sup>268</sup> Bien qu'ennemi numéro un dans les premiers films, nous ne voyons pas son visage. Dans *007 Spectre*, 2015, op.cit., son apparition théâtrale dans la réunion secrète est transcendante.

<sup>269</sup> Dans *On ne vit que deux fois*, 1967, op.cit. AD Leiva, op.cit.

comme un guerrier sacré. Enfin, ils contrôlent leur organisation depuis une grotte secrète, depuis le Japon<sup>270</sup> ou bien depuis l'Afghanistan.

Dans James Bond, la lutte contre le terrorisme est une lutte entre le Bien et le Mal. Les réactions politiques sont similaires à la réalité. Le terrorisme engendre un repli sur soi des démocraties occidentales. Les libertés individuelles sont réduites pour une plus grande sécurité, qui prend la forme d'une surveillance de masse. Pour lutter contre, le terrorisme devient la première cible des services de renseignement.

***L'omission du renseignement économique.*** L'autre cible principale des services de renseignement, aujourd'hui, sont les entreprises commerciales. Le renseignement économique a toujours intéressé les Etats. Il consiste à récupérer des informations économiques, technologiques et industrielles chez les entreprises des Etats rivaux, pour les exploiter chez soi. Cela fut une forme courante d'espionnage durant la Guerre Froide entre les grandes puissances. Cette activité est évoquée dans *Dangereusement vôtre*. Lorsque James Bond sauve la Silicon Valley contre les projets de Max Zorin, M s'étonne que le Général Gogol veuille remettre à cette occasion une distinction à Bond. Le Général lui explique avec plein d'ironie que sans la recherche américaine il n'y aurait pas de recherche soviétique<sup>271</sup>. Puis le renseignement a connu un essor considérable depuis la fin de la Guerre Froide en raison de la prépondérance du système capitaliste<sup>272</sup>. La domination des Etats n'est plus militaire, mais économique. On peut parler de « *guerres économiques* »<sup>273</sup>. Le renseignement s'est logiquement recentré sur ce domaine, servant à la fois les entreprises privées nationales et l'Etat. En France, le renseignement économique ne se développe – du moins officiellement – que depuis peu<sup>274</sup>, alors que c'est reconnu comme un enjeu majeur outre-Atlantique depuis quelques années<sup>275</sup>. La lutte

---

<sup>270</sup> On ne vit que deux fois, 1967, op.cit.

<sup>271</sup> *Dangereusement vôtre*, 1985, op.cit. : M : « *I'd have expected the KGB to celebrate if Silicon Valley had been destroyed.* » Gogol : « *On the contrary, Admiral. Where would Russian research be without it?* »

<sup>272</sup> D. Fonvielle, « L'essor des pratiques de renseignement économique », *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p.63-79

<sup>273</sup> E. Delbecq et JR. Fayol, *Intelligence économique*, 2e édition, Vuibert, 2018, p.7

<sup>274</sup> O. de Maison Rouge, J. Myard et JB. Carpentier, *Le Droit Du Renseignement : Renseignement D'État, Renseignement économique*, LexisNexis, 2016, p.83 : « *Depuis désormais quelques mois, tel que cela se traduit notamment par le décret du 29 janvier 2016, outre ce qui ressort de la définition même des intérêts fondamentaux de la nation, issue de la loi du 24 juillet 2015, il semble se dessiner une volonté de promouvoir l'action du renseignement économique d'Etat.* »

<sup>275</sup> A titre d'exemple, les universités américaines et le FBI sensibilisent les étudiants et professeurs au risque d'espionnage économique au sein des laboratoires universitaires de recherches. Voir la brochure du FBI, « *Prevent*

antiterroriste et le renseignement économique sont les deux domaines majeurs des services de renseignement durant le XXI<sup>ème</sup> siècle. Pourtant, ce-dernier n'est pas représenté à l'écran. James Bond a des motivations nobles : il lutte contre la criminalité. Les entreprises commerciales ne représentent pas un danger pour la société et ne pourraient pas devenir des ennemis, à moins qu'elles aient des agissements criminels comme *Zorin Industries*.

James Bond lutte contre des individus qui agissent de concert pour commettre des infractions graves, déstabiliser le "Monde libre" et un tirer profit matériel. Bref, il lutte contre la criminalité organisée et fait donc du renseignement criminel et anti-terroriste<sup>276</sup>. Malgré ses interventions, cet ennemi survit et se renouvelle. La criminalité organisée aujourd'hui prospère<sup>277</sup>, les citoyens ont besoin de toujours plus se sentir en sécurité face au terrorisme<sup>278</sup>. James Bond a encore de belles années devant lui, dans la fiction comme dans la réalité.

---

*Loss of Academic Research* », juin 2015, [online] disponible sur <https://research.umbc.edu/files/2015/07/SPIN-15-006-Preventing-Loss-of-Academic-Research.pdf> , consulté le 27 avril 2019.

<sup>276</sup> Ce sont aussi les principales missions du MI6 aujourd'hui : contre-prolifération des armes, contre-terrorisme, crime organisé, cybersécurité. « Our mission », site du SIS, [online] disponible sur <https://www.sis.gov.uk/our-mission.html> , consulté le 6 mai 2019.

<sup>277</sup> A. Rodier, « Le Crime organisé en pleine expansion », *Site du Centre français de Recherche sur le Renseignement*, novembre 2018, [online], disponible sur : <https://www.cf2r.org/actualite/le-crime-organise-en-pleine-expansion/> , consulté le 30 avril 2019.

<sup>278</sup> La rédaction du JDD, « Terrorisme : pour 92% des Français, la menace est élevée », *Le Journal Du Dimanche*, 11 novembre 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2W8LDdJ> , consulté le 30 avril 2019.

## Conclusion du titre premier

James Bond est intemporel. Il installe une dialectique qui pourra toujours perdurer, « *promesse renouvelée d'un éternel recommencement* »<sup>279</sup>. James Bond est l'histoire d'un combat chevaleresque entre le Bien et le Mal. Le récit mêle ingénieusement fiction et réalité. La fiction se fonde sur la réalité, pour l'élever en tant que mythe. Un espion de la Guerre Froide, dévoué à l'Empire britannique. Le mythe s'enracine dans la réalité, si bien que les deux se confondent et le mythe ressurgit dans la réalité. Alimenté par James Bond et d'autres œuvres de fiction, l'espionnage du temps de la Guerre Froide réapparaît aujourd'hui sur la scène internationale avec notamment l'affaire de l'ingérence russe dans la présidentielle américaine de 2016, puis l'affaire Skripal en 2018<sup>280</sup>. James Bond ne serait peut-être plus si archaïque.

La criminalité organisée telle que narrée est une menace bien contemporaine, mais dont les ambitions sont moins démesurées que la domination du monde. Un héros hors de notre présent, *a priori* vestige d'une époque révolue, mais qui perdure, pour affronter avec bravoure les ennemis de notre temps, à la pointe de la modernité. Combat inéquitable car il oppose l'Ancien monde au Nouveau monde, l'ancien espion contre la criminalité nouvelle. Sous Daniel Craig, l'espion a conscience de sa fragilité dans un monde qui ne lui appartient plus, mais il n'a d'autre choix que de se dépasser, afin de rivaliser avec un Christophe Waltz plein de superbe incarnant l'archétype du « Méchant » qui exploite les faiblesses du monde contemporain. Le combat est inégal, la victoire est encore plus grandiose.

---

<sup>279</sup> AD. Leiva, « De Dr. No à Ben Laden », 2 novembre 2012, [online], disponible sur <http://popenstock.ca/dossier/article/de-dr-no-ben-laden>, consulté le 25 avril 2019

<sup>280</sup> Édito de la rédaction, « Est-Ouest, le grand retour des espions », *Courrier international*, n°1434, 26 avril 2018.

## Titre second

### Les défis du XXIème siècle des services du renseignement

Le combat entre l'ancien monde et le nouveau monde se traduit également au sein des services de renseignement. Les héros de l'univers James Bond sont ancrés dans une réalité révolue. Le Royaume-Uni est encore un empire et son agence de renseignement extérieur fonctionne sur le même modèle que durant la Guerre Froide avec son agent le plus fidèle qui a fait ses armes durant cette époque. Cependant, là où Bond et l'Empire restent immuables, le MI6 est contraint de s'adapter au monde qui l'entoure au fur et à mesure des péripéties de James Bond afin de contrer des ennemis qui, eux aussi, s'adaptent au nouveau monde. Cette transformation du MI6 est source de tensions et pose de nombreuses problématiques, auxquelles les services de renseignements contemporains sont aussi confrontés. S'opposent les méthodes de deux époques. La révolution numérique influença profondément le domaine du renseignement, modifiant les méthodes de travail. Les agences occidentales décidèrent d'abord d'embrasser la révolution numérique (**Chapitre premier**), avant de finalement la remettre en question aujourd'hui (**Chapitre second**).

## Chapitre premier

### Le renseignement dominé par la technologie

Technologie et défense nationale ont toujours été liées. Pour gagner une guerre, les innovations technologiques permettent de surprendre l'ennemi et lui donner un avantage capital. Dans le travail des services de renseignement, la technologie fournit des outils pour une meilleure collecte d'informations et améliore les armes des agents. La révolution numérique inonde et révolutionne le travail des services de renseignement. Les plus grands bouleversements du renseignement moderne sont dus à la technologie. La fiction accompagne la réalité. La technologie a progressivement pris de plus en plus d'importance au sein du laboratoire de Q (**Section première**) pour finalement s'imposer au centre névralgique des activités du MI6 (**Section seconde**).



## Section première

« *You were expecting an exploding pen ?* »<sup>281</sup>

### Le département Q

JB est connu pour ses nombreux *gadgets* plus ou moins farfelus<sup>282</sup> qui l'aident à accomplir ses missions et lui sauvent la vie à de multiples reprises<sup>283</sup>. Une voiture submersible avec lance-missiles, un tube de dentifrice cachant une pâte explosive, une montre équipée d'un grapin<sup>284</sup>... La liste est longue<sup>285</sup> et ils remplissent une salle entière du bâtiment des service secrets<sup>286</sup>. A sa conception, la section recherche et développement du MI6, surnommé le département Q pour « *Quartermaster* », le service de l'armée est en charge de l'approvisionnement des troupes. Le Major Boothroyd en est à la tête depuis si longtemps qu'il finira par en prendre le nom, et devenir le nom de la fonction qu'il exerce<sup>287</sup>. Les *gadgets* rivalisent sans cesse d'inventivité. Ils se perfectionnent au fur et à mesure des aventures de Bond, toujours en avance sur la technologie de l'époque. Ils atteignent leur paroxysme avec les voitures de Pierce Brosnan, spécialement équipées à l'avance pour faire face aux armes des adversaires<sup>288</sup>. Rétrospectivement, Q lui-même en rit. Le département Q profite du développement de l'informatique pour proposer des outils toujours plus efficaces, à base de microprocesseurs, d'algorithmes, de systèmes de « *tracking* » en tous genres. La technologie envahit

---

<sup>281</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Q à JB dans le *National Gallery*. Il fait référence à un stylo à bille qui cache en son intérieur une grenade, donné quelques années auparavant à JB, dans GoldenEye, 1995, op.cit.

<sup>282</sup> Les diamants sont éternels, 1971, op.cit. : JB à Q à propos d'un modificateur de voix : « *That ridiculous contraption actually seems to work, Q. You've surpassed yourself this time.* »

<sup>283</sup> Permis de tuer, 1989, op.cit. : lorsque Q vient aider JB à Ismuth : « *Remember. If I hadn't been for Q Branch, you'd have been dead long ago.* »

<sup>284</sup> Respectivement dans L'Espion qui m'aimait, 1977, op.cit. ; Permis de tuer, 1989, op.cit. ; Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit.

<sup>285</sup> La page Wikipédia consacrée aux *gadgets* de JB est deux fois plus longue que celle des *James Bond girls*. En ligne : [https://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_James\\_Bond\\_gadgets](https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_James_Bond_gadgets) et [https://en.wikipedia.org/wiki/Bond\\_girl](https://en.wikipedia.org/wiki/Bond_girl)

<sup>286</sup> Dans Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : JB retrouve entassés dans une salle comble tous les *gadgets* depuis ses débuts.

<sup>287</sup> Le Major Boothroyd apparaît dans les romans à partir de I. Fleming, *Dr. No*, Jonathan Cape, 1958, comme un expert des armes à feu. Cette identité est reprise dans les films, et devient rapidement « Q ». Puis la fonction est dévolue à un nouvel individu mais toujours sous le nom de Q dans Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit., puis dans Skyfall, 2012, op.cit.

<sup>288</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. : la BMW de JB, contrôlable à distance par téléphone, permet de parer précisément tous les moyens mis en œuvre par les ennemis : impénétrable, équipée de lance-missiles et de chausse-trappes, de pneus auto-gonflants et même d'une scie capable de découper un câble qui serait tendu exactement à la bonne hauteur pour stopper le véhicule.

de plus en plus les missions de James Bond. Les traditionnels *gadgets* de James Bond (**Paragraphe premier**) s'enrichissent de véritables outils de cyber-espionnage (**Paragraphe second**).

## PARAGRAPHE PREMIER : LES GADGETS DE JAMES BOND

*Les gadgets dans la réalité.* L'inspiration mutuelle entre fiction et réalité et spécialement vraie concernant les équipements d'espionnage. La réalité inspire la fiction. Le département Q en lui-même n'est pas une invention de Ian Fleming mais se fonde sur son expérience militaire au sein de l'armée britannique. Durant la Seconde Guerre mondiale, un service de l'armée était dédié à la conception d'outils d'espionnages. Ces outils étaient appelés "*Q-devices*" en référence aux "*Q-ships*"<sup>289</sup> : des navires camouflés en bateaux d'apparence anodine mais en réalité lourdement armés. Fleming côtoyait au renseignement militaire Charles Fraser-Smith, en charge de ce service, et qui inspira le personnage de Q<sup>290</sup>. Durant cette période, Fleming travailla également à contrer la machine Enigma servant au chiffrement de l'information des forces allemandes<sup>291</sup>. On la retrouve dans Bons Baisers de Russie sous le nom de Spektor (dans le roman) ou de Lektor (dans le film), cette fois utilisée par l'URSS<sup>292</sup>.

Réciproquement, la fiction a également inspiré la réalité et tout particulièrement la CIA. Les différents directeurs de la CIA étaient fascinés par les créations de Q et rêvaient de pouvoir faire réellement usage de ces équipements<sup>293</sup>. Dès qu'un film sortait, le Service technique de la CIA recevait un appel pour savoir s'il était possible de recréer tel ou tel *gadget*. « *L'inventivité de Q poussait notre imagination* », raconte un ancien directeur de ce Service<sup>294</sup>. Allen Dulles (directeur de la CIA de 1953 à 1961) ordonna sérieusement à ses équipes de reproduire la

---

<sup>289</sup> Ils tirent leur nom du premier port dans lequel ils furent construits : Queenstown, Irlande.

<sup>290</sup> B. Fox, « *Careful Carruthers That Paper Clip Is Loaded* », *New Scientist*, 14 avril 1993, [online] disponible sur <https://bit.ly/2IeHmkc>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019.

<sup>291</sup> N. Rankin, « How WWII created James Bond », sur *thebookseller.com*, 4 octobre 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2KhvCjq>, consulté le 1<sup>er</sup> juin 2019.

<sup>292</sup> Roman : I. Fleming, *Bons baisers de Russie* [1957], Plon, collection Espionnage, 1964, p.132 : « *Le Spektor ! La Machine qui leur permettrait de décoder tout le trafic Top Secret !* » Film : Bons baisers de Russie (*From Russia with Love*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, Eon Productions, 1963

<sup>293</sup> T. McCristen et C. Moran, « James Bond, Ian Fleming and intelligence », *Intelligence and National Security*, n°33, p.816

<sup>294</sup> M. Wilson, « Ex-CIA Officer Laments Q's Absence from Modern James Bond », *Gizmodo*, 10 novembre 2008, [online] disponible sur <https://bit.ly/2I2P0mv>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019.

chaussure empoisonnée de Rosa Klebb ou bien l'émetteur radio qu'utilise Bond pour tracer la voiture de Goldfinger<sup>295</sup>. William Casey (Directeur de la CIA de 1981 à 1987) demanda notamment que soit conçu le non moins fameux "*Identigraph*" dont se sert le MI6 pour créer le portrait-robot numérique d'un criminel<sup>296</sup>. En hommage à Q, la CIA nomma son fonds de financement pour la recherche technologique créé en 1999 "*In-Q-Tel*"<sup>297</sup>. Il semblerait même que le KGB tentait de copier les équipements des James Bond<sup>298</sup>.

**Les armes à feu.** James Bond est intimement associé au Walther PPK qu'il porte dans son *holster*. À l'origine, Ian Fleming lui faisait utiliser un Beretta 418 dont il était lui-même équipé dans l'armée. Cependant, un expert en arme à feu écrivit en 1956 à Fleming pour lui déconseiller ce « *lady's gun* » sans réelle puissance de feu et l'usage du silencieux. À la demande de l'auteur, il lui recommanda le semi-automatique Walther<sup>299</sup>. Cet échange inspira le remplacement de l'arme suite aux recommandations de Q<sup>300</sup>. Bond transporte ensuite son arme dans tous les pays dans lesquels il se rend. Normalement, le port d'une arme à feu nécessite l'autorisation de l'État visité. Le Walther PPK étant une arme de catégorie B (arme à poing), il est nécessaire d'obtenir une autorisation pour son transport puis son port au sein du territoire français, sous peine de sanctions pénales<sup>301</sup>. Les autorités peuvent néanmoins autoriser le port de l'arme à feu à des agents étrangers lorsque cela procède d'une représentation diplomatique<sup>302</sup>. Si ses missions en France, pays allié du Royaume-Uni, se sont déroulées avec l'accord des autorités françaises, James Bond a probablement pu obtenir des autorités la conservation de son arme sans passer par une demande administrative lourde (qui aurait été

---

<sup>295</sup> Allen Dulles, « Our Spy Boss Who Loved James Bond », *Life Magazine*, 28 août 1964 : il révèle que la chaussure a pu être fabriquée dans la réalité, mais que le système de tracking ne pouvait plus fonctionner dès que l'on s'approchait d'une grande ville.

<sup>296</sup> T. McCristen, « James Bond, Ian Fleming and intelligence », op.cit.

<sup>297</sup> Wikipedia, « In-Q-Tel », dernière modification le 26 avril 2019, [online] disponible sur : <https://en.wikipedia.org/wiki/In-Q-Tel> , consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019.

<sup>298</sup> Selon l'agent du KGB Olag Gordievsky qui passa à l'Ouest en 1985, source : A. Burton, *Historical Dictionary of British Spy Fiction*, Rowman & Littlefield, avril 2016, p.369

<sup>299</sup> « Bond's unsung heroes: Geoffrey Boothroyd, the real Q », *The Daily Telegraph*, 21 mai 2009, [online] disponible sur <https://bit.ly/2VevDv2> , consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019

<sup>300</sup> Suite à cette lettre, Fleming narra un incident avec le silencieux de JB dans *Bons Baisers de Russie*, 1956, op.cit. Le roman suivant, Dr. No, 1958, op.cit. fut l'occasion de changer son arme. M appelle s'adresse alors à Q sous le nom de Major Boothroyd, du nom du lecteur qui écrivit à Fleming, en remerciements. Cette scène est reprise dans le film de 1962.

<sup>301</sup> Règles générales articles L.315-1 et R.315-1 et suivants du CSI. Sanctions articles L.317-1 et R.317-11 et suivants du CSI.

<sup>302</sup> Article R.315-6 CSI : sous autorisation du Ministre de l'Intérieur.

refusée étant donné la dangerosité de l'individu figurant sur les certificats médicaux, et l'absence de motif légitime).

***L'encadrement juridiques des outils de renseignement.*** De par leur nature, les outils de renseignement peuvent porter une atteinte grave à la vie privée des individus. James Bond commet de nombreuses atteintes à la vie privée sans utiliser de *gadget* particulier, mais lorsqu'il fait l'usage d'appareils destinés à un tel but<sup>303</sup>, les atteintes sont aggravées. Dès lors, l'utilisation des outils d'espionnage par les services de renseignement est strictement encadrée. Les techniques et outils d'espionnage autorisés sont listés dans le Code de la Sécurité Intérieure. Ils ne peuvent être mis en œuvre et utilisés que par des personnes habilitées régulièrement autorisées<sup>304</sup>. La loi relative au renseignement de 2015<sup>305</sup> a fait évoluer cette liste pour légaliser les techniques les plus récentes qui étaient utilisées en l'absence de tout cadre juridique, ce qui pouvait conduire à des risques de nullité pour les services et des abus envers les personnes ciblées. Alors que jusqu'alors n'étaient prévues que les interceptions classiques, la loi de 2015 prend en compte les progrès technologiques du numérique. La loi permet notamment l'utilisation de la géolocalisation en temps réel et du contesté "*IMSI-catcher*"<sup>306</sup>. Tout comme dans James Bond, les technologies de renseignement se développent exponentiellement. Il peut sembler nécessaire que le droit s'adapte à ces évolutions. Mais à vouloir décrire le plus fidèlement possible les techniques aujourd'hui employées, il risque de courir après la technologie de demain et présenter rapidement de nouvelles situations de vide juridique alors que les techniques continuent de se perfectionner<sup>307</sup>. Toutefois, la loi de 2015 renforce le contrôle de l'utilisation de ces techniques en créant la Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Sécurité (CNCTR) et reconnaît une compétence spéciale au Conseil d'État<sup>308</sup>. Ces techniques doivent être utilisées de manière proportionnée pour préserver tant que possible

---

<sup>303</sup> Dans *Rien que pour vos yeux*, 1981, op.cit. : JB pénètre dans le jardin d'une villa pour espionner Gonzalez. Dans *Dangereusement vôtre*, 1985, op.cit. : il utilise un appareil photo miniature intégré dans une bague pour espionner les invités d'une cérémonie organisée par Zorin.

<sup>304</sup> Autorisations générales articles L.821-1 CSI et suivants, autorisations spécifiques articles L.851-1 et suivants.

<sup>305</sup> Loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement

<sup>306</sup> « *Pay attention, 007* », l'IMSI-catcher est un appareil de surveillance qui prend la forme d'une fausse antenne relai capable capter toutes les communications et les informations des téléphones mobiles situés aux alentours.

<sup>307</sup> Une nouvelle loi est prévue en 2020 pour encore légaliser de nouvelles techniques de renseignement. J. Follorou, « Renseignement : l'Assemblée veut une nouvelle loi en 2020 », *Le Monde*, 24 avril 2019.

<sup>308</sup> B. Warusfel, « Acquis et limites de l'encadrement du renseignement : premier bilan étape de la réforme », *Hestia expertises*, 26 octobre 2018, [online] disponible sur <https://hestia.hypotheses.org/1053>, consulté le 2 mai 2019.

la vie privée de l'individu, notamment en les encadrant dans un temps court et en permettant des voies de recours<sup>309</sup>. L'utilisation des outils d'espionnage en dehors du cadre légal prévu entraîne la responsabilité pénale de son utilisateur pour détention ou l'installation d'un tel matériel, outre la responsabilité pénale pour atteinte à la vie privée<sup>310</sup>. Lorsque James Bond agit directement sous la supervision de M<sup>311</sup>, nous pouvons supposer que la technique d'espionnage respecte les conditions légales et réglementaires (dans l'hypothèse où la loi française s'applique). Néanmoins, le plus souvent il agit avec son seul jugement propre en guise d'autorisation<sup>312</sup>. Ses actes seraient alors pénalement répréhensibles. Il faut noter que les outils d'espionnage recourent de plus en plus à l'informatique. Des infractions autres que celles traditionnelles réprimant les interceptions classiques pourraient alors être visées.

## PARAGRAPHE SECOND : L'OUTIL INFORMATIQUE DANS JAMES BOND

*La prévalence de l'informatique.* L'informatique et le numérique ont connu un développement fulgurant ces dernières décennies. Le cyberspace, né de « *l'interconnexion des réseaux informatiques* »<sup>313</sup>, est devenu un nouvel espace au même titre que l'espace terrestre, maritime ou aérien, dans lequel les échanges sont fluidifiés. Monde virtuel dans lequel des interactions et des conflits peuvent s'exprimer, mais il est également une antichambre du réel. Dès lors, il nécessite une adaptation constante du droit pour le régir. James Bond n'échappe pas au développement exponentiel du numérique qui s'impose progressivement dans les films et les ennemis en font un usage croissant. Dans *Demain ne meurt jamais*, un « *cyber-terroriste* » communique de fausses données satellitaires à un bâtiment de guerre afin de faire naître un conflit entre des États<sup>314</sup>. L'essor du numérique connaît son point culminant dans

---

<sup>309</sup>Assemblée nationale, Rapport d'information n°1022, op.cit.

<sup>310</sup> Article 226-1 CP pour l'atteinte à la vie privée, 226-3 CP pour la détention de matériel permettant cette-dernière infraction, 226-15 pour l'installation de matériel permettant d'intercepter les communications.

<sup>311</sup> Par exemple dans la scène d'ouverture de *Demain ne meurt jamais*, 1997, op.cit., JB utilise une super-caméra pour capter à distance l'image et les conversations au sein d'un marché terroriste.

<sup>312</sup> Par exemple au Monténégro dans *Casino Royale*, 2006, op.cit., JB espionne Le Chiffre à l'aide d'un micro caché dans l'appareil respiratoire du criminel.

<sup>313</sup> B. Louis-Sidney, « Aspects juridiques internationaux de la cyber-défense : premières vues », *Chaire de cyber-défense de St-Cyr*, octobre 2013, [online] disponible sur [https://www.chaire-cyber.fr/IMG/pdf/article\\_3\\_11\\_-\\_chaire\\_cyberdefense.pdf](https://www.chaire-cyber.fr/IMG/pdf/article_3_11_-_chaire_cyberdefense.pdf), consulté le 2 mai 2019.

<sup>314</sup> *Demain ne meurt jamais*, 1997, op.cit. : le cyber-terroriste Henry Gupta modifie les coordonnées GPS reçues par satellite du navire britannique *Devonshire*. Cela illustre les difficultés de définition juridique dans un domaine immatériel. Les données satellitaires sont-elles des communications, dont le détournement peut être puni à l'article 226-15 CP, ou bien un Système de Traitement Automatisé de Données (STAD) protégé par les articles 321-3 CP

Skyfall, où il est au centre de l'histoire. Dès la scène pré-générique du film, depuis son bureau à Londres, M peut surveiller une course poursuite engagée entre James Bond et Patrice en Turquie grâce au réseau satellitaire<sup>315</sup>. Comme toujours, les protagonistes emploient des technologies avancées. Q est capable de créer une route virtuelle<sup>316</sup> menant l'antagoniste Raoul Silva de Londres jusqu'en Ecosse. Un tel signal est compliqué à coder dans la réalité, mais est techniquement possible en ayant recours à des “honeypots”<sup>317</sup>, donc après tout possible dans James Bond, Q étant décrit comme un génie de l'informatique<sup>318</sup>, même si c'est illustré de manière fictive.

**La cybercriminalité.** La criminalité s'est adaptée aux nouvelles technologies. Les réseaux sont sources de nouvelles formes d'atteintes à la société. La cybercriminalité englobe « *tout comportement illégal faisant intervenir des opérations électroniques qui visent la sécurité des systèmes informatiques et des données qu'ils traitent* »<sup>319</sup>. Le droit s'est progressivement étoffé pour être en mesure de punir la cybercriminalité<sup>320</sup>. La cybercriminalité peut être classée en deux types. La technologie informatique peut être un outil dans la commission d'une infraction classique. Il suffit alors de “cliquer” pour réaliser l'infraction selon Silva<sup>321</sup>, qui sera celle poursuivie à des fins de répression. La technologie informatique peut également être l'objet même de l'infraction. En droit français, ces infractions portent alors des atteintes aux Systèmes de Traitement Automatisé de Données (STAD). Cette fois, Silva en donne un exemple par la pratique. Il lance une « *cyber-offensive* » contre les services secrets britanniques, en pénétrant leur système informatique. Il s'agit alors d'une atteinte à l'intégrité

---

et suivants, ou bien nécessiterait une nouvelle incrimination ? Un STAD est un « *ensemble composé d'une ou plusieurs unités de traitement, de mémoire, de logiciel, de données, d'organes d'entrées-sorties et de liaisons, qui concourent à un résultat déterminé, cet ensemble étant protégé par des dispositifs de sécurité* » (Rapport sénatorial n°351, 11 juin 2003). La question n'a pas encore été posée aux juridictions françaises.

<sup>315</sup> Skyfall, 2012, op.cit. Alors que la course-poursuite s'éloigne d'Istanbul, Tanner explique qu'ils n'arrivent plus à les suivre avec les moyens utilisés : « *We've lost tracking.* » Mais même à 2500 km de distance, ils peuvent finalement continuer de suivre la scène. M : « *Get me CCTV, satellite, anything !* »

<sup>316</sup> Op.cit. : Q is « *creating a false tracking signal for Silva to follow.* »

<sup>317</sup> S. Pierce, « How real is 'Skyfall's' portrayal of cyberterrorism? », op.cit.

<sup>318</sup> Op.cit. : face à la sécurité informatique de la clé USB de Silva, Q : « *Only six people in the world could program safeguards like that.* » JB : « *Of course there are. Can you get past them ?* » Q : « *I invented them.* »

<sup>319</sup> M. Quémener, J. Ferry, et Y. Charpenel, *Cybercriminalité : Défi Mondial Et Réponses*, Economica, 2007, p.4

<sup>320</sup> La loi Informatique et Liberté de 1978, puis la loi « Godfrain » n°88-19 du 5 janvier 1988, puis presque une loi par année pour compléter le dispositif de 2001 jusqu'à 2007 pour former un « *“maquis” quelque peu ésotérique* », M. Quémener op.cit.

<sup>321</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Silva en donne de nombreux exemples lors de sa première rencontre avec JB : « *Destabilize a multinational by manipulating stocks ? Bp. Easy. [...] Rig an election in Uganda, all to the highest bidder. Or a gas explosion in London ! Just point and click.* »

des données, punie par l'article 323-3 CP. Cette infraction est aggravée car elle est commise en bande organisée et que le STAD visé appartient à un organe de l'État<sup>322</sup>. Silva pourrait également être poursuivi pour terrorisme puisque l'article 421-1 CP cite les infractions en matière informatique pouvant constituer un acte terroriste<sup>323</sup>. Il est difficile de lutter contre ces deux types d'infractions tant il est techniquement difficile de recueillir des preuves dans un espace virtuel afin de remonter jusqu'à l'individu coupable. Se posent également de nombreuses problématiques liées à la territorialité, quant à l'enquête et aux poursuites puisque l'outil informatique permet d'agir depuis l'autre bout du monde, comme le fait Silva.

**Le cyber-espionnage.** Tout comme les cybercriminels, les services de police judiciaire et les services de renseignement disposent d'outils sophistiqués permettant de recueillir des informations ou de lutter dans la réalité et dans le cyberspace<sup>324</sup>. Les outils et les techniques de cyber-espionnage permettent des atteintes très intrusives dans la vie privée des individus<sup>325</sup>. Comme nous avons pu le voir, le droit encadre ces pratiques de renseignement. La loi de 2015 précitée légalise de tels outils de renseignement utilisant la technologie numérique (notamment l'*IMSI-catcher*). En l'absence d'autorisation, les techniques de renseignement qui pénètrent dans un système informatique peuvent être assimilées à une atteinte pénale aux STAD. Lorsque le MI6 entre en possession de la clé-USB de Silva, Q pénètre dans ce système pour en extraire des informations. Cette technique de "perquisition et saisie informatique" est encadrée par

---

<sup>322</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Silva utilise le réseau du MI6 pour envoyer une vidéo sur Internet et pirate l'ordinateur de M. Or, article 323-3 CP : « *Le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé, d'extraire, de détenir, de reproduire, de transmettre, de supprimer ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.* » En l'espèce, Silva pénètre sans droit dans le réseau informatique du MI6 et y introduit des données qui permettent de mettre en ligne la vidéo et pirater l'ordinateur de M. De plus, article 324-4-1 : « *Lorsque les infractions prévues aux articles 323-1 à 323-3-1 ont été commises en bande organisée et à l'encontre d'un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'État, la peine est portée à dix ans d'emprisonnement et à 300 000 € d'amende.* » Nous pouvons supposer que Silva agit avec ses complices depuis l'île de Hashima, et il s'attaque à un STAD mis en œuvre par l'État puisque le MI6 est un organe de l'État. Pour ces faits, Silva et ses complices seraient donc coupable sur ces fondements, et encourraient 10 ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende.

<sup>323</sup> Par cette atteinte, Silva veut faire naître un climat d'insécurité au Royaume-Uni. Or article 421-1 CP : « *Constituent des actes de terrorisme, lorsqu'elles sont intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, les infractions suivantes : [...] 2° Les vols, les extorsions, les destructions, dégradations et détériorations, ainsi que les infractions en matière informatique définies par le livre III du présent code.* »

<sup>324</sup> M. Watin-Angouard, « Les investigations judiciaires dans le cyberspace », dans M. Conan (direction), *Annuaire Du Droit De La Sécurité Et De La Défense*, volume 1, Mare & Martin, 2016, p.281-299

<sup>325</sup> Le Conseil Constitutionnel a ainsi pu contrôler dans sa décision n°2016-600 en date du 2 décembre 2016, à l'occasion d'une QPC portant sur une loi renforçant les mesures de lutte anti-terroristes, que la loi concilie suffisamment la sauvegarde des atteintes à l'ordre public et le droit au respect de sa vie privée. Il a ainsi déclaré inconstitutionnel le régime prévoyant les saisies informatiques car pas suffisamment protectrices de la vie privée.

l'article L.853-2 CSI. Q agit sur ordre de M, on pourrait donc estimer qu'il est habilité, qu'il dispose de l'autorisation nécessaire du Premier Ministre (article L.821-1 CSI) pour l'employer et qu'il rendrait ensuite compte à la CNCTR de sa mise en œuvre. Mais si on considère les divers agissements du MI6 à l'égard de Silva, on pourrait surtout douter que toutes ces conditions soient remplies<sup>326</sup>. Il risquerait alors d'être poursuivi pour accès frauduleux dans un STAD<sup>327</sup>.

Dans l'ensemble, James Bond a rarement recours à ces outils de cyber-espionnage. Depuis l'avènement de l'informatique, l'agent secret dispose de moins en moins de *gadgets*. La figure de Q est même absente pendant plusieurs années à l'écran<sup>328</sup>. Les seuls équipements qu'on lui fournit ne servent plus qu'à une intervention physique dénuée de toute fonction d'espionnage : « *A gun... and a radio.* »<sup>329</sup>. Désormais, les activités de renseignement sont exercées essentiellement par son service qui, depuis son siège à Londres, recueille directement des informations sur les individus jugés dangereux situés de l'autre côté du globe grâce à l'outil informatique.

---

<sup>326</sup> Par la suite, lorsque Q crée la "route virtuelle" pour mener Silva jusqu'en Ecosse, le responsable des services secrets et de la sécurité intérieure Gareth Mallory fait comprendre à Q qu'ils ne disposent pas des autorisations nécessaires. Q : « *What if the PM finds out ?* » Mallory : « *Then we're all bugged.* »

<sup>327</sup> Article 323-1 CP : « *Le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données est puni de deux ans d'emprisonnement et de 60 000 € d'amende.* » Cette infraction pourrait être aggravée car le contenu de la clé-USB risque alors de s'auto-détruire, or le 2<sup>ème</sup> alinéa prévoit que « *Lorsqu'il en est résulté soit la suppression ou la modification de données contenues dans le système, soit une altération du fonctionnement de ce système, la peine est de trois ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende.* » Toutefois, Q pourrait, pour se défendre, invoquer l'article 122-4 CP puisqu'il agit sous ordre de M qui est une autorité légitime.

<sup>328</sup> Q est absent dans les films *Casino Royale*, 2006, op.cit. et *Quantum of Solace*, 2012, op.cit.

<sup>329</sup> *Skyfall*, 2012, op.cit. JB est d'abord circonspect quand le nouveau Q qui, lors de leur rencontre, ne lui remet qu'une arme et une radio : « *A gun... and a radio. Not exactly Christmas, is it ?* »



## Section seconde

« *We're in the middle of the biggest shake-up in the history of British intelligence.* »<sup>330</sup>

### La modernisation des Services Secrets britanniques

L'informatique a progressivement pris une plus grande place dans le travail de renseignement, puisqu'elle offre des outils plus performants. Elle permet de récupérer plus d'informations que l'espionnage traditionnellement mis en œuvre par des sources humaines. Parallèlement, la menace terroriste émergea comme l'une des principales menaces du début du XXIème siècle, si ce n'est la principale. Cette menace mit en échec les services de renseignement. Cet échec s'illustra par l'attentat du World Trade Center le 11 septembre 2001 outre-Atlantique. Les services anglais furent aussi mis en échec lorsque le terrorisme islamiste frappa le sol du Royaume-Uni. Les attentats du 21 juillet 2005 perpétrés par Al-Qaïda puis celui du 3 juin 2017 revendiqué par l'État islamique frappèrent Londres en plein cœur. Durant la même période, Londres est aussi victime du terrorisme dans les aventures de James Bond. Dans *Skyfall*, plusieurs attaques touchent le bâtiment du MI6, le métro et le Parlement. Le terrorisme atteint sa cible et fait naître la peur dans les esprits<sup>331</sup>.

Les services de renseignement furent mis en cause car ils n'ont pas permis de contrer cette menace terroriste aux conséquences dramatiques. A la suite des attentats de Londres, en 2005 dans la réalité, en 2012 dans *Skyfall*, les critiques furent virulentes. Le film suivant, *007 Spectre*<sup>332</sup>, s'attarde sur les conséquences des manquements commis par les services de renseignement. Plusieurs solutions furent envisagées et mises en œuvre dans les deux mondes pour combler ces lacunes. L'organisation interne des services secrets dû être repensée

---

<sup>330</sup> *007 Spectre*, 2015, op.cit. : M à JB lorsqu'il rentre du Mexique.

<sup>331</sup> *Skyfall*, 2012, op.cit. Une attaque avait déjà eu lieu sur le sol britannique. Dans *Le Monde* ne suffit pas, 1999, op.cit., un engin avait explosé à l'intérieur du *SIS building*. Malgré l'ampleur de l'attaque, il s'agissait d'un assassinat dénué d'intention terroriste. Toutefois, un an plus tard un événement similaire survint dans la réalité. En 2000, le *SIS building* fut l'objet d'une attaque terroriste perpétrée par l'IRA avec un lance-roquette, n'occasionnant que des dégâts matériels. Source : D. Cracknell, « Found: Real IRA's rocket launcher that scored a hit on MI6 », *The Daily Telegraph*, 5 novembre 2000

<sup>332</sup> *007 Spectre*, 2015, op.cit. La situation est d'autant plus grave dans la fiction que les premiers attentats étaient commis directement à cause du MI6 qui s'était fait voler le disque dur contenant les noms d'agents sous couverture. L'opinion public parle du « *greatest internal security breach in modern British history* ».

(**Paragraphe premier**) et la sécurité de la nation fut encore renforcée grâce aux nouveaux outils informatiques menant à une surveillance de masse (**Paragraphe second**).

## PARAGRAPHE PREMIER : UNE RÉORGANISATION STRUCTURELLE DU MI6

*L'organisation des services secrets britanniques.* Le schéma des différents services de renseignement est respecté dans la fiction. Le MI6 est le service de renseignement extérieur du Royaume-Uni. La majorité des missions de James Bond cible des menaces situées hors du territoire du Royaume-Uni. Les films utilisent comme siège du MI6 le bâtiment qui l'accueille réellement : le *SIS building*. Une fois le bâtiment inauguré par Elizabeth II en 1994, James Bond rencontre le chef du MI6 dans ses locaux dès 1995<sup>333</sup>. Les locaux se situent parfois à Whitewall, adjacents au Ministère de la Défense. Le MI6 utilisa dans les premières décennies la couverture de *Universal Exports*<sup>334</sup>, entreprise d'import-export. Dans la réalité, le SIS utilisaient aussi une entreprise comme couverture : la *Interservice Liaison Department*<sup>335</sup>. Il est fait plusieurs fois mention du MI5, service de renseignement intérieur, avec lequel le MI6 coopère<sup>336</sup>. L'ensemble des services de renseignement sont contrôlés par une commission parlementaire : le *Intelligence and Security Committee of Parliament*, dont Gareth Mallory qu'on rencontre dans *Skyfall* est le président<sup>337</sup>. Enfin, l'ensemble des services de renseignement sont coordonnés par le *Joint Intelligence Committee* sous la direction de Max Denbigh dans *007 Spectre*<sup>338</sup>, organe qui remplit effectivement ce rôle dans la réalité. L'organisation des services secrets dans James Bond est donc conforme à la réalité. En France, la structure est schématiquement similaire : deux principaux services de renseignement : la DGSE pour l'extérieur, la DGSI pour l'intérieur,

---

<sup>333</sup> Dans *GoldenEye*, 1995, op.cit., puis le bâtiment apparaît dans tous les prochains films à l'exception de *Casino Royale*, 2006, op.cit. et *Quantum of Solace*, 2012, op.cit. En revanche, la destruction puis la démolition du bâtiment dans les deux derniers films de la saga est bien purement fictive.

<sup>334</sup> Par exemple, dans *James Bond contre Dr. No*, 1962, op.cit., au début du film Bond rencontre M dans des bureaux au nom d'*Universal Exports*.

<sup>335</sup> ME. Wagner (direction), *World War II: The Underground War*, Library of Congress, 2 octobre 2007, p. 711.

<sup>336</sup> Dans I. Fleming, *Moonraker*, Jonathan Cape, Spy fiction, 1955, 255p. : JB travaille avec l'agent Gala Brand du MI5.

<sup>337</sup> *Skyfall*, 2012, op.cit. : Tanner : « [Mallory is] the new Chairman of the Intelligence and Security Committee. »

<sup>338</sup> *007 Spectre*, 2015, op.cit. En tant que directeur de ce service, Max Denbigh est surnommé C. Il s'agit une fois encore d'une référence au réel. Dans la réalité, le directeur du SIS est appelé par la lettre C depuis que son premier directeur, Sir Mansfield George Smith Cumming, signait ses documents avec l'initiale de son nom. L'usage est encore actuel. Plutôt que C, Fleming a choisi de lui attribuer la lettre M, initiale du prénom du premier directeur. Source : P. Brendon, « The spymaster who was stranger than fiction », *The Independent*, 29 octobre 1999

encadrés par la Coordination Nationale du Renseignement et de la Lutte contre le Terrorisme, et contrôlés par la Délégation Parlementaire au Renseignement<sup>339</sup>.

**Projets de mutualisation des services.** La principale raison de l'échec des services de renseignement occidentaux dans l'appréhension de la menace terroriste serait que les services sont trop nombreux et trop cloisonnés pour partager les informations décisives. On retrouve cette critique formulée au sein du film, au Royaume-Uni et en France. En effet, cette organisation des services dispersée n'a plus de raison d'être. La distinction entre renseignement extérieur et intérieur qui fonde la séparation entre MI5 et MI6, ou DGSI et DGSE, s'est effacée. La criminalité organisée transnationale ne s'importune pas des frontières nationales. Les groupes terroristes basés à l'étranger agissent également à l'intérieur de l'État. Le cyberspace n'est ni intérieur, ni extérieur<sup>340</sup>. Si, autrefois, James Bond prenait en charge certaines missions spécifiquement parce que l'ennemi agissait depuis l'étranger, désormais il lutte également sur le territoire britannique<sup>341</sup>. Les attributions respectives tendent à disparaître, le terrorisme devenant la priorité de tous les services simultanément.

Dès lors, il fut envisagé de regrouper tous les services de renseignement britanniques au sein d'un unique service pour faire front commun aux nouvelles menaces du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>342</sup>. Le projet semble être encore à l'étude aujourd'hui<sup>343</sup>. James Bond devance alors la réalité. Dans 007 Spectre, les administrations se préparent à la fusion des différents services de renseignement. M qui travaille depuis de nombreuses années dans la défense se montre sceptique. Le film nous fait comprendre sa réticence. Cette réforme semble tout droit surgir de l'esprit d'un jeune diplômé d'une grande école qui ne pense qu'à optimiser le budget, figure

---

<sup>339</sup> G. Arboit, « Une brève histoire contemporaine du renseignement français », *Hermès, La Revue*, vol. 76, no. 3, 2016, pp. 23-30.

<sup>340</sup> C. Chocquet, « La structure administrative des services de renseignement », dans B. Warusfel (direction), *Le Renseignement Français : Contemporain Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p.47

<sup>341</sup> Auparavant, JB était envoyé aux Etats-Unis parce qu'il appartient au MI6 et qu'une telle mission ne pourrait pas être accompli par la police ou le MI5 car, dit M, « *L'Amérique échappe à leur juridiction.* », I. Fleming, *Chaud les glaçons !*, op.cit., p.17. Désormais, JB agit indifféremment sur le sol étranger ou britannique. Dans *Skyfall*, 2012, op.cit., la majeure partie de l'action a lieu en Angleterre et en Ecosse.

<sup>342</sup> La Rédaction, « UK spy agencies may face merger pressure », *Reuters*, 2 juillet 2010, [online], disponible sur <https://www.reuters.com/article/idINIndia-49844520100702> , consulté le 3 mai 2019

<sup>343</sup> « Inquiétudes sur la fusion des services administratifs MI6-MI5-GCHQ », *Intelligence Online*, 10 octobre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2YaffsR> , consulté le 3 mai 2019

incarnée par C<sup>344</sup>. Le film oppose alors ces deux visions, ancienne et moderne, sans pour autant nous inciter à choisir. Il préfère se centrer sur un autre débat. Il pose néanmoins un contexte extrêmement contemporain, puisque Tanner nous prévient que la fusion est programmée pour dans quelques jours.

Jusqu'à présent, les autorités britanniques ont seulement choisi de renforcer la coopération entre les différents services, notamment en revalorisant les prérogatives confiées aux organes faisant la liaison entre eux, dont le *Joint Intelligence Committee*<sup>345</sup>. La réaction fut similaire en France suite aux attentats de Toulouse et Montauban en 2012, puis ceux de Paris en 2015. La séparation et le cloisonnement entre les différents services français fut désignée comme une des causes pour lesquelles le renseignement n'est pas parvenu à prévenir ces actes<sup>346</sup>. Les autorités décidèrent donc d'améliorer et de multiplier les structures de coordination entre les services<sup>347</sup>.

***Une communauté de renseignement électronique.*** Cette mutualisation des services permettrait de rassembler entre les mêmes mains toutes les informations nécessaires au travail des services, et plus encore. Mais ce n'est qu'un début : « *this merge is just the start of it.* »<sup>348</sup> Outre la réunion à l'échelle nationale de tous les renseignements, James Bond accompagne la réalité en prévoyant également la réunion des renseignements à une échelle internationale. Les services de renseignement ont toujours coopéré de manière ponctuelle entre eux lorsqu'ils y trouvaient un intérêt commun. Comme nous l'avons déjà vu, James Bond est aidé dans ses missions par des agents issus de nombreux pays. Mais cette coopération entre services étrangers prend une nouvelle ampleur dans 007 Spectre.

---

<sup>344</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. M parle de « *shake-up* » tandis qu'une minute après C parle de « *new chapter, [...] to bring British intelligence out of the Dark ages* ». Mallory était lieutenant colonel pendant les événements d'Irlande du Nord, tandis que C est arrivé à ce poste grâce à ses bonnes relations avec le Ministre de l'Intérieur.

<sup>345</sup> F. Gardner, « Budget 2015 : what is the new Joint Security Fund ? », *BBC*, 9 juillet 2015, [online] disponible sur <https://www.bbc.com/news/uk-33469450>, consulté le 3 mai 2019. H. Evans, « Summary: U.K. Intelligence and Security Committee Annual Report », *Lawfare*, 4 janvier 2018, [online], disponible sur <https://bit.ly/2Y6LskB>, consulté le 3 mai 2019 : « *the agencies developed a joint Security and Intelligence Agencies' Plan [...]* ».

<sup>346</sup> J. Quatremer, « Les filets percés du renseignement », *Libération*, 25 novembre 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Mr114n>, consulté le 3 mai 2019

<sup>347</sup> E. Leclère, « Intérieur : les très discrètes mesures du nouveau plan de bataille contre le terrorisme », *France Inter*, 6 juin 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vAWZfE>, consulté le 3 mai 2019

<sup>348</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Tanner explique à JB les restructurations du MI6.

Les révélations du système Echelon dans les années 1990<sup>349</sup> font découvrir à l'opinion publique un vaste réseau de coopération des services de renseignement de différents États qui perdure depuis le début de la Guerre Froide régi par le *United Kingdom - United States Communications Intelligence Agreement*, dit traité UKUSA. Ce traité fut secrètement signé en 1946 par le Royaume-Uni et les États-Unis, ensuite rejoints par l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. L'alliance s'appelle alors *Five Eyes*. Le traité a pour objectif d'organiser les activités de collecte de renseignements entre les États-membres dans un but de partage. Il se focalisait à l'origine sur les objectifs du bloc occidental pendant la Guerre Froide, avant de se recentrer sur les menaces contemporaines : terrorisme, trafic de stupéfiants, prolifération des armes<sup>350</sup>. D'autres accords du même type ont été conclus indépendamment. Par exemple *Nine Eyes* est un accord de coopération passé avec les cinq membres du *Five Eyes*, plus le Danemark, la France, les Pays-Bas et la Norvège<sup>351</sup>. Ces traités organisent le partage de renseignements entre les différents États motivé par une plus grande sécurité de chacun.

Dans 007 Spectre, C propose de créer une telle alliance sur le modèle de *UKUSA* afin de lutter plus efficacement contre le terrorisme qui a notamment touché Londres dans *Skyfall*. C propose à 9 États de coordonner leurs efforts et leurs capacités technologiques pour rassembler toutes les données collectées par toutes les parties au sein d'un unique système informatique<sup>352</sup>. L'alliance constituerait alors un nouveau *Nine Eyes*<sup>353</sup>. Par l'intermédiaire des héros, l'œuvre nous présente cette fois clairement le projet d'un mauvais œil, avant même toute révélation sur le plan poursuivi par l'ennemi. En effet, l'alliance crée un « *global power* » sans

---

<sup>349</sup> D. Campbell, « Somebody's listening », *The New Statesman*, 12 août 1988 : premier article paru sur le réseau Echelon. Il s'agit d'un système mondial d'interception des communications privées et publiques mis en œuvre par les États-membres du traité UKUSA.

<sup>350</sup> D. Campbell, *Surveillance électronique planétaire*, éditions Allia, 2001

<sup>351</sup> J. Cremer, « Denmark is one of the NSA's '9-Eyes », *The Copenhagen Post*, 4 novembre 2013, [online], disponible sur <https://bit.ly/2vDBDyt>, consulté le 3 mai 2019

<sup>352</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : lors de la conférence de Tokyo entre les intéressés, C expose le but poursuivi : « *The Nine Eyes committee would have full access to the combined intelligence streams of all member states. More data, more analysis, less likelihood of a terrorist attack. [...] It's time for the security service to unite. Alone, we are weak. Together, we're a global power.* » La motivation anti-terroriste du traité en est à son origine. L'Afrique du Sud, d'abord dubitative, décide d'intégrer l'alliance après qu'un attentat frappe Le Cap.

<sup>353</sup> Le *Nine Eyes* fictif regroupe alors l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni (en se basant sur l'échange de mail aperçu dans une scène du film).

aucune légitimité démocratique<sup>354</sup>, ni aucun contrôle externe<sup>355</sup>. Le film dénonce ainsi le recours à ces alliances, qui existent certes depuis les premières missions de Bond, mais qui se développent exponentiellement aujourd'hui<sup>356</sup>.

Les nouvelles technologies de l'information et la communication (vidéosurveillance, drones, satellites, etc.) permettent de recueillir sous forme numérisée une masse de renseignements jusque-là inimaginable. Si la fusion du MI5 et du MI6 reste pour l'instant purement fictive, la coopération poussée des services à l'échelle nationale et internationale, fictive et réelle, peut permettre en théorie à chaque service d'obtenir des informations complètes sur la quasi-totalité des individus vivant partout à travers le monde, y compris leurs propres citoyens<sup>357</sup>. La quantité de données est telle que le travail essentiel des services de renseignement n'est plus de les collecter mais de les analyser<sup>358</sup>. Le début de 007 Spectre tel que nous l'avons décrit annonce un « *new world order* »<sup>359</sup> extrêmement dangereux.

## PARAGRAPHE SECOND : LES DÉRIVES D'UNE SURVEILLANCE DE MASSE

***La population sous surveillance.*** Les outils technologiques permettent d'obtenir des renseignements à grande échelle pour prévenir des actes criminels. Au Royaume-Uni, cela se traduit par l'investissement massif dans la vidéosurveillance. Il y a près de 5,9 millions de

---

<sup>354</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Mallory à Tanner, terminant la phrase de C « *[A global power], an unelected one.* » François Thuillier souligne cette problématique : « *la logique de coopération prend parfois le pas sur la volonté des États concernés.* », F. Thuillier, « Entre clocher et satellite, le village mondial des services de renseignement », dans B. Warusfel (direction), *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p55.

<sup>355</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Tanner souligne avec prémonition l'absence total d'encadrement du système à JB : « *If C gets his way, he'll have unlimited access to the combined intelligence streams of nine countries.* » Edward Snowden explique que ces organisations ne respectent pas les lois de leur propre pays et ne sont donc soumises à aucun contrôle. (H. Farrell, « Sean Spicer just suggested that Obama used British intelligence to spy on Trump. Britain isn't happy », *The Washington Post*, 16 mars 2017, [online] disponible sur <https://wapo.st/2JeArJV> , consulté le 3 mai 2019.)

<sup>356</sup> En plus du *Five Eyes* conclu en 1946, on peut citer la conclusion de nombreux accords chacun indépendants depuis le début du millénaire, essentiellement pour contrer la menace terroriste : *European Union Intelligence and Situation Centre* en 2010, *Six Eyes* en 2013, *Nine Eyes* et *Fourteen Eyes* en 2014, *Counter Terrorism Group* renforcé depuis 2016, *Eight Eyes* en 2018, etc. Voir Wikipédia, « other international cooperative » dans la page « Five Eyes », 27 avril 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Jdnz6Q> , consulté le 3 mai 2019.

<sup>357</sup> J. Ball, « US and UK struck secret deal to allow NSA to 'unmask' Britons' personal data », *The Guardian*, 20 novembre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2H0KnVC> , consulté le 3 mai 2019.

<sup>358</sup> B. Warusfel, « Le renseignement, dimension majeure de l'action publique dans une société d'information », *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p.13

<sup>359</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Tanner à JB.

dispositifs de vidéosurveillance au Royaume-Uni, soit l'équivalent d'une caméra pour onze britanniques<sup>360</sup>. Aux Etats-Unis, la NSA a capté 534 millions de conversations téléphoniques en 2017<sup>361</sup>. En France, 22 300 personnes ont été surveillées assidûment par les services de sécurité en 2018<sup>362</sup>. L'opinion publique a pu prendre conscience de l'ampleur de la situation grâce aux révélations d'Edward Snowden à partir de 2012<sup>363</sup>. Il dénonce les pratiques des services de renseignement qui recueillent une quantité pharamineuse de données de manière globale, sur des populations entières au-delà des frontières étatiques. Ces mesures sécuritaires ont été prises pour lutter contre la criminalité et essentiellement le terrorisme. Ce n'est qu'à cause d'un attentat terroriste perpétré sur son propre sol que l'Afrique du Sud décide de rejoindre l'alliance *Nine Eyes* promue par C. Afin de combattre le terrorisme, les démocraties occidentales se sont armées d'un système de surveillance de masse<sup>364</sup>, mais qui présente des risques pour les populations.

**Le débat sécurité / liberté.** Une telle surveillance impacte nécessairement les libertés individuelles comme le droit au respect de sa vie privée et la liberté d'expression. Dès lors, la société doit se demander à quel point elle consent à réduire sa liberté au profit d'une plus grande sécurité<sup>365</sup>. Ces libertés sont par ailleurs essentielles au bon fonctionnement d'une démocratie<sup>366</sup>. Les sociétés se sont donc emparées de ces questions. Les débats, ouverts grâce aux révélations de l'ex-agent de la CIA et de la NSA, continuent de diviser encore aujourd'hui, alors que les autorités continuent de confier toujours plus de pouvoirs aux services de sécurité et empiètent encore sur les libertés des citoyens. Le gouvernement britannique disait avoir

---

<sup>360</sup> D. Barret, « One surveillance camera for every 11 people in Britain, says CCTV survey », *The Telegraph*, 10 juillet 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vRYfLT>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>361</sup> G. Pourtier, « NSA: trois fois plus de communications surveillées en 2017 », 6 mai 2018, *RFI*, [online], disponible sur <https://bit.ly/2J3TzLj>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>362</sup> Rédaction du Monde avec AFP, « Renseignement : plus de 22 300 personnes ont été surveillées en France en 2018 », *Le Monde*, 25 avril 2019, [online] disponible sur <https://lemde.fr/2PPMCy6>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>363</sup> P. Maass, « How Laura Poitras Helped Snowden Spill His Secrets », *The New York Times*, 18 août 2013, [online] disponible sur <https://nyti.ms/301pn8R>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>364</sup> La surveillance de masse est « l'espionnage des communications électroniques et téléphoniques d'un grand nombre de personnes, parfois de pays entiers, en l'absence de charges suffisantes », selon Amnesty International (*Site de l'association*, 18 mars 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Wt7ehZ>, consulté le 7 mai 2019).

<sup>365</sup> A. Türk, *La Vie Privée En Péril : Des Citoyens Sous Contrôle*, Editions O. Jacob, 2011, p.8

<sup>366</sup> Rapport du Big Brother Watch, « The State of Surveillance in 2018 », *Site officiel*, septembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2OAz4Il>, consulté le 7 mai 2019, p.3 : « The state is building the most totalitarian style surveillance regime of any democracy in history under the Investigatory Powers Act 2016. »

atteint l'équilibre exigé par l'opinion publique en 2013<sup>367</sup>. Pourtant il prit encore de nouvelles mesures renforçant les possibilités d'interception des services de renseignement et de recueil des données de connexion en 2014<sup>368</sup>, puis en 2016<sup>369</sup>, puis encore en 2018<sup>370</sup>, en réponses aux nouvelles attaques terroristes. Chaque nouvel acte de terrorisme mène à l'annonce de nouvelles mesures qui se cumulent malgré l'inefficacité apparente des précédentes et malgré les critiques<sup>371</sup>. Les débats sont aussi animés de ce côté-ci de la Manche, notamment au moment des multiples prorogations de l'état d'urgence, puis de la loi du 30 octobre 2017 qui fournissent toujours plus de moyens aux services de renseignement pour recueillir des informations personnelles<sup>372</sup>. Le Royaume-Uni et d'autres démocraties s'engagent dans le cercle vicieux paranoïaque de la surveillance de masse au détriment des libertés de chacun et de la préservation de la démocratie. Les gouvernements successifs sollicitent toujours plus de moyens de surveillance. James Bond en fait la caricature avec un discours de C aux accents "palpatiniens"<sup>373</sup>. La surveillance de masse est devenue un sujet de débats dans toutes les démocraties<sup>374</sup> que James Bond reprend lui aussi dans sa dernière aventure. Les démocraties

---

<sup>367</sup> Allocution du gouvernement britannique, « National Security and Civil Liberties – Getting the balance right », *Site du gouvernement*, 3 juillet 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/1Txne9F>, consulté le 7 mai 2019 : « *These changes have introduced greater proportionality to our counter-terrorism legislation. They demonstrate our commitment to ensuring we are striking the right balance between national security requirements and civil liberties considerations.* »

<sup>368</sup> Data Retention and Investigatory Act of 2014, voir *Wikipédia*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2DTuz5p>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>369</sup> Investigatory Powers Act of 2016, voir *Wikipédia*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2g0i0HV>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>370</sup> Nouvelles mesures annoncées par le Secrétaire d'État à l'Intérieur : M. Robinson, « Sajid Javid unveils plans for MI5 », 4 juin 2018, *Daily Mail*, [online] disponible sur <https://dailyml.ai/2VHez0y>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>371</sup> Par exemple, J. Vincent, « The UK now wields unprecedented surveillance powers – Here's what it means », *The Verge*, 29 novembre 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2yCizmr>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>372</sup> Loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. Pour des critiques, voir P. Alonso, « État d'urgence, de l'entorse au règlement », *Libération*, 26 juillet 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2DSsaYu>, consulté le 7 mai 2019. Ou bien The Editorial board, « Emmanuel Macron's Unfettered Powers », *The New York Times*, 12 juin 2017, [online] disponible sur <https://nyti.ms/2rkV13D>, consulté le 7 mai 2019 : « *Even more alarming is enshrining the state of emergency in ordinary law, resulting in a permanent curb on French citizens' constitutional rights. [...] Such measures have done little to fight terrorism that existing law can't accomplish, while doing real harm to citizens' rights.* »

<sup>373</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : au cours de la conférence à Tokyo, C argumente : « *Do not let them tell you we need less surveillance. We need more. Much more.* » Bien avant lui, et très loin de Tokyo, Palpatine avait une soif de pouvoirs : Star Wars : épisode III, réalisé par George Lucas, avec Ian McDiarmid, Lucas Film, 2005.

<sup>374</sup> La magazine *Courrier International*, qui reprend des articles des médias du monde entier, en est le témoin avec un numéro par an dont la une porte sur le sujet : n°1285 du 18 juin 2015 ; n°1363 du 15 décembre 2016 ; n°1438 du 24 mai 2018 ; n°1487 du 2 mai 2019. Ce dernier porte essentiellement sur l'utilisation de la reconnaissance faciale comme outil de surveillance. Celle-ci est utilisée dans James Bond, notamment lorsqu'à partir de clichés pris à distance du public d'un opéra de Tosca, le MI6 peut identifier des individus, criminels ou non, dans *Quantum of Solace*, 2008, op.cit.



finissent par être comparées à l'État totalitaire Big Brother, issu du roman dystopique *1984* de George Orwell<sup>375</sup>. L'État totalitaire parvient à contrôler la population notamment grâce à une surveillance très étroite, par l'intermédiaire de télé-écrans installés partout, que certains comparent à la vidéosurveillance invasive au Royaume-Uni<sup>376</sup>. James Bond reprend et entretient cette comparaison.

« *Big Brother is watching you* ». Les détracteurs de la surveillance de masse craignent que les données collectées soient utilisées à mauvais escient, non pas afin de combattre exclusivement le terrorisme conformément à l'objectif initial, mais afin de contrôler la population à l'instar du dispositif déployé dans la fiction de George Orwell. Selon Edward Snowden, les programmes mis au point par la NSA et la CIA servent déjà au contrôle social et à la manipulation<sup>377</sup>. En 2018, le CNCTR a exigé pour la première fois l'interruption d'une mesure de surveillance, dont le motif n'était pas légitime, en plus des nombreux avis négatifs formulés<sup>378</sup>. James Bond nous rappelle les dangers d'une surveillance de masse et le risque de dérive totalitaire. Bond fait d'abord une allusion au *Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley<sup>379</sup>. Ce roman dystopique décrit une dictature parfaite aux allures de démocratie. Bond est ironique tout comme l'est le titre du roman, mais concernant une situation bien moins inquiétante. La référence n'est pas délibérée par l'agent britannique mais il anticipe le sujet du prochain film dans lequel la démocratie risque justement de devenir totalitarisme. Alors que C décrit à M la nouvelle installation permettant de centraliser tous les renseignements recueillis par *Nine Eyes*, M souligne les risques de dérive. Le problème n'est pas la surveillance en soit, mais la façon dont on s'en sert<sup>380</sup>. Et un tel dispositif de surveillance n'a, selon lui, plus rien à envier à Big

---

<sup>375</sup> G. Orwell, *Nineteen Eighty-Four* (1984), Edition Secker & Warburg, 1949, 328p.

<sup>376</sup> Par exemple, « Londres, capitale mondiale de la vidéosurveillance », *National Geographic*, 2 février 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2H8V6O9>, consulté le 7 mai 2019.

<sup>377</sup> B. Brooks, « NSA's indiscriminate spying 'collapsing,' Snowden says in open letter », *The Washington Post*, 18 décembre 2013, [online] disponible sur <https://wapo.st/2JhFjOu>, consulté le 7 mai 2019 : « *These programs were never about terrorism: they're about economic spying, social control, and diplomatic manipulation. They're about power.* »

<sup>378</sup> Rapport annuel 2018 du CNCTR, publié en avril 2019, p.9

<sup>379</sup> A. Huxley, *Brave New World* (*Le Meilleur des Mondes*), Edition Chatto & Windus, 1932, 311p. Dans 007 Skyfall, 2012, op.cit. : JB est reçu lorsqu'il ne reçoit que deux équipements de la part de Q, il lui répond alors « *Brave new world.* »

<sup>380</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : M à C : « *Look, Max. I know surveillance is a fact of life. It's how you use the information that concerns me, and who is using it.* »

Brother. L'univers qu'avait pressenti dans *1984* est sur le point de se réaliser : « *Orwell's worst nightmare.* »<sup>381</sup>

Le danger se matérialise dans la fiction. Les péripéties de Bond le mènent inévitablement au moment où il se fait capturer (ou bien se livre de lui-même) par le « méchant » qui lui révèle alors son plan de domination du monde. Le spectateur profane pourra être surpris du stratagème employé cette fois par Blofeld, le spectateur averti sera quant à lui effrayé. Ernst Blofeld révèle qu'il est à l'origine des attentats terroristes ayant convaincu les États de rejoindre un réseau de renseignements qu'il a financé directement, notamment grâce à la complicité de C. Dès le lancement du programme, il aura accès à l'entièreté des données mises en commun par *Nine Eyes*. Grâce à l'information – « *information is all* », il voit tout<sup>382</sup>. Il pourra non seulement anticiper les actions menées contre SPECTRE, mais également à terme contrôler les populations, la politique et l'économie du monde entier. James Bond nous montre ainsi que la *global surveillance* peut être utilisée par des individus mal intentionnés en tant qu'arme extrêmement dangereuse pour la population qu'elle est censée protéger. Au contraire, ce système de surveillance omniprésent apparaît comme une victoire du terrorisme. Les gouvernements qui les instaurent peuvent être même sciemment complices de l'utilisation qui en sera faite.

Ainsi, la technologie numérique rend plus efficace le travail d'espionnage des services de renseignement, au point de devenir incontournable. Elle permet de réunir sous forme électronique les données concernant des millions d'individus, situés sur toute la surface du globe. Mais la technologie peut aussi se retourner contre ceux qu'elle est censée protéger. Cet outil est tellement puissant, qu'une fois tombé entre les mauvaises mains, il peut devenir une arme redoutable. James Bond interpelle le spectateur et lui fait prendre conscience du danger qui est bien réel. Il alerte sur l'utilisation abusive qui peut être faite des nouveaux outils de surveillance et incite à se méfier des autorités qui alimentent de tels dispositifs. Plutôt que de s'engouffrer dans la modernité technologique, le film propose de revenir aux fondamentaux.

---

<sup>381</sup> *Ibidem.* : C : « *The world's digital ghost, available 24/7.* » M : « *George Orwell's worst nightmare.* » C : « *I'm glad you like it.* »

<sup>382</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Comme avec la route numérique de Q, les films font le choix de montrer les renseignements sous forme imagée, par des écrans d'ordinateurs, pour qu'ils soient perceptibles par le spectateur. Blofeld révèle son plan à JB et Madeleine dans une base de SPECTRE au milieu du désert marocain. Ils se retrouvent dans une salle équipée de toutes parts d'écrans et ingénieurs. Grâce à une caméra de vidéosurveillance, ils assistent en direct à un discours de M à ses employés, à l'intérieur même des bureaux du MI6.

## **Chapitre second**

### **L'apologie du renseignement traditionnel**

La technologie apparaît finalement comme un danger dans James Bond. Les derniers films nous livrent un message sur la manière dont il convient de déjouer cette menace qui grandit au sein même des services de renseignement. Le MI6 en réfère aux méthodes que Bond a toujours employées, déjà en vigueur à l'époque de la Guerre Froide. Il s'agit de la thèse principalement développée dans les deux films les plus récents de la saga. James Bond prône de revenir à un espionnage plus traditionnel, où l'agent humain et non pas la technologie est au centre des missions de renseignement (**Section première**) et peut agir dans l'ombre (**Section seconde**).

## Section première

« *All the bugs, drones, cameras, transcripts...*

*All the surveillance in the world can't tell you what to do next.* »<sup>383</sup>

### De l'importance du renseignement humain

Les avancées technologiques ont conduit à la montée en puissance du renseignement technologique dit TECHINT (pour “*technical intelligence*”), qui regroupe de nombreuses disciplines comme le SIGINT (“*signal intelligence*” qui interceptent les signaux électromagnétiques), le GEOINT (“*geospatial intelligence*” qui exploite les images géospatiales), le CYBINT (“*cyber intelligence*” qui collecte des informations depuis le cyberspace), etc. Ces outils de renseignement sont extrêmement puissants, au point de concurrencer le renseignement humain traditionnel, dit HUMINT (“*human intelligence*”). James Bond a bien conscience de cette nouvelle problématique qui anime les services de renseignement, et il en fait la trame de fond de ses deux derniers films. Bond et le MI6 sont confrontés à ces changements. Non seulement le TECHINT offre une alternative à l'HUMINT traditionnel, comme explique la présidente de la commission d'enquête, Mrs Dowar : « *it's as if you insist on pretending we still live in a golden age of espionage where human intelligence was the only resource available.* », mais une alternative plus performante que l'HUMINT. Q prétend alors être plus efficace en quelques minutes avec son ordinateur que James Bond qui passerait un an sur le terrain<sup>384</sup>. En effet, le TECHINT permet de recueillir beaucoup plus de données que le HUMINT, à l'image de 500 millions de communications recueillies par la NSA en 2017<sup>385</sup>.

La tentation est alors de confier tout le travail des services de renseignement aux outils technologiques. Dans Skyfall, le renseignement humain est remis en cause, pour être remplacé par le renseignement technique, dont l'apogée est *Nine Eyes* dans 007 Spectre. Le Royaume-Uni, comme les autres pays anglo-saxons, ont cédé à cette tentation. Avec l'avènement du

---

<sup>383</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. M confronte C une première fois sur la nécessité du renseignement humain.

<sup>384</sup> Ces deux scènes sont issues de Skyfall, 2012, op.cit. : la première lors de l'audition de M par le *Board of Inquiry*, la seconde lors de la première rencontre entre le nouveau Q et JB au *National Gallery* : « *I'll hazard I can do more damage on my laptop sitting in my pyjamas before my first cup of Earl Grey than you can do in a year in the field.* »

<sup>385</sup> G. Pourtier, « NSA: trois fois plus de communications surveillées en 2017 », op.cit. La NSA est responsable du SIGINT aux Etats-Unis.

numérique, le Royaume-Uni a massivement investi dans le TECHINT<sup>386</sup>, ce qui conduit aux risques de *global surveillance* que nous avons évoqués. La balance a drastiquement penché en faveur des moyens techniques du renseignement<sup>387</sup>, avant la remise en cause consécutivement aux attentats du 11 septembre 2001 qui furent imputés au manque d'analyse humaine au sein des services<sup>388</sup>. Quelle place faut-il accorder à chaque type de renseignement ? Le débat divise aujourd'hui les acteurs et la doctrine.

Une réelle concurrence s'est amplifiée au fil des dernières décennies entre TECHINT et HUMINT, exacerbée par des considérations budgétaires<sup>389</sup>. Elle oppose deux camps rivaux. D'un côté, une nouvelle génération qui a grandi avec le numérique, capable de le maîtriser ou du moins qui connaît son efficacité. Le personnage de C est le porte-parole fictif de cette école. Le renseignement technique est plus efficace à ses yeux, donc il doit remplacer le renseignement humain. Ce point de vue est aussi exprimé par Mrs Dowar<sup>390</sup>. Le film les représente comme des individus qui ont une approche extérieure, sans réelle expérience dans le renseignement, pour discréditer leurs discours quand bien même leurs arguments sont valables. De l'autre côté, une ancienne génération qui a toujours été habituée à voir l'agent au centre des missions et subsidiairement qui a peur d'être remplacée par l'irruption de la technologie qu'elle ne maîtrise souvent pas. Les héros du film, Bond, M et Tanner, partagent cette conception, et sont manifestement agacés à chaque fois que les premiers remettent en cause le renseignement humain. Le film prend clairement position. Dans un univers dominé par la technologie, il fait l'éloge du renseignement humain promu par Bond (**Paragraphe premier**) mais incite à un rapprochement et une coopération entre les deux méthodes d'espionnage (**Paragraphe second**).

---

<sup>386</sup> F. Thuillier, « Entre clocher et satellite, le village mondial des services de renseignement », dans B. Warusfel (direction), *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p.59 : Les pays anglo-saxons privilégient le renseignement technique car cela fait partie de leur culture du renseignement et qu'ils en ont les moyens financiers. Ils ont donc plus portés vers « l'analyse stratégique », alors que les pays latins privilégient le « positionnement tactique ».

<sup>387</sup> M. Crosston et F. Valli, « An Intelligence Civil War : “HUMINT” vs. “TECHINT” », *Cyber, Intelligence, and Security*, n°1, janvier 2017, p.69 : « Over the time, the tendency to maximize TECHINT has reduced the value placed on HUMINT. »

<sup>388</sup> B. Warusfel, « Le renseignement, dimension majeure de l'action publique dans une société d'information », *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p.20

<sup>389</sup> M. Crosston et F. Valli, op.cit.

<sup>390</sup> Mrs Dowar dans *Skyfall*, 2012, op.cit. C dans *007 Spectre*, 2015, op.cit. : « Double O program is prehistoric. Come on, M. You can't really tell me that one man in the field can compete with all of this ? »

## PARAGRAPHE PREMIER : UN ÉLOGE DE L'HUMINT

*Les avantages du TECHINT.* Les deux méthodes présentent des avantages et des inconvénients. Le film minimise les intérêts du TECHINT pour, au contraire démontrer tout le potentiel de l'HUMINT. Il est acquis que les outils technologiques permettent de recueillir une plus grande quantité de données. Ils permettent également de préserver les agents humains. Si les drones font le « sale boulot »<sup>391</sup>, on évite de mettre en danger la vie humaine. Mrs Dowar reproche ainsi M d'envoyer des agents infiltrer des organisations terroristes aux dépens de leur vie, alors que le travail de renseignement effectué par eux auraient pu être confié à des machines<sup>392</sup>. Cependant, le film insiste essentiellement sur les dangers liés à un renseignement dominé par la technologie, présentés dans 007 Spectre. Le même individu qui fait la promotion du TECHINT et cherche à supprimer l'HUMINT s'avère en réalité être un « méchant » du film. Cela suggère à la fois la dangerosité du TECHINT, mais aussi la pertinence de l'HUMINT dont il cherche à se débarrasser, probablement pour s'en protéger.

*Les avantages de l'HUMINT.* La saga est centrée sur un agent secret envoyé en territoires étrangers ; elle se concentre ainsi bien longuement sur les intérêts du renseignement humain. De manière explicite, les personnages soulignent la nécessité d'un agent afin d'éliminer physiquement la menace. Certes, la technologie peut tuer, notamment grâce aux drones, mais l'humain est nécessaire pour faire face à la gravité de cette tâche. La vie humaine a une grande valeur. Il faut regarder l'ennemi dans les yeux, pour prendre en considération tous les éléments, et prendre la décision de tuer ou non<sup>393</sup>. Lors de ces échanges, les protagonistes conviennent de la pertinence de l'humain surtout pour mettre un terme à la menace. Pourtant son seul rôle n'est pas d'appuyer (ou non) sur la détente.

---

<sup>391</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Tanner apprend à JB que C a écrit un dossier sur l'inutilité du renseignement humain, quand les drones peuvent faire tout le « sale boulot » : « *how the Double-O programme was obsolete, how drones could do all our dirty work.* »

<sup>392</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : La présidente de la commission d'enquête instruit à charge contre M. Elle lui reproche ses méthodes « *old-fashioned* » suite à l'exécution de nombreux espions.

<sup>393</sup> A deux reprises, le film insiste sur le devoir d'envoyer un agent humain pour tuer, et de ne pas recourir à la technologie dans ce but, comme cela est fait aujourd'hui par les démocraties. Skyfall, 2012, op.cit. : lors de la première rencontre entre JB et Q : « *Every now and then the trigger has to be pulled.* » JB : « *Or not pulled. It's hard to know which in your pyjamas.* » Dans 007 Spectre, 2015, op.cit. : lors d'une discussion entre M et C, M lui explique cela : « *Have you ever had to kill a man, Max ? Have you ? To pull that trigger, you have to be sure. Yes, you investigate, analyze, assess, target. And then you have to look him in the eye. And you make the call. And all the drones, bugs, cameras, transcripts, all the surveillance in the world can't tell you what to do next. A license to kill is also a license not to kill.* »

En amont, le renseignement humain est indispensable pour identifier clairement la menace et remonter jusqu'à sa source<sup>394</sup>. La technologie permet d'obtenir seulement des apparences, là où l'agent humain peut examiner une situation en profondeur. Lorsque la technologie identifie Renard comme la menace principale dans *Le Monde* ne suffit pas<sup>395</sup>, l'intervention de James Bond sur le terrain et ses confrontations avec les différents acteurs est décisive en ce qu'elle permet de réaliser que celui qui tire les ficelles est non pas Renard mais Elektra King. L'humain est nécessaire pour espionner dans certaines situations spécifiques, là où la technologie est inutile. Des drones ne peuvent pas être envoyés inspecter les grottes afghanes là où peuvent se cacher des talibans qui n'utilisent aucune technologie, ni dans un casino pour espionner Le Chiffre. L'humain apparaît même comme le moyen le plus approprié pour contrer les menaces du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>396</sup>. Les nouvelles menaces sont difficilement identifiables, grandissent dans l'ombre. Pour la contrer, il faut pouvoir se mouvoir dans ces ombres, seul l'agent secret le peut<sup>397</sup>.

Le renseignement humain permet également d'obtenir des informations grâce aux interactions sociales, domaine dans lequel les outils technologiques ne peuvent pas s'inviter. Un agent peut obtenir des informations déterminantes grâce à ses qualités sociales. En se liant d'amitié avec un individu, il peut recueillir des secrets. James Bond parvient ainsi à "retourner" un membre de l'organisation ennemie<sup>398</sup> voire devenir intime de l'ennemi lui-même<sup>399</sup> afin d'en tirer avantage en terme de renseignements. La séduction est un instrument précieux des espions<sup>400</sup>. Les services de renseignement russes étaient experts dans ce domaine durant la

---

<sup>394</sup> J. Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Panazol, Lavauzelle, 1998, 598p : Le renseignement humain est souvent celui le plus approprié pour évaluer les intentions des acteurs et détecter des menaces plus profondément dissimulées au cœur du tissu social.

<sup>395</sup> *Le Monde* ne suffit pas, 1999, op.cit.

<sup>396</sup> M. Crosston et F. Valli, op.cit., p.71 : « *The emergence of non-State actors that blend into civilian societies, their integration, and the subsequent confusion around managing to discreetly and explicitly identify combatants and target areas have made the exclusive use of TECHINT without HUMINT messy and chaotic.* »

<sup>397</sup> *Skyfall*, 2012, op.cit. : lors d'une entrevue entre Mallory et M, alors que Silva n'est pas encore identifié comme la menace, M répond aux reproches de Mallory : « *You don't get this, do you ? Whoever is behind this, whoever is doing it, he know us. He is one of us. He comes from the same place as Bond. The place you say doesn't exist. The shadows.* »

<sup>398</sup> *Moonraker*, 1979, op.cit. : JB parvient à faire changer de camp Corinne, la secrétaire de Drax. Il en tire des renseignements sur Drax. L'apprenant, ce-dernier se venge en lâchant ses chiens sur elle.

<sup>399</sup> *Permis de tuer*, 1989, op.cit. : JB manipule Sanchez pour être accepté au sein du cercle fermé de ses associés. Il se fait apprécier de Sanchez afin d'obtenir des informations de sa propre bouche et qui seront essentielles pour mettre son plan à exécution.

<sup>400</sup> FP. Hitz, *The Great Game : The Myth And Reality of Espionage*, Knopf, avril 2004, 224p.

Guerre Froide<sup>401</sup>. James Bond en est lui aussi devenu un maître. Il ne rechigne pas à se servir de son charme auprès des femmes proches de son ennemi. Ainsi ses prouesses sexuelles délient la langue de Paris Carver qui lui confie des secrets sur les manigances de son cocu époux<sup>402</sup>.

L'HUMINT est imparfait et présente des inconvénients<sup>403</sup>. Pourtant Bond semble n'avoir que peu de défauts. Polyglotte, charmant, doté d'une intelligence sociale et d'un esprit cartésien, il est suffisamment doué pour remplir les exigences de sa profession. En revanche, l'agent peut être instable. James Bond désobéit à ses supérieurs, alors que la machine obéit strictement aux ordres.

**La victoire de l'HUMINT.** Selon James Bond, bien que le TECHINT soit plus intéressant quantitativement, les avantages offerts par l'HUMINT surpassent ceux du TECHINT. L'HUMINT offre plus de possibilités pour vaincre les menaces du monde contemporain. Les films prouvent toute son efficacité, puisqu'à chaque mission à laquelle il est affecté, l'agent Bond en ressort victorieux. Quand bien même il est équipé de *gadgets* électroniques, c'est grâce à son intervention physique humaine que la menace est identifiée puis contrecarrée. Les messages de ses deux dernières aventures sont clairs. Il affronte un ancien agent converti aux outils informatiques puis un stratagème basé sur une surveillance globale. Le MI6 en vient à bout non pas grâce à un superordinateur, mais grâce à un agent humain. L'agent gagne contre la technologie<sup>404</sup>. Mais si Bond réussit à mener à bien ses missions, c'est grâce au soutien apporté par Q.

---

<sup>401</sup> Le film *Red Sparrow*, réalisé par Francis Lawrence, avec Jennifer Lawrence, produit par Chernin Entertainment, sorti en 2018, illustre l'utilisation de jeunes femmes par l'URSS pour soutirer des informations d'agents américains.

<sup>402</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. M conseille à JB de recourir à cette méthode : « *I believe you once had a relationship with Carver's wife, Paris. [...] Use your relationship with Mrs Carver if necessary.* » Curieusement, il suit le conseil de sa supérieure. Il retrouve Paris Carver à son hôtel. Après une scène coupée, elle divulgue des informations qui permettront à JB de continuer son enquête : « *He has a secret lab on the top floor even I'm not supposed to know about. There's an emergency hatch on the roof.* » Selon le schéma classique, Paris sera exécutée, l'adultère tue.

<sup>403</sup> Discours de Nick Warner, directeur des services secrets australiens (ASIS), 19 juillet 2012 : « *HUMINT, by its nature, is an imperfect art.* » Parmi ces inconvénients, la formation d'un agent demande un investissement que ne sera possiblement rentabilisé longtemps après. L'information qu'il recueille présente toujours un biais. Les services de renseignement courent le risque que leurs agents changent de camp.

<sup>404</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : La technologie ne parvient pas à arrêter Silva, au contraire Silva hack le MI6. JB a besoin de "remonter dans le temps", à une époque où l'informatique n'existait pas, pour arrêter Silva lors d'un face-à-face physique. 007 Spectre, 2015, op.cit. : malgré tous les outils de surveillance disponibles, le MI6 ne parvient pas à obtenir d'information sur SPECTRE. Bond détruit le complexe qui abrite les systèmes informatiques utilisés par Blofeld. L'affrontement final qui permet d'interpeller Blofeld est physique et sans l'utilisation de *gadgets*.



## PARAGRAPHE SECOND : LA NÉCESSITÉ DE CONCILIER HUMINT ET TECHINT

*Deux méthodes complémentaires.* Somme toutes, la concurrence entre HUMINT et TECHINT est superfétatoire. Elle pose un faux dilemme. Les deux méthodes de renseignement ont chacune des avantages qui permettent de compenser les inconvénients de l'autre. Le renseignement technologique permet de recueillir davantage de données et le renseignement humain permet de recueillir des données qui lui sont hors de portée. Dans certaines situations, il vaut mieux, pour les services de renseignement, utiliser le TECHINT et dans d'autres situations utiliser l'HUMINT. Les deux sont complémentaires<sup>405</sup>. Les querelles intestines nuisent à l'espionnage alors que leur coopération offrirait une plus grande efficacité. Il est nécessaire que les deux parties apprennent à travailler ensemble à l'avenir<sup>406</sup>.

*James Bond plaide pour une coopération.* Bond utilise des *gadgets* électroniques ou technologiquement avancés durant ses missions. Ils l'aident à exprimer tout son potentiel humain, sans pour autant prendre le pas sur ses décisions. Le rapprochement nécessaire entre l'HUMINT et le TECHINT est symbolisé par la relation entre James Bond et Q dans les deux derniers films. James Bond est un agent de terrain vétéran et Q est une nouvelle recrue du MI6, génie de l'informatique aux allures de geek. Les deux s'opposent à première vue. Leur coopération n'est pas évidente, mais ils font conjointement l'effort de faire un pas l'un vers l'autre afin de travailler ensemble. James Bond attend le nouveau *Quartermaster* au *National Gallery* avec son arrogance habituelle et son expérience, Q le rejoint avec sa conviction que l'informatique est toute puissante. Ils finissent par se convaincre mutuellement de la nécessité de collaborer pour le bien de leurs missions dans une poignée de mains<sup>407</sup>. Bond n'apprend pas

---

<sup>405</sup> A. Apse, « Is today's national security intelligence too reliant on TECHINT sources at the expense of HUMINT sources ? », *The Regionalist*, n°3, 2017

<sup>406</sup> M. Crosston et F. Valli, op.cit., p.75 : « *In field applications, the end goal of obtaining adequate, accurate, and actionable information is best attained when HUMINT and TECHINT capabilities are combined.* », puis l'article explique comment établir des ponts entre les deux pour une collaboration effective et ainsi améliorer l'efficacité du travail de renseignement et mieux servir la sécurité nationale.

<sup>407</sup> *Skyfall*, 2012, op.cit. : la première rencontre entre le nouveau Q et JB a lieu au *National Gallery*. JB remet en cause l'inexpérience de Q, Q remet en cause l'efficacité de l'agent humain, mais ils conviennent finalement en ce qu'ils ont besoin l'un de l'autre : « — *I'm your new Quartermaster*

- *You must be joking.*
- *Why ? Because I'm not wearing a lab coat ?*
- *Because you still have spots.*
- *My complexion is hardly relevant.*
- *Well, your competence is.*
- *Age is no guarantee of efficiency.*
- *And youth is no guarantee of innovation.*

l'informatique pour autant, ni Q à se servir d'un Walther PPK, mais il s'agit seulement de mettre au profit du même dessein leurs capacités respectives.<sup>408</sup> Le MI6 neutralise la menace grâce à leur alliance plus que par l'action individuelle de Bond. Le service de renseignement a besoin de l'union de l'agent et des outils informatiques. Bond va aider Q lorsqu'il tente d'hacker la clé-USB de Silva, puis Q aide Bond en le guidant à l'intérieur du métro londonien pour sauver M. Q, armé de son ordinateur, va retrouver Bond sur le terrain en Autriche pour lui communiquer des informations qu'il n'aurait pas pu obtenir par lui-même. Les deux désamorcent ensemble le menace lors de scène finale, Q piratant le système *Nine Eyes* tandis que Bond appréhende Blofeld<sup>409</sup>. Cette coopération reste sous l'égide de l'agent qui, fort de son expérience, commande à Q l'organisation de leurs tâches.

Depuis la révolution numérique, les services de renseignement recourent massivement au TECHINT au détriment de l'HUMINT et oublient de mettre en œuvre l'indispensable fusion de ces deux méthodes<sup>410</sup>. James Bond rend ses lettres de noblesses au renseignement humain. La série française *Le Bureau des Légendes*<sup>411</sup> délivre le même message<sup>412</sup>. Le renseignement humain sera toujours primordial dans le travail des services de renseignements. Malgré toute son efficacité, la technologie ne pourrait se substituer à l'action et à l'intelligence humaine, mais au contraire doit travailler de concert avec lui. Seule leur association permet de venir à bout des menaces contemporaines. Ce discours n'est pas seulement motivé par des considérations réelles, mais également par un choix cinématographique. Si l'agent humain devenait inutile, comme l'avance la commission d'enquête dans *Skyfall*<sup>413</sup>, pour la première fois James Bond pourrait ne pas survivre.

- 
- *I'll hazard I can do more damage on my laptop sitting in my pyjamas before my first cup of Earl Grey than you can do in a year in the field.*
  - *Oh, so why do you need me ?*
  - *Every now and then a trigger has to be pulled.*
  - *Or not pulled. It's hard to know which in your pyjamas. Q.*
  - *007. »*

<sup>408</sup> M. Crosston et F. Valli, op.cit., p.81 : « *There is no expectation for non-technically oriented employees to become computer scientists or technical specialists to suddenly become adroit 'super spies' in the field. Rather, efforts need to be made to properly enhance and engage communication between the two communities, so that they can talk and collaborate.* »

<sup>409</sup> Respectivement dans *Skyfall*, 2012, op.cit. pour la première scène, puis *007 Spectre*, 2015, op.cit.

<sup>410</sup> M. Crosston et F. Valli, op.cit.

<sup>411</sup> *Le Bureau des Légendes*, série créée et produite par Éric Rochant, avec Mathieu Kassovitz, diffusée depuis 2015 et en cours de production : la série suit l'histoire d'agents de la DGSE en couverture au Proche-Orient.

<sup>412</sup> A. Belkaïd, « La gloire de l'espionnage français », *Le Monde diplomatique*, août 2017, [online] disponible sur <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/154/BELKAID/57758>, consulté le 9 mai 2017.

<sup>413</sup> *Skyfall*, 2012, op.cit.

## Section second

« *Have you ever seen such a bunch of self-righteous,  
arse-covering prigs ?* »<sup>414</sup>

### Défiance à l'égard d'un contrôle parlementaire

Les films avec dans le rôle principal Daniel Craig s'intéressent en toile de fond aux rapports entre les services de renseignement et le Parlement. Ces films s'inscrivent dans une dynamique croissante de transparence de l'activité des services de renseignement. Durant les dernières décennies, les démocraties occidentales ont placé les services sous le contrôle de commissions parlementaires. Dès 1977 pour les Etats-Unis<sup>415</sup>, précurseurs d'un mouvement suivi par l'Europe<sup>416</sup>. Ce contrôle est institué par l'Intelligence Services Act de 1994<sup>417</sup> au Royaume-Uni et bien plus tard en France, réfractaire jusqu'en 2007<sup>418</sup>. En effet, les services ne peuvent plus «rester cachés dans l'ombre». Comme l'explique Mallory, en démocratie, les organes de l'État sont responsables devant le peuple souverain<sup>419</sup>. Les services de renseignement ne devraient pas faire exception à cette règle considérant l'importance et la gravité de leurs prérogatives. Le peuple a le droit d'être informé des activités entreprises en son nom et pour sa défense. Réciproquement, ce droit de regard renforce la légitimité des services qui ne sont pas élus<sup>420</sup>.

---

<sup>414</sup> Casino Royale, 2006, op.cit. : après l'attaque de l'ambassade par JB, M est convoquée par une commission parlementaire. M exprime le fond de ses pensées à Tanner une fois qu'elle en ressort.

<sup>415</sup> La *United States House Permanent Select Committee on Intelligence* est devenue une commission permanente avec la résolution 658 du 14 juillet 1977.

<sup>416</sup> Pour une étude législative comparée, voir le rapport du Sénat de 2002 « Le contrôle parlementaire des services de renseignement », [online] disponible sur <https://www.senat.fr/lc/lc103/lc103.pdf> , consulté le 10 mai 2019.

<sup>417</sup> *Intelligence Service Act* de 1994 est reproduit à l'Annexe 4.

<sup>418</sup> F. Thuillier, « Entre clocher et satellite, le village mondial des services de renseignement », in B. Warusfel (direction), *Le Renseignement Français Contemporain : Aspects Politiques Et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, p58 : « En France, il s'agit essentiellement d'un contrôle hiérarchique, ou de divers corps d'inspection ou bien encore de quelques autorités administratives indépendantes. », jusqu'à loi n° 2007-1443 du 9 octobre 2007 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement.

<sup>419</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Mallory à M lorsqu'il lui annonce la création d'une commission d'enquête : « *We're a democracy, accountable to the people we're trying to defend. We can't keep working in the shadows.* »

<sup>420</sup> M. Roger Karoutchi, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, qui a introduit la discussion du projet de loi de 2007 devant le Sénat : « *Les activités liées au renseignement sont souvent mal connues des Français. Dans le même temps, le renseignement n'a pas toujours la place qu'il devrait avoir. Ainsi, en associant le Parlement au suivi du renseignement, nous allons donner à nos services spécialisés une nouvelle légitimité aux yeux de nos concitoyens.* »

Au Royaume-Uni, le contrôle parlementaire prend la forme d'une *Intelligence and Security Committee of Parliament*, composé de 9 députés et lords nommés par le Premier Ministre et le Parlement parmi les différentes tendances politiques. L'*Intelligence Service Act* de 1994 lui donnait une compétence modérée, depuis renforcée par le *Justice and Security Act* de 2013<sup>421</sup>. Cette commission contrôle le budget et la politique des services de renseignement, mais également depuis 2013 les opérations qu'ils mènent<sup>422</sup>. Le contrôle peut aussi être réalisé par des commissions d'enquêtes appelées *Board of Inquiry*. Ordonnées par le pouvoir exécutif, dans un cadre statutaire ou non<sup>423</sup>, et composées de personnalités publiques dont des parlementaires, elles ont pour mission d'examiner des sujets controversés d'intérêt national<sup>424</sup>. En tant que chef du MI6, M est confronté à ces deux formes de contrôles parlementaires. Elle est convoquée par le *Committee* pour s'expliquer sur la violation de l'ambassade africaine perpétrée par Bond, puis elle est entendue par un *Board of Inquiry* ordonnée par le Premier Ministre suite à l'exécution d'agents infiltrés de l'OTAN<sup>425</sup>. A ces occasions, James Bond formule une critique acerbe de ce contrôle (**Paragraphe premier**) mais qui doit être mise en perspectives avec le récent débat sur le rôle accordé à ces commissions (**Paragraphe second**).

## PARAGRAPHE PREMIER : UNE CRITIQUE DU CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE

*Un contrôle peu pertinent.* Totalemment absents des premiers opus de la saga, même après la création du *Committee*, ces organes sont présents dans le reboot, marqué par son réalisme, mais jouent encore un rôle mineur. Ils servent de toile de fonds aux aventures de James Bond et illustre leurs répercussions politiques internes au Royaume-Uni, mais les films les dénigrent à la moindre occasion.

---

<sup>421</sup> Le *Justice and Security Act* est disponible sur le site de la législation britannique : <https://bit.ly/2Vp8J4i>

<sup>422</sup> Pour toutes les prérogatives du *Committee*, voir le rapport parlementaire australien « Oversight of intelligence agencies: a comparison of the 'Five Eyes' nations », 15 décembre 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vSV9qA>, consulté le 10 mai 2019.

<sup>423</sup> Les commissions statutaires sont organisées conformément à l'*Inquiries Act* de 2005. Les commissions non-statutaire ont l'avantage d'être plus souples. JS. Caird, « Public Inquiries: non-statutory commissions of inquiry », *Site du Parlement*, 1<sup>er</sup> juillet 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2JcPIB1>, consulté le 10 mai 2019.

<sup>424</sup> Par exemple, le Premier Ministre Gordon Brown mis en place en 2009 un *Board of Inquiry* chargé de « tirer des leçons du conflit en Irak de 2001 à 2009 ». Elle était composée de parlementaires, diplomates et historiens. Website of the Irak Inquiry : <https://bit.ly/2X0C6Gx>, consulté le 10 mai 2019.

<sup>425</sup> Respectivement *Casino Royale*, 2006, op.cit. et *Skyfall*, 2012, op.cit.

James Bond discrédite l'utilité d'un contrôle parlementaire. Les services de sécurité sont déjà soumis à de nombreux organes de contrôle. Le SIS est placé sous l'autorité hiérarchique du pouvoir exécutif. Ils sont donc responsables devant le *Foreign Secretary* et, *in extenso*, devant le *Prime Minister*<sup>426</sup>. Il est aussi placé sous l'autorité morale du *Joint Intelligence Committee* qui coordonne l'action et la politique de tous les services<sup>427</sup>. Il existe en outre des corps indépendants de contrôle des activités des services de renseignement comme l'*Intelligence Service Commissioner*, l'*Interception of Communications Commissioner* et l'*Investigatory Powers Tribunal*<sup>428</sup>. Dès lors, un mécanisme de contrôle supplémentaire apparaît superflu. Celui-ci n'a manifestement aucune utilité dans les films. Le spectateur n'a aucun retour sur les mesures prises par le *Committee*. Au contraire, il fait perdre un temps précieux à M. Pendant que le *Board of Inquiry* écoute, ou, du moins, accuse M pour sa gestion de la crise, le principal suspect s'est échappé et M ne peut pas s'employer à diriger les poursuites contre Silva. Silva finit par faire irruption avec violence au Palais de Westminster, interrompt la séance et met en danger le public qui y est rassemblé<sup>429</sup>. James Bond semble exprimer l'idée qu'il aurait mieux valu laisser M faire son travail. En outre, les parlementaires mis à l'écran n'ont aucune compétence dans le domaine des renseignements, et n'ont donc aucune légitimité pour en exercer le contrôle. Quand M peut enfin répondre aux accusations portées contre ses services, elle commence par relever que la commission n'a pas les connaissances nécessaires<sup>430</sup>, et remet ainsi en cause sa pertinence. Cette idée est renforcée par les rapports entre Bond et Mallory. Bond est d'abord méfiant envers Mallory qui préside l'*Intelligence and Security Committee*. Puis il ne l'approuva finalement que lorsqu'il apprit qu'il fut Lieutenant-colonel par le passé. Mallory deviendra par la suite M, la boucle est bouclée et la méfiance envers les

---

<sup>426</sup> M rencontre le Ministre des Affaires étrangères (*Foreign Secretary*) qui lui donne des directives à plusieurs reprises, notamment dans *Quantum of Solace*, 2008, op.cit. qui lui ordonne à mettre fin aux activités de Bond en Bolivie. Dans *Casino Royale*, 2006, op.cit., M évoque sa subordination à l'égard du Premier Ministre : « *I report to the Prime Minister* », sous-entendant qu'elle n'a pas besoin d'être en plus responsable devant le Parlement.

<sup>427</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : Le personnage de C est directeur du *Joint Intelligence Committee*, il gère l'organisation des services de renseignements puisqu'il ordonne et supervise leur fusion.

<sup>428</sup> De la même manière, les services de renseignements français sont encadrés par leur hiérarchie (la DGSE, équivalent du MI6, est rattachée au Ministère des Armées), par un organisme de coordination (Le Conseil National du Renseignement), et des organes de contrôle (l'Inspection des services de renseignement, le CNCTR, la CNIL) en plus de la Délégation Parlementaire au Renseignement qui exerce le même rôle que le *Committee* britannique. En revanche, l'*Investigatory Powers Tribunal* est un organe unique. C'est un corps judiciaire indépendant qui entend de toutes les plaintes contre les moyens de surveillance employés par les services de l'État.

<sup>429</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : Lorsqu'il Silva s'échappe du quartier général du MI6, il va attaquer M alors vulnérable durant l'audience de la commission d'enquête.

<sup>430</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : M au Board of Inquiry : « *Well, I suppose I see a different world than you do.* »

politiciens perdure. En effet, au-delà des parlementaires, James Bond exprime une aversion envers les hommes politiques de manière générale : ils sont mus par des intérêts personnels et des considérations de pouvoir, ils ne devraient pas s'ingérer dans les actions des services de renseignement qui, de leur côté, poursuivent des intérêts nobles comme la défense de la nation<sup>431</sup>. James Bond dénonce l'hypocrisie comme inhérente à leurs fonctions<sup>432</sup> et leurs manœuvres politiques qui consistent à systématiquement crier haro sur le baudet à la première faute du MI6<sup>433</sup>. Somme toutes, James Bond critique le politique et ses interventions dans les activités de renseignement en ce qu'elles remettent en cause le sérieux des fonctionnaires travaillant au sein des services de renseignement, et le respect qu'il leur estime dû<sup>434</sup>.

*Une atteinte au secret.* Cependant, s'il s'oppose à un contrôle parlementaire, c'est avant tout car il mettrait à mal le secret entourant les activités des services de renseignement, secret qui reste déterminant pour le succès de leurs missions<sup>435</sup>. M refuse de leur révéler les informations que les parlementaires lui demandent car leur diffusion compromettrait le travail du MI6. Elle s'insurge qu'ils osent en demander : « *Even he [the PM] is smart enough to not ask me what we do.* »<sup>436</sup> Les débats publics nuisent effectivement à l'efficacité des services. Il s'agit de trouver un équilibre entre le besoin démocratique de contrôler leurs activités et la

---

<sup>431</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : M à Mallory (encore président du Committee) : « *Look. Three of my agents are dead already. Don't embroil me with politics now.* »

<sup>432</sup> Les hommes et femmes politiques ne s'intéresseraient aux activités des services de renseignement seulement lorsqu'un de leurs échecs impacte l'opinion publique. Les parlementaires trouvent place dans les scripts une fois que les missions secrètes ont eu des retombées médiatiques : la presse britannique titre « *MI6 kills unarmed prisoner* » dans Casino Royale, 2006, op.cit. ; les journaux télévisés parlent de « *greatest internal security breach in modern British history* » dans Skyfall, 2012, op.cit. Selon M, « *they don't care what we do, they care what we get photographed doing.* » (Casino Royale, 2006, op.cit.) James Bond critique également l'hypocrisie du *Foreign Secretary* qui veut s'allier avec l'antagoniste du film, Dominic Green, dans un objectif de rentabilité économique (Quantum of Solace, 2008, op.cit.).

<sup>433</sup> De nombreux exemples peuvent être tirés de Skyfall, 2012, op.cit. Suite à l'échec du MI6, les politiques cherchent à établir la responsabilité de M. Elle est d'abord poussée par la sortie par Mallory, puis « *standing in the socks at midday* » (mise au pilori) avec le *Board of Inquiry*, dont la présidente est caricaturée comme politicienne hystérique condamnant M : « *monumental security breach and dead operatives for which you are almost single-handedly responsible.* »

<sup>434</sup> T. McCristen et C. Moran, « James Bond, Ian Fleming and intelligence », *Intelligence and National Security*, n°33, p.813 : « *The strong message here and elsewhere in the rebooted series is that politicians need to treat intelligence agencies with the seriousness and respect that the film-maker believe they deserve.* »

<sup>435</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : M, qui est souvent présentée comme la voix de la raison dans le film, fait valoir que le secret est encore essentiel dans le monde des renseignements, lors d'une discussion avec Mallory. Selon lui, les services ne peuvent plus travailler dans l'ombre (« *shadows* ») car il n'y a plus d'ombres dans le monde contemporain. M le contredit. L'ombre existe toujours, ils doivent lutter dans les ombres contre leurs ennemis. Il faut qu'il puisse continuer de travailler dans l'ombre, et donc ne pas révéler leurs activités au *Board of Inquiry*. Le film lui donnera ensuite raison.

<sup>436</sup> Casino Royale, 2006, op.cit., lorsque M sort de son audience auprès du *Committee*.

préservation du secret qui les entoure. Le droit positif tente de concilier les deux. Ainsi, les agences de renseignement peuvent décider de ne pas transmettre tous les documents requis par le *Committee* lorsqu'elles estiment que l'information est trop "sensible". Les statuts prohibent qu'il se penche sur les opérations encore en cours<sup>437</sup>. En mettant en question la pertinence du contrôle parlementaire sur le renseignement dans *Skyfall*, James Bond anticipe ce débat qui ressurgit dans la réalité dès 2013.

## PARAGRAPHE SECOND : UN DÉBAT RENOUVELÉ

*Des débats récents.* Les révélations d'Edward Snowden font connaître au grand public l'ampleur de renseignements recueillis par les services de renseignement, y compris sur leurs propres citoyens<sup>438</sup>. Elles font naître des débats sur le rôle des services au sein des démocraties (chapitre précédent), mais aussi sur les moyens qu'ont les démocraties pour les encadrer<sup>439</sup>. L'opinion publique est inquiète des pouvoirs dont ils disposent et réclame légitimement un droit de regard sur leurs actions. Les débats font ressortir la demande d'une plus grande transparence et le manque de poids du *Committee* pour exercer un contrôle effectif sur les services<sup>440</sup> : le contrôle parlementaire doit être revalorisé. De nouvelles lois sont venues renforcer divers mécanismes de contrôle<sup>441</sup>, mais les réclamations concernant la commission parlementaire sont restées lettres mortes. Elle semblerait pourtant, si elle était dotée des outils nécessaires, être une ressource idéale pour contrer les risques de dérives d'une *mass surveillance*.

*Quid picturarum ?* Les critiques formulées par James Bond à l'encontre de ce type de contrôle datent d'avant ces débats. De plus, lors de son aventure qui suivit, le film s'inquiéta

---

<sup>437</sup> Voir le rapport parlementaire australien « Oversight of intelligence agencies: a comparison of the 'Five Eyes' nations », 15 décembre 2017, p.39 et suivantes [online] disponible sur <https://bit.ly/2vSV9qA>, consulté le 10 mai 2019. Il conclut p.54 : « *There will always be a tension in democratic societies between the need for intelligence agencies to operate largely in secret, and the need for those agencies to be held accountable for their actions.* » En France, les limitations sont plus larges qu'au Royaume-Uni. La Délégation parlementaire au renseignement ne peut pas connaître des activités opérationnelles des services, et les services peuvent également s'opposer à la communication d'informations jugées sensibles. Voir la loi n° 2007-1443 du 9 octobre 2007 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement.

<sup>438</sup> B. Brooks, « NSA's indiscriminate spying 'collapsing,' Snowden says in open letter », op.cit.

<sup>439</sup> P. Owen, « NSA files – MPs debate oversight of the intelligence services », *The Guardian*, 31 octobre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2E2yIUy>, consulté le 11 mai 2019 : pour un aperçu des débats au sein du Parlement britannique.

<sup>440</sup> A. Defty, « Having security chiefs give evidence to Parliament is progress, but future sessions must dig deeper », *Democratic Audit*, 15 novembre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2VtKJgt>, consulté le 11 mai 2019.

<sup>441</sup> L'Investigatory Powers Act de 2016

des nouvelles techniques de surveillance employées par les agences de renseignement, mais il n'envisagea pas pour autant le rôle que pourraient jouer des organes de représentation du peuple pour inspecter leur utilisation<sup>442</sup>. Nous pouvons penser que les récents développements tempéreront les critiques que James Bond adresse aux contrôles parlementaires de leurs activités, malgré tout le professionnalisme du MI6, et les montrer sous un jour plus favorable lors de ses missions futures.

---

<sup>442</sup> Le *Board of Inquiry* joue un rôle dans *Skyfall*, 2012, op.cit., mais aucun contre-pouvoir d'origine démocratique n'est évoqué dans *007 Spectre*, 2015, op.cit.



## Conclusion du titre second

En toile de fond de ses aventures, James Bond évoque toutes les problématiques auxquelles sont confrontés les services de renseignement occidentaux aujourd'hui. Il décrit la montée en puissance du renseignement technologique et met en garde contre son utilisation massive dans le prolongement des révélations d'Edward Snowden. Il remet en cause le renseignement technologique, et au contraire appelle à replacer l'humain, incarné par Bond, au cœur des activités de renseignements. La technologie doit seulement permettre à l'agent d'exprimer tout son potentiel. James Bond projette l'image et prône un espionnage traditionnel, conduit par l'agent humain sur le terrain qui dispose d'une véritable marge de manœuvre, libre de toute intervention du politique car exempt de toute critique. Il encense les individus et l'esprit humain travaillant au sein des agences ; leur dévotion permet de sauver le monde<sup>443</sup>. Tous les débats contemporains touchant les services de renseignement sont abordés par la fiction et aboutissent en la victoire de la conception romantique de l'espionnage qu'elle promeut<sup>444</sup>.

---

<sup>443</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. se conclut sur la coalition composée de JB, Madeleine Swann, M, Tanner et Q qui doivent se transcender en tant qu'individus, agir en dehors du MI6 et de tout cadre légal afin de déjouer les machinations de Blofeld.

<sup>444</sup> J. Oldham, « Spectre review: James Bond makes his mark in an age of cybersecurity », *The Conversation*, 29 octobre 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/1LZM6U2>, consulté le 12 mai 2019.

## CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Les services de renseignement occidentaux sont en train d'entrer dans une nouvelle ère. Dans une de ses rares interventions publiques, le directeur du SIS explique les changements auxquels les agences sont confrontées et leur entrée dans une "quatrième génération d'espionnage"<sup>445</sup>. M le faisait quelques années avant lui devant le *Board of Inquiry*<sup>446</sup>. Bien que les circonstances ne soient pas similaires, la ressemblance entre les deux discours est frappante. Le monde a changé et avec lui de nouvelles menaces sont apparues, « *plus larvées, plus diffuses et moins étatiques* »<sup>447</sup> qu'auparavant, souvent invisibles. Les ennemis exploitent l'ambiguïté ambiante du monde contemporain<sup>448</sup> : le MI6 doit combattre les « *shadows* ». Pour leur faire face, les services de renseignements doivent plus coopérer, au sein du Royaume-Uni, mais aussi avec les services d'autres pays<sup>449</sup>. En parallèle, les citoyens demandent une plus grande transparence<sup>450</sup>. La révolution numérique a modifié en profondeur le travail des services de renseignement, mais malgré les possibilités offertes par la technologie, l'intelligence humaine doit rester centrale dans ce travail<sup>451</sup>. James Bond anticipe et accompagne la 4<sup>ème</sup>

---

<sup>445</sup> A. Younger, « MI6 'C' speech on fourth generation espionage », *Site du gouvernement britannique*, 3 décembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Pd4d0Z>, consulté le 12 mai 2019

<sup>446</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : M défend le travail du MI6 devant le Board of Inquiry : « *Chairman, Ministers. Today I've repeatedly heard how irrelevant my department has become. Why do we need agents ? The Double-O section ? Isn't it all rather quaint ? Well, I suppose I see a world different than you do. And the truth is that what I see frightens me. I'm frightened because our enemies are no longer known to us. They do not exist on a map. They're not nations. They are individuals. Look around you. Who do you fear ? Can you see a face ? A uniform ? A flag ? No. Our world is not more transparent now. It's more opaque. It's in the shadows. That's where we must do battle. So, before you declare us irrelevant, ask yourselves, how safe do you feel ?* »

<sup>447</sup> R. Karoutchi, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, exposé préliminaire du projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement, devant le Sénat, 2007.

<sup>448</sup> A. Younger, op.cit. : « *This complexity has eroded the boundaries we have traditionally relied upon for our security: the boundaries between virtual and real, the domestic and the international, between states and non-state actors and between war and peace. The result is a world of far greater ambiguity. I want to be clear: our adversaries did not create this ambiguity and they did not create the things that divide us. But they have shown a keen willingness to exploit ambiguity in an opportunistic way, taking advantage of blurred lines to probe our institutions and defences in ways that fall short of traditional warfare.* »

<sup>449</sup> *Ibidem.* : « *The spirit of partnership extends further, to the police and other domestic agencies [...] We also draw on unparalleled partnerships overseas.* »

<sup>450</sup> *Ibidem.* : « *We understand that what we do we do in the public's name, and that public confidence in what we do is fundamental to our success.* »

<sup>451</sup> *Ibidem.* : « *We are shifting our focus to the nexus between humans and technology. [...] We do not expect our human intelligence role will ever change fundamentally. We will always need to understand the motivations, intentions and aspirations of people in other countries. Even in an era of artificial intelligence you need human intelligence, in fact it will become even more important in a more complex world.* »

génération d'espionnage sous une perspective romancée chargée d'héroïsme. Ces changements prennent la forme d'une lutte dithyrambique. Alors qu'ils s'engagent dans le nouveau monde, James Bond appelle les services de renseignement et les espions à garder leurs forces et leurs valeurs d'antan :

« *We are not now that strength which in old days*

*Moved earth and heaven, that which we are, we are;*

*One equal temper of heroic hearts,*

*Made weak by time and fate, but strong in will*

*To strive, to seek, to find, and not to yield. »<sup>452</sup>*

Le combat entre l'ancien et le nouveau transcende l'œuvre et cette dialectique promet à la saga de se renouveler éternellement. Les films font l'éloge de l'espion et de ses méthodes traditionnelles qui gardent toute leur pertinence dans le monde contemporain. Malgré son âge et la modernité qui le concurrence, l'espionnage traditionnel que symbolise James Bond ne doit pas rentrer au port pour être détruit car son courage lui permet d'être victorieux encore aujourd'hui<sup>453</sup> et demain.

---

<sup>452</sup> Alfred Tennyson, « Ulysse », *Poems*, 1842 : le poème raconte le retour d'Ulysse, vieux après ses aventures de l'*Illiad*e et de l'*Odyssée*, mais valeureux alors qu'il retrouve son île d'Ithaque métamorphosée. Blog *Interesting Literature*, « *A Short Analysis of Tennyson's 'Ulysses'* », 30 juillet 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2PYWXYA>, consulté le 12 mai 2019.

<sup>453</sup> Cette lecture qui transcende l'œuvre empreigne l'art. En plus d'« Ulysse », les peintures présentes dans *Skyfall*, 2012, op.cit. (voir l'**Annexe 5**) sont lourdes de sens. JB et Q se rencontrent au *National Gallery* devant le « *Fighting Temeraire* », peint par William Turner en 1839. Le *Fighting Temeraire* est un des bâtiments anglais les plus célèbres de la bataille de Trafalgar du 21 octobre 1805. Mais dès 1838, le bâtiment doit être détruit car remplacé par les grands vaisseaux de ligne. Le tableau représente le remorquage du *Temeraire* jusqu'au port où il sera démantelé. Au-delà d'un « *bloody big ship* », la scène représente la fin d'une époque glorieuse mais révolue, au profit de la modernité. On peut assimiler James Bond – et l'espionnage classique – au *Temeraire*, alors que les décideurs publics le condamnent à la retraite considérant les progrès technologiques. Mais contre toute attente, James Bond ressort victorieux de son aventure. Dans la dernière scène du film, Mallory devenu M remet une nouvelle mission à Bond. Accroché au mur de son bureau, un tableau représente la bataille de Trafalgar. À Trafalgar et dans le film, les anglais perdent leur amiral doré. Mais surtout, alors que le *Temeraire* et Bond avec étaient renvoyés au port au début du film, ils perdurent finalement et se battent encore avec leur vigueur d'antan en dépit de la modernité. Sources : N. Mioque, « Le «*Fighting Temeraire*» ou la fin d'une époque », *blog Trois ponts*, 4 novembre 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Vw9c51>, consulté le 12 mai 2019 et N. Mioque, « *Skyfall* – La dernière scène », *blog Trois ponts*, 23 octobre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vRwpPE>, consulté le 12 mai 2019

## SECONDE PARTIE

### L'ACTION DE JAMES BOND

#### FILATURES ET COURSES-POURSUITES AUX FRONTIÈRES DU DROIT

Le droit pénal est envisagé dans l'œuvre essentiellement comme un instrument de sanction envers les « méchants ». Ils ont commis des atrocités, et doivent à ce titre être déférés devant les tribunaux pour répondre de leurs actes. M considère l'idée de justice pénale surtout lorsque leurs crimes furent commis sur le territoire britannique<sup>454</sup>. Le respect du droit des autres États touchés apparaît moins important que la mise hors d'état de nuire des ennemis ; une fois encore, les intérêts du Royaume-Uni priment.

Malencontreusement, malgré ces bonnes intentions, toutes les tentatives échouent. Ils ne sont jamais confrontés à la justice, soit qu'ils parviennent à s'échapper, soit qu'ils meurent en amont de la main de Bond. Les films ne prônent pas pour autant le recours à la justice privée ; Bond n'a pas d'autre choix que de les tuer pour les arrêter, agissant le plus souvent en situation de légitime défense<sup>455</sup>. Le dernier film laisse un espoir à hauteur de l'enjeu : Blofeld est arrêté sur le sol britannique pour être *a priori* remis aux autorités<sup>456</sup>.

Il serait certainement intéressant d'étudier la réponse pénale envers les criminels, eu égard à la gravité et au caractère transnational de leurs crimes, face auxquels la communauté internationale ne paraît pas être suffisamment bien équipée<sup>457</sup>. Toutefois, il nous semble encore

---

<sup>454</sup> M, figure de la raison, envisage la remise aux mains de la justice britannique les criminels ayant fait exploser une bombe à l'intérieur du *SIS Building* dans *Le Monde* ne suffit pas, 1999, op.cit. : M aux employés du MI6 : « *We'll find those who committed this atrocity [...] and we'll bring them to justice.* » ; et Raoul Silva dans *Skyfall*, 2012, op.cit. : M à Silva « *You are going to be transferred to Belmarsh Prison where you'll be remanded in custody until the Crown Prosecution Service deem you fit to stand trial for.* »

<sup>455</sup> Généralement JB doit tuer l'antagoniste car c'est le seul moyen de l'arrêter avant qu'il ne commette de nouveaux méfaits. Il tue ainsi Raoul Silva malgré la volonté de M qu'il comparaisse, car il est sur le point de tuer M, *Skyfall*, 2012, op.cit. Le traitement de Dominic Green, l'ennemi dans *Quantum of Solace*, 2008, op.cit. apparaît alors comme une exception. Quand bien même JB parvient à le neutraliser, il décide de le relâcher au milieu du désert bolivien, le condamnant à une mort certaine.

<sup>456</sup> 007 Spectre, 2015, op.cit. : dans la dernière scène du film, JB parvient à appréhender Blofeld. Plutôt que le tuer lorsqu'il en a l'occasion, il laisse M se charger de son arrestation. Néanmoins, une telle fin laisse présager que le plus grand antagoniste de la saga parvienne à s'échapper une nouvelle fois, pour que se perpétue le duel entre Bond et Blofeld dans de nouvelles aventures.

<sup>457</sup> Les outils de coopération pénale internationale comme l'extradition, notamment mis en place par la Convention de Palerme de lutte contre la criminalité organisée, ne sont pas encore efficaces en pratique. Parallèlement, aucune juridiction internationale n'est compétente à l'égard d'individus agissant dans un cadre privé quand bien même ils menacent la paix dans le monde, comme les membres du SPECTRE.

plus intéressant de nous pencher sur la responsabilité pénale de l'individu qui s'est avéré être le plus dangereux de l'ensemble de la saga, et singulièrement absent sur le banc des accusés : James Bond lui-même. Il est le héros du film, sauve le monde et doit être célébré. Cela ne correspond pas à l'image habituelle d'un malandrin. Pourtant, dans sa mission sacerdotale de sauver le monde, James Bond espionne, vole, tue, le tout dans des explosions dévastatrices et sans même se retourner<sup>458</sup>. La société civile (et probablement nombre de spectateurs réels) considère que ces actions sont légitimes au regard de la grandeur du but poursuivi. Le juriste éclairé, quant à lui, n'est pas dupe<sup>459</sup>. Il pense : « Bond est dangereux pour la société et dans un État de droit, la fin ne peut justifier tous les moyens ». Il s'interroge sur le droit des opérations des services secrets, et accomplies par Bond. Ce droit est parcellaire, volontairement flou, et ambigu<sup>460</sup>. La nécessité d'encadrer juridiquement les actions des services secrets par les législations nationales n'a émergé que récemment, suite aux mutations du monde moderne, le règne de la transparence médiatique et judiciaire. Parallèlement, la coutume internationale régissant les relations entre États du fait des agissements des services secrets nationaux, née durant la guerre froide, est encore en évolution et aujourd'hui incertaine<sup>461</sup>. Consciemment ou non, Bond joue avec ces subtilités juridiques. Il agit dans la zone d'ombre entre licéité et illégalité propre aux services secrets. Les opérations secrètes surgissent hors de leurs zones d'ombre pour se confronter au droit, éclairées par les projecteurs emphatiques du cinéma (**Titre premier**) et deviennent clair-obscur lorsque se pose inévitablement la question de leurs conséquences (**Titre second**).

---

<sup>458</sup> Dans 007 Spectre, 2015, op.cit., JB détruit tout un complexe abritant une centaine d'individus dans le désert marocain, et s'envole en hélicoptère alors qu'il se désintègre dans des explosions digne de Michael Bay.

<sup>459</sup> Des procès fictifs (divertissement favori du juriste) mettent en scène dans le prétoire un Bond arrêtable et arrêté pour le confronter à ses agissements. La Cour d'Assises d'Aix-en-Provence le condamne ainsi à 9 ans de prison ferme pour l'assassinat de Dominic Green dans les circonstances évoquées note n°455. Voir : A. Akinian, « Cour d'assises : James Bond écope de 9 ans ferme », *La Provence*, 5 mai 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2VDMSSd>, consulté le 18 mai 2019.

<sup>460</sup> P. Brochand, ancien directeur de la DGSE, Préface de F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, p.13-20

<sup>461</sup> *Ibidem*.

## Titre premier

### Des opérations exagérées pour le cinéma

Les services de renseignement exercent trois types d'activités : le recueil, l'interprétation et la distribution de l'information (*collection and analysis*), des actions clandestines pour manipuler les événements à l'étranger (*covert action*) et la protection contre les opérations des agences étrangères (*counterintelligence*)<sup>462</sup>. James Bond est un super-espion. Non seulement il est un espion complet, mais il est aussi extraordinairement performant. Les missions que lui confie M consistent à identifier une menace et pour cela espionner, puis, lorsque les machinations de l'ennemi apparaissent claires, intervenir pour neutraliser la menace. Il remplit ces missions en seulement quelques jours avec une dextérité presque sans faille, là où il faudrait au minimum des mois de travail sur le terrain à de véritables agents avant de décider d'une intervention clandestine et enfin hypothétiquement aboutir à un tel résultat. De la même manière, les films se scindent en deux. Le spectateur suit toutes les activités entreprises par Bond jusqu'à son succès. Au volant de son Aston Martin DB5, James Bond file Auric Goldfinger du Royaume-Uni jusqu'en Suisse. S'engage ensuite une course-poursuite avec les hommes de main du *villain* et les balles sifflent, basculant dans l'action pour contrecarrer l'attaque de Fort Knox<sup>463</sup>. Ses activités d'espionnage lui permettent d'identifier l'ennemi et ses manigances (**Chapitre premier**) auxquelles il met fin grâce à ses interventions musclées (**Chapitre second**).

---

<sup>462</sup> L. Johnson, « Bricks and Mortar for a Theory of Intelligence », *Comparative Strategy*, n°22, 2003, p.1-28

<sup>463</sup> Goldfinger, 1964, op.cit. Le recueil de renseignements était alors l'activité principale de Bond. Il poursuit Goldfinger durant la majeure partie du film avant de se faire capturer. Désormais, les scènes spectaculaires prennent le pas et l'intervention sur l'espionnage. 007 Spectre, 2015, op.cit. est une succession de scènes d'action ; Bond ne recueille des informations que lorsqu'il doit reprendre son souffle après ses combats contre Hinx.

## Chapitre premier

### Le développement de l'intrigue :

#### L'espionnage « pur »

James Bond est un film d'espionnage. Il met en scène un espion du MI6, le service de renseignement extérieur du MI6 qui utilise des techniques de renseignement pour parvenir à ses fins. Les scénarios s'inspirent d'affaires d'espionnage survenues dans la réalité. L'intrigue de Rien que pour vos yeux<sup>464</sup> est explicitement tirée de l'affaire du Détroit de Corfou<sup>465</sup>. En 1946, des navires britanniques s'avancèrent dans les eaux territoriales albanaises pour espionner la côte mais sautèrent sur des champs de mines. Dans le film, Bond est chargé par le Ministre des affaires étrangères de récupérer un système de lancement de missiles qui a coulé à bord du St-Georges, navire espion britannique, au large de l'Albanie. Le Ministre refuse par ailleurs une opération officielle afin d'éviter tout incident avec l'Albanie et que le Royaume-Uni ait à reconnaître ses torts, à l'image des arrêts rendus par la Cour Internationale de Justice sur l'affaire, dont l'arrêt du 9 avril 1949 condamne le Royaume-Uni. Parallèlement, Bond recueille des informations concernant des personnes privées<sup>466</sup>. Les films semblent mettre sur le même plan le recueil d'informations au préjudice d'États et le recueil d'informations au préjudice d'individus.

De tels agissements sont tous deux qualifiés d'actes d'espionnage dans le langage courant. Cependant, dans son acception juridique, le recueil d'informations acquiert qualité d'« espionnage » seulement lorsqu'il s'effectue au préjudice des États. En effet, dans le droit interne français, l'espionnage est une « *qualification juridique donnée, lorsqu'elles sont commises par un étranger à diverses atteintes à la sûreté de l'État, érigées en crimes contre la nation et l'État par des dispositions spéciales, quand elles sont de nature à porter atteinte à des intérêts primordiaux de la nation ou en tant qu'elles impliquent nécessairement une telle atteinte.* »<sup>467</sup> Il en est de même dans le droit international. Dans le droit de la guerre,

---

<sup>464</sup> Rien que pour vos yeux, 1981, op.cit.

<sup>465</sup> F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, p.269 et suivantes

<sup>466</sup> Rien que pour vos yeux, 1981, op.cit. : pour retrouver la trace du St-Georges, le Ministre envoie Bond espionner Hector Gonzalez à Madrid.

<sup>467</sup> G. Cornu, *Vocabulaire juridique*, PUF, 10<sup>ème</sup> édition, 2014

l'espionnage est l'agissement de l'espion à l'encontre des États belligérants<sup>468</sup>. L'espionnage en temps de paix ne fait l'objet d'aucune définition dans un traité<sup>469</sup>, mais dans la continuité logique, et eu égard à son traitement juridique sévère dans la pratique, on peut estimer qu'il en est de même.

En principe, le régime juridique de l'espionnage ne s'envisagerait pas à l'égard de James Bond. Cependant, aucune règle juridique ne régit le recueil de renseignement commis à l'égard d'individus sur le territoire d'États étrangers, quand bien même ces pratiques se multiplient dans le monde contemporain<sup>470</sup>. Déjà frileux à l'idée d'encadrer juridiquement l'espionnage, les États ne sont guère enthousiastes à la perspective de réglementer cette nouvelle forme de recueil d'informations, que ce soit en droit interne ou entre eux. Face à l'absence de règles juridiques spécifiques à cette matière, James Bond assimile les deux formes de recueil d'informations. Les films mêlent ces deux situations, et en font un traitement indifférencié malgré la divergence quant à la cible. Les films nous proposent d'envisager l'« espionnage » à l'encontre d'individus comme s'il s'agissait d'un espionnage plus classiquement perpétré à l'encontre d'États.

Cette proposition nous semble pertinente. Dans les deux cas, les modalités sont similaires : il s'agit du recueil d'informations par un agent au bénéfice d'un État, effectué de manière clandestine. Ils présentent également la même duplicité juridique. Le traitement juridique de l'espionnage est particulièrement ambigu. Les États y ont recours en même temps qu'ils cherchent à s'en protéger<sup>471</sup>, ce qui lui confère un statut juridique « *schizophrénique* »<sup>472</sup> *sui generis*. Comme l'espionnage, le recueil d'informations auquel se livre Bond est a priori illicite en droit interne (**Section première**), mais licite en droit international (**Section seconde**).

---

<sup>468</sup> Convention de La Haye de 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, article 29 : « *Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la Partie adverse.* [...] »

<sup>469</sup> I. Naverrete, « L'espionnage en temps de paix en droit international public », *L'annuaire canadien de droit international*, n°53, 2015, p.4

<sup>470</sup> À titre d'exemple, l'espionnage à l'égard de groupes terroristes établis sur des territoires étrangers se multiplie. AL. Béraud, « La présence de l'armée française en Libye est "un secret de polichinelle" », *20 minutes*, 25 février 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2ElqJnB>, consulté le 15 mai 2019.

<sup>471</sup> Alain Dewerpe, *Espion, une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, p.57 : « *le secret s'exprime sous les deux modalités symétriques de l'action qui vise à s'en emparer chez autrui et de celle qui vise à le conserver chez soi.* »

<sup>472</sup> Selon le juriste allemand Karl Doehring, le régime de l'espionnage est une « *schizophrénie juridique* ». K. Doehring, « Zur Ratio der Spionenbestrafung – Völkerrecht und nationales Recht », *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n°8, 1995, p.293-297



## Section première

« *White Rook to White Knight, show us the pawns.* »<sup>473</sup>

### Un renseignement illicite en droit interne

Toutes les législations nationales prévoient la répression des actes d'espionnage commis en leur défaveur<sup>474</sup>. Si elles ne peuvent sanctionner pénalement un État, elles peuvent sanctionner l'individu qui opère pour son compte en se fondant sur une compétence territoriale (si l'espionnage est commis sur son propre territoire), une compétence personnelle (s'il est commis par l'un de ses ressortissants) et une compétence réelle (s'il est commis à l'étranger par un étranger)<sup>475</sup>. James Bond ne recueille pas des informations concernant des États mais concernant des individus. Ses actes ne caractérisent pas l'infraction d'espionnage (**Paragraphe premier**). Cependant, les États peuvent se fonder sur d'autres incriminations pour poursuivre Bond en vertu de leur compétence territoriale (**Paragraphe second**).

#### PARAGRAPHE PREMIER : L'INFRACTION D'ESPIONNAGE INADÉQUATE

*L'espionnage en droit interne.* Le droit pénal protège les valeurs sociales considérées comme essentielles par une société. Pourtant, tous les États répriment l'espionnage en même temps qu'ils recourent à cette pratique. La répression de l'espionnage ne se fonde non pas tant sur la protection de la nation en tant que valeur sociale, mais comme un moyen de défense face à une pratique particulièrement dangereuse pour la nation<sup>476</sup>. Les espions encouraient la peine

---

<sup>473</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. : lors de la scène d'ouverture du film, JB espionne un « *marché pour terroristes* » qui a lieu en Sibérie. Grâce à un appareil, il enregistre des images et conversations pour les envoyer en simultané à un centre de contrôle britannique. Tanner (*White Rook*) demande à Bond (*White Knight*) de diriger la caméra sur les « *pions* », c'est-à-dire les principaux vendeurs d'armes.

<sup>474</sup> F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, p.175 et suivantes

<sup>475</sup> En France, article 113-2 du Code Pénal pour la compétence territoriale, article 113-6 du Code Pénal pour la compétence personnelle, et article 113-10 pour la compétence réelle, quand bien même cette-dernière ne peut être que difficilement mise en œuvre. En outre, la compétence territoriale française s'applique également au profit d'autres États en vertu du traité de l'OTAN (414-8 CP) ou d'autres États avec lesquels la France a signé des accords bilatéraux de défense (414-9 CP).

<sup>476</sup> La Cour Suprême fédérale d'Allemagne puis la CEDH se sont penchées sur la question des anciens agents de renseignement est-allemand : Cour Suprême, 30 janvier 1991, *Espionage prosecution case* : « *their punishment was entirely justifiable on the basis that such activity must be effectively combatted and deterred.* » CEDH, 25 février 2000, *Gast et Popp c/ Allemagne*, §53 : « *La sanction infligée à des espions étrangers ne se fondait donc pas sur un jugement moral défavorable (Unwerturteil) de l'acte d'espionnage, mais seulement sur l'intention de protéger l'État espionné.* »

de mort car il s'agissait du meilleur moyen pour l'État de s'assurer que l'espion ne divulguerait pas ses secrets<sup>477</sup>.

La France réprime les *sub rosa crimes*<sup>478</sup> aux articles 411-1 et suivants du Code Pénal. L'espionnage (ou la trahison si elle est commise par un français) est constitué par l'un des éléments matériels des articles 411-2 à 411-11<sup>479</sup> dans le but spécifique de nuire aux intérêts de la France au profit d'une puissance étrangère (*animus hostilis*)<sup>480</sup>. Par ce texte, la loi cherche à protéger la France d'atteintes aux « intérêts fondamentaux de la nation ». Le Code Pénal précise ce qu'il faut entendre par cette expression. Selon l'article 410-1, il s'agit notamment<sup>481</sup> de « *son indépendance, son intégrité du territoire, sa sécurité, la forme républicaine de ses institutions, les moyens de sa défense et de sa diplomatie, la sauvegarde de sa population en France et à l'étranger, l'équilibre de son milieu naturel et de son environnement et des éléments essentiels de son potentiel scientifique et économique et de son patrimoine culturel* » ; en bref, tout ce que, de près ou de loin, pourrait envisager le SPECTRE à l'encontre des grandes puissances.

***Bond non-coupable d'espionnage.*** Manifestement, le renseignement qu'effectue Bond ne porte pas atteinte aux intérêts fondamentaux des nations sur le territoire desquelles il est envoyé en mission. Il cible des individus qui n'ont aucun lien avec les États si ce n'est leur nationalité. Bond ne s'intéresse pas aux informations qui pourraient nuire à la défense d'un État, de sa population, ou autre. Au contraire, son renseignement porte sur des individus dont le plan est souvent de porter de telles atteintes. Bond vient alors au secours de l'État<sup>482</sup>. Toutefois, ses actions ne sont pas licites pour autant. Si elles ne sont pas punissables sous l'angle

---

<sup>477</sup> A. Dewerpe, *Espion, une anthropologie historique du secret d'Etat contemporain*, Gallimard, 1994, p.42. En guise d'exemple, les époux américains Rosenberg furent condamnés à mort et exécutés le 19 juin 1953 pour avoir espionné au profit de l'URSS.

<sup>478</sup> La doctrine américaine qualifie les activités secrètes et l'espionnage d'infractions "sous la rose", en référence au symbolisme de la rose. Dans la mythologie grecque, Éros offrit une rose à Harpocrate, le dieu du silence, pour s'assurer que les amours de sa mère resteraient secrets. Les romains décoraient de roses le plafond de leurs salons pour signifier que ce qui serait dit durant le repas et sous l'influence du vin devait rester confidentiel.

<sup>479</sup> Livraison du territoire national, de forces armées ou de matériels à une puissance étrangère, intelligences avec une puissance étrangère, livraison d'informations à une puissance étrangère, sabotage, ou fourniture de fausses informations ou provocation à ces crimes.

<sup>480</sup> S. Rayne, « Espionnage », *Répertoire de droit pénal et de procédure pénale*, Dalloz, juin 2014

<sup>481</sup> La circulaire du 14 mai 1993 commentant les dispositions législatives du nouveau Code Pénal précise que cette énumération est non exhaustive et qu'elle ne revêt aucune portée générale ou absolue.

<sup>482</sup> Par exemple, JB protège l'État et agit en faveur des « intérêts fondamentaux de la nation » en empêchant un putsch militaire dans Quantum of Solace, 2008, op.cit.

des crimes contre la nation, en revanche elles portent des atteintes délictuelles envers les individus qu'il surveille.

## PARAGRAPHE SECOND : DES POURSUITES SUR D'AUTRES FONDEMENTS

*Des atteintes à la personnalité.* James Bond commet de multiples infractions pénales. Il emploie des méthodes frauduleuses pour obtenir des renseignements sur ses ennemis. Or, les législations nationales protègent l'intimité de chacun. L'intimité est une valeur sociale reconnue comme vulnérable depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>483</sup>. Le droit pénal français réprime ainsi les « atteintes à la personnalité » aux articles 226-1 et suivants du Code Pénal commis sur le territoire français ou à l'encontre de ses nationaux, et peut également se fonder sur l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales. La plupart des faits de recueil d'informations commis par Bond sont punissables pénalement.

James Bond porte atteinte à l'intimité de la vie privée de nombre de ses cibles lorsqu'il capte ou enregistre des conversations ou images situées dans un cadre privé. Dernièrement, lors d'une mission à Mexico, il utilisait un appareil sophistiqué afin de voir par la fenêtre et à une vingtaine de mètres de distance une réunion dans l'appartement d'une de ses cibles, et d'entendre la conversation confidentielle qui en ressortait. Ces actes constituent un délit en vertu de l'article 226-1 du Code Pénal<sup>484</sup>. La détention d'un tel appareil, utilisé également dans la scène d'ouverture de *Demain ne meurt jamais*, est d'ailleurs en soi puni à l'article 226-3 du Code Pénal<sup>485</sup>. Outre les récurrentes et classiques captations d'images et de paroles, Bond pénètre dans les propriétés privées de ses ennemis, constituant parfois des violations de

---

<sup>483</sup> S. Warren et L. Brandeis, « The Right to privacy », *Harvard Law Review*, n°5, 15 décembre 1890 : « *the right to be let alone* ». La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 la hisse comme un des droits fondamentaux de l'Homme. Son article 12 dispose : « *Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.* »

<sup>484</sup> Scène d'ouverture de *007 Spectre*, 2015, op.cit. : JB capte l'image et des paroles échangées entre Marco Sciarra et d'autres individus membres de SPECTRE au sein de son appartement personnel en l'absence de leur consentement. Si on considère que les images et conversations pouvaient *a priori* avoir un caractère privé (ce qui peut être contesté dès lors qu'il pouvait s'agir d'une réunion à caractère professionnelle), ces faits constituent un délit puni d'un an d'emprisonnement et de 45.000€ d'amende.

<sup>485</sup> L'article 226-3 prohibe notamment la détention de matériels permettant d'entendre des conversations comme ceux que JB utilise régulièrement, comme dans *Demain ne meurt jamais*, 1997, lorsqu'il surveille le marché pour terroristes qui se tient dans un lieu public. JB encourt cinq ans d'emprisonnement et 300.000€ d'amende.

domicile<sup>486</sup> et il porte atteintes au secret de leurs correspondances<sup>487</sup>. Généralement, il s'introduit auprès de ses ennemis sans déguisement ni usage d'une identité de couverture. Il en fit parfois l'expérience avant d'être rapidement percé à jour. Il prend ainsi le nom de St John Smythe pour se présenter auprès de Max Zorin<sup>488</sup>. Ce subterfuge n'est pas répréhensible pénalement dès lors qu'il s'agit d'une identité fictive et non pas d'une identité usurpée à un tiers<sup>489</sup>. En revanche, il utilise dans d'autres circonstances un support matériel pour soutenir son mensonge, comme de faux passeports, ce qui constitue non plus une atteinte à la personnalité, mais à la confiance publique<sup>490</sup>. Plus rarement, ces atteintes aux droits de la personne portent sur des traitements informatiques, réprimées par les articles 226-16 et suivants du Code Pénal. Le recueil d'informations par outils technologiques est le plus souvent le fruit des services du MI6, mais James Bond est parfois contraint d'y avoir recours<sup>491</sup>.

***Des poursuites.*** Au cours de ses activités de recueil d'informations, James Bond viole la loi pénale. Cependant, les infractions qu'il commet contre les personnes sont réprimées moins

---

<sup>486</sup> L'article 226-4 prohibe l'introduction ou le maintien non-consenti dans le domicile d'autrui. JB pénètre souvent dans des propriétés privées à l'aide de manœuvres. Il escalade le mur entourant le jardin de la villa de Hector Gonzalez dans *Rien que pour vos yeux*, 1981, op.cit. ou passe par l'ouverture d'une clôture abîmée dans *Goldfinger*, 1964, op.cit. qui donne sur le terrain de l'usine d'Auric Goldfinger. Ces escalades constituent des manœuvres ou contrainte (l'escalade d'une clôture en mauvais état est reconnue comme tel dans l'arrêt Crim, 12 avril 1938). Cependant, JB pénètre alors dans des dépendances qui ne sont pas assimilables à la notion de « domicile » car elles ne constituent pas le prolongement direct et immédiat de la villa ou de l'usine (Crim, 19 juin 1957). JB ne pénètre que plus rarement dans le « domicile » que protège l'article 226-4, par exemple dans les locaux professionnels d'un avocat (Crim, 7 février 1994) dans *Au service secret de Sa Majesté*, 1969, op.cit. JB encourt alors un an d'emprisonnement et 15.000€ d'amende.

<sup>487</sup> L'article 226-15 prohibe l'atteinte au secret des correspondances. JB y contrevient rarement. Il prend connaissance frauduleusement de lettres échangées entre Blofeld et l'Institut des armes de Londres, le caractère frauduleux découlant du fait qu'il doit forcer un coffre dans lequel elles sont entreposées, dans *Au service secret de Sa Majesté*, 1969, op.cit. Il encourt un an d'emprisonnement et 45.000€ d'amende.

<sup>488</sup> *Dangereusement votre*, 1985, op.cit. L'usage de cette fausse identité lui permet ainsi d'obtenir des services auprès de Max Zorin comme de participer à une réception et une vente de chevaux de course qu'il organise, JB se faisant passer pour un amateur d'équitation fortuné. Zorin n'y aurait probablement pas consenti s'il avait connaissance de la véritable identité de JB. Dans de telles circonstances, le délit d'escroquerie puni à l'article 313-1 CP pourrait être caractérisé.

<sup>489</sup> L'usurpation d'identité en tant qu'atteinte à la personnalité est punie à l'article 226-4-1 CP. Notons néanmoins que l'article L.861-2 du CSI autorise les agents des services de renseignement en mission d'utiliser une identité d'emprunt ou une fausse qualité.

<sup>490</sup> Le MI6 remet à JB de faux passeports dans *Casino Royale*, 2006, op.cit. et dans *Skyfall*, 2012, op.cit. JB demande de nouveaux documents d'identité à Mathis dans *Quantum of Solace*, 2008, op.cit. Cela constitue les infractions de faux et d'usage de faux prévues à l'article 441-1 CP.

<sup>491</sup> Dans *Casino Royale*, 2006, op.cit., JB procède à la géolocalisation d'un individu grâce à un SMS qu'il a envoyé. L'article 226-16 punit le fait de procéder au traitement de données à caractère personnel sans respecter les formalités administratives préalables. Les données de géolocalisations constituent des données à caractère personnel. JB encourt alors 5 ans d'emprisonnement et 300.000€ d'amende. Source : M. Quémener, « La géolocalisation : un outil de protection ou de surveillance ? », *Sécurité et Stratégie*, vol. 15, n°4, 2013, p.11-17.

sévèrement par la loi pénale par rapport à l'incrimination d'espionnage. Les actes d'espionnage sont jugés par une juridiction spéciale et passibles d'au moins dix ans de détention criminelle<sup>492</sup>, tandis que les différentes atteintes à la personnalité (principaux fondements aux poursuites envisageables à l'encontre de Bond) sont de simples délits sanctionnés qui sont poursuivis devant les juridictions répressives selon le droit commun. Cette différence de traitement s'explique de par la prise en compte du mobile dans l'incrimination d'espionnage, *via* l'exigence du dol spécial. Ces crimes sont punis sévèrement car ils sont commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère. Parallèlement, les atteintes à la vie privée sont, dans l'esprit de la loi, plus destinées à sanctionner des paparazzis ou des amants trop suspicieux que des agents secrets<sup>493</sup>. Pourtant, les activités de recueil de renseignements envers des individus commis par des services étrangers, si elles peuvent effectivement être moins dangereux que l'espionnage envers un État, sont tout de même graves en ce qu'elles sont particulièrement attentatoires à la vie privée et placent ces individus sous le joug des services étrangers. Il y a donc une disproportion entre la gravité de l'atteinte, et les sanctions prévues par les articles protégeant la vie privée. En l'absence d'infraction plus spécifique, il semble judicieux de poursuivre ces comportements et requérir à leur encontre le maximum de la sanction prévue par le texte.

Certes, James Bond agit dans le but noble de prévenir ou mettre un terme à des infractions graves qui menacent la vie d'individus si ce n'est le monde entier. Cependant il le fait en se substituant à la loi pénale, sans recourir aux procédures prévues par la loi et donc en totale illégalité. Ses motifs sont nobles, mais ses moyens d'action se situent hors du droit<sup>494</sup>. Il est également dangereux pour l'État, non pas parce qu'il vole ses secrets, mais parce qu'il le concurrence dans l'exercice de ses activités régaliennes en enquêtant et surveillant de potentiels criminels à sa place. Pour autant, cela ne constitue pas une ingérence dans les affaires de l'État.

---

<sup>492</sup> Article 702 du Code de Procédure Pénale : confie le jugement des crimes et délits contre les intérêts fondamentaux de la Nation à des juridictions spécialisées en matière militaire. L'intelligence avec une puissance étrangère est punie de 10 ans de détention criminelle et 150.000€ d'amende en vertu de l'article 411-5 CP.

<sup>493</sup> Comparaison exagérée pour la logique de l'exposé. Notamment TGI Nanterre, 2 septembre 2014 (pour les photographies d'une personnalité dans un lieu privé), Crim, 3 mars 1998 (pour l'enregistrement par une femme des conversations téléphoniques de son époux). L'infraction peut engager la responsabilité pénale d'enquêteurs de police ou d'agents des services de renseignement (Crim, 30 septembre 2008), mais telle situation se présente rarement. F. Cordier, « L'atteinte à l'intimité de la vie privée en droit pénal et les médias », *Revue de droit de la communication LegiCom*, vol. 20, no. 4, 1999, pp. 85-93.

<sup>494</sup> Cette problématique se rencontre également à l'égard des super-héros, qui poursuivent un but de justice mais éludent le droit pénal. Voir l'intervention de M. Jean-Baptiste Thierry, « Les super-héros et le droit pénal », durant la conférence « Droit et fiction » organisée par l'université de Lorraine, 2016, sur *Youtube*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Jog5il>, consulté le 16 mai 2019.

## Section seconde

« *We are in international waters and will defend ourselves if attacked* »<sup>495</sup>

### Un renseignement licite en droit international

En tant qu'espion, James Bond est envoyé par le Royaume-Uni sur le territoire d'États étrangers pour y recueillir des renseignements. En droit international public, l'espionnage a une nature ambivalente. Selon nous, il est important de distinguer ses deux composantes : le recueil de renseignements d'une part, et l'envoi sur un territoire étranger d'autre part. Le but et le moyen ne doivent pas être confondus<sup>496</sup>. Le premier, le recueil d'informations, qu'il concerne les intérêts fondamentaux de la nation, ou à l'égard d'individus, est licite en droit international, tandis que le second, l'intrusion sur un territoire étranger, porte *a priori* atteinte à la souveraineté territoriale de cet État, constituant alors un délit international<sup>497</sup>. C'est sans compter l'ingéniosité de James Bond. Ses activités d'espionnage sont parfaitement licites au regard du droit international (**Paragraphe premier**), quand bien même il les effectue depuis le territoire d'un État étranger (**Paragraphe second**).

#### PARAGRAPHE PREMIER : UN SIMPLE ACTE INAMICAL

*L'espionnage en temps de paix.* Le droit international traite différemment l'espionnage selon qu'il soit constitué en temps de guerre ou en temps de paix. Dès l'élaboration des premières conventions de *jus in bello*, l'espionnage fut autorisé comme moyen de combat. Cependant, Bond agit toujours en dehors de toute situation de conflit armé qui conditionne le recours au droit international humanitaire. À l'inverse, l'espionnage en temps de paix n'a jamais fait l'objet de convention internationale. Certes, les États s'en indignent lorsqu'ils en font

---

<sup>495</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. : lorsque le *HMS Devonshire*, une frégate britannique, se fait survoler par des chasseurs chinois qui l'accusent de s'avancer trop près des côtes chinoises, le commandant du bâtiment leur répond qu'ils sont dans les eaux internationales et donc fait valoir la règle de libre navigation de tous les États inscrite à l'article 87 de la Convention de Montego Bay de 1982.

<sup>496</sup> F. Lafouasse, « L'espionnage en droit international : de l'inamical à l'illicite », *Thèse de doctorat en droit public*, sous la direction de PM. Eisemann, Paris 1, 2010, 519p.

<sup>497</sup> Un délit international est l'acte ou le fait attribuable à un État en violation d'une obligation internationale et condition d'une sanction dans l'ordre juridiction international. (R. Ago, « Le délit international », *Recueil de cours de l'Académie de droit international de La Haye*, vol. 68, 1939, p.422 et suivantes)

l'objet, mais parallèlement ils ne veulent pas se l'interdire et continuent d'en user<sup>498</sup>. Les protestations relèvent plus d'une rhétorique politique<sup>499</sup>. Ni les conventions, ni la coutume ne s'opposent à l'espionnage en temps de paix. Or tout ce qui n'est pas expressément interdit en droit international est présumé permis<sup>500</sup>. Les États peuvent donc y recourir sans craindre de commettre un fait internationalement illicite.

L'acte d'espionnage comme recueil de renseignement ciblant un État ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures de l'État espionné. En effet, il ne s'agit nullement de modifier le comportement de l'État, ni d'exercer un moyen de coercition sur celui-ci. Ce ne sont que les décisions éventuellement prises en réaction à l'analyse des informations qui pourront constituer une ingérence. Il ne s'agit pas non plus d'un acte d'agression<sup>501</sup>, mais d'un acte constituant seulement un manquement aux bonnes manières entre États qu'énoncent les articles préliminaires de la Charte des Nations Unies<sup>502</sup>. L'espionnage envers les États constitue tout au plus un acte inamical<sup>503</sup>.

***Le renseignement envers des individus.*** De manière similaire, aucune convention internationale n'interdit le recueil de renseignement par un État à l'égard d'individus sur le sol

---

<sup>498</sup> CD. Baker, « Tolerance of international espionage : a functional approach », *American University International Law Review*, vol. 19, n°5, 2004, p.1091-1113 : « *Although no international agreement affirmatively endorses espionage, states do not reject it as a violation of international law.* '4 As a result of its historical acceptance, espionage's legal validity may be grounded in the recognition that "custom" serves as an authoritative source of international law. According to this argument, international espionage is legal because states have spied and eavesdropped on each other throughout history. »

<sup>499</sup> M. Bowman, « Intelligence and international law », *International journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 8, n°3, 1995, p.329 : « *So well accepted is the intelligence function today that controversy, to the extent that it exists is invariably domestic and often focuses on where to expend intelligence resources rather than whether to employ them. In light of this low-key attitude, the most cynical conclusion that may be drawn is that the international attitude is ambivalent. The better view is that the tendency for reciprocal tolerance suggests the existence of customary international norms.* »

<sup>500</sup> Cour Permanente de Justice Internationale, 7 septembre 1927, affaire France c/ Turquie dite affaire du "Lotus" : « Les limitations à l'indépendance des États ne se présument pas. »

<sup>501</sup> Commission du Droit International, « Question of defining aggression », *Yearbook of the International Law Commission*, vol.2, 1951, p.39 : « *We are only concerned with the existence or non-existence of the fact that a State has used force against another State and with the lawful or unlawful character of the act of force. Thus, [...] espionage on the armaments and activities of other countries, even military mobilization, do not by themselves alone constitute aggression. They are preparatory acts which may lead to aggression as well as to self-defence. Aggression itself is not perpetrated until and unless some form of attack or physical offensive has taken place.* »

<sup>502</sup> Charte de l'ONU, article 1 : « *Les buts des Nations Unies sont les suivants : [...] 2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.* »

<sup>503</sup> J. Salmon, *Dictionnaire de droit international public*, éditeur Bruylant, 2001 : acte inamical : « *acte d'un État à l'égard d'un autre État qui, sans être contraire au droit international, constitue, aux yeux de celui qui en est l'objet, un manquement aux bonnes relations entre ces États de nature à rendre plus difficile les rapports mutuels, mais sans pour autant entraîner des conséquences juridiques précises.* »

d'un autre État<sup>504</sup>. Au contraire, de nombreux accords écrits ont été rédigés, à l'image du traité *UKUSA*, qui officialisent l'espionnage des personnes privées entre États<sup>505</sup>. Les États non-parties à ces traités protestent d'abord, mais finalement les intègrent ensuite ou bien en concluent d'autres, ce qui prouve que la protestation n'est que politique. La pratique est entérinée. En outre, si les États ne veulent pas s'accorder sur l'interdiction de l'espionnage entre eux, ils seraient encore moins enclins à encadrer l'espionnage auquel ils ont recours envers des individus et qui est bien moins dangereux pour eux. Par analogie, le recueil de renseignement par un État envers des individus sur d'autres constitue tout au plus un acte inamical qui nuit aux bonnes relations entre États.

L'acte d'espionnage en lui-même commis par James Bond est donc parfaitement licite. En revanche, si l'État ne peut juridiquement contester l'acte d'espionnage en lui-même, il peut se plaindre de la présence non-consentie d'agents sur son territoire.

## **PARAGRAPHE SECOND : UNE VIOLATION DE LA SOUVERAINETÉ TERRITORIALE TOLÉRÉE**

*Des atteintes illicites à la souveraineté territoriale.* Lorsque l'espionnage organisé par un État consiste à pénétrer sur le territoire d'un autre, cela constitue clairement une atteinte à la souveraineté territoriale de ce-dernier. De par l'envoi d'un agent, l'État exerce des compétences étatiques et donc intervient sur le territoire étranger. Une telle intervention nécessiterait le consentement de l'État hôte, sans quoi un délit international serait caractérisé et engagerait la responsabilité internationale de l'État à son origine<sup>506</sup>. Ainsi, les activités d'espionnage de James Bond en elles-mêmes sont permises, mais concomitamment constituent un délit international du Royaume-Uni puisqu'il agit sur le sol étranger.

---

<sup>504</sup> F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, édition Nouveau monde, 2012, p.164

<sup>505</sup> Concernant le traité *UKUSA*, voir page 77. En vertu du texte, les parties s'engagèrent à ne pas espionner les citoyens d'une autre partie. Cependant, cela devint rapidement une pratique courante, notamment afin de contourner les interdictions internes pour les services de renseignement de surveiller leurs propres citoyens. (Source : C. Blackhurst, « UK spy base taps UK phones for MI5 », *The Independent*, 22 septembre 1996, [online] disponible sur <https://ind.pn/2wbEqz4>, consulté le 20 mai 2019). Les nouveaux traités de coopération des services ne contiennent pas tous une telle clause, finalement admise par la pratique.

<sup>506</sup> WW. Langkau, *Völker-und landesrechtliche Probleme der Kriegs-und Friedenddpionage*, Würzburg, 1970, p.237 : « Selon le droit international, un État étranger n'est pas autorisé à agir, en usant de violence ou non, de manière clandestine ou à découvert, sur le territoire d'un Etat étranger, sans qu'il n'y consente ou le tolère [...] Les agissements des organes des services de renseignement sur un territoire étranger violent la souveraineté territoriale de l'État concerné. » (traduction de F. Lafouasse, op.cit.)



Les États victimes se fondent généralement sur cette atteinte à leur souveraineté territoriale pour dénoncer l'espionnage dont ils font l'objet. Ils présentent indistinctement sur le même plan l'espionnage (licite) et l'atteinte à l'intégrité territoriale connexe (illicite) afin d'envenimer le délit aux yeux de l'opinion publique internationale<sup>507</sup>.

***Les atteintes maritimes et aériennes dénoncées.*** L'État exerce sa souveraineté sur tout son territoire, ce qui englobe sa mer territoriale, les eaux sous-jacentes et l'espace aérien surjacent<sup>508</sup>. La violation de ces espaces entraîne des réactions particulièrement sévères des États victimes, étant donné la difficulté technique de s'en prémunir. Les États ne peuvent pas exercer une domination aussi absolue sur les eaux et les airs que sur leur territoire terrestre, alors que des navires et aéronefs peuvent dissimuler à leur bord des outils avancés d'espionnage. Les bateaux de pêche sont souvent utilisés pour camoufler un navire espion<sup>509</sup>. Ce procédé est repris dans James Bond. Le navire espion britannique St-Georges est déguisé en chalutier<sup>510</sup>. Il navigue dans les eaux territoriales albanaises, violant sa souveraineté territoriale. L'État côtier peut, de surcroît, se fonder sur le droit de la mer. La Convention de Montego Bay l'autorise à prendre « *les mesures nécessaires pour empêcher tout passage [d'un navire étranger] qui n'est pas inoffensif* »<sup>511</sup>. Dès que l'on s'éloigne plus des côtes, logiquement l'espionnage n'est plus condamnable au titre du délit connexe de la violation territoriale. Il est pleinement permis d'espionner dans la Zone économique exclusive<sup>512</sup> et dans les eaux

---

<sup>507</sup> F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, 492p.

<sup>508</sup> G. Protière, « Espace et territoire dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice », dans G. Protière (direction), *Espaces du droit et droits des espaces*, L'Harmattan, 2008, p.121-135

<sup>509</sup> F. Lafouasse, op.cit., p.121 : Les Etats-Unis estimaient qu'une escadre de près de 400 chalutiers espions russes manœuvraient en permanence dans l'océan Atlantique durant la Guerre Froide et furent à l'origine de nombreux incidents internationaux.

<sup>510</sup> Rien que pour vos yeux, 1981, op.cit. Outre les bateaux de pêche, les navires espions prennent communément l'apparence de navires océanographiques, puisqu'ils sont légitimement équipés de nombreux outils de mesure et permettent donc aisément de cacher des activités de renseignement sous couvert de missions scientifiques. La Chine accusa ainsi en 2009 l'*USNS Impeccable*, navire américain océanographique, de procéder à de l'espionnage en mer de Chine méridionale. Permis de tuer, 1989, op.cit. illustre que les navires océanographiques permettent d'accueillir des activités clandestines. Le *Wavecrest* dissimule à son bord un stock de drogues.

<sup>511</sup> Article 25 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 signée le 10 décembre 1982. L'article 17 autorise la navigation des navires de tous les États dans les eaux territoriales, tant que ce passage est inoffensif. Or, l'article 19 prévoit que la collecte de renseignement n'est pas compatible avec un passage inoffensif. Ces dispositions n'interdisent pas en tant que tel l'espionnage dans les eaux territoriales ; elles le répriment seulement, en tant que « passage non-inoffensif » et organisent une réaction de l'État côtier somme toute très modérée.

<sup>512</sup> Dans la Zone économique exclusive (ZEE), l'État côtier exerce sa souveraineté seulement en matière d'exploration et d'exploitation des ressources. Article 58 de la Convention de Montego Bay : tous les États jouissent « *des libertés de navigation et de survol ainsi que de la liberté d'utiliser la mer à d'autres fins* »

internationales<sup>513</sup>. Des conflits peuvent alors surgir lorsque la position exacte d'un navire est incertaine, soit qu'il ait perdu son cap, soit qu'il existe des divergences quant aux délimitations de ces zones. En 1968, l'*USS Pueblo*, navire de guerre américain, fut arraisonné par la Corée du Nord pour espionnage, affirmant qu'il se trouvait dans sa mer territoriale alors que selon Washington, le navire était dans les eaux internationales<sup>514</sup>. Une situation similaire se déroule dans *Demain ne meurt jamais*. Le *HMS Devonshire* pense naviguer dans les eaux internationales, alors qu'en réalité il est dans la mer territoriale chinoise, ce qui provoque des réactions de la Chine<sup>515</sup>. L'espace aérien surjacent est aussi une composante du territoire de l'État dans laquelle il est autorisé de voler librement tant que cela ne porte pas atteinte aux droits de l'État survolé<sup>516</sup>. De nombreux cas d'espèces furent commentés par la doctrine<sup>517</sup>, mais jamais le Royaume-Uni n'espionna par les airs dans *James Bond*.

***Les atteintes terrestres tolérées.*** La violation typique de la souveraineté territoriale par les activités d'espionnage est terrestre. L'envoi d'un espion sur le territoire d'un autre État pour recueillir des renseignements est la méthode d'espionnage par excellence. On parle d'« *espionnage pur* »<sup>518</sup>. Il s'agit de la forme d'espionnage préférée par *James Bond*. Il

---

*internationalement licites liées à l'exercice de ces libertés et compatibles avec les autres dispositions de la Convention ».*

<sup>513</sup> La haute mer est un espace international, régi par la non-appropriation et la liberté d'accès et d'exploration.

<sup>514</sup> La Convention de Montego Bay n'était pas encore adoptée. La Corée du Nord militait pour une mer territoriale extensive, jusqu'à 12 miles marin, alors que les Etats-Unis, comme la plupart des pays occidentaux, penchaient pour une mer territoriale plus restreinte, jusqu'à 3 miles, afin de . Cette dernière conception fut retenue. L'*USS Pueblo* était situé entre 3 et 12 miles des côtes coréennes. Il pouvait donc être à la fois dans la mer territoriale selon la Corée du Nord, et dans les eaux internationales selon les Etats-Unis. F. Lafouasse, op.cit., p.286

<sup>515</sup> *Demain ne meurt jamais*, 1997, op.cit. Carver est un fin connaisseur du droit maritime international pour manigancer un tel plan. L'affaire de l'*USS Pueblo* l'a probablement inspiré. En 1997, la Convention de Montego Bay était entrée en vigueur. Pourtant, comme dans l'affaire du *Pueblo*, le commandant du *HMS Devonshire* soutient qu'ils sont dans les eaux internationales, et les chasseurs chinois qui les survolent les accuse de naviguer dans les eaux territoriales. Or, depuis la Convention de Montego Bay, ces deux espaces maritimes ne sont plus adjacents, la ZEE s'étendant entre les deux et où le *Devonshire* peut tout de même s'aventurer. Autre point de ressemblance : il est en principe interdit de faire usage de la force envers les navires espions à l'intérieur des eaux territoriales, mais dans les deux incidents, l'État victime fait un tel usage. La Corée du Nord arraisonne le *Pueblo*, tandis que les chasseurs chinois ont des « *hostile intentions* » envers le *Devonshire* selon un membre d'équipage. Juridiquement, il est seulement autorisé d'« *exiger que ce navire quitte immédiatement la mer territoriale* » (article 30 de la Convention de Montego Bay).

<sup>516</sup> Pour les aéronefs espions déguisé en aéronef civil s'applique la Convention relative à l'aviation civile signé à Chicago en 1944.

<sup>517</sup> F. Lafouasse, op.cit., p.241 et suivantes. Par exemple l'incident en 1960 de l'avion américain U2 abattu au-dessus de l'URSS et son pilote capturé. Voir JL. Dufour, « La crise de l'avion espion américain U2 (1960) », *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, éditions Complexe, 2004, p.141-144

<sup>518</sup> F. Lafouasse, « L'espionnage en droit international », *Annuaire français de droit international*, n°47, 2001, p.83, ou « *reine Spionage* » en allemand, I. Thiemrodt, *Strafjustiz und DDR-Spionage*, Nomos Verlagsgesellschaft, 2000, 394p.

espionne ses ennemis exclusivement à partir du territoire terrestre même. Cela constitue indéniablement une atteinte à la souveraineté territoriale de l'État<sup>519</sup>, qui est alors fondé à engager la responsabilité internationale de l'État d'envoi. Paradoxalement, ce délit international est le plus souvent toléré par les États. Dans la pratique, ils ne protestent que rarement<sup>520</sup> contre cette atteinte à leur souveraineté territoriale. L'espionnage pur relève d'une pratique habituelle et mutuelle entre les États. De plus, il semble moins dangereux car un individu peut être plus aisément jugulé que des aéronefs ou navires espions. L'atteinte à la souveraineté territoriale doit être singulièrement importante et grave pour engager la responsabilité internationale, telle la découverte d'un réseau entier d'espionnage<sup>521</sup>. L'atteinte est considérée comme faible et la pratique l'autorise sur le fondement des pratiques réciproques. Une telle violation est donc acceptable dans le jeu des relations internationales. M souligne qu'il est pertinent de distinguer les règles de droit international violables, comme l'intégrité de la souveraineté territoriale, et les « *absolutely inviolate rules* »<sup>522</sup>. Agissant sur le territoire terrestre des États, James Bond évite d'engager la responsabilité internationale du Royaume-Uni pour ses faits d'espionnage.

***Le caractère licite du recueil de renseignements par le MI6.*** James Bond agit sur le terrain, mais il est épaulé par son agence de renseignement qui l'assiste depuis l'autre bout du monde. L'espionnage en tant que tel étant licite, et le SIS opérant depuis le Royaume-Uni, ses actes sont licites au regard du droit international. En effet, l'espionnage satellitaire est réalisé depuis l'espace extra-atmosphérique<sup>523</sup>, l'interception des données se fait dans des espaces

---

<sup>519</sup> K. Doehring, « Spionage im Friedensvölkerrecht », *Verfassungsschutz in der Demokratie*, Bundesamt für Verfassungsschutz, 1990, p.307-324 : « L'État, qui envoie un espion secrètement au-delà de la frontière d'un autre État à la faveur de la nuit, le cas échéant sans visa, viole sa frontière par l'intermédiaire de l'agent placé sous sa souveraineté. » (traduction F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, p.228)

<sup>520</sup> Les relations internationales ne font que rarement écho de l'arrestation d'individus pour avoir violé la frontière d'un autre État. L'arrestation en 2009 de trois randonneurs américains près de la frontière iranienne fait figure d'exception. « Iran: les trois randonneurs américains jugés le 6 novembre », *Le Point*, 20 octobre 2010, [online] disponible sur <https://bit.ly/2YLtcgZ>, consulté le 20 mai 2019.

<sup>521</sup> M. Bowman, « Intelligence and international law », op.cit., p.239 : « *Although it is clear that the espionage agent may be punished under domestic standards, he/she tends to be tolerated in the international scheme. Therefore, the territorial affront, to be significant must be more grandiose than that perpetrated by the individual agent.* »

<sup>522</sup> Casino Royale, 2006, op.cit. : à propos de l'attaque de l'ambassade africaine par JB, M lui dit : « *You violated the only absolutely inviolate rule of international relationships* », sous-entendant ainsi que certaines règles peuvent être violées.

<sup>523</sup> L'espace extra-atmosphérique est un espace international, au-delà de la souveraineté étatique. Voir BA. Hurwitz, *The Legality of space militarization*, Elsevir Science Publishers, 1986, 252p. En outre, le traité de 1967. Le traité de l'espace du 27 janvier 1967 dispose en son article 3 que « *les activités spatiales doivent s'effectuer conformément au droit international, y compris la Charte des NU* », or l'espionnage n'est pas illicite en droit international.

dénués de souveraineté<sup>524</sup> et quant au cyber-espionnage, le cyberspace étant un espace virtuel assimilable aux espaces internationaux<sup>525</sup>, ces méthodes ne violent pas les souverainetés territoriales des États. Grâce aux progrès techniques, l'espionnage se joue des frontières et prémunit les États de voir leurs activités constituer un délit international<sup>526</sup>.

L'espionnage étant, si ce n'est licite, du moins toléré en droit international, le Royaume-Uni ne se préoccupe guère de l'absence de consentement des États dans lequel James Bond se rend. Tout au plus, M cherche parfois à obtenir l'aval des autorités locales avant de l'envoyer dans un État allié<sup>527</sup>, afin de garder de bons rapports « amicaux » avec icelui, sans pour autant que sa mission ne soit conditionnée à cet accord, puisqu'elle n'engagera pas pour autant la responsabilité internationale du Royaume-Uni (si James Bond se contente d'espionner).

Ainsi, tout comme l'espionnage envers des États, le recueil de renseignements envers des individus se caractérise de par son ambiguïté. Il est illégal en droit interne, mais licite en droit international. James Bond agit donc à la frontière du droit. Mais lorsqu'il presse la détente, il bascule irréfutablement dans l'illicéité.

---

<sup>524</sup> On peut considérer que les données passent par l'espace extra-atmosphérique où sont situés les satellites de communication. En outre l'État récepteur est passif, il se contente de capter les signaux. La convention de l'Union Internationale des Communications du 22 décembre 1992 autorise la violation des communications internationales pour des enjeux de sécurité nationale. Voir F. Lafouasse, op.cit., p.159 et suivantes.

<sup>525</sup> D'une part, il est difficile d'établir la provenance territoriale d'actes de cyber-espionnage, et d'autre part, le cyberspace est virtuel et ses données transitent partout dans le monde. Voir I. Naverrete, « L'espionnage en temps de paix en droit international public », *L'annuaire canadien de droit international*, n°53, 2015, p.21 et suivantes.

<sup>526</sup> O. Forcarde, « Le siècle des “communautés de renseignement” ? », *Cahiers de la sécurité*, 2010, n°13, p.155-158 : on peut parler de « *dé-territorialisation des espaces de renseignement* ».

<sup>527</sup> I. Fleming, *Casino Royal*, Fleuve noir, 1980, p.29 : avant d'envoyer JB en mission en France, il va « *demander au Deuxième bureau de se tenir prêt. C'est son territoire, et nous aurons de la chance s'il ne rouspète pas.* » L'utilisation du mot « rouspéter » illustre que malgré le mécontentement de l'agence de renseignement française, elle ne pourra pas juridiquement s'y opposer.

## Chapitre second

### Le dénouement de l'intrigue :

### Meurtres et autres ingérences

Lorsque des autorités décident d'intervenir sur la base des renseignements fournis par les services afin d'influencer les événements, ils peuvent choisir de diriger une opération clandestine (*covert action*). Cette intervention est clandestine car elle ne sera pas revendiquée par l'État d'envoi. Elle est censée rester secrète car elle est intrinsèquement illégale<sup>528</sup>. Au sein des agences de renseignement, des organes sont dédiés à la planification et l'exécution de ces opérations tel le Service Action de la DGSE, ou le *E-Squadron* du SIS, dont l'agent Bond ferait probablement partie<sup>529</sup>.

Cependant, James Bond est un film d'action. Le spectaculaire est préféré à la discrétion pour le divertissement du public. Les opérations (plus si) clandestines sont exagérées et exposées au grand jour. À chacune de ses missions, survient inévitablement son lot de courses-poursuites époustouflantes et de scènes de combats à mains nues haletantes qui se soldent avec la fatidique mort des ennemis. James Bond tue. Dans des explosions, tués à bout portant, ou aspirés en dehors d'un avion, environ 16 ennemis par mission connaissent ce funeste sort<sup>530</sup>. Tuer fait partie de son métier et il ne s'en prive pas<sup>531</sup>. Dans les films, il est juridiquement autorisé à tuer (**Section première**) malgré les violations au droit que cela induit (**Section seconde**).

---

<sup>528</sup> C. Silberzahn et J. Guisnel, *Au cœur du secret : 1500 jours aux commandes de la DGSE*, Fayard, coll. Documents, 1995, 336 p.

<sup>529</sup> Le Service Action est une unité des forces spéciales françaises rattachée à la Direction des opérations de la DGSE. Similairement, le *E-Squadron* est une unité des forces spéciales britanniques qui travaille pour le SIS.

<sup>530</sup> D. Stewart et M. Fabry, « Which James Bond is the deadliest ? », *Time*, 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/1MExy1U>, consulté le 24 mai 2019 : au total, James Bond a tué près de 400 individus durant ses 24 aventures.

<sup>531</sup> Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit. : lors de sa rencontre avec le Dr. Kaufman, JB lui explique qu'il n'est qu'un « *professional doing his job* », lui aussi, et l'exécute.

## Section première

« *A double O number means you're licensed to kill* »<sup>532</sup>

### Le permis de tuer

James Bond est en mesure de tuer pour mener à bien ses missions. Le meurtre commis par l'agent secret imprègne particulièrement la saga<sup>533</sup> et finit par être indissociable de son travail : pour triompher du mal, il doit tuer. Cela s'inscrit dans ses prérogatives. Il reconnaît lui-même que pour être un bon agent, il faut être prêt à disposer de la vie d'autrui<sup>534</sup>. Ce pouvoir de tuer n'est pas arbitraire mais repose sur une autorisation dont il bénéficie : il dispose d'un « permis de tuer » (*licence to kill*). Pour être habilité, il doit avoir de bonnes conditions physiques, être un tireur hors pair<sup>535</sup> et être doué d'une loyauté indéfectible à M et à la Couronne<sup>536</sup>, qualités qu'il remplit. Le *reboot* de la série nous explique qu'il a acquis son autorisation en exécutant des agents doubles qui portaient préjudice au MI6<sup>537</sup>. Neuf autres agents du MI6 disposent de ce permis de tuer<sup>538</sup>, ils composent la « section OO », l'unité d'élite des opérations spéciales. Bond, le 7<sup>ème</sup> de la section OO, parcourt le monde avec son permis de tuer qui lui accorde le droit d'éliminer quiconque sur son seul bon jugement. Le permis apparaît donc comme un sésame d'agent secret<sup>539</sup>.

Une telle autorisation semble *a priori* tout droit sortie de l'imaginaire de l'auteur. D'un point de vue éthique, il serait inconcevable qu'une personne puisse légalement être habilitée à commettre des homicides volontaires. Aberration juridique aussi : sanction sans forme de

---

<sup>532</sup> James Bond 007 contre Dr. No, 1962, op.cit. : M à JB lorsqu'il exige qu'il change d'arme.

<sup>533</sup> Notamment, chaque film démarre avec la « *gun barrel sequence* » qui représente la spirale du canon d'un revolver pointé sur Bond. Bond se tourne vers le propriétaire du revolver et le tue, le spectateur voit alors son sang se répandre sur l'écran.

<sup>534</sup> Casino Royale, 2006, op.cit. : lorsque Vesper demande à JB si tuer des gens ne lui fait rien, il lui répond : « *Well, I wouldn't be very good at my job if it did.* »

<sup>535</sup> JB repasse tous ces tests dans Skyfall, 2012, op.cit. lorsqu'il veut reprendre du service.

<sup>536</sup> Lorsque JB n'obéit plus aux ordres, M peut décider de lui retirer son permis de tuer, comme dans le film Permis de tuer, 1989. Cela n'empêche pas Bond d'éliminer Sanchez et ses hommes de main.

<sup>537</sup> Casino Royale, 2006, op.cit. : scène d'ouverture du film.

<sup>538</sup> Opération Tonnerre, 1965, op.cit. : tous les agents OO sont convoqués au siège du MI6 pour déterminer comment faire dace au SPECTRE.

<sup>539</sup> Les femmes en sont par ailleurs impressionnées, Vesper dans le roman I. Fleming, *Casino Royal*, Fleuve noir, 1980, p.73 : lors d'un repas, Vesper dit à JB : « *Les filles du bureau m'enviaient beaucoup, et pourtant elles ne savaient pas de quel genre de travail il s'agissait. Tout ce qu'elles savaient, c'est que j'aurais à travailler avec un double zéro. Car, bien entendu, vous êtes nos héros. J'étais ravie.* »

jugement, employée par des pays ayant aboli la peine de mort, séparation des pouvoirs non respectée, sans oublier les nombreux délits qui en découlent. Pourtant, elle se fonde sur un statut encore en vigueur en droit britannique (**Paragraphe premier**). Ces meurtres prennent aujourd'hui le nom d'exécutions extra-judiciaires (**Paragraphe second**).

## **PARAGRAPHE PREMIER : LA SECTION 7**

*L'autorisation d'actions illégales.* Ian Fleming travaillait au sein des services de renseignement britannique durant la Seconde Guerre mondiale. Il est plausible qu'un équivalent au permis de tuer et à la section OO exista à l'époque. Les services de renseignement n'étant alors pas officiellement reconnus, aucun statut juridique ne peut prouver son existence. Cependant, en même temps que le Royaume-Uni établissait l'existence du SIS, fut adopté un texte qui s'apparente à un permis de tuer.

La section 7 de l'*Intelligence Service Act* de 1994 « autorise » certaines actions spéciales en dehors des îles britanniques (**voir l'Annexe 4**). Selon le premier alinéa, « *apart from this section, a person would be liable in the United Kingdom for any act done outside the British Islands, he shall not be so liable if the act is one which is authorised to be done by virtue of an authorization given by the Secretary of State under this section.* » Autrement dit, l'agent de renseignement pourra ne pas être responsable pénalement au Royaume-Uni de ses actes commis à l'étranger quand bien même ces actes sont illégaux. Le législateur britannique prévoyait à l'origine que cette disposition permettrait de protéger l'agent de la poursuite d'infractions plus légères, comme le vol ou la corruption<sup>540</sup>, mais aucune clause ne s'oppose à ce qu'il s'agisse d'actes graves tels des assassinats. L'autorisation doit émaner du Ministre auquel est rattaché le service, or nous voyons à plusieurs reprises le lien direct de subordination entre James Bond et le *Foreign Secretary* par l'intermédiaire de M<sup>541</sup>. D'apparence, le statut de 1994 ressemble alors au permis de tuer bondien. Cependant, d'après le quatrième alinéa, l'autorisation est *ad'hoc*. Elle ne peut valoir que pour des actions précisément déterminées et limitées dans le temps tandis que dans la fiction, Bond dispose d'une autorisation générale et intemporelle. Bond en fait un usage intensif, alors que les actions autorisées doivent être strictement nécessaires et proportionnées au but poursuivi en vertu du troisième alinéa.

---

<sup>540</sup> P Gibson, Rapport annuel du « Intelligence Services Commissioner » pour 2007, publié en juillet 2008, [online] disponible sur *Statewatch* : <https://bit.ly/2wAaaOF>

<sup>541</sup> Par exemple dans *Quantum of Solace*, 2008, op.cit.

La section 7 offre ainsi un fait justificatif à l'agent secret. Bien qu'une infraction soit commise, l'ordre de la loi neutralise sa responsabilité pénale. Effectivement, l'*Act* a une valeur supérieure à la loi pénale, et son application est conditionnée au respect des principes de nécessité et de proportionnalité. La section agit comme l'irresponsabilité pénale objective prévue à l'article 122-4 du Code Pénal français<sup>542</sup>.

***La portée incertaine de ces autorisations.*** L'autorisation permet de sortir de l'État de droit au profit de la raison d'État. Le texte fut critiqué à plusieurs reprises, comme offrant un pouvoir important aux services de renseignement pas suffisamment encadré<sup>543</sup>. En réaction, les autorités répliquent que le SIS ne fait pas usage de la force létale lors de ses opérations, sauf lors de circonstances extraordinaires<sup>544</sup>. Cependant, les doutes sont légitimes. D'une part, quand bien même il ne serait pas fait usage de la section 7 pour autoriser des assassinats, il est envisageable de le faire eu égard à la souplesse du texte quant aux actions permises. D'autre part, si des agents commettent des actes illégaux graves à l'étranger lors de leurs missions, il y a tout intérêt à ce que ces actions restent secrètes et que les agences démentent publiquement toute implication.

Le « permis de tuer » n'existe pas réellement (du moins, selon la version officielle). Pour autant, James Bond peut dans l'absolu obtenir *des* permis de tuer circonstanciés, grâce auxquels il ne pourra pas être reconnu coupable pénalement devant les tribunaux britanniques. Contrairement à ce qu'il semble sous-entendu dans la saga, l'autorisation ne pourrait être opposable à d'autres exercées par d'autres États également souverains impliqués dans ces actions. La raison d'État prend une expression encore plus claire récemment avec le recours à des exécutions judiciaires, dont le cadre juridique pose encore plus question que les autorisations envisagées par la section 7.

---

<sup>542</sup> X. Pin, *Droit pénal général*, Dalloz, Cours, 10ème édition, 2019, p.236

<sup>543</sup> Selon certains journalistes, la section 7 aurait permis de couvrir l'assassinat de la Princesse Diana en 1997 et des actes de torture perpétrés en Libye en 2004. I. Cobain, « How secret renditions shed light on MI6's licence to kill and torture », *The Guardian*, 14 février 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2YR9aBY>, consulté le 20 mai 2019.

<sup>544</sup> D. Gardham, « Does MI6 have a licence to kill ? », *The Telegraph*, 3 décembre 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2M6TDwd>, consulté le 20 mai 2019.



## PARAGRAPHE SECOND : LES EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES

*Le recours aux exécutions extrajudiciaires.* Le 1<sup>er</sup> mai 2011, le Président des Etats-Unis annonçait officiellement la mort d'Oussama Ben Laden qui avait revendiqué la responsabilité des attentats du 11 septembre 2001<sup>545</sup>. L'assassinat du leader terroriste était l'objet d'une opération spéciale clandestine américaine menée sur un territoire étranger. La pratique de ces assassinats, ordonnés sans aucune forme de procès, exécutions judiciaires (*targeted killings*) dans le langage politique, s'est développée exponentiellement ces dernières décennies<sup>546</sup>, surtout dans un contexte de « *war on terrorism* »<sup>547</sup>. Elles visent l'élimination physique d'individus, souvent en dehors des champs de bataille. La France ne fait pas exception parmi les démocraties occidentales. Les Présidents de la République emploient cette méthode depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle et d'autant plus souvent après les attaques terroristes ayant frappé la France en 2015. Le Président François Hollande reconnaît y avoir eu régulièrement recours durant son quinquennat, sous le nom d' « opérations homo », pour homicides<sup>548</sup>. Elles sont mises en œuvre par un cercle fermé d'individus, dans le plus grand secret, à l'image de la section OO. Pourtant, ces opérations clandestines sont menées en l'absence d'un cadre juridique adapté.

*Quid du cadre juridique en France ?* Très peu d'éléments sont connus à propos du statut juridique des « opérations homo »<sup>549</sup>. Les autorités ont fait le choix de la discrétion, ce qui peut être légitime quant à des actions clandestines, en ne publiant aucun texte. Cela peut être néanmoins critiquable eu égard aux aspirations démocratiques de transparence de l'action publique. Mais la réelle difficulté tient du fait que l'existence même d'un quelconque cadre juridique est incertaine. Cela entretient l'idée d'un « *trou noir juridique* »<sup>550</sup> et que l'État agit hors du droit, au nom de la raison d'État, sans aucun contrôle, et le risque d'arbitraire qui en

---

<sup>545</sup> A. Penche, « Discours de Barack Obama annonçant la mort d'Oussama Ben Laden », *La Croix*, 2 mai 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2WifaGf>, consulté le 25 mai 2019.

<sup>546</sup> A. Schu, « Quel modèle pour les interventions occidentales ? », *Res Militaris*, vol.5, n°1, 2015

<sup>547</sup> GW. Bush, Conférence de presse du 16 septembre 2001, utilise pour la première fois l'expression.

<sup>548</sup> V. Nouzille, *Les tueurs de la République*, Fayard, 2015, 408p.

<sup>549</sup> X. Latour, « La pratique française des exécutions extrajudiciaires », in O. Gohin et autres, *Annuaire du droit de la Sécurité et de la Défense*, Mare & Martin, vol. 1, édition 2016, p.263-279.

<sup>550</sup> R. Kolb, « La nécessité militaire dans le droit des conflits armés, essai de clarification conceptuelle », in Société française de droit international, *La nécessité en droit international*, Actes du Colloque de Grenoble, Pedone, 2007, p.154

découle<sup>551</sup>. Pour autant, les exécutions judiciaires pourraient être légitimes au regard de la nécessité de préserver le bien commun. Adopter un cadre juridique de ces décisions politiques permettrait alors de « *préserver des limites dont l'existence est inhérente à l'État de droit. D'autre part, il limiterait les tentations de résistances susceptibles de l'affaiblir* »<sup>552</sup>. Dans un contexte global de consolidation des normes juridiques dans les matières secrètes, dans le domaine de l'espionnage et dans le droit militaire, il semble incohérent de rester silencieux sur ces pratiques qui gagneraient à être débattues publiquement. Les autorités n'osent probablement pas aborder ce sujet éthiquement discutable de peur des retombées politiques<sup>553</sup>.

L'absence de cadre fait également naître des problématiques concernant la protection pénale des agents prenant part aux exécutions judiciaires<sup>554</sup>. Les militaires faisant usage de la force à l'étranger sont protégés par leur statut général<sup>555</sup>. Cependant, les agents clandestins ne peuvent pas être assimilés à des militaires. Les opérations extérieures dans lesquelles ils sont impliqués ne sont pas officiellement reconnues, puisqu'elles sont illicites au regard de la loi locale et du droit international. En outre, ces illégalités font obstacle à leur irresponsabilité pénale objective du fait de l'ordre de l'autorité légitime<sup>556</sup>. Le législateur est intervenu en 2015 pour doter les agents des services de renseignement d'une meilleure protection pénale<sup>557</sup>, mais celle-ci reste lacunaire en comparaison de celle dont disposent les agents britanniques avec la section 7. Désormais, le Procureur de la République a l'obligation d'informer le Ministre de la Défense avant de poursuivre pénalement des agents de la DGSE pour des faits commis hors du

---

<sup>551</sup> Le Président de la République est juge et bourreau en la matière. JC. Martin, « Les assassinats ciblés de terroristes présumés et l'argument de la nécessité », in Société française de droit international, *La nécessité en droit international*, Actes du Colloque de Grenoble, Pedone, 2007, p.297

<sup>552</sup> X. Latour, op.cit.

<sup>553</sup> D. Reiner, J. Gautier et G. Larcher, rapport d'information du Sénat, *Le renforcement des forces spéciales françaises, avenir de la guerre ou conséquence de la crise ?*, 13 mai 2014 : le rapport souligne les difficultés juridiques rencontrées dues à l'absence de cadre juridique, notamment concernant la nécessité de prévenir le Parlement de toute décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger en vertu de l'article 35 de la Constitution – les forces menant ces opérations doivent-elles être assimilées à des forces armées ? Paradoxalement, le rapport ne recommande pas l'adoption d'un cadre juridique.

<sup>554</sup> B. Warusfel, « Le cadre juridique incertain des actions spéciales », *Hestia expertise*, 9 mars 2016, [online] disponible sur <https://hestia.hypotheses.org/702>, consulté le 25 mai 2019

<sup>555</sup> Loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires, article 17, 2° : « *N'est pas pénalement responsable le militaire qui, dans le respect des règles du droit international et dans le cadre d'une opération militaire se déroulant à l'extérieur du territoire français, exerce des mesures de coercition ou fait usage de la force armée, ou en donne l'ordre, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de sa mission.* »

<sup>556</sup> L'irresponsabilité pénale prévue à l'article 122-4 CP ne peut être admise sur l'acte commandé est manifestement illégal (second alinéa).

<sup>557</sup> Loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement

territoire national, et ces derniers ne peuvent être poursuivis pour des faits d'atteinte aux STAD<sup>558</sup>.

***Dans les pays anglosaxons.*** Alors que le sujet est tabou en France, les pays anglosaxons firent preuve de pragmatisme et connurent des débats animés sur le sujet. Ils reconnaissent l'exécution extrajudiciaire de leurs propres ressortissants à l'étranger<sup>559</sup>. Ces débats ont débouché sur la création d'un cadre juridique aux Etats-Unis. Les décisions sont prises par le Président sur la base d'une autorisation générale donnée par le Congrès. Les opérations ne relèvent plus de la CIA mais de la Défense, et les parlementaires sont informés *a posteriori* des actions menées<sup>560</sup>. Au Royaume-Uni, il existe également un cadre juridique d'après David Cameron, quand bien même il reste secret<sup>561</sup>. Selon toute vraisemblance, les exécutions peuvent être autorisées sous l'angle de la section 7, avant qu'il n'en soit rendu compte devant le Parlement. À défaut d'un « permis de tuer » aussi étendu que dans l'œuvre, les agents des services de renseignement bénéficient d'autorisations de tuer dont le cadre juridique demeure aujourd'hui encore incertain. Elles constituent une protection pénale de l'agent par son État. Il ne pourra pas être poursuivi en vertu de son droit pénal interne pour ses actions effectuées à l'étranger.

***Des « autorisations de tuer » valables uniquement à l'étranger.*** En revanche, si les actions clandestines ont lieu sur le territoire de l'État pour lequel il travaille, l'agent ne dispose d'aucune réelle protection pénale. L'article 862-2 du Code de la Sécurité Intérieure dispose que les agents de renseignement sont responsables de leurs actes selon le droit commun. Il n'y a pas d'obstacle spécial à l'engagement de leur responsabilité pénale pour des infractions graves tel le meurtre, en dépit de sa qualité d'agent de renseignement et quand bien même elles seraient commandées par sa hiérarchie. Il en est de même en droit britannique : l'Act de 1994 n'accorde des autorisations que pour des actions effectuées « *outside the British Islands* ». Ainsi James Bond pourrait être poursuivi et condamné pénalement pour les meurtres qu'il commet à Londres

---

<sup>558</sup> Respectivement articles 862-1 CSI et 323-8 CP

<sup>559</sup> Aux Etats-Unis, les autorités justifient le recours aux drones de combat. EC. McLaughlin, « Obama: U.S. will keep deploying drones -- when they are only option », *CNN*, 24 mai 2013, [online] disponible sur <https://cnn.it/2YMkVJD>, consulté le 25 mai 2019

<sup>560</sup> X. Latour, op.cit.

<sup>561</sup> « Islamic State conflict: Two Britons killed in RAF Syria strike », *BBC*, 7 septembre 2015, [online] disponible sur <https://www.bbc.com/news/uk-34178998>, consulté le 25 mai 2019

ou en Ecosse<sup>562</sup>. La seule protection dont il dispose est le pouvoir d'opportunité des poursuites du Procureur. Ce-dernier pourrait décider de ne pas déclencher l'action publique eu égard à sa qualité d'agent de renseignement en mission, mais rien n'empêcherait une victime de déclencher l'action pénale *via* une citation directe ou une plainte avec constitution de partie civile. Ainsi, les actions qu'il commet durant ses missions sur le territoire de son propre État peuvent être illégales en vertu du droit interne. De même, celles qu'il commet sur le territoire d'autres États sont également illicites au regard du droit externe. Les « autorisations de tuer » lui assurent donc une protection toute relative.

---

<sup>562</sup> Dans *Skyfall*, 2012, op.cit., ou dans *007 Spectre*, 2015, op.cit., James Bond commet des faits sur le territoire du Royaume-Uni qui pourraient être répréhensibles pénalement selon le droit commun, à moins que les conditions de la légitime défense ne soient remplies.

## Section seconde

« *You know, we got laws in this country too.* »<sup>563</sup>

### Une illicéité manifeste

On aurait pu en douter, mais James Bond n'ignore pas que les pays sont régis par des lois. Hawkins se permet de le lui rappeler après qu'il ait pénétré par effraction dans un entrepôt de drogue, tuant au passage avec violence et sang-froid deux trafiquants qui gardaient le lieu et un agent américain corrompu. Néanmoins, dès le lendemain, 007 reprend ses opérations clandestines là où il s'était arrêté et continue de procéder méthodiquement à l'élimination de tous les malfaiteurs membres de l'organisation criminelle de Sanchez à bord du *Wavekrest*. Il agit pour le bien, démanteler une dangereuse organisation criminelle, et la grandeur du but légitimise à ses yeux les violations du droit qu'il peut commettre. Les films justifient ainsi ses délits, mais des délits ne peuvent être juridiquement justifiés par le but poursuivi. Ses interventions physiques sont indubitablement illicites à la fois au regard du droit de l'État sur le territoire duquel il intervient (**Paragraphe premier**) et au regard du droit international (**Paragraphe second**).

### PARAGRAPHE PREMIER : DES CRIMES SELON LA LOI LOCALE

*De nombreuses infractions pénales.* James Bond opère sur le territoire d'États étrangers. Il commet de multiples atteintes aux personnes et aux biens, qui constituent tant d'infractions en vertu de la loi pénale de cet État, applicable par l'effet de sa compétence territoriale. Les acteurs jouent le personnage de manière à ce que ses intentions criminelles ne laissent que peu de place au doute. Il est déterminé dans ses actions tout en ayant conscience de leur gravité et de leur caractère prohibé. L'élément moral se déduit aisément de ses agissements<sup>564</sup>. La liste de toutes les infractions qu'il commet serait fastidieuse et difficilement exhaustive. En tête, viendraient de centaines d'homicides volontaires, mais il commet également des infractions moins graves, comme de simples contraventions pour excès de

---

<sup>563</sup> Permis de tuer, 1989, op.cit. : un officier de police des Bahamas à JB, alors que JB compte supplanter la police locale dans le but de venger son feu ami Felix.

<sup>564</sup> *Ibidem*. À titre d'exemple, lorsqu'il s'enfuit du *Wavekrest*, il tire avec son arme sur les membres d'équipage et les atteint en plein cœur. De ces circonstances d'espèce, on peut établir l'*animus necandi* (Crim, 13 novembre 1990, n°90-85.438).

vitesse. Ses actions sont toujours moralement justes. Il ne s'attaque pas physiquement aux innocents, ni ne commet d'actes de torture<sup>565</sup>.

***Des homicides volontaires justifiés par la légitime défense.*** Le mobile est indifférent en droit pénal. Qu'il agisse pour le bien importe peu concernant sa culpabilité. Cependant, il arrive que le bien-fondé de ses interventions rende ces dernières non seulement légitimes éthiquement, mais également d'un point de vue juridique. Dans la majorité des cas, il n'a recours à la force que lorsque celle-ci paraît strictement nécessaire pour empêcher une atteinte grave ou y mettre fin, c'est pourquoi les atteintes à la vie humaine sont les plus récurrentes. Parmi ceux-ci, il agit parfois dans des situations où pourraient être invoquée la légitime défense prévue à l'article 122-5 du Code Pénal. Les missions qui lui sont assignées ont pour but de sauver des populations entières, si ce n'est de sauver le monde. Durant les péripéties, il est pris pour cible par les criminels qu'il pourchasse et qui veulent naturellement l'empêcher d'accomplir sa mission. Il doit alors faire face à des agressions imminentes, criminelles et certaines soit envers autrui<sup>566</sup>, soit envers lui-même<sup>567</sup>. Dans de telles situations, les réactions de James Bond (éliminer physiquement la menace) semblent remplir les conditions de la légitime défense. Tuer est proportionnel à la gravité de l'agression ; elle est strictement nécessaire, les ennemis étant par ailleurs insensibles aux discours de Bond qui tente de les convaincre de faire marche arrière ; et elle est simultanée, agissant au dernier moment ou lorsqu'il essuie déjà des tirs. Certains des homicides volontaires qu'il commet sont donc justifiés par la légitime défense et il pourrait être déclaré irresponsable pénalement pour ces infractions.

***Cas pratique : la course-poursuite dans Paris.*** Dans la même logique, Bond poursuit parfois des criminels en situation de flagrance. Lorsqu'une infraction d'une gravité suffisante vient d'être commise, le droit français autorise tout individu à appréhender son auteur, quitte à

---

<sup>565</sup> Contrairement à d'autres agents secrets de fiction. Jack Bauer, héros de la série « 24 heures chrono », a recours à la torture afin de pouvoir avancer dans ses enquêtes. L'armée américaine se serait par ailleurs inspirées de méthodes utilisées par Jack Bauer pendant l'intervention en Irak. Source : G. Faure, « Jack Bauer, modèle controversé pour l'antiterrorisme américain », *Le Nouvel Observateur*, 16 septembre 2007, [online] disponible sur <https://bit.ly/30E7Y6q>, consulté le 25 mai 2019.

<sup>566</sup> Par exemple, à la fin du Monde ne suffit pas, 1997, op.cit., JB se retrouve face à Renard à l'intérieur d'un sous-marin équipé d'une arme nucléaire. Renard est sur le point de lancer un missile sur Istanbul. JB le tue alors qu'il venait d'armer le missile.

<sup>567</sup> Par exemple, dans Skyfall, 2012, op.cit., JB et ses alliés sont attaqués à l'arme lourde par Silva et ses hommes de main dans son manoir écossais. JB les élimine tous pendant qu'à lieu l'attaque.

faire usage de la force de manière proportionnée<sup>568</sup>. James Bond fait usage de cette disposition lors d'une de ses missions en France<sup>569</sup>. Lors d'un dîner au premier étage de la Tour Eiffel, il est témoin de l'assassinat de son interlocuteur, Achille Aubergine. En ni une ni deux, Bond part à la poursuite de May Day. Il s'agit d'un crime flagrant, le héros est donc habilité à appréhender son auteur. Cependant, il commet de nombreuses infractions afin de l'arrêter : il tire sur May Day alors qu'elle s'enfuit<sup>570</sup>, il vole un taxi<sup>571</sup>, roule à contre-sens<sup>572</sup>, détruisant au passage le taxi et divers bien alors qu'il tente de la rattraper<sup>573</sup> vainement. D'après ses dires, toutes ces infractions sont proportionnées à la nécessité d'arrêter le suspect<sup>574</sup>. Avec plus de recul, l'on peut être dubitatifs quant au respect du principe de proportionnalité. Finalement, il est lui-même arrêté afin d'être remis aux forces de l'ordre.

Là où un agent préparerait minutieusement son opération clandestine afin de limiter tout risque encouru et commettre le moins d'infractions outre celles strictement nécessaires, James Bond est comme jeté dans la fosse aux lions. Il est confronté à de nombreux ennemis, et n'a d'autres choix que faire usage de la force pour remplir ses missions. Or, il est rarement habilité à le faire, et viole donc la loi pénale de l'État où il est envoyé. L'agent est coupable de nombreuses infractions. De plus, le pays qui l'envoie se rend également coupable de nombreux délits internationaux.

---

<sup>568</sup> Article 73 Code de Procédure Pénale : Les infractions perpétrées afin d'appréhender l'auteur peuvent être justifiées par l'autorisation de la loi (article 122-4 CP) si elles sont nécessaires et proportionnées aux conditions de l'arrestation. Crim, 26 juin 2012.

<sup>569</sup> Dangereusement votre, 1985, op.cit.

<sup>570</sup> Lorsque May Day grimpe sur la structure de la Tour Eiffel, JB lui tire dessus avec son Walther PPK mais manque sa cible. Cela constitue un délit réprimé à l'article 222-13 CPP : ces violences n'ont entraîné aucune incapacité de travail mais elles sont commises avec l'usage d'une arme.

<sup>571</sup> JB expulse un chauffeur de taxi de son véhicule pour lui dérober et poursuivre le parachute de May Day. Cela constitue le délit de vol réprimé à l'article 311-2, aggravé par les violences et du fait des dégradations qui s'ensuivent.

<sup>572</sup> A la poursuite du parachute, JB roule sur le trottoir, sur les passages piétons, et à contre-sens sur les quais de la Seine. Il met en danger la vie d'autrui en violant manifestement le Code de la route. Cela constitue l'infraction prévue à l'article 223-1 CP.

<sup>573</sup> Il détériore de nombreux biens privés, des valises, le taxi volé et la péniche sur laquelle il atterrit finalement. Il s'agit de destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes, infraction prévue à l'article 322-1 CP.

<sup>574</sup> Lorsque M qui critique le désordre causé, JB s'explique: « *Under the circumstances, it was more important to identify the assassin.* »

## PARAGRAPHE SECOND : DES DÉLITS INTERNATIONAUX

*Non-application du jus in bello.* Le Royaume-Uni est à l'origine des missions de James Bond. Il détache son agent et l'autorise à employer tout moyen, y compris la force létale, pour mettre fin aux agissements des ennemis. Se pose alors la question de la licéité des opérations clandestines commandées par le Royaume-Uni au regard du droit international. Le droit international humanitaire ne trouve pas vocation à s'appliquer en l'espèce. En effet, les Conventions de Genève relatives au droit de la guerre ne s'appliquent qu'en situations de conflits armés<sup>575</sup>. Or Bond n'agit jamais dans le cadre d'un conflit officiellement déclaré. Il agit en temps de paix. Sa lutte contre le SPECTRE ne s'organise pas en l'opposition de forces armées. L'élimination des ennemis ne peut donc pas être assimilée à celle d'un belligérant, qui aurait pu être justifiée au regard du droit international humanitaire<sup>576</sup>.

*Violations du droit international des droits de l'homme.* Au contraire, les éliminations commises par l'agent au nom de son pays violent le droit à la vie. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclame en son article 3 que « *Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.* » Accorder des « autorisations de tuer » à un agent qui en fait usage porte manifestement atteinte à ce droit fondamental. Si la Déclaration Universelle n'a pas de portée juridique contraignante, le droit à la vie est protégé par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>577</sup> et par la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales<sup>578</sup> qui sont dotés d'outils pour assurer leur effectivité. James Bond exprime la raison d'État ; ces conventions internationales ont pour but de « *raisonner la raison d'État* »<sup>579</sup>. Le droit à la vie tel que protégé par la Conv.EDH est un droit

---

<sup>575</sup> La qualification de « conflit armé » doit être étudiée au cas par cas. Cette notion suppose « *l'existence d'hostilités entre des forces armées plus ou moins organisées* » et « *requiert une opposition entre des forces armées et une certaine intensité de combat* ». E. David, « Le concept de conflit armé : enjeux et ambiguïtés », in V. Chetail (direction), *Permanence et mutation du droit des conflits armés*, Bruylant, décembre 2013, p.55-71. Malgré les méfaits du SPECTRE, ce n'est pas un affrontement entre forces armées.

<sup>576</sup> Voir X. Latour, « La pratique française des exécutions extrajudiciaires », in O. Gohin (direction), *Annuaire du droit de la Sécurité et de la Défense*, Mare & Martin, vol. 1, édition 2016, pages 272 et suivantes.

<sup>577</sup> Article 6, 1° : « *Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.* »

<sup>578</sup> Article 2, 1° : « *Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.* » Les homicides volontaires visés sont commis sans un quelconque jugement préalable. Ils ne contreviennent donc pas aux dispositions interdisant la peine de mort, comme l'article 13 de la Conv.EDH.

<sup>579</sup> M. Delmas-Marty, « Quand l'Europe raisonne la raison d'État », *Revue Projet*, vol 5, n°324, 2011, p.16-23



intangibles, il ne peut pas y être dérogé même dans une situation d'état d'urgence motivée par la lutte contre le terrorisme. L'État ne peut porter atteinte à la vie que pour des raisons « *absolument nécessaires* », comme assurer la défense d'une personne contre une violence illégale, et de manière proportionnée<sup>580</sup>. On peut considérer que Bond agit pour la défense de lui-même ou d'autrui, mais l'usage qu'il fait de son « permis de tuer » ne remplit pas ces conditions de nécessité et de proportionnalité. Il tue parfois à outrance et sans prendre toutes les précautions pour empêcher les crimes autrement que par le recours à la force létale. Ces dispositions s'imposent aux États même pour des faits qui ne sont pas situés sur son territoire. Elles peuvent s'appliquer lorsque l'État exerce des prérogatives sur des individus en dehors de son territoire<sup>581</sup>, ce qui est incontestablement le cas quand il dispose d'un droit de vie ou de mort sur des individus. Cela vaut également pour les conventions supra-européennes<sup>582</sup>. La France et le Royaume-Uni recourant à la force létale lors d'opérations clandestines violent donc leurs engagements internationaux eu égard au droit à la vie, il en est de même dans la fiction.

***Des ingérences caractérisées***<sup>583</sup>. De plus, les actions se déroulant à l'étranger, elles portent atteinte à la souveraineté des États sur le territoire desquels les agents interviennent, et constituent des ingérences<sup>584</sup>. L'espionnage en lui-même n'est pas constitutif d'une ingérence car il ne met pas en œuvre des mesures de contraintes<sup>585</sup>. Or, durant des opérations clandestines,

---

<sup>580</sup> CEDH, grande chambre, 27 septembre 1995, McCann et autres c/ Royaume-Uni, n° 18984/91

<sup>581</sup> CEDH, grande chambre, 7 juillet 2011, Al-Jedda c/ Royaume-Uni, n° 27021/08. En principe, la juridiction d'un État, au sens de l'article 1, est principalement territoriale, mais il importe d'éviter qu'un État puisse finalement être autorisé à commettre, en dehors de son territoire, des actes qui ne seraient jamais acceptés à l'intérieur de celui-ci. De manière exceptionnelle, la Convention s'applique lorsque l'État, par le biais de ses agents, exerce son contrôle et son autorité sur un individu, et par voie de conséquence sa juridiction. N. Hervieu, « La jurisprudence européenne sur les opérations militaires à l'épreuve du feu », *La Revue des droits de l'homme*, 20 octobre 2014, [online] disponible sur <https://journals.openedition.org/revdh/890> consulté le 25 mai 2019

<sup>582</sup> CIJ, avis du 9 juillet 2004, Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé

<sup>583</sup> J. Combacau et S. Sur, *Droit international public*, LGDJ, 11<sup>ème</sup> édition, 2014, pages 263 et suivantes

<sup>584</sup> J. Salmon, Dictionnaire de droit international public, éditeur Bruylant, 2001 : ingérence : « *action de s'immiscer, de s'introduire indûment, sans en être requis ou en avoir le droit, dans les affaires des autres. Acte illicite synonyme d'intervention. Le mot a ici une fonction protectrice de la souveraineté des États.* »

<sup>585</sup> La CIJ explicite ce qu'il faut entendre par le principe de non-ingérence (non-intervention, utilisé ici comme synonyme), dans son arrêt CIJ, 26 novembre 1984, Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci, §205 : « *L'intervention interdite doit donc porter sur des matières à propos desquelles le principe de souveraineté des États permet à chacun d'entre eux de se décider librement. Il en est ainsi du choix du système politique, économique, social et culturel et de la formulation des relations extérieures. L'intervention est illicite lorsque à propos de ces choix, qui doivent demeurer libres, elle utilise des moyens de contrainte. Cet élément de contrainte, constitutif de l'intervention prohibée et formant son essence même, est particulièrement évident dans le cas d'une intervention utilisant la force, soit sous la forme directe d'une action militaire soit sous celle, indirecte, du soutien à des activités armées subversives ou terroristes à l'intérieur d'un autre État.* »

les agents secrets empiètent sur les prérogatives de l'État sans son consentement et font usage de la force sur son territoire. Le principe de non-ingérence est particulièrement prégnant dans le droit international<sup>586</sup>, découlant de la reconnaissance de l'égale souveraineté de tous les États. Pour intervenir sur son territoire et dans ses affaires intérieures, il est nécessaire d'obtenir son consentement. Les opérations clandestines ont pour nature la discrétion. La plupart se passent donc du consentement de l'État sur le territoire duquel elles interviennent et caractérisent donc un délit international. James Bond essaya une fois de respecter ce principe de non-ingérence, mais réalisant que cela nuisait à la réussite de sa mission, il céda définitivement à la pratique illicite. Alors qu'il est parvenu à approcher *incognito* Blofeld dans les Alpes bernoises, Bond essaye de l'attirer hors du territoire suisse pour que le MI6 puisse l'appréhender sans pour autant violer la souveraineté suisse. Cependant, son insistance met la puce à l'oreille de Blofeld qui démasque finalement Bond<sup>587</sup>.

Les États s'appuient couramment sur le principe de légitime défense pour justifier leurs interventions sur le territoire d'États n'y ayant pourtant pas consenti<sup>588</sup>. En effet, l'article 51 de la Charte de l'ONU prévoit un droit naturel de légitime défense dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée. Outre les critiques que l'on peut communément adresser à l'égard de cette conception extensive du droit de légitime défense<sup>589</sup>, l'agression armée doit émaner d'un État et non de personnes privées comme c'est le cas dans la saga<sup>590</sup>. Les opérations clandestines exécutées par James Bond constituent des ingérences illicites. Par son intermédiaire, le Royaume-Uni viole le droit international en connaissance de cause<sup>591</sup>.

---

<sup>586</sup> Notamment, la Charte de l'ONU affirme le principe de non-ingérence à l'article 1, 2<sup>ème</sup> alinéa, et à l'article 2, alinéas 4 et 7.

<sup>587</sup> Au service secret de Sa Majesté, 1969, op.cit.

<sup>588</sup> La France s'est fondée sur un droit de légitime défense collective pour intervenir en Syrie en 2015. N. Guibert, « Pour les frappes ciblées, un cadre légal international et des zones grises », *Le Monde*, 4 janvier 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/30L7U4O>, consulté le 25 mai 2019.

<sup>589</sup> Lire, par exemple, N. Hajjami, « De la légalité de l'engagement militaire de la France en Syrie », *Revue du Droit Public*, n°1, janvier 2017, p.151

<sup>590</sup> CIJ, avis du 9 juillet 2004, Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, §138 : « L'article 51 de la Charte reconnaît ainsi l'existence d'un droit naturel de légitime défense en cas d'agression armée par un État contre un autre État. »

<sup>591</sup> Une autre scène de la saga illustre la connaissance qu'on les héros de commettre des ingérences prohibées en droit international. Dans *Meurs un autre jour*, 2002, op.cit. alors que des représentants du MI6 et de la NSA se situent sur la frontière entre les deux Corées, à la fin du film, le directeur de la NSA s'oppose à une intervention sur le territoire de la Corée du Nord : « Look, we're here in case things escalate, not to make sure that they do. No incursions into the North. The President gave me a direct order. » Jinx s'en étonne : « And when did that ever stop you ? », sous-entendant que son agence a l'habitude d'intervenir sur le territoire d'autres États malgré l'illicéité. Finalement Bond et Jinx sont parachutés en Corée du Nord

## Conclusion du titre premier

Selon le schéma traditionnel des actions des services de renseignement, James Bond espionne puis intervient physiquement pour neutraliser la menace. Ces agissements, imparfaitement encadrés en droit interne font naître de nombreuses illégalités en droit externe. En vertu de la loi pénale locale, l'agent commet des atteintes à la vie et des atteintes à la vie privée des personnes. En vertu du droit international, le pays d'envoi commet des ingérences et viole le droit à la vie. De manière générale, les délits découlent essentiellement des interventions physiques et non de l'espionnage. L'État victime peut néanmoins se fonder sur ces délits internationaux pour, de manière connexe, dénoncer en même temps l'espionnage perpétré sur son sol<sup>592</sup>. Les héros ont conscience de toutes ces illicéités, pourtant elles seront répétées dans les prochaines aventures, car la lutte contre la criminalité organisée les légitimise. L'œuvre décrit un monde dans lequel le mal ne peut être combattu qu'en dehors du droit. Certes, de telles méthodes sont effectivement mises en œuvre dans le monde réel, mais de manière plus proportionnée, engendrant moins de délits. Dans les deux mondes, l'État qui en est victime est à même d'engager la responsabilité juridique des héros pour les illicéités recensées.

---

<sup>592</sup> L'espionnage est invoqué pour « colorer » les délits internationaux et les rendre « *particulièrement odieux aux yeux de l'opinion publique internationale* », mais en tant qu'acte inamical, il ne peut pas mettre lui-même en jeu la responsabilité de l'État d'envoi. G. Cohen-Jonathan et R. Kovar, « L'espionnage en temps de paix », *Annuaire français de droit international*, volume 6, 1960, p. 247

## Titre second

### Des règlements réalistes

De par sa nature même, les activités des services de renseignement sont secrètes et les délits qui les accompagnent sont naturellement dissimulés avec eux. Les opérations sont rarement révélées au grand jour, y compris celles de Bond qui, pourtant, sont d'une envergure extrême et dépassent le cadre normal des agissements des services secrets. En effet, il intervient sur des terrains où s'est établie la criminalité organisée, donc souvent dans des lieux reculés<sup>593</sup>. Les victimes n'ont pas intérêt à se faire connaître et donc à dénoncer les délits commis par Bond. Dans l'hypothèse où les autorités judiciaires prennent finalement connaissance des faits, Bond est déjà loin et dans l'explosion, il risque d'être difficile pour les enquêteurs de rattacher les faits à un auteur<sup>594</sup>. Enfin, à maintes reprises, Bond est envoyé dans des pays en déliquescence. Les infractions et leur auteur auront beau être connus, les autorités n'auront pas la capacité ou la légitimité à engager des poursuites à l'encontre d'un ressortissant britannique, eu égard au déséquilibre entre les poids des deux États sur la scène internationale<sup>595</sup>. Dès lors, le spectateur observe aux premières loges les délits, mais les conditions sont rarement réunies pour que les autorités de poursuites soient à même de remplir leur rôle. Les opérations d'espionnage (au sens large, recueil de renseignement et interventions) étant dissimulées par leurs auteurs, il serait pertinent de reporter le point de départ de la prescription au jour où les infractions sont apparues<sup>596</sup>.

Au demeurant, lorsque l'État lésé est en capacité d'exprimer sa volonté concernant les délits pénaux et internationaux perpétrés sur son sol, il va rechercher le moyen le plus adéquat pour sanctionner les infractions et résoudre le conflit né avec l'État d'envoi. Les solutions alors adoptées correspondent à celles mises en œuvre dans la réalité. En dépit des apparences et de l'abondance des délits, la saga ne permet pas de développer une étude exhaustive et complète

---

<sup>593</sup> Par exemple, dans *Skyfall*, 2012, op.cit. sa mission le mène sur l'île d'Hashima où Silva organise ses activités de cyberterrorisme. Cependant l'île est désertée, et la Japon n'a ni connaissance des infractions commises par Silva ni de celles commises par Bond.

<sup>594</sup> Par exemple, dans *007 Spectre*, 2015, op.cit. la course-poursuite entre Hinx et JB dans Rome occasionne de multiples infractions. Cependant, JB s'est enfui en parachute avant que son Aston Martin n'explose et il est probable qu'aucun indice ne peut le rattacher à la scène de crime.

<sup>595</sup> Par exemple, on peut le présumer pour les activités commises en Azerbaïdjan, où aucune incarnation de l'État n'apparaît, dans *Le Monde* ne suffit pas, 1999, op.cit.

<sup>596</sup> L'article 9-1 alinéa 2 CPP permet de retarder le point de départ du délai de prescription en droit pénal français.

du règlement des activités d'espionnage car, d'une part, il ne s'agit pas de l'ambition des films, et d'autre part, parmi tous ces délits, rares sont ceux susceptibles d'être appréhendés par l'État lésé. Néanmoins, en se basant sur l'échantillon exploitable, nous pouvons observer que James Bond règle les activités d'espionnage qu'il exécute à l'égard de la criminalité organisée de la même manière que sont réglées ces activités dirigées envers les États dans la réalité. Leur solution est similaire. Ces deux types d'espionnage présentent des similitudes. Activités foncièrement illicites mais malgré tout mises en œuvre par les États de manière clandestine : il semble pertinent de leur assimiler le même traitement *a posteriori*. Comme souvent dans les relations internationales, les États préfèrent régler les conflits d'espionnage de manière politique (**Chapitre premier**). Le droit n'intervient que de façon subsidiaire (**Chapitre second**).

## Chapitre premier

### La prévalence du politique dans le règlement des conflits

En matière d'espionnage, la conception réaliste des relations internationales prédomine : les décisions des États sont prises en fonction de ce qui leur apporte le plus. Ils font preuve d'opportunisme dans le règlement des conflits nés des activités des services de renseignement. Ce domaine n'est que peu régi par le droit à l'échelle transnationale. En effet, les États n'ont pas souhaité se soumettre à des régimes juridiques qui auraient inévitablement eu l'effet d'un frein sur leur propre recours discrétionnaire à l'espionnage<sup>597</sup>. Aucun cadre juridique n'appréhende leurs activités et la pratique est incertaine quant au règlement des délits<sup>598</sup>. La carence du droit laisse d'autant plus de place au politique pour s'exprimer. Généralement, les États préfèrent une gestion discrète des affaires d'espionnage (**Section première**). Cette discrétion s'oppose à toute forme de justice qui serait pourtant bienvenue en la matière (**Section seconde**).

---

<sup>597</sup> Les États ne se lient pas par des traités afin de ne pas pouvoir être juridiquement engagé et garder toute leur liberté dans leurs actions. P. Weil, *Le droit international public en quête de son identité. Cours général de droit international public*, Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye, tome 237, 1996, p.232

<sup>598</sup> F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, p.269 et suivantes

## Section première

*« My dear girl, there are some things that just aren't done; such as drinking Dom Perignon '53 above the temperature of 38 degrees Fahrenheit. That's as bad as listening to the Beatles without earmuffs. »*<sup>599</sup>

### Des règlements discrets ou occultes

Lorsque les opérations des services secrets sont révélées au grand jour, l'État lésé est détenteur des choix à effectuer pour régler leurs conséquences. En droit interne, il dispose de l'opportunité des poursuites à l'égard des agents impliqués, et à l'échelle internationale, en l'absence de gouvernance mondiale, il est libre de s'exprimer publiquement ou non, et d'engager la responsabilité internationale de l'État d'envoi, en fonction de ce qu'il estime préférable. Dans la majorité des cas, il n'engage pas leurs responsabilités juridiques, au profit d'une procédure de règlement entourée d'une grande discrétion en soit inhérente à l'espionnage. Les développements rendus publics sont rares. Il en est de même dans la saga James Bond. Le Royaume-Uni et Bond commettent de nombreux délits au cours de ses vingt-quatre aventures passées. Parmi toutes celles-ci, les autorités des États dans lesquels il a été envoyé ont pu prendre connaissance d'un nombre certain de ces atteintes. Pourtant, les États lésés n'expriment quasiment aucune réponse. Il peut s'agir d'un choix cinématographique. Les films mettent l'accent sur la valeur des héros plutôt que de les remettre en cause. Mais cela illustre également la pratique internationale en vigueur. Les affaires d'espionnage se règlent entre les autorités (**Paragraphe second**) à l'abris des regards (**Paragraphe premier**).

---

<sup>599</sup> Le règlement des affaires d'espionnage dans James Bond n'est jamais représenté à l'écran et encore moins évoqué puisque, justement, il est discret (et il ne s'agit plus d'action – quand il s'agit d'action, peu importe la discrétion). Par conséquent, en l'absence de citation pertinente pouvant illustrer cette section, nous préférons évoquer les rapports entre James Bond et les Beatles, qui n'ont aucun rapport avec le sujet. Ces deux monuments de la culture britannique partagent la même date de naissance. *Love Me Do*, premier single des Beatles, et James Bond 007 contre Dr. No sont tous deux sortis le 5 octobre 1962. Leur relation fut d'abord conflictuelle, à l'image de cette tirade de James Bond adressée à Jill Masterson, dans *Goldfinger*, 1964, pop.cit. L'agent préfère l'opéra à la musique populaire. En réponse, l'année qui suit, la comédie musicale *Help!* qui met en scène les Beatles parodie James Bond. Finalement, James Bond et les Beatles firent la paix. En 1973, Paul McCartney enregistre le thème du film *Vivre et laisser mourir*, puis en 1981, Ringo Starr, le batteur des Beatles se marie avec Anya Amasova, la *James Bond girl* de *L'Espion qui m'aimait*.

## PARAGRAPHE PREMIER : L'IMPORTANCE DU SECRET

*Le choix des États de procéder discrètement est raisonnable.* Il résulte d'un calcul entre les avantages et les inconvénients de la révélation publique de ces affaires. Ces considérations visent essentiellement à garder une bonne image auprès de l'opinion publique mondiale. L'État d'envoi a tout intérêt à ce que ses fautes ne soient pas rendues publiques pour que ne naisse une méfiance à son égard, et pour l'État victime que ne soit pas révélée sa prétendue vulnérabilité aux actions des autres États. Cette incapacité à se prémunir des services secrets étrangers pourrait en outre inciter d'autres États à s'ingérer dans ses affaires intérieures. L'espionnage peut aussi viser des secrets nationaux. Évoquer l'affaire risquerait alors de porter atteinte aux secrets. Enfin, il est politiquement délicat de se plaindre de ce que l'on fait soi-même à autrui. Tous les États s'espionnent entre eux. L'État lésé dans une affaire est l'État fautif dans une autre. D'un autre côté, une dénonciation officielle peut mettre ponctuellement l'État lésé en position de supériorité par rapport à l'État fautif. Il peut en tirer un bénéfice dans le jeu des relations internationales. Si l'affaire a déjà été largement relayée par les médias, garder le secret sur son règlement pourrait faire naître une impression d'impunité nécessairement préjudiciable pour l'État lésé. Le règlement des affaires d'espionnage est régi par les rapports de force entre les parties. Il dépend souvent du contexte politique et de leurs relations bilatérales<sup>600</sup>.

De manière générale, les avantages pour garder l'existence des affaires d'espionnage secrètes, et donc par extension leurs règlements, priment. Dans certains cas, où les délits sont légers, les États peuvent choisir de les ignorer purement et simplement. Entre alliés, la discrétion est de mise pour garder de bonnes relations malgré les différends qui sont alors réglés par des démarches officieuses. Le caractère public donné par la France à l'expulsion d'espions américains en 1995 a fait tâche dans les relations internationales<sup>601</sup>. La publicité est normalement réservée aux différends opposants des États aux relations diplomatiques plus tendues, mais elle n'engage pas automatiquement la responsabilité internationale de l'État

---

<sup>600</sup> E. Donnelly, « The US-China EP-3 incident, legality and Realpolitik », *Journal of Conflict and Security Law*, vol.9, n°1, 2004, p.26 : « *Unfortunately, claims made by each state are weakened by evidence of double-standards, and examples will illustrate that in reality, states' surveillance activities are governed more by their bilateral relationship at a particular moment in time, than by any regard for a strict adherence to international law.* »

<sup>601</sup> En février 1995, la France expulse officiellement une dizaine d'agents de la CIA, diplomates pour certains. Cela surprit eu égard aux règlements habituellement discrets de ces affaires, d'autant que la France et les Etats-Unis sont des pays alliés, et froissa les relations entre les deux pays. J. Guisnel, « Des diplomates américains sont accusés d'espionnage. Paris tente d'éviter une crise avec Washington. », *Libération*, 23 avril 1995, [online] disponible sur <https://bit.ly/2K9A6Zw>, consulté le 27 mai 2019



fautif. Elle peut prendre la forme de notes, de protestations ou de démentis<sup>602</sup>. Encore fréquentes pendant la Guerre Froide, aujourd'hui ces hypothèses sont réduites à l'extrême étant donné le cynisme à l'œuvre dans les relations internationales. Les démocraties occidentales ne s'opposent frontalement plus qu'à la Russie<sup>603</sup>, la Corée du Nord<sup>604</sup> ou la Chine<sup>605</sup>.

*Des règlements particulièrement discrets dans James Bond.* Au demeurant, que l'affaire fasse l'objet d'une dénonciation publique ou non, sa conclusion a lieu à huis clos. Le public n'a qu'exceptionnellement connaissance du règlement final de l'affaire, lorsqu'il y en a un. Les conséquences des opérations de James Bond ne sont perçues qu'en termes de politique intérieure au Royaume-Uni. Malgré la gravité des atteintes, elles ne sont jamais publiquement discutées à l'échelle des nations. Cela fait souvent sens eu égard à la pratique exposée. Lorsque Bond intervient ostensiblement à San Francisco<sup>606</sup>, aucune réaction publique n'est montrée. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont alliés. Le règlement des délits commis, notamment eu égard aux dommages causés, furent probablement menés de manière officieuse. En revanche, il nous paraîtrait plus étonnant que les interventions explosives menées par Bond en Russie<sup>607</sup> n'aient donné lieu à aucune protestation publique. Malgré la fin de la Guerre Froide, l'animosité restait certaine entre les deux États, et une intervention d'une telle ampleur et d'une telle gravité ne serait sûrement pas restée sans réaction. Des considérations scénaristiques sont ici probablement en cause : une critique ouverte envers les actions du MI6 et un règlement même par voie amiable entre les autorités britanniques et les autorités russes ne seraient pas appropriés, alors que le héros a permis de neutraliser l'organisation criminelle Janus.

---

<sup>602</sup> F. Lafouasse, op.cit., p.233 : Le 18 mars 1957, le gouvernement suédois adressa à l'URSS deux notes officielles. La première dénonçait l'espionnage soviétique perpétré sur son territoire. La seconde rejetait une autre note soviétique qui elle-même dénonçait l'envoi d'espions suédois en URSS. Cela démontre par ailleurs la valeur toute relative des dénonciations à l'égard de pratiques réciproques. L'État d'envoi parle de « reconnaissance » et l'État lésé d' « espionnage », chacun essayant d'aggraver ou d'atténuer les atteintes.

<sup>603</sup> Notamment avec l'affaire Skripal entre le Royaume-Uni et la Russie. F. Collomp, « Affaire Skripal : Londres accuse deux membres des services secrets russes de l'empoisonnement », *Le Figaro*, 5 septembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2W8UaSR>, consulté le 27 mai 2019

<sup>604</sup> L'affaire Benoît Quennedey, haut-fonctionnaire mis en examen car soupçonné d'espionnage au profit de la Corée du Nord. E. Vincent et H. Thibault, « Soupçons d'espionnage pour la Corée du Nord : le haut fonctionnaire français Benoît Quennedey mis en examen pour trahison », *Le Monde*, 29 novembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2HXTFRR>, consulté le 27 mai 2019

<sup>605</sup> L'affaire Huawei entre les Etats-Unis et la Chine. N. Rauline, « Huawei accusé de fraude et d'espionnage par les Etats-Unis », *Les Échos*, 29 janvier 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2EADKYQ>, consulté le 27 mai 2019.

<sup>606</sup> Dangereusement vôtre, 1985, op.cit. : JB vole un camion de pompier et s'engage dans une course-poursuite avec les forces de police.

<sup>607</sup> GoldenEye, 1995, op.cit. : course-poursuite à Saint-Petersbourg avec JB au volant d'un char T-55.

## PARAGRAPHE SECOND : NÉGOCIATIONS ENTRE AUTORITÉS

**Pourparlers officieux.** Le règlement politique des affaires d'espionnage débouche généralement sur des négociations entre les autorités des parties impliquées, toujours de manière discrète. Ainsi, l'affaire Khurts, qui a fait couler beaucoup d'encre, s'est soldée de manière diplomatique et officieuse entre les autorités allemandes et mongoles, en dépit de la gravité des faits imputés au directeur de l'agence de renseignement mongole<sup>608</sup>. Les négociations peuvent avoir trait notamment au sort des agents<sup>609</sup> ou à la fixation d'indemnisations financières en compensation du préjudice subi<sup>610</sup>.

**Le téléphone du PM doit souvent sonner.** La saga montre régulièrement aux spectateurs ce que l'on peut imaginer être les coulisses des relations internationales. Les gouvernements des différents États ou les directeurs des agences de renseignements sont souvent en relation directe par téléphone ou en visioconférence<sup>611</sup>. Grâce aux bonnes relations diplomatiques que le Royaume-Uni entretient avec les autres puissances, Bond peut se tirer des situations compliquées dans lesquelles il s'empêtre. Quand la police de Miami retrouve Jill Masterton décédée dans l'appartement de Bond, il est placé en détention provisoire. L'intervention de M auprès des autorités américaines l'en fait sortir et le soustrait du règne normal du droit<sup>612</sup>. La résolution des affaires d'espionnage prend probablement cette forme dans la fiction : une absence totale dans le discours public, et des négociations à distance entre gouvernants, vision vraisemblable de la réalité. Ainsi, les États privilégient un règlement politique des affaires d'espionnage placé sous le sceau du secret, de la révélation de l'affaire jusqu'aux négociations qui en découlent. Ce choix interpelle le juriste.

---

<sup>608</sup> Banyan, « Mistah Khurts, he free », *The Economist*, 30 septembre 2011, [online] disponible sur <https://econ.st/2DeqTuC>, consulté le 27 mai 2019

<sup>609</sup> Dans l'affaire Rondot, deux agents de la DGSE arrêtés en Espagne en 2002 ont été discrètement libérés grâce à des tractations entre les autorités espagnoles et les autorités françaises parmi lesquelles la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie et un de ses conseillers le général Rondot. K. Laske, « Les agents de Rondot troublent l'Espagne », *Libération*, 15 septembre 2009, [online] disponible sur <https://bit.ly/2HFMaQz>, consulté le 27 mai 2019

<sup>610</sup> G. Apollis, « Le règlement de l'affaire du Rainbow warrior », *Revue Générale de Droit International Public*, n°91, 1987, p.10 : généralement, « par leur nature même, les affaires de ce type appellent un règlement discret sinon occulte, par voie de négociations discrètes se soldant par une indemnisation forfaitaire de l'ensemble des dommages. »

<sup>611</sup> Respectivement : GoldenEye, 1995, op.cit. : M fait référence à JB d'une discussion entre les dirigeants britanniques et russes : « *The Prime Minister has talked to Moscow. It was an incident on a training exercise...* » Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : M et le directeur de la NSA discutent par visioconférence d'une opération sur le sol cubain.

<sup>612</sup> Goldfinger, 1964, op.cit. : M à JB : « *it's only thanks to [...] my diplomatic intervention you're not being held !* »

## Section seconde

« *Most of what I shall have to say will be confidential.* »<sup>613</sup>

### Des objets à saisir par le droit

Les citoyens des démocraties occidentales appellent aujourd'hui à une plus grande transparence des activités de l'État. Les activités des services de renseignement ne font pas exception (*cf section « Défiance à l'égard des parlementaires »*). Le caractère discret du règlement des affaires d'espionnage contrevient manifestement à ces revendications. Comme toute prérogative publique, les activités des services secrets concernent le citoyen qui est directement impacté. Qu'elles soient discutées sur la place publique est une première étape légitime et réalisable, dans la continuité des premières impulsions, même s'il demeurera toujours une part d'ombre. Comme M l'explique<sup>614</sup>, l'ombre ne peut pas être totalement dissipée sans risquer de mettre l'État et la société en danger.

Au-delà de l'idéal de transparence, le recours privilégié aux règlements politiques pose problème dans une société portée par des aspirations de paix, par opposition au recours à la violence. Or, seul le droit permet de s'en prémunir efficacement. Il ne s'agit pas de sortir entièrement les services de renseignement de leur zone de non-droit en pur « *juriste dogmatique* »<sup>615</sup>. Les services de renseignement, dont nous pouvons certes critiquer des méthodes, poursuivent un but légitime. Vouloir saisir ce phénomène dans sa globalité par le droit reviendrait d'une part à nier l'utilité de l'espionnage même, qui a toujours besoin d'une part d'illégalité (ou du moins d'« inamicalité ») et donc de secret pour prospérer, et d'autre part serait naïf, les États n'y consentiraient pas ou alors agiraient en dehors de ce nouveau cadre légal<sup>616</sup>. Toutefois, que le droit se saisisse ne serait-ce que des conséquences des atteintes graves

---

<sup>613</sup> I. Fleming, *Goldfinger* [1959], Plon, Collection Espionnage, 1964, p.82 : le colonel Smithers de la Banque d'Angleterre à JB, lorsqu'il lui expose sa future mission : « – *Le gouverneur m'a en effet prié de vous mettre au courant et de ne rien vous cacher. Il va sans dire que toutes ces révélations sont confidentielles. Le visage de Bond était de marbre. Le colonel Smithers aurait dû comprendre tout de suite que sa dernière remarque était superflue, lorsqu'il s'agissait d'un membre d'un officier des services secrets, et même d'un de ceux qui faisaient partie de la fameuse Section OO.* » JB ne doit confier à personne les secrets dont il prend connaissance. Il ne doit les révéler à personne, si ce n'est à son supérieur hiérarchique. Ces secrets sont dans une zone d'ombre, le politique en a connaissance, mais pas le droit.

<sup>614</sup> Skyfall, 2012, op.cit.

<sup>615</sup> J. Carbonnier, « L'Hypothèse du non-droit », *Flexible droit*, LGDJ, 10<sup>ème</sup> édition, 2001, p.25-47

<sup>616</sup> Une telle proposition avait été déposée en 1880 à l'Institut du Droit International, au sujet de la rédaction du Manuel des lois de la guerre. Mais cela revenait alors à vouloir supprimer l'espionnage des relations internationales, cela parut « *monstrueux* » et d'une « *invraisemblable naïveté* », rapporte V. Colonieu,

portées par les services de renseignement permettrait de rendre leurs actions plus justes et serait un frein au recours excessif à la violence à l'image de celle commise par Bond, au sein des relations internationales (**Paragraphe premier**) et également à l'échelle nationale (**Paragraphe second**).

## **PARAGRAPHE PREMIER : LA NÉCESSAIRE JUDICIARISATION DES ACTIVITÉS SECRÈTES**

*Mettre fin au règne de la raison d'État.* Les activités des services de renseignement permettent l'expression de la raison d'État sans qu'elle ne soit limitée par des sanctions. Les délits qu'elles engendrent sont réglés par des considérations politiques, en fonction des relations bilatérales entre les parties. La loi du plus fort peut donc prospérer au sein des relations internationales. James Bond agit fréquemment dans des États en déliquescence<sup>617</sup>. Il commet des atteintes envers ces pays et au sein de ces pays, qui n'ont pas un poids politique suffisant pour y mettre fin et élever de sérieuses protestations contre un pays puissant comme le Royaume-Uni. Quand bien même l'État lésé pourrait obtenir des compensations, le rapport de force est trop disproportionné pour qu'elles soient à la hauteur des délits commis. En outre, les règlements politiques ne permettent pas de prononcer un contrecoup dissuasif envers l'État fautif. Ni l'agent, ni son État d'envoi ne sont jugulés par de simples excuses sans portée juridique, et de nouveaux délits peuvent être commis par eux<sup>618</sup>. Le droit pourrait permettre de donner plus de poids aux conséquences néfastes si l'État et l'agent fautifs engagent leur responsabilité juridique<sup>619</sup>. Plus subsidiairement, chaque conflit est résolu en fonction de

---

*L'espionnage, au point de vue du droit international et du droit pénal français*, Thèse de droit, faculté de Lyon, Éditeur A. Rousseau, 1888, p.30

<sup>617</sup> Dans *Quantum of Solace*, 2008, op.cit., JB est envoyé à Haïti. Le Royaume-Uni s'ingère dans ses affaires internes pour enquêter sur l'organisation de Dominic Green, et son agent y commet plusieurs homicides.

<sup>618</sup> Dans *Meurs un autre jour*, 2002, op.cit., JB mène une opération clandestine à Cuba et détruit une clinique privée. En l'absence de sanction à l'égard du Royaume-Uni ou de son agent, les États-Unis doivent intervenir pour inciter le Royaume-Uni à tempérer leurs atteintes : le directeur de la NSA s'adresse à M : « *Listen, you put your house in order, or we gonna do it for you.* » Cela n'empêche pas le MI6 d'envoyer quelques jours plus tard JB en Islande.

<sup>619</sup> À cet égard, l'échec de l'affaire du *Rainbow Warrior* et son règlement juridique ferme envers les agents impliqués et la France ont eu l'effet d'un « *traumatisme profond* » pour la DGSE (A. Bauer et MC. Dupuis-Danon, *Les Gueilleurs: Les patrons du renseignement français répondent*, Odile Jacob, mars 2018, p.84). Un simple règlement politique à l'amiable aurait certainement eu des conséquences moindres pour l'agence de renseignement française, à l'image de l'échec de la mission de libération de Denis Alex. Cette dernière s'est soldée par la mort de l'otage et d'agents de la DGSE. Les autorités somaliennes ont *a priori* seulement condamné publiquement l'intervention française (« *Federal govt condemns France military operation in Somalia* », *Garowe*, 13 janvier 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Mfd5qv>, consulté le 27 mai 2019). Les retombées politiques au sein

circonstances inédites puisque le règlement dépend de l'état des relations entre les deux parties à un moment t. Les sanctions des délits sont donc particulièrement imprévisibles pour l'État et son agent.

Le caractère politique des règlements peut être ponctuellement bénéfique, puisqu'il permet de ne pas réduire la marge de manœuvre des services qui peuvent alors mener des actions moralement justes. Au final, les opérations entreprises par Bond permettent de prévenir ou de mettre fin à une atteinte grave à la société. La souplesse des sanctions politiques encourues et prononcées lui donne la liberté de s'envoler pour de nouvelles aventures (pour notre plus grand plaisir – mais l'argument n'est pas valable) et d'arrêter des groupes criminels dangereux. Cependant, de manière générale, l'absence de sanction juridique nuit à un ordre international pacifique, fondé sur l'égalité souveraine des États. Les obstacles à la soumission des États à un cadre juridique relèvent essentiellement du manque de volonté des États, qui rechignent à amputer leur propre souveraineté, surtout dans un domaine aussi régalien que le renseignement, au profit d'un régime international<sup>620</sup>. Le droit interne est confronté au même problème. Le règlement des conflits nés de l'espionnage se traduit par une ingérence de l'exécutif dans le domaine du judiciaire.

## PARAGRAPHE SECOND : LE SECRET DÉFENSE

*L'espionnage progressivement saisi par le droit interne.* En France, l'espionnage sort progressivement de sa zone de non-droit dans lequel il s'est longtemps complu<sup>621</sup> grâce aux

---

de la DGSE furent moindre. Les services furent plus affecté par l'échec opérationnel de la mission que par ses conséquences en terme de relations internationales.

<sup>620</sup> Nous pouvons cependant noter une avancée récente dans l'appréhension du phénomène d'espionnage par le droit international. Le traité « Ciel ouvert » proposé par le président américain Eisenhower en 1955, est finalement entré en vigueur en 2002. Il met en place des vols de surveillance réciproques au-dessus des États parties. Il favorise donc la coordination et la confiance des États dans le domaine de l'espionnage. Site officiel de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, page « Open Skies Consultative Commission », [online] disponible sur <https://www.osce.org/oscc>, consulté le 27 mai 2019 : « *Open Skies is the most wide-ranging international effort to date to promote openness and transparency of military forces and their activities.* »

<sup>621</sup> H. Moutouh, « Droit et renseignement », in J. Poirot (direction), *Dictionnaire du renseignement*, Perrin, 2018, p.540 : « *Le professeur Jean Carbonnier aurait certainement rangé l'espionnage dans ces situations de « non-droit », celles dans lesquelles le droit est absent ou, plus précisément, se retire alors qu'il aurait eu vocation à être présent. Il n'est pas impossible que [...] les gouvernants entreprennent de sortir progressivement l'espionnage de la zone grise dans laquelle il se complait aujourd'hui.* »

évolutions législatives récentes<sup>622</sup>, dont la loi de 2015<sup>623</sup> qui renforce le cadre juridique au renseignement en légalisant ses pratiques. Cependant, l'évolution est incomplète. Il reste encore de nombreuses zones d'ombre, notamment lorsque le juge veut se saisir des faits impliquant les agences de renseignement. Le politique prend encore une place exorbitante dans la résolution interne des affaires d'espionnage aux dépens du droit.

***Une entrave politique au règlement judiciaire des litiges.*** Le politique et le secret entourant les activités des services s'insinuent jusque dans les procédures judiciaires avec l'apposition du « Secret défense ». De nombreux dossiers du MI6 sont signés de la mention « Top secret », qu'il s'agisse des missions assignées à Bond<sup>624</sup> ou d'individus<sup>625</sup>, motif récurrent de la saga devenu cliché dans l'image des services secrets. En vertu de cette classification, l'accès aux informations que ces dossiers contiennent est restreint. Les autorités sont compétentes pour classer tout « *procédés, objets, documents, informations, réseaux informatiques, données informatisées ou fichiers intéressant la défense* » sur son jugement discrétionnaire<sup>626</sup>. Seules des personnes spécialement habilitées peuvent en prendre connaissance<sup>627</sup>. Or, cette classification est également opposable au juge<sup>628</sup>. Le pouvoir exécutif a le pouvoir de cacher des éléments substantiels au juge, faisant obstacle à sa mission première de manifestation de la vérité. Le juge a alors pour seul recours la possibilité de s'adresser à la Commission du Secret de la Défense Nationale (CSDN) qui peut émettre un avis quant à la demande de déclassification émanant du juge<sup>629</sup>. Cependant, cette autorité administrative ne

---

<sup>622</sup> JD. Merchet, « Comment le renseignement français est sorti de sa zone de non-droit », *L'Opinion*, 19 février 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2W6ESOo>, consulté le 27 mai 2019

<sup>623</sup> La Loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement renforce le cadre juridique du renseignement en France.

<sup>624</sup> On retrouve ces documents notamment dans *Opération Tonnerre*, 1965, op.cit. ou plus récemment à la toute fin de *Skyfall*, 2012, op.cit.

<sup>625</sup> Par exemple le dossier « top secret » de Miranda Frost dans *Meurs un autre jour*, 2002, op.cit.

<sup>626</sup> Le Code Pénal délivre une définition tautologique du secret défense, article 413-9 CP : « *Présentent un caractère de secret de la défense nationale au sens de la présente section les procédés, objets, documents, informations, réseaux informatiques, données informatisées ou fichiers intéressant la défense nationale qui ont fait l'objet de mesures de classification destinées à restreindre leur diffusion ou leur accès.* »

<sup>627</sup> La classification des informations est régie par les articles R.2311-1 et suivants du Code de la Défense.

<sup>628</sup> Admis devant le juge administratif dès l'arrêt CE, 11 mars 1955, Secrétaire d'État à la guerre c/ Coulon, n°34036 : la communication de certaines pièces « *comporte une exception pour tous les documents dont l'autorité compétente croit devoir affirmer que leur divulgation (...) est exclue par les nécessités de la défense nationale.* »

<sup>629</sup> La CSDN est régie par les articles L.2312-1 et suivants du Code de la Défense.

rend qu'un simple avis consultatif<sup>630</sup> que le Ministre ayant classifié le document n'est nullement tenu de suivre, gardant tout son pouvoir d'opportunité. Dès lors, le juge ne dispose pas de recours effectif pour contourner la classification secret défense, ce qui constitue ainsi une ingérence de l'exécutif dans le pouvoir judiciaire que d'aucuns considèrent comme disproportionnée<sup>631</sup>. Pour autant, le Conseil Constitutionnel a pu juger que cette procédure ne porte pas atteinte au respect de la séparation des pouvoirs<sup>632</sup>. Une évolution est attendue sous l'influence de la CEDH. Selon la Cour, il peut exister des restrictions à la communication des pièces durant une instance, notamment pour des motifs de sécurité nationale<sup>633</sup>. Cependant, cette atteinte à l'égalité des armes doit être compensée par la rigueur globale de la procédure pour ne pas être contraire à l'article 6 de la Convention qui prévoit le droit au procès équitable<sup>634</sup>. Selon les critères institués par la Cour<sup>635</sup>, la législation française semble ne pas être en conformité avec la Convention<sup>636</sup>.

***La problématique de la preuve.*** Les informations recueillies par les services de renseignement ne peuvent pas constituer une preuve valable devant le juge pénal. En effet, les services remplissent seulement des missions de police administrative. Quand bien même ils peuvent dénoncer au Procureur de la République des faits constituant une infraction en vertu de l'article 40 CPP, ils ne peuvent transmettre des éléments probants judiciaires concernant celle-ci qu'ils auraient pu découvrir dans le cadre d'une surveillance administrative<sup>637</sup>. Le Procureur

---

<sup>630</sup> L.2312-1. En outre, la CSDN fait état d'un manque d'indépendance budgétaire. Rapport de la commission consultative du secret de la Défense nationale, bilan 1998/2004, la documentation française, Paris, 2005, p. 23.

<sup>631</sup> Voir, en ce sens, R. Letteron, « Le secret défense enfin devant le Conseil constitutionnel », *Blog Liberté, libertés chéries*, 2 septembre 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Ka4zqm> consulté le 27 mai 2019

<sup>632</sup> Conseil Constitutionnel, décision n° 2011-192 QPC du 10 novembre 2011, Mme Ekaterina B., épouse D., et autres.

<sup>633</sup> CEDH, Doorson c/ Pays-Bas, 26 mars 1996, n° 20524/92 et CEDH, Jasper c/ Royaume-Uni, 16 février 2000, n°27052/95

<sup>634</sup> CEDH, Miryana Petrova c/ Bulgarie, 21 juillet 2016, n°57148/08

<sup>635</sup> CEDH, Regner c/ République tchèque, 19 septembre 2017, n° 35289/11

<sup>636</sup> R. Letteron, « Secret défense : la droit français en délicatesse avec la CEDH », 20 septembre 2017, *Blog Liberté, libertés chéries*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Qp6uIs>, consulté le 27 mai 2019 : les juges tchèques bénéficient de l'indépendance et de l'impartialité nécessaires pour que la procédure respecte le droit au procès équitable malgré la non-communication de certains documents à la défense pour cause de « Secret défense ». Les juges peuvent se faire communiquer les pièces secrètes. Ils peuvent même décider de déclassifier les documents pour les communiquer à la défense.

<sup>637</sup> Comme le rappelle le Conseil Constitutionnel, dans sa décision n° 2015-713 DC du 23 juillet 2015, loi relative au renseignement, §9 : « *Le recueil de renseignement au moyen des techniques définies au titre V du livre VIII du code de la sécurité intérieure par les services spécialisés de renseignement pour l'exercice de leurs missions respectives relève de la seule police administrative ; qu'il ne peut donc avoir d'autre but que de préserver l'ordre*

de la République François Molins le déplore, alors que dans la lutte antiterroriste, il faut judiciaireiser le plus en amont possible<sup>638</sup>. Parallèlement, si les services de renseignement peuvent présenter des preuves devant la juridiction administrative, celles-ci prennent souvent la forme de « notes blanches », documents qui mettent en avant des informations recueillies sur une personne mais rédigées de manière à ne compromettre ni l'origine du renseignement, ni les méthodes d'acquisition. Ces notes s'avèrent peu précises, peu circonstanciées, rendant difficile toute défense au fond pour la personne qui en fait l'objet, d'autant que la pratique du juge leur accorde une valeur probante déterminante dans la motivation de mesures attentatoires aux libertés<sup>639</sup>.

**Une question d'équilibre.** La classification « Secret défense » et la pratique des notes blanches sont en soit nécessaires pour protéger des informations dont la révélation porterait des atteintes sérieuses aux missions des services (comme la mission confiée à Bond immédiatement après Skyfall) ou aux agents (à Miranda Frost). Leur usage paraît néanmoins disproportionné par rapport aux nécessités. La justice ne parvient pas à se saisir suffisamment des conséquences des activités d'espionnage. M veut faire condamner Silva par la justice lorsque le MI6 parvient à le capturer<sup>640</sup>. Mais la justice dispose-t-elle de suffisamment d'éléments pour juger et éventuellement entrer en voie de condamnation ? Le passé de Silva en tant qu'agent secret à Hong-Kong serait probablement couvert par le « Secret défense ». Les informations recueillies par le MI6, par exemple celles qui seraient contenues sur la clé-USB, ne pourraient pas constituer des preuves devant la *Crown Court*. Le juge pénal pourrait alors s'appuyer sur le témoignage anonymisé de Bond, mais ses déclarations ne peuvent fonder à elles seules une condamnation<sup>641</sup>. Un équilibre satisfaisant entre protection des services et efficacité de la justice reste à atteindre. Ainsi, l'espionnage, prérogative privilégiée de puissance, ne parvient pas à se libérer du carcan politique pour se soumettre à la justice (en tant que morale et en tant qu'institution). Les pratiques des services de renseignement ne sont que rarement saisies par le

---

*public et de prévenir les infractions ; qu'il ne peut être mis en œuvre pour constater des infractions à la loi pénale, en rassembler les preuves ou en rechercher les auteurs. »*

<sup>638</sup> JD. Merchet, « Comment le renseignement français est sorti de sa zone de non-droit », *L'Opinion*, 19 février 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2W6ESOO>, consulté le 27 mai 2019

<sup>639</sup> Pour une critique, voir notamment : « La « note blanche » des services de renseignement : une preuve ? », *Blog Carnets de Justice*, 5 juin 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Xfji2g>, consulté le 27 mai 2019.

<sup>640</sup> Skyfall, 2012, op.cit. M veut transférer Silva au services du Procureur. Mais à cet instant donné, la justice ne disposerait que de bien peu d'éléments.

<sup>641</sup> Article 656-1 CPP



droit. La pratique du règlement juridique des affaires d'espionnage est lacunaire et incertaine. Quelques règles coutumières se détachent, et trouvent une application sommaire dans la fiction.

## Chapitre second

### L'engagement occasionnel des responsabilités juridiques

Le choix de procéder au règlement juridique d'une affaire d'espionnage relève de la décision opportune de l'État lésé. Une fois encore, cette décision est motivée par des considérations politiques. S'il estime pouvoir en tirer un quelconque bénéfice, l'État lésé fait primer le droit sur un règlement purement diplomatique. Il le privilégie notamment lorsque les délits commis sont trop graves pour ne pas déclencher une réaction officielle, touchent des citoyens innocents ou ont un retentissement médiatique important. Un règlement juridique fut ainsi choisi par les autorités néo-zélandaises dans l'affaire du *Rainbow Warrior*. Le 10 juillet 1985, la DGSE fit couler le *Rainbow warrior*, navire de l'organisation écologique Greenpeace, suspectée par les services français d'espionner les essais nucléaires français au large de l'atoll de Moruroa. La DGSE sabota le navire dans le port d'Auckland, causant la mort d'un membre de l'équipage de Greenpeace. L'opération eut un large écho médiatique. Cette violation de la souveraineté néo-zélandaise fut à l'origine de tensions entre les deux pays. La gestion diplomatique par les autorités françaises fut regrettable, entre dénégation et manipulations. Deux agents de la DGSE furent arrêtés et condamnés. Finalement, les États firent appel au Secrétaire général des Nations Unies pour régler le différend. Javier Pérez de Cuéllar rendit une décision contraignante en faveur de la Nouvelle-Zélande le 9 juillet 1986<sup>642</sup>. L'opération menée par James Bond à Madagascar atteint une ampleur au moins équivalente. Elle est un échec au regard des violations commises, des nombreuses morts ou destructions qu'elle occasionne et des retombées médiatiques internationales à juste titre dramatiques pour le Royaume-Uni<sup>643</sup>. Les actions de Bond connaissent le même sort à Mexico quelques années plus tard<sup>644</sup>. Dans de telles circonstances, une résolution juridique se montre inévitable. Malheureusement, le spectateur n'entrevoit rien de l'issue de ces affaires. Les films n'envisagent que sommairement les conséquences juridiques des actions de Bond. Ils respectent la réalité en termes de proportions en accordant un traitement quasiment inexistant aux conséquences juridiques de ses actions. Pourtant, au travers de ses missions, James Bond engage à la fois la responsabilité internationale du Royaume-Uni (**Section première**) et sa propre responsabilité pénale (**Section seconde**).

---

<sup>642</sup> A. Bauer et MC. Dupuis-Danon, *Les Guetteurs: Les patrons du renseignement français répondent*, Odile Jacob, mars 2018, p.84

## Section première

*« I've got to explain how one of our agents decided to potter off to Mexico and cause an international incident. »*<sup>645</sup>

### L'engagement de la responsabilité internationale du Royaume-Uni

Le droit de la responsabilité internationale des États est une branche ancienne du droit international public, modernisée grâce à l'adoption d'articles sur cette matière par la Commission du Droit International en 2001<sup>646</sup>. La mise en œuvre de la responsabilité internationale ne passe que rarement par le juge, dans un système international anarchique, sans pouvoir central qui pourrait être à l'origine de poursuites. Tout au plus, les États impliqués peuvent soumettre leur différend à une instance arbitrale ou juridictionnelle comme la Cour International de Justice (CIJ) ou le Secrétaire général des Nations Unies. L'absence de recours obligatoire au droit international est la cause de la pratique favorisant les règlements politiques<sup>647</sup>. La responsabilité internationale se rapproche d'une responsabilité civile interne, par opposition à une responsabilité pénale<sup>648</sup>. Engager la responsabilité internationale d'un État nécessite dès lors la réunion d'un dommage, causé par un fait générateur illicite et imputable à cet État. Les actions de Bond sont internationalement illicites et elles génèrent des dommages moraux et matériels, les premiers essentiellement comme déshonneur quant à l'exercice de sa propre souveraineté, les seconds résultants des atteintes physiques subies par l'État et par les personnes privées qu'il protège diplomatiquement. Par conséquent, l'imputation à l'État du fait générateur (**Paragraphe premier**) permettra d'établir sa responsabilité internationale et faire naître des conséquences juridiques (**Paragraphe second**).

---

<sup>643</sup> La scène se déroule au début de *Casino Royale*, 2006, op.cit.. JB attaque une ambassade étrangère. Les journaux titrent « *MI6 kills unarmed prisoner* »

<sup>644</sup> Scène d'ouverture de *007 Spectre*, 2015, op.cit. Un affrontement violent à lieu à Mexico en pleine fête populaire. *The Guardian* parle d'« *Outrage in Mexico* ».

<sup>645</sup> *Ibidem.* : M à JB une fois que l'agent est rentré du Mexique.

<sup>646</sup> Projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite adopté en août 2001 par la Commission. Mélange de codification de la coutume et de nouvelles solutions, les dispositions ont été accueillies positivement et ont déjà été utilisés par la CIJ.

<sup>647</sup> Par ailleurs, la qualification des atteintes comme simples « actes inamicaux » par l'État leur ôte leur caractère illicite et ne permet donc pas d'engager la responsabilité de l'État d'envoi.

<sup>648</sup> Pour ce chapitre, nous nous baserons sur le manuel de J. Combacau et S. Sur, *Droit international public*, LGDJ, 11ème édition, 2014, pages 519 et suivantes.

## PARAGRAPHE PREMIER : L'IMPUTATION À L'ÉTAT

*Les agissements de Bond réputés ceux du Royaume-Uni.* Pour mettre en jeu la responsabilité de l'État, le fait générateur du dommage doit lui être imputable. L'État est une personne morale. Il ne peut agir que par l'intermédiaire de ses organes ou de ses agents. En droit international, le comportement de tout organe et de tout agent est considéré comme un fait de l'État<sup>649</sup>. Cela ne pose pas de difficulté à l'égard de James Bond. Il est un agent du MI6 et agit ouvertement au nom du Royaume-Uni (*cf* Section « *Un espion au service du Royaume-Uni* »). Ses actes sont assimilables à ceux de son État. Il fut un temps où les États préféraient généralement désavouer les actes de leurs services secrets afin de ne pas devoir endosser leur responsabilité<sup>650</sup>. Or, réciproquement, le Royaume-Uni soutient toujours son agent, plus ou moins directement<sup>651</sup>.

*Des situations particulières.* Bond agit parfois indépendamment, à titre personnel. Le rattachement de ses actes n'est alors pas aussi évident. Dans certains cas, Bond excède les limites de ses missions<sup>652</sup>. Il est toujours agent du Royaume-Uni, mais agit *ultra vires*, au mépris des ordres qui lui sont communiqués<sup>653</sup>. Or, bien qu'il abuse de ses fonctions, il demeure objectivement agent de l'État et ses actes sont rattachables à ce-dernier<sup>654</sup>. Lors d'une de ses aventures, Bond démissionne et son accréditation lui est retirée<sup>655</sup>. Il devient un agent renégat.

---

<sup>649</sup> Article 4, 1<sup>o</sup> du Projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite

<sup>650</sup> Les Etats-Unis ont ainsi développé le concept de « *plausible deniability* » : les opérations de ses services étaient organisés de sorte qu'ils ne puissent jamais être rattachables à leur État et que ce-dernier puisse toujours démentir toute implication.

<sup>651</sup> Quantum of Solace, 2008, op.cit. : quand bien même JB reçoit officiellement l'ordre de rentrer au pays, il décide de continuer son intervention en Bolivie. M décide de le laisser faire : « *He's my agent and I trust him. Go on.* »

<sup>652</sup> À titre d'exemple, dans 007 Spectre, 2015, op.cit., JB agissait au Mexique sans avoir reçu d'ordre en ce sens. M le réprimande : « *You had no authority.* »

<sup>653</sup> Concernant la désobéissance de James Bond : il est acquis que les agents ne doivent en principe pas obéir aux ordres illégaux qui leur sont donnés, faute de quoi leur responsabilité pénale peut être engagée. Contrairement aux militaires (article 323-6 du Code de Justice militaire), les agents de la DGSE n'engagent pas leur responsabilité pénale du fait du non-respect des ordres qui leur sont donnés par leur hiérarchie, sous réserve qu'ils ne commettent pas une infraction simultanément. En effet, les fonctionnaires de la DGSE (ce qui inclut également ses agents militaires) bénéficient d'un statut autonome spécifique. Pour des raisons de confidentialité, leur premier statut, fixé par décret en 1954 ne fut pas publié au journal officiel. Un nouveau statut a été adopté et publié en 2015 (décret n°2015-386 du 3 avril 2015). Les agents ne s'exposent pas à des sanctions pénales en droit interne lorsqu'ils désobéissent, mais seulement à des sanctions disciplinaires (articles 31 et 32 du statut) qui vont du blâme à la révocation (article 57).

<sup>654</sup> Article 7 du Projet d'articles de la CDI.

<sup>655</sup> Permis de tuer, 1989, op.cit. JB part régulièrement en « vacances ». Permis de tuer est la seule fois où le Royaume-Uni ne le soutient pas dans ses opérations, même officieusement, et ordonne à d'autres agents de l'arrêter, mort ou vif.

Dans tel cas, il n'agit plus en tant qu'agent de l'État mais comme simple particulier. Cependant, l'on peut estimer que le Royaume-Uni aurait dû l'empêcher de nuire. L'État est fautif non pas du fait d'autrui, mais du fait de son omission<sup>656</sup>. Ainsi, les conditions d'engagement de la responsabilité internationale du Royaume-Uni sont remplies : par l'intermédiaire de James Bond, il commet des violations du droit international qui sont à l'origine d'un dommage pour les États dans lesquels il intervient. Ces derniers sont à même d'engager sa responsabilité internationale *via* une plainte qui lui est adressée. Le différend doit être réglé de façon pacifique. Si la voie amiable est infructueuse, les États peuvent soumettre le conflit à une instance qui établira ou non la responsabilité internationale et en déterminera les conséquences.

## PARAGRAPHE SECOND : LES CONSÉQUENCES DE LA RESPONSABILITÉ

***Des obligations à la charge de l'État.*** L'État déclaré responsable d'un fait illicite est débiteur d'obligations à l'égard de l'État lésé<sup>657</sup>. La première de ces obligations est de mettre un terme à la violation si elle est encore en cours. Cette obligation s'inscrit dans la durée. Autrement dit, l'obligation reste en vigueur et doit être respectée : l'État ne doit pas commettre à nouveau l'acte litigieux et renvoyer derechef des agents secrets sur le territoire de l'État lésé<sup>658</sup>. Ensuite, il a l'obligation de réparer le dommage. Les affaires d'espionnage consistent en des faits matériels irréversibles. Il est impossible d'obtenir *restitutio in integrum*. Il faut alors se tourner vers d'autres mécanismes de réparation.

***Réparation par satisfaction.*** L'État fautif peut être tenu de donner satisfaction pour le préjudice causé. Il s'agit essentiellement d'une réparation morale. Elle peut prendre la forme d'une simple reconnaissance officielle de la violation<sup>659</sup>, d'excuses officielles<sup>660</sup> ou bien de

---

<sup>656</sup> J. Combacau et S. Sur, op.cit., p.543 : « *Chaque fois qu'ils auraient dû prévenir ou réprimer le comportement du particulier ou du groupe de particuliers et qu'ils ne l'ont pas fait, ce qui, sur un plan factuel, apparaissait comme une « activité » de l'État ; ce dont il est responsable, ce n'est donc pas le fait d'autrui, qui par définition ne saurait lui être imputé, mais son propre fait, qui s'analyse en une omission : la responsabilité est ici la sanction de l'« obligation de diligence » (ou de vigilance) que le droit international met à la charge de l'État, et à laquelle un manquement est révélé par un événement attestant la mauvaise organisation ou le fonctionnement défectueux de ses services.* »

<sup>657</sup> Articles 28 et suivants du Projet de la CDI.

<sup>658</sup> L'obligation de « non-répétition » est à la fois une obligation première et une obligation secondaire.

<sup>659</sup> Dans l'affaire du Détroit de Corfou, la constatation par la CIJ de la violation de la souveraineté territoriale de l'Albanie par le Royaume-Uni « *constitue en elle-même une satisfaction appropriée* » : CIJ, 9 avril 1949, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c/ Albanie, p.36.

<sup>660</sup> Il faut distinguer les « excuses » des « regrets ». Les seconds laissent sous-entendre que l'État ne reconnaît pas sa responsabilité. Dans une affaire d'espionnage impliquant la Suisse et Israël en 1998, Israël exprima ses

garanties de non-répétition de la violation (*sic*)<sup>661</sup>. La saga James Bond est une fiction compensatoire qui glorifie le Royaume-Uni. Il est donc improbable qu'il doive, un jour, lors de prochaines aventures, s'excuser officiellement pour les violations du droit international qu'il commet<sup>662</sup>.

**Réparation par indemnisation.** Enfin, l'État peut être tenu d'indemniser le dommage causé dans le cas où le dommage n'a pas pu être réparé par les autres méthodes. L'indemnisation permet surtout de réparer des dommages matériels. Eu égard aux nombreuses destructions commises par Bond, l'indemnisation serait probablement le mode de réparation invoqué en priorité par les États lésés. Il est probable que ce fut le raisonnement adopté par la France à l'issue du cas pratique (*cf* Section « *Une illicéité manifeste* »). La course de Bond pour rattraper May Day occasionna de lourds dommages collatéraux sur les rives de la Seine, avant que l'individu ne puisse finalement être appréhendé par les autorités. La nature des poursuites engagées à son égard, voire leur existence même, est confuse<sup>663</sup>. Selon toute vraisemblance, notamment considérant les atteintes fracassantes commises en plein Paris, les autorités françaises ont pu faire le choix judicieux d'engager la responsabilité internationale du Royaume-Uni, les conditions étant manifestement réunies, et parallèlement de ne pas poursuivre pénalement Bond (qui, autrement, n'aurait pas pu sauver San Francisco des eaux). L'engagement de la responsabilité internationale a ainsi fait naître l'obligation de réparation des dommages causés. La réparation fut par indemnisation : le Royaume-Uni dû payer 6 millions de francs à la France. Ironie du sort, quelques mois plus tard, la France due payer 7

---

« regrets » aux autorités suisses, qui, requalifiant, accueillirent les « excuses » israéliennes. L. Balmond, « Chroniques de faits internationaux. Espionnage israélien à Berne (Israël/Suisse) », *Revue Générale de Droit International Public*, vol.2, 1998, p.481.

<sup>661</sup> Les Etats-Unis refusèrent d'exprimer une telle garantie à l'URSS suite à l'affaire du U2. Cet incident souligne par ailleurs le caractère éminemment politique des affaires d'espionnage. Il est plausible que l'URSS ait décidé d'abattre l'avion espion survolant son sol afin d'envenimer les relations internationales et avorter la conférence au sommet de Paris du 16 mai 1960 devant se dérouler entre les quatre grandes puissances. J.L. Dufour, « La crise de l'avion espion américain U2 (1960) », *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, éditions Complexe, 2004, p.141-144

<sup>662</sup> Le *Foreign Secretary* fut contraint de prononcer officiellement des excuses mais ce fut à l'adresse d'un individu, Hugo Drax : « *On behalf of the British government, I apologise.* » Drax avait déménagé son laboratoire vénitien dans la nuit. Lorsque les autorités britanniques arrivèrent le lendemain, il n'y avait plus aucune preuve des crimes de l'antagoniste. Considération l'« humiliation » ressentie par le Ministre, alors que ces paroles avaient une portée somme toute modeste à l'égard d'un individu, il serait de surcroît difficile d'exprimer des excuses vis-à-vis d'un État d'un point de vue technique. Moonraker, 1979, op.cit.

<sup>663</sup> Dangereusement vôtre, 1985, op.cit. : James Bond est apparemment libéré après *a maxima* quelques jours de détention. M explique à Bond qu'il a violé « *most of the Napoleonic code* » et qu'en conséquent le Royaume-Uni a dû payer des « *dommages et intérêts* » à ce titre. Le droit de la responsabilité internationale n'était alors pas autant développé qu'il ne l'est aujourd'hui.

millions de dollars à la Nouvelle-Zélande en indemnisation des dommages causés dans l'affaire du *Rainbow warrior*<sup>664</sup>. Dangereusement vôtre fait figure d'exception ; seule et unique fois qu'une responsabilité internationale fut envisagée à l'écran. D'autres opérations devraient probablement mettre en cause la responsabilité internationale du Royaume-Uni, mais leur règlement n'est pas abordé. Il serait ainsi pertinent d'établir sa responsabilité pour les actions que Bond commet à Madagascar<sup>665</sup>. L'attaque de l'ambassade se dédouble en deux violations distinctes, lésant chacune un État différent. L'État malgache subit des dommages moraux (*affront and insult*<sup>666</sup>) et matériels du fait de l'ingérence du Royaume-Uni dans ses affaires intérieures. L'État fictif du Nambutu subit également de tels dommages qui résultent de la violation de l'ambassade et de son personnel<sup>667</sup>. Les faits générateurs sont réalisés par le Royaume-Uni par l'intermédiaire de Bond, qui est officiellement son agent quand bien même il outrepassa ses fonctions. De plus, ces États étaient à même de punir pénalement Bond s'il n'était pas parvenu à miraculeusement s'échapper.

---

<sup>664</sup> La coïncidence en est bien une et ne relève pas d'implication de James Bond dans l'opération du *Rainbow warrior* : l'opération a eu lieu le 10 juillet 1985, soit deux mois après la sortie du film, l'avant-première datée du 22 mai 1985. Le Secrétaire général des Nations Unies rendit sa décision le 6 juillet 1986.

<sup>665</sup> Casino Royale, 2006, op.cit.

<sup>666</sup> Dans l'affaire du *Rainbow warrior*, la Nouvelle-Zélande se plaint d'un dommage moral : « *New Zealand is also entitled to compensation for the violation of sovereignty and the affront and insult that that involved.* » (Source : « Affaire concernant les problèmes nés entre la France et la Nouvelle-Zélande de l'incident du *Rainbow Warrior*. « Règlement du 6 juillet 1986 opéré par le secrétaire général des Nations unies » dans *Recueil des sentences arbitrales*, vol.19, n°5, [online] disponible sur le site du Bureau des affaires juridiques des Nations unies : [http://legal.un.org/riaa/cases/vol\\_XIX/199-221.pdf](http://legal.un.org/riaa/cases/vol_XIX/199-221.pdf), consulté le 28 mai 2019.)

<sup>667</sup> Articles 22 (locaux) et 29 (personnels) de la Convention de Vienne de 1961. Le Nambutu peut également se retourner contre Madagascar qui a manqué à ses obligations de protection. Cependant, l'extraterritorialité des ambassades, selon laquelle le territoire de l'ambassade serait considéré comme celui de l'État accréditant, est une chimère juridique.

## Section seconde

« *Occupational hazard.* »<sup>668</sup>

### L'espion envoyé à ses risques et périls

James Bond est déployé à ses « risques et périls ». L'expression est inhérente à la profession d'agent secret. Il accepte toutes les conséquences néfastes qui peuvent découler de ses actes. D'une part, l'agent met son intégrité physique en danger durant l'accomplissement même de ses missions. D'autre part, l'agent est susceptible d'être poursuivi pénalement pour toutes les violations à la loi pénale de l'État où il agit. Le premier sens prend le pas sur le second s'agissant de James Bond. Il est tant confronté à la menace des ennemis contre lesquels il lutte que le spectateur en oublie la possible réponse de l'État lésé. Lui-même l'oublie aussi sûrement, étant donné sa capacité à se sortir de toutes situations délicates et de s'enfuir avant que l'État ne puisse organiser des poursuites. Pourtant, en théorie, ce risque existe bien. L'agent encourt le risque de poursuites pénales : il est le seul responsable de ses actes et ne peut pas se retrancher derrière la protection de son État (**Paragraphe premier**). Pour autant, un procédé permettra souvent à l'agent d'échapper au péril de la sanction pénale (**Paragraphe second**).

#### PARAGRAPHE PREMIER : LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'AGENT SECRET

*Le cumul des responsabilités.* Bond commet d'innombrables atteintes à des valeurs sociales protégées pénalement par les législations internes. En principe, le droit international protège l'agent qui agit pour le compte de son État. Cependant, le règlement des affaires d'espionnage est une exception au droit international commun. L'espionnage émancipe l'agent de la protection que lui accorde généralement son État dans un raisonnement téléologique. En effet, l'État lésé doit pouvoir se protéger efficacement des atteintes graves portées sur son territoire. Si les agents secrets pouvaient échapper à toute poursuite pénale, cela présenterait une faille sécuritaire redoutable<sup>669</sup>. Depuis l'affaire de l'avion américain U2, puis du *Rainbow warrior*, il est admis que la reconnaissance par l'État de sa responsabilité internationale n'absorbe pas nécessairement la responsabilité pénale de l'individu qui a agi pour son

---

<sup>668</sup> Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : JB à Miranda Frost, lorsqu'il évoque sa trahison en Corée du Nord : « *Ce sont les risques du métier.* »

<sup>669</sup> L'incrimination de l'espionnage en droit interne poursuit le même but de « légitime défense » de l'État.



compte<sup>670</sup>. Le principe de l'absorption semble dépendre des circonstances propres à chaque affaire. Lorsque l'agent commet des actes particulièrement graves, sa responsabilité pénale est souvent engagée en plus de la responsabilité internationale de son État.

***L'absence d'immunité.*** En principe, le droit international établit de larges immunités pénales au profit des agents de l'État situés dans un État étranger. Les agents sont exempts de toute juridiction pénale et de toute exécution pour l'ensemble de leurs agissements. Cependant, ces exceptions ne s'appliquent pas à l'égard des agents qui « *s'acquittent de missions liées à ce que l'État tient pour ses intérêts fondamentaux [...] hors des canaux que la pratique internationale a mis en place* »<sup>671</sup>. *A fortiori*, cela vaut pour les agents des services secrets. Cette exception est établie avec certitude depuis le début de la Guerre Froide<sup>672</sup> et se fonde sur la nécessaire protection de l'État contre ces atteintes. L'agent secret n'échappe donc pas à de possibles poursuites pénales de la part de l'État lésé et fondées sur sa loi pénale.

***La responsabilité pénale de Bond engagée à une unique reprise.*** James Bond pourrait donc être poursuivi par les autorités locales pour les infractions qu'il commet sur le sol des États où il est envoyé. Cependant, il n'est jamais poursuivi pénalement. Dans la majorité des cas, Bond est déjà loin lorsque l'État pourrait envisager d'engager des poursuites pénales à son égard. Durant ses vingt-quatre missions transposées à l'écran, Bond n'est capturé par les autorités nationales qu'à deux reprises. La première fois, il est arrêté par les autorités françaises à Paris. Malgré les multiples infractions constatées, il n'est apparemment pas poursuivi

---

<sup>670</sup> Voir C. Dominice, « La question de la double responsabilité de l'État et de son agent », in KM Emile (direction), *Liber Amicorum: Judge Mohammed Bedjaoui*, Kluwer Law International, 1999, p.143-157 : La responsabilité internationale de l'État absorbe-t-elle la responsabilité pénale de son agent ? La doctrine s'est peu intéressée à cette question en raison d'une pratique très limitée. A l'origine, la jurisprudence MacLeod de 1837 admettait le principe de l'absorption. Les autorités françaises se sont fondées sur cette jurisprudence lors de l'affaire du *Rainbow warrior*. Elles soutenaient que ses deux agents ne devaient pas être poursuivis pénalement dès lors que la France reconnaissait sa responsabilité internationale. La thèse française n'a pas été acceptée par le Secrétaire général. Il est difficile, selon l'auteur, d'énoncer des conclusions précises à ce sujet. Cependant, il semble admis que lorsqu'un agent commet des actes particulièrement répréhensibles (comme des homicides ou sabotages), il ne subisse aucune peine, d'autant que la responsabilité internationale de l'État n'a pas un caractère pénal et n'absout donc pas des agissements criminels. Selon F. Lafouasse, op.cit., p.197 : « *il semble bien établi que la responsabilité individuelle de l'agent de renseignement ne s'éteint pas nécessairement à la suite du déclenchement de celle de son État de rattachement.* »

<sup>671</sup> J. Combacau et S. Sur, op.cit., p.252

<sup>672</sup> Ne s'applique pas pour l'espionnage : coutume internationale établie avec certitude depuis longtemps : coutume stable. Affaire Goubitchev, espion soviétique employé par le Secrétaire général des NU, condamné à 10 ans de prison en 1949 pour espionnage aux USA.

pénalement<sup>673</sup>. Les autorités françaises ont pu appliquer la jurisprudence MacLeod, l'engagement de la responsabilité internationale du Royaume-Uni absorbant alors la responsabilité pénale de Bond, ou bien le Ministère public a pu choisir de ne pas déclencher des poursuites eu égard à la mission de Bond qui travaillait en coopération avec l'espion français assassiné par May Day. Quelques années plus tard, alors envoyé en mission en Corée du Nord, il est capturé par les autorités nord-coréennes après avoir détruit du matériel militaire et tué des dizaines de soldats coréens. Bond est immédiatement emprisonné sans que sa cause n'ait été entendue par un tribunal indépendant<sup>674</sup>. En dépit de l'absence de procès, il s'agit là d'une sanction pénale prononcée par l'État (le Général Moon cumule les fonctions exécutives et judiciaires) du fait des infractions qu'il a commises.

Bond aurait pu faire l'objet de poursuites pénales pour d'autres affaires, nonobstant son absence, avec des procédures de défaut criminel<sup>675</sup>. Leur intérêt reste malgré tout limité ; le Royaume-Uni aurait refusé de procéder à son extradition ou de faire exécuter sa peine. Dans l'absolu, Bond aurait pu être condamné pour de nombreuses infractions, essentiellement pour des faits d'homicides volontaires qui ne sont pas tous couverts par la légitime défense<sup>676</sup>. Parmi tous ces homicides, sa culpabilité n'est reconnue qu'une seule fois dans toute sa carrière. Il est condamné à une peine d'emprisonnement, accompagnée de tortures, traitements inhumains et dégradants, par la Corée du Nord.

## PARAGRAPHE SECOND : L'ÉCHANGE D'ESPIONS

*Une protection politique a posteriori de l'agent.* L'espion est pénalement condamné du fait de l'absence de protection du droit international public, alors même qu'il agit seulement sur

---

<sup>673</sup> Dangereusement vôtre, 1985, op.cit. JB est libéré seulement quelques jours après son arrestation.

<sup>674</sup> Meurs un autre jour, 2002, op.cit. : scène d'ouverture. La Corée du Nord n'est pas représentée comme un État de droit. JB n'est pas entendu par un tribunal. Il est immédiatement incarcéré. À cet égard, la Corée du Nord ne respecte pas le droit international, qui impose à tout État de garantir à tout individu un standard minimum de justice. (P. de Visscher, « Cours général de droit international public », *Collected Courses of the Hague Academy of International Law*, vol.136, 1972, p.176 : « jamais, la conduite irrégulière de la victime ne devrait dégager un État de l'obligation qu'il a de respecter un certain standard minimum de justice. ») En outre, la Corée du Nord ne respecte pas non plus la prohibition de la torture, imposée par de nombreux textes internationaux comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 (article 7) qu'elle a pourtant ratifiée.

<sup>675</sup> Articles 379-2 et suivants CPP pour la procédure de défaut criminel. Récemment, la Russie a condamné à 25 ans de prison par contumace un agent double. « Espions livrés aux USA: un Russe condamné par contumace à 25 ans de prison », *Le Point*, 27 juin 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2QAcnm8>, consulté le 28 mai 2019.

<sup>676</sup> Par exemple, dans James Bond contre Dr. No, 1962, op.cit., JB tue le Professeur Dent de sang-froid alors qu'il était désarmé : « *That's a Smith and Wesson, and you had six shots.* »

les ordres de son État. La pratique a alors fait naître une protection indirecte de l'agent. Une fois la responsabilité pénale engagée et l'agent condamné, le politique ressurgit pour que l'agent n'ait pas à exécuter sa peine. Les États impliqués recourent souvent à des arrangements amiables afin de faire libérer leurs agents. Ces arrangements prennent le plus souvent la forme d'échange d'espions : chaque État restitue les espions envoyés par l'autre et qu'il détient. D'un point de vue extérieur, cette pratique donne l'impression que les services de renseignement se livrent à un jeu dont ils respectent certaines règles<sup>677</sup>. Pour autant, cette pratique n'est pas obligatoire mais relève seulement de la volonté des États de conclure ensemble un tel accord<sup>678</sup>.

**Une pratique généralisée.** La pratique des échanges est née lors du règlement de l'incident concernant l'avion espion U2<sup>679</sup>. En 1960, l'URSS abattit l'avion espion américain et captura son pilote, Francis Gary Powers. Après de longs mois de tractation, les Etats-Unis reconnurent officiellement et publiquement le survol de l'URSS à des fins de renseignement. Le pilote fut condamné à dix années d'emprisonnement. Le 10 février 1962, Gary Powers fut remis publiquement aux autorités américaines en échange de l'espion soviétique Rudolf Abel. Cet échange est au cœur du film de Steven Spielberg *Le Pont aux espions*<sup>680</sup>. La pratique des échanges d'espions devint monnaie courante durant la Guerre Froide et perdure encore aujourd'hui<sup>681</sup>. Un espion est parfois échangé contre plusieurs. Les accords peuvent également porter sur d'autres contreparties, motivées par des considérations politiques<sup>682</sup>. La saga James Bond n'ignore pas cette pratique, également mise en œuvre par le Royaume-Uni<sup>683</sup>. M révèle

---

<sup>677</sup> F. Lafouasse, op.cit., p.219

<sup>678</sup> Par exemple, les Etats-Unis consentirent à libérer l'espion israélien Jonathan Pollard, condamné à la perpétuité en 1987, seulement en 2015, après 28 ans de détention et malgré les demandes répétées d'Israël en ce sens. « Les Etats-Unis vont libérer l'espion israélien Jonathan Pollard », *Le Monde*, 29 juillet 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/2HNceJD>, consulté le 28 mai 2019.

<sup>679</sup> J.L. Dufour, « La crise de l'avion espion américain U2 (1960) », *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, éditions Complexe, 2004, p.141-144

<sup>680</sup> *Le Pont aux espions (Bridge of Spies)*, réalisé par Steven Spielberg, avec Tom Hanks, Dreamworks, 2015. Le film tire son titre du pont de Glienicke qui relie Berlin ouest à Postdam (RDA). La plupart des échanges d'espions entre les deux blocs (dont celui de Gary Powers) se tint sur son pont, d'où son nom de « pont aux espions ».

<sup>681</sup> Le 10 février 2018, Artem Zinchenko, espion russe, a été échangé contre Raivo Susi, espion estonien. A. Rodier, « Estonie-Russie, Nouvel échange d'espions », Note d'actualité sur le *site du Centre français de recherche sur le renseignement*, février 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2wrLOX5>, consulté le 28 mai 2019.

<sup>682</sup> C. Rousseau, « Chronique des faits internationaux. Échange d'espions et d'agents spéciaux (RFA/RDA) », *Revue Générale de Droit International Public*, vol.2, 1982, p.332 : l'espion de la RDA Günther Guillaume fut échangé contre 9 espions de la RFA, 30 prisonniers politiques et 3 000 autorisations d'émigrer.

<sup>683</sup> Les autorités britanniques y étaient d'abord hostiles. Puis en 1969 a lieu l'échange avec l'URSS de deux espions soviétiques, le couple Cohen, contre un ressortissant britannique emprisonné, Gerald Brooke. C. Rousseau, « Chronique de faits internationaux. Libération de Gerald Brooke par les autorités soviétiques (Grande-Bretagne / URSS) », *Revue Générale de Droit International Public*, vol.2, 1970, p.484-485

avoir procédé à l'échange de Raoul Silva, agent du MI6 ayant alors outrepassé ses fonctions, contre six agents britanniques détenus par la Chine, au moment de la rétrocession d'Hong-Kong<sup>684</sup>. Toute l'importance de cette pratique est illustrée dans *Meurs un autre jour*.

***L'échange de Bond contre Zao***<sup>685</sup>. Suite à la condamnation de Bond prononcée par la Corée du Nord, le gouvernement britannique est intervenu pour qu'il soit mis fin à sa peine et récupérer son agent. Le Royaume-Uni vient au secours de Bond qui agissait pour son compte. L'intervention est tardive – quatorze mois se sont écoulés, les négociations furent probablement délicates entre les deux États. Finalement, l'agent secret britannique est libéré contre un espion nord-coréen détenu par le Royaume-Uni. L'échange se déroule sur un pont inspiré du Pont de Non-retour qui relie les deux Corées (**voir l'Annexe 6**). Ce pont accueillit de nombreux échanges de prisonniers et d'espions, dont la libération de l'équipage américain du *USS Pueblo* en 1968<sup>686</sup>. James Bond souligne indirectement l'inutilité de la condamnation pénale de l'agent, neutralisée par la pratique en réaction des États. Dès leur remise en liberté, Bond et Zao s'affrontent à nouveau à Cuba puis en Islande. Le droit pénal n'exerce plus une fonction répressive mais seulement symbolique à l'égard des agents secrets.

---

<sup>684</sup> Skyfall, 2012, op.cit. : M explique les circonstances à JB et pourquoi Silva mène son opération de vengeance dans le film : « *He was a brilliant agent. But he started operating beyond his brief, hacking the Chinese. The handover was coming up and they were onto him, so I gave him up. I got six agents in return and a peaceful transition.* »

<sup>685</sup> *Meurs un autre jour*, 2002, op.cit. : JB est capturé lors de la première scène du film. L'échange a lieu après l'interlude musical proposé par Madonna.

<sup>686</sup> FC Schumacher and GC Wilson, *Bridge of No Return: The Ordeal of the USS Pueblo*, Harcourt Brace Jovanovich, 1971, 242p.

## Conclusion du titre second

Malgré les violations au droit interne ou au droit international inhérentes aux activités des services de renseignement, elles n'entraînent que rarement des répercussions juridiques. D'une part, elles peuvent rester dans le secret et ne jamais être connues de l'État lésé. D'autre part, lorsque les États en prennent connaissance, ils préfèrent régler leur différend de façon diplomatique pour ne pas faire de vague sur la scène internationale. La fiction imite la réalité : le recours à une forme de droit est exceptionnel, si bien que l'on peut se demander si l'espionnage, et toutes les opérations des services en général, ne relèvent pas plus des relations internationales que de la matière juridique. La fiction met en lumière les dérives que cela peut engendrer : la raison d'État fait loi et les agents de renseignement sont incontrôlables (d'autant s'ils ne sont pas freinés par des capacités physiques seulement humaines).

James Bond n'explore pas le domaine du renseignement diplomatique<sup>687</sup>. Pourtant, les couvertures diplomatiques et consulaires sont des moyens privilégiés pour les États de recueillir des informations car, contrairement aux agents de renseignement déployé clandestinement sur le terrain, les agents sous couverture diplomatique ou consulaire bénéficient d'immunités. Leur statut est régi par le droit<sup>688</sup> qui prévoit également un mécanisme de sanction si ces agents se livrent à l'espionnage<sup>689</sup>. Toutefois, quand bien même le droit organise une réponse à l'espionnage, les États recourent le plus souvent à des mesures exorbitantes du droit, privilégiant l'expulsion au dépens de la déclaration *persona non grata*. Le renseignement semble relever trop intimement des prérogatives de puissance des États pour qu'ils consentent à relâcher leur emprise pour le soumettre au droit.

---

<sup>687</sup> James Bond évoque seulement timidement les rapports entre agents de renseignement et diplomates dans Dr. No, 1962, op.cit. : Bond mène son enquête en Jamaïque grâce à l'appui de l'ambassadeur britannique, mais une espionne de l'ennemi et infiltrée dans l'ambassade. Ou dans Octopussy, 1983, op.cit. : l'agent 009 vient remettre un objet intéressant les intérêts de la nation à l'ambassadeur britannique de Berlin.

<sup>688</sup> Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 et la Convention de New-York sur les missions spéciales de 1969.

<sup>689</sup> Voir F. Lafouasse, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, p.513 et suivantes

## CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE

James Bond est un héros de fiction qui peut être comparé à d'autres dans la relation qu'il entretient avec le droit et la justice, et particulièrement à Batman<sup>690</sup>. Outre des caractéristiques communes (hommes mûrs tourmentés, ils n'ont aucun super-pouvoir autre que leur condition physique et leurs *gadgets*), ils ont une approche similaire du droit. Les deux luttent contre des criminels afin d'assurer la sécurité de la population et la stabilité de l'économie à raison d'un lien d'appartenance territorial (Gotham ou le Royaume-Uni). Ils arrêtent les « méchants » dans une recherche de justice afin de, si possible, les remettre au juge. Bond est sous les ordres de sa hiérarchie, mais il agit également de sa propre initiative. Son « idéal de justice » est peu développé, mais malgré son apparente indifférence, il a la conviction profonde de poursuivre le juste, quitte à outrepasser les ordres. Cependant, ce but conforme au droit pénal (prévenir les crimes et arrêter les criminels) se fait hors des canaux du droit. Ils ne sont titulaires d'aucun pouvoir de police, mais ils agissent pourtant comme tel. Ils s'affranchissent du respect du droit. Ils ont conscience qu'ils violent la loi mais c'est, selon eux, le seul moyen pour le succès de leurs missions<sup>691</sup> : la grandeur du but poursuivi justifie quelques sacrifices. De ce fait, ils s'engagent dans l'illégalité. Batman, à la différence de Bond, ne recourt pas à la force léthale. Cependant, ils échappent au jugement car ils parviennent à s'échapper avant que les autorités ne puissent les interpeler. Bond n'agit pas masqué, mais la responsabilité internationale de son État pour ses actes est rarement engagée. James Bond et Batman proposent une vision de la justice. Dans les aventures du (super-)agent, cette vision est mise directement au service de l'État qui l'entérine. Les États violent le droit pour atteindre un but que James Bond présente comme juste puisqu'il s'agit de neutraliser une menace planétaire. La fin justifie les moyens ; et la saga légitime donc l'action des services de renseignement et *in extenso* justifie que leur responsabilité juridique ne soit pas recherchée, que ce soit en droit interne à l'État d'envoi ou en droit externe.

---

<sup>690</sup> Christopher Nolan est un grand fan de l'agent secret. Sa façon d'aborder Batman dans sa trilogie se rapproche de l'agent secret.

<sup>691</sup> *The Dark Knight Rises*, réalisé par Christopher Nolan, produit DC Comics, 2012 : Le commissaire Gordon, allié de Batman l'exprime le mieux : « *There is a point far out there when the structures fail you, when the rules aren't weapons anymore, they're shackles, letting the bad guy get ahead.* » et dans I. Fleming, *Chaud les glaçons!* [1956], Gallimard, collection Série noire, 1957, p.231 : « *Fallait-il prévenir le commandant ? Donner l'alarme ? Il imagina l'interminable série d'explications, de soupçons, de retards...* »

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Ainsi, la fiction se saisit des sciences criminelles. James Bond aborde tous ses aspects : psychiatrie et sociologie à l'égard des criminels (Bond étant le premier d'entre eux) ; criminologie et politique criminelle à l'égard des ennemis ; droit de la sécurité intérieure à l'égard des services de renseignement ; droit pénal et procédure pénale à l'égard de leurs actions ; voire même, plus subsidiairement, quelques références à la médecine légale<sup>692</sup>. Les sciences criminelles se saisissent de la fiction. L'agent Bond est un espion de la Guerre Froide qui vit dans un monde ancré dans la réalité. Il défend une conception traditionnelle de l'espionnage alors que le monde qui l'entoure évolue. Dès lors, il s'empare des problématiques contemporaines : le terrorisme, la surveillance de masse, la transparence démocratique des services, le recours aux exécutions extrajudiciaires. Il souligne l'absence de réponse adéquate aux actions illicites des services secrets. Il interroge également le juriste sur la légalité du recueil de renseignement qui cible des individus privés et qui n'intéresse pas les intérêts fondamentaux de la nation. L'œuvre assimile avec pertinence les deux au regard du droit international, mais ne s'intéresse pas à son incrimination en droit interne. La question mérite d'être soulevée.

« *James Bond will return*. » La sortie du nouvel opus, le 25<sup>ème</sup> de la saga, est prévue pour avril 2020. Le film évoquera peut-être l'évolution des services de renseignement dans la fiction après les débats de 2012 et de 2015. Le spectateur averti pourra sûrement observer un nouvel exemple de la nécessaire coopération entre HUMINT et TECHINT pour contrer une menace inédite, encore plus dangereuse que les précédentes<sup>693</sup>. Il est rapporté que le film s'intéressera à la génétique<sup>694</sup>, alors que le Directeur de la CIA a récemment classé le « *genome editing* » comme arme de destruction massive<sup>695</sup>. Tous les ingrédients sont déjà réunis pour en faire un James Bond réussi et riche du point de vue des sciences criminelles.

---

<sup>692</sup> Les addictions de Bond peuvent être abordés sous cet angle. De manière plus anecdotique, James Bond rencontre en 1997 un professeur de médecine criminelle, le Dr. Kaufamn, qui s'avère présenter un inquiétant trouble antisocial (Demain ne meurt jamais, 1997, op.cit.). En 1999, une autre antagoniste, la sulfureuse Elektra, lui donnera un rapide cours de médecine légale : « *You know what happens when a man is strangled ?* » (Le Monde ne suffit pas, 1999, op.cit.)

<sup>693</sup> « Bond 25 start of production », 007.com, 25 avril 2019, [online] disponible sur <https://www.007.com/bond-25-start-of-production/>, consulté le 2 juin 2019 : « *a mysterious villain armed with dangerous new technology*. »

<sup>694</sup> B. Bamigboye, « REVEALED: Bond 25 will see 007 embroiled in genetic warfare... », *The Daily Mail*, 30 mai 2019, [online] disponible sur <https://dailymail.com/2JLCJkN>, consulté le 2 juin 2019

<sup>695</sup> JR. Clapper, Rapport « Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community », 9 février 2016, p.9

## BIBLIOGRAPHIE

### Fiction James Bond :

- Filmographie, Eon Productions (ordre chronologique) :

**James Bond 007 contre Dr. No** (*Dr. No*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, 1962

**Bons baisers de Russie** (*From Russia with Love*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, 1963

**Goldfinger** (*Goldfinger*), réalisé par Guy Hamilton, avec Sean Connery, 1964

**Opération Tonnerre** (*Thunderball*), réalisé par Terence Young, avec Sean Connery, 1965

**On ne vit que deux fois** (*You Only Live Twice*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Sean Connery, 1967

**Au service secret de Sa Majesté** (*On Her Majesty's Secret Service*), réalisé par Peter Roger Hunt, avec George Lazenby, 1969

**Les diamants sont éternels** (*Diamonds are forever*), réalisé par Guy Hamilton, avec Sean Connery, 1971

**Vivre et laisser mourir** (*Live and Let Die*), réalisé par Guy Hamilton, avec Roger Moore, 1973

**L'Homme au pistolet d'or** (*The Man with the Golden Gun*), réalisé par Guy Hamilton, avec Roger Moore, 1974

**L'Espion qui m'aimait** (*The Spy Who Loved Me*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Roger Moore, 1977

**Moonraker** (*Moonraker*), réalisé par Lewis Gilbert, avec Roger Moore, 1979

**Rien que pour vos yeux** (*For Your Eyes Only*), réalisé par John Glen, avec Roger Moore, 1981

**Octopussy** (*Octopussy*), réalisé par John Glen, avec Roger Moore, 1983

**Dangereusement vôtre** (*A View to a Kill*), réalisé par John Glen, avec Roger Moore, 1985

**Tuer n'est pas jouer** (*The Living Daylights*), réalisé par John Glen, avec Timothy Dalton, 1987

**Permis de tuer** (*Licence to Kill*), réalisé par John Glen, avec Timothy Dalton, 1989

**GoldenEye** (*GoldenEye*), réalisé par Martin Campbell, avec Pierce Brosnan, 1995

**Demain ne meurt jamais** (*Tomorrow Never Dies*), réalisé par Roger Spottiswoode, 1997

**Le monde ne suffit pas** (*The World Is Not Enough*), réalisé par Michael Apted, avec Pierce Brosnan, 1999

**Meurs un autre jour** (*Die Another Day*), réalisé par Lee Tamahori, avec Pierce Brosnan, 2002



**Casino Royale** (*Casino Royale*), réalisé par Martin Campbell, avec Daniel Craig, 2006

**Quantum of Solace** (*Quantum of Solace*), réalisé par Marc Forster, avec Daniel Craig, 2008

**Skyfall** (*Skyfall*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, 2012

**007 Spectre** (*Spectre*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, 2015

- **Romans :**

**FLEMING (Ian)**, *Casino Royale* [1953], Edition Fleuve Noir, 1980, 216p.

**FLEMING (Ian)**, *Moonraker* [1955], Gallimard, collection Série noire, 1958, 255p.

**FLEMING (Ian)**, *Chaud les glaçons !* [1956], Gallimard, collection Série noire, 1957, 255p.

**FLEMING (Ian)**, *Bons baisers de Russie* [1957], Plon, collection Espionnage, 1964, 311p.

**FLEMING (Ian)**, *Goldfinger* [1959], Plon, Collection Espionnage, 1964, 313p.

**FLEMING (Ian)**, *Opération Tonnerre* [1961], Éditions Plon, Nuit Blanche, 1962, 251p.

## **Autres œuvres de fiction :**

- **Films :**

**Argo**, (*Argo*) réalisé par Ben Affleck, avec Bryan Cranston, produit par GK Films, 2012

**Kingsman : services secrets** (*Kingsman : The Secret Service*), réalisé par Matthew Vaughn, avec Colin Firth, 20th Century Fox, 2015

**OSS 117: le Caire, nid d'espions**, réalisé par Michel Hazanavicius, avec Jean Dujardin, Gaumont, 2006

**L'Homme qui en savait trop** (*The Man Who Knew Too Much*), réalisé par Alfred Hitchcock, avec Leslie Banks, Gaumont, 1934

**La Mémoire dans la peau** (*The Bourne Identity*), réalisé par Doug Liman, avec Matt Damon, Universal Pictures, 2002

**Le Pont aux espions** (*Bridge of Spies*), réalisé par Steven Spielberg, avec Tom Hanks, Dreamworks, 2015

**Red Sparrow**, (*Red Sparrow*) réalisé par Francis Lawrence, avec Jennifer Lawrence, produit par Chernin Entertainment, 2018

**The Dark Knight Rises**, (*The Dark Knight Rises*) réalisé par Christopher Nolan, produit DC Comics, 2012

**Star Wars, épisode III : La Revanche des Sith** (*Star Wars: Episode III – Revenge of the Sith*), réalisé par George Lucas, avec Ian McDiarmid, Lucas Film, 2005

- **Séries télévisées :**

**24 heures chrono** (24), créée par Joël Surnow et Robert Cochran, avec Kiefer Sutherland, diffusée sur la chaîne Fox de 2001 à 2010

**Jack Ryan** (*Tom Clancy's Jack Ryan*), créée par Carlton Cuse, avec John Krasinski, diffusée sur Amazon vidéo depuis 2018

**La Liste noire** (*The Blacklist*), créée par Jon Bokenkamp, avec James Spader et Megan Boone, série télévisée diffusée sur la NBC depuis 2013

**Le Bureau des Légendes**, série créée et produite par Éric Rochant, avec Mathieu Kassovitz, diffusée sur Canal+ depuis 2015 .

**The Americans** (*The Americans*), créée par Joe Weisberg, avec Matthew Rhys et Keri Russell, diffusée sur FX de 2013 à 2018

- **Romans :**

**ASIMOV (Isaac)**, *Les cycle des Robots, Tome 1: les Robots [1950]*, J'ai Lu, 2012, 284p.

**HUXLEY (Aldous)**, *Brave New World (Le Meilleur des Mondes)*, Edition Chatto & Windus, 1932, 311p.

**LE CARRE (John)**, *L'Espion qui venait du froid*, Gallimard, 1964, 320p.

**LE CARRE (John)**, *L'Appel du mort*, Gallimard, 1963, 192p.

**LE CARRE (John)**, *L'Héritage des espions*, Seuil, 2018, 320p.

**ORWELL (George)**, *Nineteen Eighty-Four (1984)*, Edition Secker & Warburg, 1949, 328p.

**TENNYSON (Alfred)**, « Ulysse », Poems, 1842

## **Ouvrages généraux, manuels, dictionnaires :**

**AMERICAN PSYCHIATRIC ASSOCIATION**, *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, Elsevier Masson, 4<sup>ème</sup> édition, 2003, 1002p.

**AMERICAN PSYCHIATRIC ASSOCIATION**, *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, Elsevier Masson, 5<sup>ème</sup> édition, 2015, 1114p.

**BATTISTELLA (Dario)**, *Théories des relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2015, 720p.

**BAUD (Jacques)**, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, édition de 1998, 598p.

**BONIFACE (Pascal)**, *Les Relations Internationales De 1945 à Nos Jours*, Dalloz, Cours, Série droit public, 4e édition, 2014, 240p.

**COMBACAU (Jean) et SUR (Serge)**, *Droit international public*, LGDJ, 11ème édition, 2014, 830p.

**CORNU (Gérard)**, *Vocabulaire juridique*, PUF, 10<sup>ème</sup> édition, 2014, 925 pages

**GASSIN (Raymond), BONFILS (Philippe), CIMAMONTI (Sylvie)**, *Criminologie*, Dalloz, Précis, 7ème édition, 2011, 865p.

**PIN (Xavier)**, *Droit pénal général*, Dalloz, Cours, 10ème édition, 2019, 578p.

**PINATEL (Jean) et BOUZAT (Pierre)**, *Traité de droit pénal et de criminologie*, Tome 3, Dalloz, 2<sup>ème</sup> édition, 1970, p.315

**SALMON (Jean)**, *Dictionnaire de droit international public*, éditeur Bruylant, 2001, 1200p.

### **Ouvrages spécialisés, thèses :**

**AMIS (Kingsley)**, *The James Bond Dossier*, Jonathan Cape Ltd, 1965, 159p.

**ANCELIN (Julien)**, *La lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre en droit international*, Thèse de droit, Université de Bordeaux, 2014, 641p.

**BAUER (Alain) et DUPUIS-DANON (Marie-Christine)**, *Les Guetteurs: Les patrons du renseignement français répondent*, Odile Jacob, mars 2018, 352p.

**BENSON (Raymond)**, *The James Bond Bedside Companion*, Dodd Mead, 1988, 256p.

**BLACK (Jeremy)**, *The Politics of James Bond*, Praeger publishers inc., 2000, 256p.

**BROWN (Judith)**, *The Oxford History of the British Empire: Volume IV: The Twentieth Century*, Oxford University Press, 1998, 800p.

**BURTON (Alan)**, *Historical Dictionary of British Spy Fiction*, Rowman & Littlefield, avril 2016, 532p.

**CAMPBELL (Duncan)**, *Surveillance électronique planétaire*, éditions Allia, 2001, 176p.

**CARBONNIER (Jean)**, *Flexible droit*, LGDJ, 10<sup>ème</sup> édition, 2001, 490p.

**CHAPMAN (James)**, *Licence to thrill, a cultural history of the James Bond Films*, Columbia University Press, 2000, 336p.

**CHRISTIE (Richard) & GEIS (Florence L.)**, *Studies in Machiavellianism*, New York: Academic Press, 1970, 430p.

**COLBY (William)**, *Honorable Men: My Life in the CIA*, Simon & Schuster, 1978, 493p.

**COLONIEU (Victor)**, *L'espionnage, au point de vue du droit international et du droit pénal français*, Thèse de droit, faculté de Lyon, Éditeur A. Rousseau, 1888, 161p.

**COMENTALE (Edward P.)**, *Ian Fleming and James Bond: The Cultural Politics of 007*, Indiana University Press, 2005, p.254

**CONNIL (Damien) et DUVIGNAU (Jérôme)**, *Droit public et cinéma*, L'Harmattan, 2012, 185p.

**DE CHILLY (Numa)**, *L'espionnage*, Baudoin, 1888, 143p.

**DEFFERRARD (Fabrice)**, *Le droit saisi par la science-fiction*, Mare & Martin, collection Libre droit, 2016, 270p.

**DELBECQUE (Eric), FAYOL (Jean-Renaud)**, *Intelligence Economique*, Vuilbert, 2<sup>ème</sup> édition, 2018, 208p.

**DEWERPE (Alain)**, *Espion, une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, 478p.

**DUPRAT (Jean-Antoine)**, *James Bond dans le spectre géopolitique*, L'Esprit du temps, 2015, 270p.

**ECO (Umberto)**, *Les limites de l'interprétation*, Grasset, 1992, 408p.

**FAUCON (Benoît), FAYOL (Clément)**, *Un cartel nommé Daech: révélations sur les réseaux mafieux de l'Etat Islamique*, Fist Editions, 2017, p.230

**FOLLOROU (Jacques), NOUZILLE (Vincent)**, *Les Parrains Corses*, Fayard, 28 avril 2004, 624p.

**FUKUYAMA (Francis)**, *La Fin de l'Histoire et le dernier Homme*, Flammarion, 1992, 452p.

**GIROUD (Marion)**, *Les contes de fée et les sciences criminelles*, Mémoire de droit pénal, Université de Montpellier, 2019

**GOHIN (Olivier), LATOUR (Xavier) et autres**, *Annuaire Du Droit De La Sécurité Et De La Défense*, volume 1, Mare & Martin, 2016, 462p.

**GUERY (Christian)**, *Les avocats au cinéma*, Presses universitaires de France, 2011, 247p.

**HITZ (Frederick)**, *The Great Game : The Myth And Reality of Espionage*, Knopf, avril 2004, 224p.

**HURWITZ (Bruce)**, *The Legality of space militarization*, Elsevir Science Publishers, 1986, 252p

**JONGEN (François) et VERDUSSEN (Marc)**, *Droit et littérature*, Anthémis, 2007, 288p.

**KIRKPATRICK (Lyman)**, *The Real CIA*, MacMillan & Co, 1968, 312p.

**LAFOUASSE (Fabien)**, *L'espionnage dans le droit international*, éditions Nouveau monde, 2012, 492p.

**LAFOUASSE (Fabien)**, « L'espionnage en droit international : de l'inamical à l'illicite », *Thèse de doctorat en droit public*, sous la direction de Pierre-Michel Eisemann, Paris 1, 2010, 519p.

**LINDNER (Christoph)**, *The James Bond phenomenon : a critical reader*, Manchester University Press, 2003, 268p.

**De MAISON ROUGE (Olivier), MYARD (Jacques), CARPENTIER (Jean-Baptiste)**, *Le Droit du Renseignement: Renseignement d'Etat, Renseignement Economique*, LexisNexis, 2016

**MONTESQUIEU**, *De l'esprit des lois*, XII, "Des espions dans la monarchie", Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1966, p.462

**NOUZILLE (Vincent)**, *Les tueurs de la République*, Fayard, 2015, 408p.

**OST (François)**, *Lettres et lois. Le droit au miroir de la littérature*, Facultés universitaires Saint Louis, 2001, 400p.

**PEARSON (John)**, *The Life of Ian Fleming*, Cape, 1966, 352p.

**QUAGLIERINI (Bertrand)**, *Le militaire : entre citoyen, agent public et soldat*, Thèse de Droit, Université d'Avignon, 2017, 436p.

**QUEMENER (Myriam), FERRY (Joël), CHARPENEL (Yves)**, *Cybercriminalité: Défi Mondial Et Réponses*, Economica, 2007, 540p.

**RIBOT (Catherine)**, *Droit et bande dessinée. L'univers juridique et politique de la BD*, PUG, 1998, 470p.

**ROUTIER (Fernand)**, *L'espionnage et la trahison en temps de paix et en temps de guerre*, Université de Poitiers UFR de droit et sciences sociales, Editions Charles-Lavauzelles, 1913, 176p.

**ROUX-DEMARE (François-Xavier) et DIZES (Marie-Charlotte)**, *Les fictions en droit*, Institut Universitaire Varenne, collection Colloques et essais, 2018, 194p.

**SANTOLINI (Arnaud) et TIJUS (Charles)**, *L'art du roman criminel. Une analyse de la pensée d'Agatha Christie*, Mare et Martin, collection Droit et littérature, 2016, 622p.

**SEGUR (Philippe)**, *Cinéma, droit et politique*, Corlet, collection Cinémaction, 2016, 212p.

**SILBERZAHN (Claude) et GUISEL (Jean)**, *Au cœur du secret : 1500 jours aux commandes de la DGSE*, Fayard, coll. Documents, 1995, 336 p.

**SUR (Serge)**, *Plaisirs du cinéma: Le monde et ses miroirs*, Chaintreaux, France-Empire monde, 2010

**TÜRK (Alex)**, "La Vie Privée En Péril : Des Citoyens Sous Contrôle", *Editions O. Jacob*, 2011, 272p.

**VERALDI (Gabriel)**, *Le Roman d'espionnage*, PUF, collection « Que sais-je ? », 1983, 127p.

**VIDELIN (Jean-Christophe)**, *Droit de la défense nationale*, Bruylant, 2e édition, 2014, 334p.

**VISSCHER (Paul)**, Cours général de droit international public, Collected Courses of the Hague Academy of International Law, vol.136, 1972, 202p.

**WAGNER (Margaret E.)**, *World War II: The Underground War*, Library of Congress, 2 octobre 2007

**WAROUX (François)**, *James Bond n'existe pas*, Mareuil éditions, 2017, 224p.

**WARUSFEL (Bertrand)**, *Contre-espionnage Et Protection Du Secret: Histoire , Droit Et Organisation De La Sécurité Nationale En France*, Lavauzelle, 2000, p.403 et suivantes

**WARUSFEL (Bertrand) (direction)**, *Le Renseignement Français Contemporain: Aspects Politiques et Juridiques*, L'Harmattan, 2003, 190p.

**WEIL (Prosper)**, *Le droit international public en quête de son identité. Cours général de droit international public*, Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de La Haye, tome 237, 1996, p.370p.

**WEST (Nigel)**, *At Her Majesty's Secret Service*, Greenhill books, 2006, 296p.

**WHITFIELD (Stephen J.)**, *The Culture of the Cold War*, John Hopkins University Press, 1991, 261p.

**WINDER (Simon)**, *James Bond, l'homme qui sauve l'Angleterre*, Demopolis, 2008

**ZIMMER (Jacques)**, *James Bond Story*, J'ai lu, cinéma, 1989, 144p.

### **Articles, rapports, blogs, pages internet, conférences :**

**AGO (Roberto)**, « Le délit international », *Recueil de cours de l'Académie de droit international de La Haye*, vol. 68, 1939

**ALLEYNE-LAWLER (Omar)**, "MI6 speaks to the Diversity Dashboard", *Black History Month*, 25 octobre 2017, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2JTjwOe> consulté le 20 avril 2019

**APOLLIS (Gilbert)**, Le règlement de l'affaire du Rainbow warrior, *Revue Générale de Droit International Public*, n°1, 1987, p.10

**APSE (Alexandra)**, « Is today's national security intelligence too reliant on TECHINT sources at the expense of HUMINT sources ? », *The Regionalist*, n°3, 2017

**ARACKAL (Bijil Simon), BENEGAL (Vivek)**, "Prevalence of sexualdysfunction in male subjects with alcohol dependence", *Indian Journal of Psychiatry*, n°49, 2007

**ARBOIT (Gérald)**, "Une brève histoire contemporaine du renseignement français", *Hermès, La Revue*, vol. 76, no. 3, 2016,

**BAKER (Christopher D)**, « Tolerance of international espionage : a functional approach », *American University International Law Review*, vol. 19, n°5, 2004

**BALL (James)**, « US and UK struck secret deal to allow NSA to 'unmask' Britons' personal data », *The Guardian*, 20 novembre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2H0KnVC>

**BALMOND (Louis)**, « Chroniques de faits internationaux. Espionnage israélien à Berne (Israël/Suisse) », *Revue Générale de Droit International Public*, vol.2, 1998, p.481.

**BARRET (David)**, « One surveillance camera for every 11 people in Britain, says CCTV survey », *The Telegraph*, 10 juillet 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vRYfLT>

**Big Brother Watch**, Rapport « The State of Surveillance in 2018 », *Site officiel*, septembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2OAz4II>

**BOULTON (Ralph)**, « UK spy agencies may face merger pressure », *Reuters*, 2 juillet 2010, [online], disponible sur <https://www.reuters.com/article/idINIndia-49844520100702> ,

**BOWMAN (Michael)**, « Intelligence and international law », *International journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 8, n°3, 1995

**CAIRD (Jack Simson)**, « Public Inquiries: non-statutory commissions of inquiry », *Site du Parlement*, 1<sup>er</sup> juillet 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2JcPIB1> , consulté le 10 mai 2019.

**CAMPBELL (Ducan)**, « Somebody's listening », *The New Statesman*, 12 août 1988

**CHOL (Eric)**, « Les Espions sont éternels », in *Courrier international*, n°1434 « Est-Ouest, le grand retour des espions », 26 avril 2018, p.2

**CHOPIN Olivier**, « Etudier le renseignement », *Rapport de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM)*, n°9, 2011, 266p.

**CHURCH COMMITTEE**, Rapport « Alleged assassination plots involving foreign leaders », 1975, 364p.

**CLAPPER (James Robert)**, Rapport « Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community », 9 février 2016, 34p.

**CNCTR**, Rapport annuel d'activité 2018, publié en avril 2019, 198p.

**COHEN-JONATHAN (Gérard) et KOVAR (Robert)**, « L'espionnage en temps de paix », *Annuaire français de droit international*, volume 6, 1960, p. 239-255

**COOPER (Holly), SCHEMBRI (Sharon) et MILLER (Dale)**, « Brand-self identity narratives in the James Bond movies », *Psychology and Marketing*, n°27, mai 2010, p.557-567

**CORDIER (François)**, « L'atteinte à l'intimité de la vie privée en droit pénal et les médias », *Revue, LegiCom*, vol. 20, no. 4, 1999

**CREMER (Justin)**, « Denmark is one of the NSA's '9-Eyes » », *The Copenhagen Post*, 4 novembre 2013, [online], disponible sur <https://bit.ly/2vDBDyt>

**CROSTON (Matthew) et VALLI (Franck)**, « An Intelligence Civil War : “HUMINT” vs. “TECHINT” », *Cyber, Intelligence, and Security*, n°1, janvier 2017, p.67-82

**DANIELSON (CK.), OVERHOLSER (JC.) et BUTT (ZA.)**, “Association of Substance Abuse and Depression among Adolescent Psychiatric Inpatients”, *The Canadian Journal of Psychiatry*, n°48, décembre 2003

**DAVID (Eric)**, « Le concept de conflit armé : enjeux et ambiguïtés », in V. Chetail (direction), *Permanence et mutation du droit des conflits armés*, Bruylant, décembre 2013, p.55-71

**DAVIS (Robert), TAYLOR (B.), TITUS (Richard)**, “Victims as agents”, in SKOGAN (W.), *Victims of Crime*, Sage Publication, 1997

**DELMAS-MARTY (Mireille)**, « Quand l'Europe raisonne la raison d'État », *Revue Projet*, vol 5, n°324, 2011, p.16-23

**DOEHRING (Karl)**, « Zur Ratio der Spionenbestrafung – Völkerrecht und nationales Recht », *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n°8, 1995

**DOEHRING (Karl)**, « Spionage im Friedensvölkerrecht », *Verfassungsschutz in der Demokratie*, Bundesamt für Verfassungsschutz, 1990, p.307-324

**DOMINICE (Christian)**, « La question de la double responsabilité de l'État et de son agent », in KM Emile (direction), *Liber Amicorum: Judge Mohammed Bedjaoui*, Kluwer Law International, 1999, p.143-157

**DONNELLY (Eric)**, « The US-China EP-3 incident, legality and Realpolitik », *Journal of Conflict and Security Law*, vol.9, n°1, 2004, p.25-42

**DUFOUR (Jean-Louis)**, « La crise de l'avion espion américain U2 (1960) », *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, éditions Complexe, 2004, p.141-144

**ECO (Umberto)**, « James Bond: une combinatoire narrative », *Communications*, n°8, 1966, pp. 77-93

**EARNEST (David C.), ROSENAU (James N.)**, « The Spy Who Loved Globalization », *Foreign Policy*, n°120, 2000, p.88-90

**EVANS (Haylay)**, « Summary: U.K. Intelligence and Security Committee Annual Report », *Lawfare*, 4 janvier 2018, [online], disponible sur <https://bit.ly/2Y6LskB>, consulté le 3 mai 2019

**FARRINGTON (David P.)**, « Age and Crime », *Crime and Justice*, n°7, 1986, p.189-250

**FLEMING (Ian)**, « How to write a thriller », *Books and bookmen*, n°8, mai 1963, p.14-19

**FORCARDE (Olivier)**, « Le siècle des “communautés de renseignement” ? », *Cahiers de la sécurité*, 2010, n°13, p.155-158

**FOX (Barry)**, « Careful Carruthers, that paper clip is loaded », *New Scientist*, 14 avril 1993, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2leHmkc>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019

**FRANÇOIS (Stéphane), ORIGONI (Guillaume)**, « Géopolitique de la mafia », *Fragment sur le temps présent*, 22 janvier 2013, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2Vk33Ux>, consulté le 14 mai 2019

**GARDNER (Frank)**, « Budget 2015 : what is the new Joint Security Fund ? », *BBC*, 9 juillet 2015, [online] disponible sur <https://www.bbc.com/news/uk-33469450>, consulté le 3 mai 2019.

**GIBSON (Peter)**, Rapport annuel du « Intelligence Services Commissioner » pour 2007, publié en juillet 2008, [online] disponible sur *Statewatch* : <https://bit.ly/2wAaaOF>

**GUEGUEN (Elodie)**, « Lutte antiterroriste: les nouveaux cerveaux du renseignement français », *France Inter*, 6 octobre 2016, [online] disponible sur: <https://www.franceinter.fr/societe/secrets-d-info>

**HAJJAMI (Nabil)**, « De la légalité de l'engagement militaire de la France en Syrie », *Revue du Droit Public*, n°1, janvier 2017, p.151-174

**HARRISON (Andrew), SUMMERS (James) & MENNECKE (Brian)**, « The Effects of the Dark Triad on Unethical Behaviour », *Journal of Business Ethics*, n°153, novembre 2018, p.55-77

**JENKINS (Tricia)**, *The CIA in Hollywood*, University of Texas Press, 2012, 230p.

**JOHNSON (Graham), GUHA (Indra Neil) et DAVIES (Patrick)**, « Were James Bond's drinks shaken because of alcohol induced tremor? », *The British Medical Journal*, n°347, 2013



**JOHNSON (Loch)**, « Bricks and Mortar for à Theory of Intelligence », *Comparative Strategy*, n°22, 2003

**JONASON (P.K.), LI (N.P.), TEICHER (E.A.)**, “Who is James Bond ? The Dark Triad as an Agentic Social Style”, *Individual Differences Research*, n°8, 2010, p.111-120

**KOLB (Robert)**, « La nécessité militaire dans le droit des conflits armés, essai de clarification conceptuelle », in Société française de droit international, *La nécessité en droit international*, Actes du Colloque de Grenoble, Pedone, 2007, p.151-186

**LANG (Jean-Philippe), BONNEWITZ (ML.), KUSTEREC (M.), LALANNE (Laurence)**, “Alcohol consumption in patients with psychiatric disorders: Assessment and Treatment”, *L’Encéphale*, n°40, septembre 2014, p.301-307

**LECUYER (Yannick)**, « James Bond et le droit international », Conférence Maximilien-Bibaud, 19 septembre 2017, [online] disponible sur *Youtube* : <https://www.youtube.com/watch?v=Wcu-KJLV0zo>, consulté le 30 mai 2019

**LEIVA (Antonio Dominguez)**, “De Dr. No à Ben Laden”, 2 novembre 2012, [online] disponible sur: <http://popenstock.ca/dossier/article/de-dr-no-ben-laden>, consulté le 25 avril 2019

**LENA (Maud)**, « Espionnage et Code Pénal », *AJ Pénal*, Dalloz, n°6, 2018

**LETTERON (Roseline)**, « Le secret défense enfin devant le Conseil constitutionnel », *Blog Liberté, libertés chéries*, 2 septembre 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Ka4zqm> consulté le 27 mai 2019

**LETTERON (Roseline)**, « Secret défense : la droit français en délicatesse avec la CEDH », 20 septembre 2017, *Blog Liberté, libertés chéries*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Qp6uIs> , consulté le 27 mai 2019

**LOUIS (Elan D.), BENITO-LEON (Julián), BERMEJO-PAREJA (Félix)**, “Population-based study of baseline ethanol consumption and risk of incident essential tremor”, *Journal of Neurology, Neurosurgery and Psychiatry*, n°80, 2009, p.494-497

**LOUIS-SIDNEY (Barbara)**, “Aspects juridiques internationaux de la cyber-défense: premières vues”, *Chaire de cyber-défense de Saint-Cyr*, octobre 2013, [online] disponible sur: [https://www.chaire-cyber.fr/IMG/pdf/article\\_3\\_11\\_-\\_chaire\\_cyberdefense.pdf](https://www.chaire-cyber.fr/IMG/pdf/article_3_11_-_chaire_cyberdefense.pdf), consulté le 2 mai 2019

**MAASS (Peter)**, « How Laura Poitras Helped Snowden Spill His Secrets », *The New York Times*, 18 août 2013, [online] disponible sur <https://nyti.ms/301pn8R>

**MARTIN (Jean-Christophe)**, « Les assassinats ciblés de terroristes présumés et l’argument de la nécessité », in Société française de droit international, *La nécessité en droit international*, Actes du Colloque de Grenoble, Pedone, 2007, p.297

**MASTOR (Wanda)**, “La France, Etat de surveillance ?”, *Actualité Juridique de Droit Administratif*, n°36, Dalloz, 2015

**McCRISKEN (Trevor), MORAN (Christopher)**, “James Bond, Ian Fleming and intelligence”, *Intelligence and National Security*, n°33, 2018, p.804-821

**MIOQUE (Nicolas)**, « Le “Fighting Temeraire” ou la fin d’une époque », *blog Trois ponts*, 4 novembre 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Vw9c51> , consulté le 12 mai 2019

**MIOQUE (Nicolas)**, « Skyfall – La dernière scène », *blog Trois ponts*, 23 octobre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vRwpPE> , consulté le 12 mai 2019

**NAVERETTE (Inaki)**, « L’espionnage en temps de paix en droit international public », *L’annuaire canadien de droit international*, n°53, 2015

**MOUTOUH (Hugues)**, « Droit et renseignement », in J. Poirot (direction), *Dictionnaire du renseignement*, Perrin, 2018, p.537-540

**OMS**, Rapport « International Guide for Monitoring Alcohol Consumption and Related Harm », 2000, 209p.

**PANEL (Louis)**, « Espionnage et trahison. Les agents de renseignements condamnés par les conseils de guerre français pendant la Première Guerre mondiale », in JM. Berlière (direction), *Justices militaires et guerres mondiales (1914-1950)*, Presse universitaire de Louvain, 2014

**Parlement Australien**, Rapport « Oversight of intelligence agencies: a comparison of the ‘Five Eyes’ nations », 15 décembre 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vSV9qA> , consulté le 10 mai 2019.

**PAULHUS (Delroy L.)**, **WILLIAMS (Kevin M.)**, “The Dark Triad of personality: Narcissism, Machiavellianism, and psychopathy”, *Journal of Research in Personality*, Volume 36, Issue 6, Decembre 2002, pp. 556-563

**PEGRAM (David)**, « The Hero with Mad Skills: James Bond and the World of Extreme Sports », *International Journal of James Bond Studies*, vol.1, n°2, avril 2018

**QUEMENER (Myriam)**, « La géolocalisation : un outil de protection ou de surveillance ? », *Sécurité et Stratégie*, vol. 15, n°4, 2013

**RANKIN (Nicholas)**, “How WWII created James Bond”, 4 octobre 2011, [online] disponible sur: <https://www.thebookseller.com/feature/how-wwii-created-james-bond-339087>, consulté le 25 juillet 2018

**RAYNE (Serge)**, « Espionnage », *Répertoire de droit pénal et de procédure pénale*, Dalloz, juin 2014

**RAYNE (Serge)**, « Atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation », *Répertoire de droit pénal et de procédure pénale*, Dalloz, janvier 2009

**RAYNE (Serge)**, « Trahison », *Répertoire de droit pénal et de procédure pénale*, Dalloz, octobre 2015

**REHM (Jürgen)**, **GMEL (Gerhard)**, **SEMPOS (Christopher)** et **TREVISAN (Maurizio)**, “Alcohol-related morbidity and mortality”, *Alcohol Research and Health*, n°27, 2003, p.39-51

**REINER (Daniel)**, **GAUTIER (Jacques)** et **LARCHER (Gerard)**, Rapport d’information du Sénat, *Le renforcement des forces spéciales françaises, avenir de la guerre ou conséquence de la crise ?*, 13 mai 2014, 82p.

**RIOS RODRIGUEZ (Jacobo)**, « 007, Jack Bauer et OSS-117 : quelles représentations du droit international ? », in CORTEN, O. et DUBUISSON, F. (dir.), *Du droit international au cinéma...*

*Présentations et représentations du droit international dans les films et les séries télévisées*, Pedone, 2015, pp. 187-211

**RODIER (Alain)**, “Le Crime organisé en pleine expansion”, Site du Centre Français de Recherche sur le Renseignement, novembre 2018, [online] disponible sur: <https://www.cf2r.org/actualite/le-crime-organise-en-pleine-expansion/>, consulté le 30 avril 2019

**RODIER (Alain)**, « Estonie-Russie, Nouvel échange d’espions », Note d’actualité sur le *site du Centre français de recherche sur le renseignement*, février 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2wrLOX5>, consulté le 28 mai 2019

**RODLER (Lucia)**, “L’homme criminel de Cesare Lombroso: entre science et littérature”, *Criminocorpus*, le 24 mai 2014, [online] disponible sur: <http://journals.openedition.org/criminocorpus/1893>, consulté le 17 avril 2019.

**ROUSSEAU (Charles)**, « Chronique des faits internationaux. Échange d’espions et d’agents spéciaux (RFA/RDA), *Revue Générale de Droit International Public*, vol.2, 1982, p.332

**ROUSSEAU (Charles)**, « Chronique de faits internationaux. Libération de Gerald Brooke par les autorités soviétiques (Grande-Bretagne / URSS) », *Revue Générale de Droit International Public*, vol.2, 1970, p.484-485

**SCHNEIDER (Jane & Peter)**, “The Mafia and Al-Qaeda: Violent and Secretive Organizations in Comparative and Historical Perspective”, *American Anthropologist*, vol.104, n°3, 2002, pp.776-782

**SCHU (Adrien)**, « Quel modèle pour les interventions occidentales ? », *Res Militaris*, vol.5, n°1, 2015

**SCHUMACHER (Frederick Carl) et WILSON (George)**, *Bridge of No Return: The Ordeal of the USS Pueblo*, Harcourt Brace Jovanovich, 1971, 242p.

**Secrétaire général des Nations Unies (Javier Pérez de Cuéllar)**, « Règlement du 6 juillet 1986 opéré par le secrétaire général des Nations unies », *Recueil des sentences arbitrales*, vol.19, n°5, [online] disponible sur le site du Bureau des affaires juridiques des Nations unies : [http://legal.un.org/riaa/cases/vol\\_XIX/199-221.pdf](http://legal.un.org/riaa/cases/vol_XIX/199-221.pdf), consulté le 28 mai 2019

**SENAT**, Rapport « Le contrôle parlementaire des services de renseignement », 2002, [online] disponible sur <https://www.senat.fr/lc/lc103/lc103.pdf>, consulté le 10 mai 2019

**STOWE ALRUTZ (Anna), KOOL (Bridget) et autres**, « The psychopathology of James Bond and its implications for the revision of the DSM-(00)7 », *The Medical Journal of Australia*, vol.203, août 2015, p.452-456

**TARDE (Gabriel)**, “Le type criminel” [1885], *Revue d’Histoire des Sciences Humaines*, vol. n°3, n°2, 2000, pp.89-116.

**THIERRY (Gabriel)**, « La montée en puissance du renseignement pénitentiaire sous l’œil de la CNCTR », *Dalloz actualité*, 30 mai 2018

**THIERRY (Jean-Baptiste)**, « Les super-héros et le droit pénal », durant la conférence « Droit et fiction » organisée par l’université de Lorraine, 2016, sur *Youtube*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Jog5il>, consulté le 16 mai 2019.

**WARNER (Nick)**, Discours “ASIS at 60”, 19 juillet 2012, Site du service australien, [online] disponible sur <https://www.asis.gov.au/About-Us/Speech.html> , consulté le 2 juin 2019

**WARREN (Samuel) et BRANDEIS (Louis)**, « The Right to privacy », *Harvard Law Review*, n°5, 15 décembre 1890 : « *the right to be let alone* »

**WARUSFEL (Bertrand)**, “Acquis et limites de l’encadrement du renseignement: premier bilan étape de la réforme”, *Hestia Expertises*, 26 octobre 2018, [online] disponible sur: <https://hestia.hypotheses.org/1053>, consulté le 2 mai 2019

**WEMMERS (Jo-Anne)**, “La victime multiple”, *Introduction à la victimologie*, Presses de l’Université de Montréal, 2003, p.117-129

**WILSON (Mark)**, “Ex-CIA Officer Laments Q’s Absence from Modern James Bond”, *Gizmodo*, 10 novembre 2008, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2I2POmy>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019

**WILSON (Nick), TUCKER (Anne), HEATH (Deborah), SCARBOROUGH (Peter)**, “License to swill: James Bond’s drinking over six decades”, *The Medical Journal of Australia*, n°209, août 2018, p.495-500

**YOUNGER (Alex)**, « MI6 ‘C’ speech on fourth generation espionage », *Site du gouvernement britannique*, 3 décembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Pd4d0Z> , consulté le 12 mai 2019

### **Auteurs non-cités**

“Data Retention and Investigatory Act of 2014”, *Wikipédia*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2DTuz5p>

“Investigatory Powers Act of 2016”, *Wikipédia*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2g0i0HV>

Allocution du gouvernement britannique, « National Security and Civil Liberties – Getting the balance right », *Site du gouvernement*, 3 juillet 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/1Txne9F>

« Inquiétudes sur la fusion des services administratifs MI6-MI5-GCHQ », *Intelligence Online*, 10 octobre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2YaffsR> , consulté le 3 mai 2019

« James Bond et le terrorisme », 14 novembre 2015, *Blog Commander 007* [online] disponible sur: <http://www.commander007.net/2015/11/james-bond-et-le-terrorisme/>, consulté le 26 avril 2019

« List of James Bond film locations », *Wikipédia*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Ked03L> , consulté le 29 mai 2019

« Bridge of No-Return », *Wikipédia*, [online] disponible sur [https://en.wikipedia.org/wiki/Bridge\\_of\\_No\\_Return](https://en.wikipedia.org/wiki/Bridge_of_No_Return) , consulté le 28 mai 2019

« List of James Bond gadgets », *Wikipédia*, [online] disponible sur [https://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_James\\_Bond\\_gadgets](https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_James_Bond_gadgets) , consulté le 28 avril 2019

« Bond girl », *Wikipédia*, [online] disponible sur [https://en.wikipedia.org/wiki/Bond\\_girl](https://en.wikipedia.org/wiki/Bond_girl) , consulté le 28 avril 2019

« In-Q tel », *Wikipédia*, [online] disponible sur: <https://en.wikipedia.org/wiki/In-Q-Tel>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019

« Our mission », *site du SIS*, [online] disponible sur: <https://www.sis.gov.uk/our-mission.html>, consulté le 6 mai 2019

« Prevent Loss of Academic Research », juin 2015, [online] disponible sur: <https://research.umbc.edu/files/2015/07/SPIN-15-006-Preventing-Loss-of-Academic-Research.pdf>, consulté le 27 avril 2019

« Five Eyes », *Wikipedia*, 27 avril 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Jdnz6Q>

« La « note blanche » des services de renseignement : une preuve ? », *Blog Carnets de Justice*, 5 juin 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2XfJi2g>, consulté le 27 mai 2019

## **Articles de presse :**

**ALONSO (Pierre)**, « État d'urgence, de l'entorse au règlement », *Libération*, 26 juillet 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2DSsaYu>

**AKINIAN (Anagallis)**, « Cour d'assises : James Bond écope de 9 ans ferme », *La Provence*, 5 mai 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2VDMSSd>, consulté le 18 mai 2019.

**BAMIGBOYE (Baz)**, « REVEALED: Bond 25 will see 007 embroiled in genetic warfare... », *The Daily Mail*, 30 mai 2019, [online] disponible sur <https://dailym.ai/2JLCJkN>, consulté le 2 juin 2019

**BANIAN**, « Mistah Khurts, he free », *The Economist*, 30 septembre 2011, [online] disponible sur <https://econ.st/2DeqTuC>, consulté le 27 mai 2019

**BELKAÏD (Akram)**, « La gloire de l'espionnage français », *Le Monde diplomatique*, août 2017, [online] disponible sur <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/154/BELKAID/57758>, consulté le 9 mai 2017

**BERAUD (Anne-Laëtitia)**, « La présence de l'armée française en Libye est “un secret de polichinelle” », *20 minutes*, 25 février 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2ElqJnB>, consulté le 15 mai 2019.

**BOBROV (Dmitri)**, « Russie-Angleterre, une saga d'espionnage », *InoSMI* (site d'informations russe), 20 mars 2018

**BRENDON (Piers)**, “The spymaster who was stranger than fiction”, *The Independent*, 29 octobre 2009

**BROOKS (Bradley)**, « NSA's indiscriminate spying 'collapsing,' Snowden says in open letter », *The Washington Post*, 18 décembre 2013, [online] disponible sur <https://wapo.st/2JhFjOu>, consulté le 7 mai 2019

**CLERC (Marine)**, « l'étonnant clip du MI6 pour recruter ses nouveaux agents secrets... anti-James Bond », *France info*, 11 mars 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/2WxKVet>, consulté le 30 mai 2019

**COBAIN (Ian)**, « How secret renditions shed light on MI6's licence to kill and torture », *The Guardian*, 14 février 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2YR9aBY>, consulté le 20 mai 2019.

**COLLOMP (Florentin)**, « Affaire Skripal : Londres accuse deux membres des services secrets russes de l'empoisonnement », *Le Figaro*, 5 septembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2W8UaSR> , consulté le 27 mai 2019

**CORLISS (Richard)**, “Cinema: We Don’t Need Another Heroid”, *Time*, 24 juillet 1989

**CRACKNELL (David)**, “Found: Real IRA’s rocket launcher that scored a hit on MI6”, *The Daily Telegraph*, 5 novembre 2000

**DEFTY (Andrew)**, « Having security chiefs give evidence to Parliament is progress, but future sessions must dig deeper », *Democratic Audit*, 15 novembre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2VtKJgt> , consulté le 11 mai 2019.

**DIFFALAH (Sarah)**, “James Bond, l’homme qui a sauvé la Grande-Bretagne”, *L’Obs*, novembre 2015, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2VbdE96>, consulté le 22 avril 2019

**DULLES (Allan)**, “Our Spy Boss WhoLoved James Bond”, *Life Magazine*, 28 août 1964

**FAURE (Guillemette)**, « Jack Bauer, modèle controversé pour l’antiterrorisme américain », *Le Nouvel Observateur*, 16 septembre 2007, [online] disponible sur <https://bit.ly/30E7Y6q> , consulté le 25 mai 2019

**FOLLOROU (Jacques)**, “Renseignement: l’Assemblée veut une nouvelle loi en 2020”, *Le Monde*, 24 avril 2019

**FOURNY (Marc)**, “Quand John Fitzgerald Kennedy se prenait pour Jame Bond”, *Le Point*, 5 octobre 2012, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2DNA6du>, consulté le 22 avril 2019

**GARDHAM (Duncan)**, « Does MI6 have a licence to kill ? », *The Telegraph*, 3 décembre 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2M6TDwd> , consulté le 20 mai 2019.

**GUIBERT (Nathalie)**, « Pour les frappes ciblées, un cadre légal international et des zones grises », *Le Monde*, 4 janvier 2017, [online] disponible sur <https://bit.ly/30L7U4Q> , consulté le 25 mai 2019

**GUISNEL (Jean)**, « Des diplomates américains sont accusés d’espionnage. Paris tente d’éviter une crise avec Washington. », *Libération*, 23 avril 1995, [online] disponible sur <https://bit.ly/2K9A6Zw> , consulté le 27 mai 2019

**KUPER (Simon)**, “Russia, Skripal and the reality of modern-day spying”, *Financial Times*, 22 mars 2018, [online] disponible sur: <https://on.ft.com/2VY4Jaq>, consulté le 12 mai 2019

**LAGNEAU (Laurent)**, “Une liste de 2626 noms de policiers du renseignement intérieur tombée dans les mains d’une personne fichée S”, *Opex360.com*, 11 avril 2018, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2Lm0HVR>, consulté le 26 avril 2019

**LASKE (Karl)**, « Les agents de Rondot troublent l’Espagne », *Libération*, 15 septembre 2009, [online] disponible sur <https://bit.ly/2HFMAQz> , consulté le 27 mai 2019

**LECLERE (Emmanuel)**, « Intérieur : les très discrètes mesures du nouveau plan de bataille contre le terrorisme », *France Inter*, 6 juin 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vAWZfE> , consulté le 3 mai 2019

**McLAUGHLIN (Eliott)**, « Obama: U.S. will keep deploying drones -- when they are only option », *CNN*, 24 mai 2013, [online] disponible sur <https://cnn.it/2YMkVJD> , consulté le 25 mai 2019

**MERCHET (Jean-Dominique)**, « Comment le renseignement français est sorti de sa zone de non-droit », *L'Opinion*, 19 février 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2W6ESOo> , consulté le 27 mai 2019

**OLDHAM (Joseph)**, « Spectre review: James Bond makes his mark in an age of cybersecurity », *The Conversation*, 29 octobre 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/1LZM6U2> , consulté le 12 mai 2019

**OWEN (Paul)**, « NSA files – MPs debate oversight of the intelligence services », *The Guardian*, 31 octobre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2E2yIUy> , consulté le 11 mai 2019

**PENCHE (Annaëlle)**, « Discours de Barack Obama annonçant la mort d'Oussama Ben Laden », *La Croix*, 2 mai 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2WifaGf> , consulté le 25 mai 2019

**PIERCE (Scott)**, “How real is ‘Skyfall’s’ portrayal of cyberterrorism?”, *CNN*, novembre 2012, [online] disponible sur: <https://cnn.it/2QCSOKe> , consulté le 25 avril 2019

**POURTIER (Grégoire)**, « NSA: trois fois plus de communications surveillées en 2017 », 6 mai 2018, *RFI*, [online], disponible sur <https://bit.ly/2J3TzLj>

**QUATREMER (Jean)**, « Les filets percés du renseignement », *Libération*, 25 novembre 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Mr1l4n> , consulté le 3 mai 2019

**RAULINE (Nicolas)**, « Huawei accusé de fraude et d'espionnage par les Etats-Unis », *Les Échos*, 29 janvier 2019, [online] disponible sur <https://bit.ly/2EADKYQ> , consulté le 27 mai 2019.

**STEWART (Dan) et FABRY (Merrill)**, « Which James Bond is the deadliest ? », *Time*, 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/1MExy1U> , consulté le 24 mai 2019

**TELLIER (Maxime)**, “Qui lutte contre le terrorisme en France?”, *France Culture*, 13 décembre 2018, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2QMPOgV> , consulté le 25 avril 2019

**VINCENT (Elise) THIBAUT (Harold)**, « Soupçons d'espionnage pour la Corée du Nord : le haut fonctionnaire français Benoît Quennedey mis en examen pour trahison », *Le Monde*, 29 novembre 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2HXTFRR> , consulté le 27 mai 2019

**VINCENT (James)**, « The UK now wields unprecedented surveillance powers – Here’s what it means », *The Verge*, 29 novembre 2016, [online] disponible sur <https://bit.ly/2yCizmr>

### **Auteurs non-cités**

« Iran: les trois randonneurs américains jugés le 6 novembre », *Le Point*, 20 octobre 2010, [online] disponible sur <https://bit.ly/2YLTcgZ> , consulté le 20 mai 2019

« Sajid Javid unveils plans for MI5 », *Daily Mail*, 4 juin 2018, [online] disponible sur <https://dailymail.ai/2VHez0v>

The Editorial board, « Emmanuel Macron’s Unfettered Powers », *The New York Times*, 12 juin 2017, [online] disponible sur <https://nyti.ms/2rkV13D>

« Renseignement : plus de 22 300 personnes ont été surveillées en France en 2018 », *Le Monde*, 25 avril 2019, [online] disponible sur <https://lemde.fr/2PPMCy6>

« Londres, capitale mondiale de la vidéosurveillance », *National Geographic*, 2 février 2018, [online] disponible sur <https://bit.ly/2H8V6O9>

“Bond’s unsung heroes: Geoffrey Boothroyd the real Q”, *The Daily Telegraph*, 21 mai 2019, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2VevDv2>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2019

“Cold war or terrorism, 007 is ready to fight”, *Today*, 15 novembre 2006, [online] disponible sur: <https://on.today.com/2lao0g2>, consulté le 14 avril 2019

“Est-Ouest, le grand retour des espions”, *Courrier International*, n°1434, 26 avril 2018

“Ian Fleming interview”, *Playboy*, décembre 1964, p.97-106

“James Bond as villain in Soviet Novel”, *The Daily Telegraph*, 8 octobre 1965

“Terrorisme: pour 92% des Français, la menace est élevée”, *Le Journal Du Dimanche*, 11 novembre 2017, [online] disponible sur: <https://bit.ly/2W8LDdJ>, consulté le 30 avril 2019

« Islamic State conflict: Two Britons killed in RAF Syria strike », *BBC*, 7 septembre 2015, [online] disponible sur <https://www.bbc.com/news/uk-34178998>, consulté le 25 mai 2019

« Federal govt condemns France military operation in Somalia », *Garowe*, 13 janvier 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Mfd5qv>, consulté le 27 mai 2019

« Espions livrés aux USA: un Russe condamné par contumace à 25 ans de prison », *Le Point*, 27 juin 2011, [online] disponible sur <https://bit.ly/2QAcm8>, consulté le 28 mai 2019

« Les Etats-Unis vont libérer l’espion israélien Jonathan Pollard », *Le Monde*, 29 juillet 2015, [online] disponible sur <https://bit.ly/2HNceJD>, consulté le 28 mai 2019.

« Bond 25 start of production », 007.com, 25 avril 2019, [online] disponible sur <https://www.007.com/bond-25-start-of-production/>, consulté le 2 juin 2019



## ANNEXES

Annexe 1 : La consommation d'alcool chez Bond

Annexe 2 : Pays visités

Annexe 3 : Liste des « méchants »

Annexe 4 : Intelligence Service Act 1994

Annexe 5 : « *A bloody big ship* »

Annexe 6 : Le Pont de Non-retour

### Annexe 1 : La consommation d'alcool chez Bond

Numéro	Question du DSM V : In the past year*, have you...	Réponse	Précisions
1	... had times when you ended up drinking more, or longer, than you intended?	Yes	Spectre (2015) : At a medical clinic in the Austrian Alps, Bond is interviewed by clinician Madeleine Swann, who asks, " <i>How much alcohol do you consume?</i> " Bond replies, " <i>Too much</i> ".
2	... more than once wanted to cut down or stop drinking, or tried to, but couldn't?	Possibly	« <i>Too much</i> » but we don't know of any serious attempt to cut down. Indeed, his long term drinking pattern is relatively stable, and he has not shifted to any reduced alcohol products.
3	... spent a lot of time drinking? Or being sick or getting over other after-effects?	Yes	Drinking is a common activity for Bond Goldfinger (1964) : Bond's friend Felix Leiter comments, when talking about Bond's likely activities, " <i>Ten will get you one, it's a drink or a dame.</i> " Die Another Day (2002) : a medical assessor : « <i>Liver not too good</i> »
4	... wanted a drink so badly you couldn't think of anything else?	Possibly	There are no occasions where this impression is definitely conveyed, but there is no doubt that there are occasions when he seems very keen on a drink; eg, gulping undiluted "Siamese vodka" after a fight (You Only Live Twice, 1967); sculling brown liquid (probably whiskey) after another fight against African warriors, directly from a decanter (Casino Royale, 2006)

Numéro	Question du DSM V	Réponse	Précisions
5	... found that drinking — or being sick from drinking — often interfered with taking care of your home or family? Or caused job troubles? Or school problems?	Yes	<p>Skyfall (2012) : an internal MI6 report notes: “<i>Alcohol and substance addiction indicated</i>”</p> <p>Skyfall (2012) : When JB comes back from his holidays, M : “<i>Ran out of drink where you were, did they?</i>”</p> <p>On Her Majesty’s Secret Service (1969) : Bond drinks at his MI6 office, from a hip flask, while apologising to a picture of Queen Elizabeth II</p>
6	... continued to drink even though it was causing trouble with your family or friends?	Possibly	<p>Bond’s friendships are largely transitory and he seems to have no living relatives. His drinking may interfere with establishing long term relationships, but all the women with whom he would like to have long term relationships die.</p>
7	... given up or cut back on activities that were important or interesting to you, or gave you pleasure, in order to drink?	Possibly	<p>There are limited data on Bond’s leisure interests (other than womanising, with which he often mixes drinking. During episodes of very high consumption (eg, 24 units on one occasion in the plane in Quantum of Solace), sexual performance is probably seriously impaired.</p>
8	... more than once gotten into situations while or after drinking that increased your chances of getting hurt (such as driving, swimming, using machinery, walking in a dangerous area, or having unsafe sex).	Yes	<p>Bond has consumed alcohol before many risky situations (fast driving, fighting, and using machinery etc.). It is highly probable that much of his sexual activity is unsafe, as he never discusses barrier contraception and does not appear to have condoms at hand (particularly when having spontaneous sex underwater).</p>

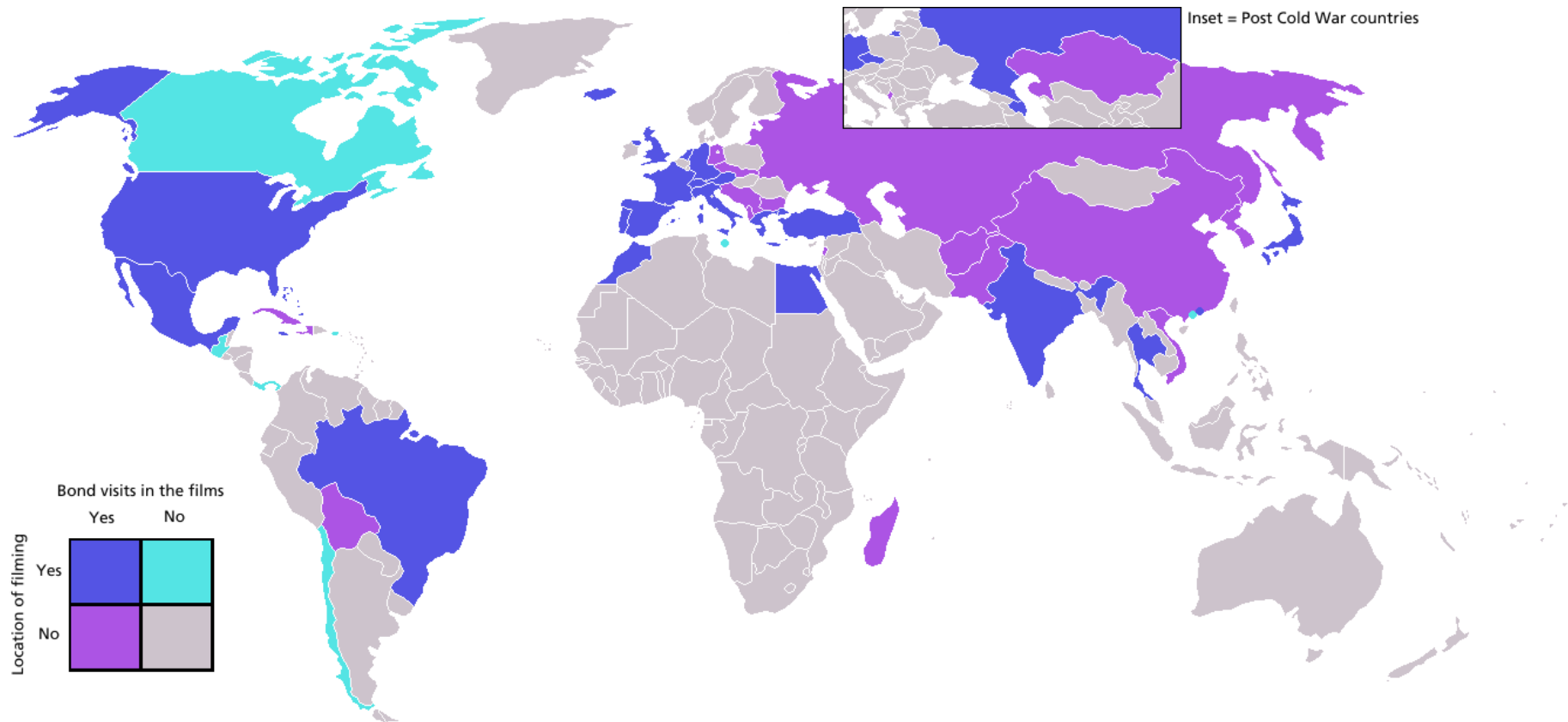
Numéro	Question du DSM V	Réponse	Précisions
9	... continued to drink even though it was making you feel depressed or anxious or adding to another health problem? Or after having had a memory blackout?	Yes	Die Another Day (2012) : Bond continues to drink despite an MI6 report indicating he has alcohol use and liver problems Tomorrow Never Dies (1997) : Bond waiting for Paris Carver Bond seems depressed « <i>Why did you marry him ?</i> » He appears to have drunk about 40% of the bottle, or 12 units of alcohol.
10	... had to drink much more than you once did to get the effect you want? Or found that your usual number of drinks had much less effect than before?	Yes	We consider this very likely, as he has an extremely high tolerance level for alcohol; eg, he could still talk without slurring after consuming at least 24 units of alcohol on a single occasion (Plane in Quantum of Solace)
11	... found that when the effects of alcohol were wearing off, you had withdrawal symptoms, such as trouble sleeping, shakiness, restlessness, nausea, sweating, a racing heart, or a seizure? Or sensed things that were not there?	No	Despite his apparently high chronic alcohol intake and heavy drinking episodes, Bond displays none of these problems. Indeed, he nearly always shows amazingly rapid reflexes and athletic capacity, winning a large majority of his fights and only occasionally being shot (despite thousands of bullets being fired at him).

\* Nous ne connaissons que des fragments de la vie de Bond. Les réponses se basent sur l'ensemble de ces fragments et non l'année passée.

→ Si au moins 6 réponses parmi les 11 sont positives, alors le sujet présente un « alcoolisme grave ».

Source : N. Wilson, A. Tucker, D. Heath et P. Scarborough, « Licence to swill: James Bond's drinking over six decades », *The Medical Journal of Australia*, n°209, août 2018, p.495-500

## Annexe 2 : Pays visités



Source : « List of James Bond film locations », *Wikipédia*, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Ked03L> , consulté le 29 mai 2019

### Annexe 3 : Liste des « méchants »

Date de sortie	Titre du film	Le « méchant »	Les hommes de main	Type(s) de menace(s)	Le plan
1962	James Bond contre Dr. No	Dr. Julius No	Professeur Dent	Spatiale	Perturber le programme de fusées Mercury à l'aide d'un réacteur atomique pour empêcher les Etats-Unis d'envoyer un homme sur la Lune
1963	Bons Baisers de Russie	Ernst Stavro Blofeld	Kronsteen Red Grant Colonel Rosa Klebb	Attaque personnelle contre Bond	Voler une machine de déchiffrement russe pour attirer James Bond dans un piège et le faire tuer
1964	Goldfinger	Auric Goldfinger	Oddjob	Trafic d'or Attaque chimique et nucléaire	Contaminer par une bombe atomique l'or de la réserve fédérale américaine stocké à Fort Knox afin de ruiner l'Occident
1965	Opération Tonnerre	Emilio Largo / Ernst Stavro Blofeld	Angelo Fiona Volpe	Nucléaire	Vol de deux bombes atomiques de l'OTAN pour exiger des rançons
1967	On ne vit que deux fois	Ernst Stavro Blofeld	Helga Brandt	Spatiale	Vol de capsules spatiales américaines et russes pour provoquer une guerre
1969	Au service secret de sa Majesté	Ernst Stavro Blofeld	Irma Blunt	Biologique	Diffuser un virus mortel sur toute la planète en utilisant des jeunes femmes

1971	Les diamants sont éternels	Ernst Stavro Blofeld	Wint & Kidd	Trafic de diamants Nucléaire	Détruire les armes nucléaires du monde grâce à un laser installé sur un satellite piloté par Spectre et obtenir des rançons des grandes puissances
1973	Vivre et laisser mourir	Dr Kananga	Baron Samedi	Trafic de drogue	Distribuer gratuitement de la cocaïne pour ruiner la concurrence et détenir le marché de la drogue aux USA
1974	L'homme au pistolet d'or	Francisco Scaramanga	Tric Trac	Ressources naturelles Armes de destruction	Voler une invention qui capte à 90% l'énergie solaire, l'agitateur Sol X et en faire une arme de destruction
1977	L'espion qui m'aimait	Karl Stromberg	Requin Naomi	Nucléaire	Capturer un sous-marin britannique et un sous-marin russe pour provoquer une escalade entre les deux pays et déclencher une guerre
1979	Moonraker	Hugo Drax	Chang Requin	Biologique Spatiale Eugénisme	Disséminer un agent mortel à partir de capsules spatiales pour éradiquer la population et créer un nouveau monde d'humains sélectionnés et envoyés à bord de <i>Moonraker 6</i>
1981	Rien que pour vos yeux	Aristotle Kristatos	Locque Erich Krieger	Nucléaire	Récupérer un système de lancement de missiles nucléaires britannique dans l'épave d'un sous-marin

1983	Octopussy	Général Orlov	Kamal khan	Nucléaire	Faire exploser une tête nucléaire US sur une base américaine en Allemagne de l'Ouest, étendre les frontières de l'URSS et déstabiliser l'alliance occidentale
1985	Dangereusement vôtre	Max Zorin	May Day Scarpine	Économique	Détruire la Silicon Valley en faisant exploser la faille de San Andreas afin de détenir le monopole du marché de puces électroniques
1987	Tuer n'est pas jouer	Général Georgi Koskov	Brad Whitaker Necros	Trafic de drogue Prolifération d'armes	Vendre de la drogue en échange d'armes
1989	Permis de tuer	Franz Sanchez	Dario Colonel Heller	Trafic de drogue	Contrôler tout le pays d'Ismuth grâce au trafic de drogue sur le modèle de Pablo Escobar puis s'étendre en Asie
1995	GoldenEye	Alec Trevelyan alias Janus	Général Oroumov Xenia Onatopp	Nucléaire Économique	Prendre le contrôle d'un système de satellites armés russes GoldenEye et détruire l'économie britannique par vengeance
1997	Demain ne meurt jamais	Elliot Carver	Stamper	Médias	Assassiner le gouvernement chinois par l'envoi d'un missile volé sur un bâtiment furtif britannique et provoquer un changement de régime qui lui donnera l'accès exclusif aux ondes du pays



1999	Le monde ne suffit pas	Electra King	Victor Zukas alias Renard	Ressources naturelles Économique Nucléaire	Faire exploser un missile nucléaire volé au Kazhakstan sur Istanbul pour neutraliser les pipelines russes présents dans la zone et dominer le marché du pétrole
2002	Meurs un autre jour	Colonel Moon alias Gustav Graves	Zao Miranda Frost	Trafic de diamants Ressources naturelles Arme de destruction	Détruire le no man's land entre les deux Corées grâce à un nouveau satellite qui capte l'énergie solaire (sur le même schéma que L'Homme au pistolet d'or), ce qui permettra à l'armée Nord-Coréenne d'envahir le Sud sans obstacle
2006	Casino Royale	Le Chiffre	Dimitrios Valenka	Terrorisme Financière	Faire fructifier l'argent de groupes terroristes lors d'une partie de poker
2008	Quantum of Solace	Dominic Greene	Général Medrano	Ressources naturelles Instabilité politique	Déstabiliser le pays pour y mettre à la tête un président fantoche qui signera un accord d'exclusivité de distribution d'eau après avoir cédé des terres qui en cachent les réserves
2012	Skyfall	Tiago Rodriguez alias Raoul Silva	Patrice	Terrorisme	Détruire le MI6, éliminer ses agents grâce à des cyber-attaques et exécuter M
2015	Spectre	Franz Oberhauser alias Ernst Stavro Blofeld	Max Denbigh (C) Hinx	Terrorisme	Imposer un réseau de surveillance au monde entier qui est dans les mains de Spectre pour contrôler le monde

Annexe 4 :



# Intelligence Services Act 1994

## CHAPTER 13

### ARRANGEMENT OF SECTIONS

*The Secret Intelligence Service*

Section

1. The Secret Intelligence Service.
2. The Chief of the Intelligence Service.

*GCHQ*

3. The Government Communications Headquarters.
4. The Director of GCHQ.

*Authorisation of certain actions*

5. Warrants: general.
6. Warrants: procedure and duration, etc.
7. Authorisation of acts outside the British Islands.

Le « permis de tuer »

*The Commissioner, the Tribunal and the investigation of complaints*

8. The Commissioner.
9. Investigation of complaints.

*The Intelligence and Security Committee*

10. The Intelligence and Security Committee.

Le contrôle  
parlementaire

*Supplementary*

11. Interpretation and consequential amendments.
12. Short title, commencement and extent.

**SCHEDULES:**

- Schedule 1—Investigation of Complaints.
- Schedule 2—The Tribunal.
- Schedule 3—The Intelligence and Security Committee.
- Schedule 4—Consequential amendments.



# Intelligence Services Act 1994

## 1994 CHAPTER 13

An Act to make provision about the Secret Intelligence Service and the Government Communications Headquarters, including provision for the issue of warrants and authorisations enabling certain actions to be taken and for the issue of such warrants and authorisations to be kept under review; to make further provision about warrants issued on applications by the Security Service; to establish a procedure for the investigation of complaints about the Secret Intelligence Service and the Government Communications Headquarters; to make provision for the establishment of an Intelligence and Security Committee to scrutinise all three of those bodies; and for connected purposes. [26th May 1994]

**B**E IT ENACTED by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:—

### *The Secret Intelligence Service*

1.—(1) There shall continue to be a Secret Intelligence Service (in this Act referred to as “the Intelligence Service”) under the authority of the Secretary of State; and, subject to subsection (2) below, its functions shall be—

The Secret  
Intelligence  
Service.

- (a) to obtain and provide information relating to the actions or intentions of persons outside the British Islands; and
- (b) to perform other tasks relating to the actions or intentions of such persons.

(2) The functions of the Intelligence Service shall be exercisable only—

- (a) in the interests of national security, with particular reference to the defence and foreign policies of Her Majesty's Government in the United Kingdom; or

- (b) in the interests of the economic well-being of the United Kingdom; or
- (c) in support of the prevention or detection of serious crime.

The Chief of the  
Intelligence  
Service.

2.—(1) The operations of the Intelligence Service shall continue to be under the control of a Chief of that Service appointed by the Secretary of State.

(2) The Chief of the Intelligence Service shall be responsible for the efficiency of that Service and it shall be his duty to ensure—

- (a) that there are arrangements for securing that no information is obtained by the Intelligence Service except so far as necessary for the proper discharge of its functions and that no information is disclosed by it except so far as necessary—
  - (i) for that purpose;
  - (ii) in the interests of national security;
  - (iii) for the purpose of the prevention or detection of serious crime; or
  - (iv) for the purpose of any criminal proceedings; and
- (b) that the Intelligence Service does not take any action to further the interests of any United Kingdom political party.

(3) Without prejudice to the generality of subsection (2)(a) above, the disclosure of information shall be regarded as necessary for the proper discharge of the functions of the Intelligence Service if it consists of—

1958 c. 51.

- (a) the disclosure of records subject to and in accordance with the Public Records Act 1958; or
- (b) the disclosure, subject to and in accordance with arrangements approved by the Secretary of State, of information to the Comptroller and Auditor General for the purposes of his functions.

(4) The Chief of the Intelligence Service shall make an annual report on the work of the Intelligence Service to the Prime Minister and the Secretary of State and may at any time report to either of them on any matter relating to its work.

### *GCHQ*

The Government  
Communications  
Headquarters.

3.—(1) There shall continue to be a Government Communications Headquarters under the authority of the Secretary of State; and, subject to subsection (2) below, its functions shall be—

- (a) to monitor or interfere with electromagnetic, acoustic and other emissions and any equipment producing such emissions and to obtain and provide information derived from or related to such emissions or equipment and from encrypted material; and
- (b) to provide advice and assistance about—
  - (i) languages, including terminology used for technical matters, and

(ii) cryptography and other matters relating to the protection of information and other material, to the armed forces of the Crown, to Her Majesty's Government in the United Kingdom or to a Northern Ireland Department or to any other organisation which is determined for the purposes of this section in such manner as may be specified by the Prime Minister.

(2) The functions referred to in subsection (1)(a) above shall be exercisable only—

- (a) in the interests of national security, with particular reference to the defence and foreign policies of Her Majesty's Government in the United Kingdom; or
- (b) in the interests of the economic well-being of the United Kingdom in relation to the actions or intentions of persons outside the British Islands; or
- (c) in support of the prevention or detection of serious crime.

(3) In this Act the expression "GCHQ" refers to the Government Communications Headquarters and to any unit or part of a unit of the armed forces of the Crown which is for the time being required by the Secretary of State to assist the Government Communications Headquarters in carrying out its functions.

4.—(1) The operations of GCHQ shall continue to be under the control of a Director appointed by the Secretary of State. The Director of GCHQ.

(2) The Director shall be responsible for the efficiency of GCHQ and it shall be his duty to ensure—

- (a) that there are arrangements for securing that no information is obtained by GCHQ except so far as necessary for the proper discharge of its functions and that no information is disclosed by it except so far as necessary for that purpose or for the purpose of any criminal proceedings; and
- (b) that GCHQ does not take any action to further the interests of any United Kingdom political party.

(3) Without prejudice to the generality of subsection (2)(a) above, the disclosure of information shall be regarded as necessary for the proper discharge of the functions of GCHQ if it consists of—

- (a) the disclosure of records subject to and in accordance with the Public Records Act 1958; or
- (b) the disclosure, subject to and in accordance with arrangements approved by the Secretary of State, of information to the Comptroller and Auditor General for the purposes of his functions.

1958 c. 51.

(4) The Director shall make an annual report on the work of GCHQ to the Prime Minister and the Secretary of State and may at any time report to either of them on any matter relating to its work.

#### *Authorisation of certain actions*

5.—(1) No entry on or interference with property or with wireless telegraphy shall be unlawful if it is authorised by a warrant issued by the Secretary of State under this section. Warrants: general.

(2) The Secretary of State may, on an application made by the Security Service, the Intelligence Service or GCHQ, issue a warrant under this section authorising the taking, subject to subsection (3) below, of such action as is specified in the warrant in respect of any property so specified or in respect of wireless telegraphy so specified if the Secretary of State—

- (a) thinks it necessary for the action to be taken on the ground that it is likely to be of substantial value in assisting, as the case may be,—
  - (i) the Security Service in carrying out any of its functions under the 1989 Act; or
  - (ii) the Intelligence Service in carrying out any of its functions under section 1 above; or
  - (iii) GCHQ in carrying out any function which falls within section 3(1)(a) above; and
- (b) is satisfied that what the action seeks to achieve cannot reasonably be achieved by other means; and
- (c) is satisfied that satisfactory arrangements are in force under section 2(2)(a) of the 1989 Act (duties of the Director-General of the Security Service), section 2(2)(a) above or section 4(2)(a) above with respect to the disclosure of information obtained by virtue of this section and that any information obtained under the warrant will be subject to those arrangements.

(3) A warrant authorising the taking of action in support of the prevention or detection of serious crime may not relate to property in the British Islands.

(4) Subject to subsection (5) below, the Security Service may make an application under subsection (2) above for a warrant to be issued authorising that Service (or a person acting on its behalf) to take such action as is specified in the warrant on behalf of the Intelligence Service or GCHQ and, where such a warrant is issued, the functions of the Security Service shall include the carrying out of the action so specified, whether or not it would otherwise be within its functions.

(5) The Security Service may not make an application for a warrant by virtue of subsection (4) above except where the action proposed to be authorised by the warrant—

- (a) is action in respect of which the Intelligence Service or, as the case may be, GCHQ could make such an application; and
- (b) is to be taken otherwise than in support of the prevention or detection of serious crime.

Warrants:  
procedure and  
duration, etc.

6.—(1) A warrant shall not be issued except—

- (a) under the hand of the Secretary of State; or
- (b) in an urgent case where the Secretary of State has expressly authorised its issue and a statement of that fact is endorsed on it, under the hand of a senior official of his department.

(2) A warrant shall, unless renewed under subsection (3) below, cease to have effect—

- (a) if the warrant was under the hand of the Secretary of State, at the end of the period of six months beginning with the day on which it was issued; and

- (b) in any other case, at the end of the period ending with the second working day following that day.

(3) If at any time before the day on which a warrant would cease to have effect the Secretary of State considers it necessary for the warrant to continue to have effect for the purpose for which it was issued, he may by an instrument under his hand renew it for a period of six months beginning with that day.

(4) The Secretary of State shall cancel a warrant if he is satisfied that the action authorised by it is no longer necessary.

(5) In the preceding provisions of this section "warrant" means a warrant under section 5 above.

(6) As regards the Security Service, this section and section 5 above have effect in place of section 3 (property warrants) of the 1989 Act, and accordingly—

- (a) a warrant issued under that section of the 1989 Act and current when this section and section 5 above come into force shall be treated as a warrant under section 5 above, but without any change in the date on which the warrant was in fact issued or last renewed; and
- (b) section 3 of the 1989 Act shall cease to have effect.

7.—(1) If, apart from this section, a person would be liable in the United Kingdom for any act done outside the British Islands, he shall not be so liable if the act is one which is authorised to be done by virtue of an authorisation given by the Secretary of State under this section.

Authorisation of acts outside the British Islands.

(2) In subsection (1) above "liable in the United Kingdom" means liable under the criminal or civil law of any part of the United Kingdom.

(3) The Secretary of State shall not give an authorisation under this section unless he is satisfied—

- (a) that any acts which may be done in reliance on the authorisation or, as the case may be, the operation in the course of which the acts may be done will be necessary for the proper discharge of a function of the Intelligence Service; and
- (b) that there are satisfactory arrangements in force to secure—
  - (i) that nothing will be done in reliance on the authorisation beyond what is necessary for the proper discharge of a function of the Intelligence Service; and
  - (ii) that, in so far as any acts may be done in reliance on the authorisation, their nature and likely consequences will be reasonable, having regard to the purposes for which they are carried out; and
- (c) that there are satisfactory arrangements in force under section 2(2)(a) above with respect to the disclosure of information obtained by virtue of this section and that any information obtained by virtue of anything done in reliance on the authorisation will be subject to those arrangements.



(4) Without prejudice to the generality of the power of the Secretary of State to give an authorisation under this section, such an authorisation—

- (a) may relate to a particular act or acts, to acts of a description specified in the authorisation or to acts undertaken in the course of an operation so specified;
- (b) may be limited to a particular person or persons of a description so specified; and
- (c) may be subject to conditions so specified.

(5) An authorisation shall not be given under this section except—

- (a) under the hand of the Secretary of State; or
- (b) in an urgent case where the Secretary of State has expressly authorised it to be given and a statement of that fact is endorsed on it, under the hand of a senior official of his department.

(6) An authorisation shall, unless renewed under subsection (7) below, cease to have effect—

- (a) if the authorisation was given under the hand of the Secretary of State, at the end of the period of six months beginning with the day on which it was given;
- (b) in any other case, at the end of the period ending with the second working day following the day on which it was given.

(7) If at any time before the day on which an authorisation would cease to have effect the Secretary of State considers it necessary for the authorisation to continue to have effect for the purpose for which it was given, he may by an instrument under his hand renew it for a period of six months beginning with that day.

(8) The Secretary of State shall cancel an authorisation if he is satisfied that any act authorised by it is no longer necessary.

*The Commissioner, the Tribunal and the investigation of complaints*

The  
Commissioner.  
1876 c. 59.

8.—(1) The Prime Minister shall appoint as a Commissioner for the purposes of this Act a person who holds or has held high judicial office within the meaning of the Appellate Jurisdiction Act 1876.

(2) The Commissioner shall hold office in accordance with the terms of his appointment and there shall be paid to him by the Secretary of State such allowances as the Treasury may determine.

(3) In addition to his functions under the subsequent provisions of this Act, the Commissioner shall keep under review the exercise by the Secretary of State of his powers under sections 5 to 7 above, except in so far as the powers under sections 5 and 6 above relate to the Security Service.

(4) It shall be the duty of—

- (a) every member of the Intelligence Service,
- (b) every member of GCHQ, and
- (c) every official of the department of the Secretary of State,

to disclose or give to the Commissioner such documents or information as he may require for the purpose of enabling him to discharge his functions.



(5) The Commissioner shall make an annual report on the discharge of his functions to the Prime Minister and may at any time report to him on any matter relating to his discharge of those functions.

(6) The Prime Minister shall lay before each House of Parliament a copy of each annual report made by the Commissioner under subsection (5) above together with a statement as to whether any matter has been excluded from that copy in pursuance of subsection (7) below.

(7) If it appears to the Prime Minister, after consultation with the Commissioner, that the publication of any matter in a report would be prejudicial to the continued discharge of the functions of the Intelligence Service or, as the case may be, GCHQ, the Prime Minister may exclude that matter from the copy of the report as laid before each House of Parliament.

(8) The Secretary of State may, after consultation with the Commissioner and with the approval of the Treasury as to numbers, provide the Commissioner with such staff as the Secretary of State thinks necessary for the discharge of his functions.

9.—(1) There shall be a Tribunal for the purpose of investigating complaints about the Intelligence Service or GCHQ in the manner specified in Schedule 1 to this Act. Investigation of complaints.

(2) The Commissioner shall have the functions conferred on him by Schedule 1 to this Act and give the Tribunal all such assistance in discharging their functions under that Schedule as they may require.

(3) Schedule 2 to this Act shall have effect with respect to the constitution, procedure and other matters relating to the Tribunal.

(4) The decisions of the Tribunal and the Commissioner under Schedule 1 to this Act (including decisions as to their jurisdictions) shall not be subject to appeal or liable to be questioned in any court.

#### *The Intelligence and Security Committee*

10.—(1) There shall be a Committee, to be known as the Intelligence and Security Committee and in this section referred to as “the Committee”, to examine the expenditure, administration and policy of— The Intelligence and Security Committee.

- (a) the Security Service;
- (b) the Intelligence Service; and
- (c) GCHQ.

(2) The Committee shall consist of nine members—

- (a) who shall be drawn both from the members of the House of Commons and from the members of the House of Lords; and
- (b) none of whom shall be a Minister of the Crown.

(3) The members of the Committee shall be appointed by the Prime Minister after consultation with the Leader of the Opposition, within the meaning of the Ministerial and other Salaries Act 1975; and one of those members shall be so appointed as Chairman of the Committee. 1975 c. 27.

(4) Schedule 3 to this Act shall have effect with respect to the tenure of office of members of, the procedure of and other matters relating to, the Committee; and in that Schedule “the Committee” has the same meaning as in this section.

(5) The Committee shall make an annual report on the discharge of their functions to the Prime Minister and may at any time report to him on any matter relating to the discharge of those functions.

(6) The Prime Minister shall lay before each House of Parliament a copy of each annual report made by the Committee under subsection (5) above together with a statement as to whether any matter has been excluded from that copy in pursuance of subsection (7) below.

(7) If it appears to the Prime Minister, after consultation with the Committee, that the publication of any matter in a report would be prejudicial to the continued discharge of the functions of either of the Services or, as the case may be, GCHQ, the Prime Minister may exclude that matter from the copy of the report as laid before each House of Parliament.

#### *Supplementary*

Interpretation and  
consequential  
amendments.  
1989 c. 5.

11.—(1) In this Act—

- (a) “the 1989 Act” means the Security Service Act 1989;
- (b) “the Commissioner” means the Commissioner appointed under section 8 above;
- (c) “Minister of the Crown” has the same meaning as in the Ministers of the Crown Act 1975;
- (d) “senior official” in relation to a department is a reference to an officer of or above Grade 3 or, as the case may require, Diplomatic Service Senior Grade;
- (e) “wireless telegraphy” has the same meaning as in the Wireless Telegraphy Act 1949 and, in relation to wireless telegraphy, “interfere” has the same meaning as in that Act;
- (f) “working day” means any day other than a Saturday, a Sunday, Christmas Day, Good Friday or a day which is a bank holiday under the Banking and Financial Dealings Act 1971 in any part of the United Kingdom.

1975 c. 26.

1949 c. 54.

1971 c. 80.

1989 c. 6.  
S.I. 1990/200.

(2) In consequence of the preceding provisions of this Act, the 1989 Act, the Official Secrets Act 1989 and the Official Secrets Act 1989 (Prescription) Order 1990 shall have effect subject to the amendments in Schedule 4 to this Act.

Short title,  
commencement  
and extent.

12.—(1) This Act may be cited as the Intelligence Services Act 1994.

(2) This Act shall come into force on such day as the Secretary of State may by an order made by statutory instrument appoint, and different days may be so appointed for different provisions or different purposes.

(3) This Act extends to Northern Ireland.

(4) Her Majesty may by Order in Council direct that any of the provisions of this Act specified in the Order shall extend, with such exceptions, adaptations and modifications as appear to Her to be necessary or expedient, to the Isle of Man, any of the Channel Islands or any colony.

## SCHEDULES

### SCHEDULE 1

Section 9.

#### INVESTIGATION OF COMPLAINTS

##### *Preliminary*

1. Any person may complain to the Tribunal if he is aggrieved by anything which he believes the Intelligence Service or GCHQ has done in relation to him or to any property of his; and, unless the Tribunal consider that the complaint is frivolous or vexatious, they shall deal with it in accordance with this Schedule.

##### *References and investigations by the Tribunal*

2. If and so far as the complaint alleges that anything has been done in relation to any property of the complainant, the Tribunal shall refer the complaint to the Commissioner.

3. Subject to paragraph 2 above and paragraph 4 below, the Tribunal shall investigate—

- (a) whether the Intelligence Service or, as the case may be, GCHQ has obtained or provided information or performed any other tasks in relation to the actions or intentions of the complainant; and
- (b) if so, whether, applying the principles applied by a court on an application for judicial review, the Intelligence Service or GCHQ had reasonable grounds for doing what it did.

4. If, in the course of the investigation of a complaint by the Tribunal, the Tribunal consider that it is necessary to establish whether an authorisation was given under section 7 of this Act to the doing of any act, they shall refer so much of the complaint as relates to the doing of that act to the Commissioner.

##### *Functions of the Commissioner in relation to complaints*

5.—(1) Where a reference is made to the Commissioner under paragraph 2 or paragraph 4 above, the Commissioner shall investigate, as the case may require,—

- (a) whether a warrant was issued under section 5 of this Act in relation to the property concerned; or
- (b) whether an authorisation was given under section 7 of this Act to the doing of the act in question.

(2) If the Commissioner finds that a warrant was issued or an authorisation was given, he shall, applying the principles applied by a court on an application for judicial review, determine whether the Secretary of State was acting properly in issuing or renewing the warrant or, as the case may be, in giving or renewing the authorisation.

(3) The Commissioner shall inform the Tribunal of his conclusion on any reference made to him under paragraph 2 or paragraph 4 above.

##### *Report of conclusions*

6.—(1) Where the Tribunal determine under paragraph 3 above that the Intelligence Service or, as the case may be, GCHQ did not have reasonable grounds for doing what it did, they shall—

- (a) give notice to the complainant that they have made a determination in his favour; and

## SCH. 1

(b) make a report of their findings to the Secretary of State and to the Commissioner.

(2) The Tribunal shall also give notice to the complainant of any determination in his favour by the Commissioner under paragraph 5 above.

(3) Where in the case of any complaint no such determination as is mentioned in sub-paragraph (1) or sub-paragraph (2) above is made by the Tribunal or the Commissioner, the Tribunal shall give notice to the complainant that no determination in his favour has been made on his complaint.

*Special references by Tribunal to Commissioner*

7.—(1) If in any case investigated by the Tribunal—

- (a) the Tribunal's conclusions on the matters which they are required to investigate are such that no determination is made by them in favour of the complainant; but
- (b) it appears to the Tribunal from the allegations made by the complainant that it is appropriate for there to be an investigation into whether the Intelligence Service or GCHQ has in any other respect acted unreasonably in relation to the complainant or his property,

they shall refer that matter to the Commissioner.

(2) The Commissioner may report any matter referred to him under sub-paragraph (1) above to the Secretary of State.

*Remedies*

8.—(1) Where the Tribunal give a complainant notice of such a determination as is mentioned in paragraph 6(1) above, the Tribunal may do either or both of the following, namely,—

- (a) direct that the obtaining and provision of information in relation to the complainant or, as the case may be, the conduct of other activities in relation to him or to any property of his shall cease and that any records relating to such information so obtained or provided or such other activities shall be destroyed;
- (b) direct the Secretary of State to pay to the complainant such sum by way of compensation as may be specified by the Tribunal.

(2) Where the Tribunal give a complainant notice of such a determination as is mentioned in paragraph 6(2) above, the Tribunal may do either or both of the following, namely,—

- (a) quash any warrant or authorisation which the Commissioner has found to have been improperly issued, renewed or given and which he considers should be quashed;
- (b) direct the Secretary of State to pay to the complainant such sum by way of compensation as may be specified by the Commissioner.

(3) Where the Secretary of State receives a report under paragraph 7(2) above, he may take such action in the light of the report as he thinks fit, including any action which the Tribunal have power to take or direct under the preceding provisions of this paragraph.

*Supplementary*

9. The persons who may complain to the Tribunal under this Schedule include any organisation and any association or combination of persons.

10.—(1) No complaint shall be entertained under this Schedule if and so far as it relates to anything done before the date on which this Schedule comes into force.

(2) Where any activities in relation to any person or his property were instituted before that date and no decision had been taken before that date to discontinue them, paragraphs 2 and 3 above shall have effect as if they had been instituted on that date.

11. Any reference in this Schedule to a complainant's property includes—

- (a) a reference to any wireless telegraphy transmission originated or received or intended to be received by him; and
- (b) a reference to any place where the complainant resides or works.

## SCHEDULE 2

Section 9.

### THE TRIBUNAL

#### *Constitution of the Tribunal*

1.—(1) The Tribunal shall consist of not less than three or more than five members each of whom shall be—

- (a) a person who has a 10 year general qualification within the meaning of section 71 of the Courts and Legal Services Act 1990;
- (b) an advocate or solicitor in Scotland of at least ten years' standing; or
- (c) a member of the Bar of Northern Ireland or solicitor of the Supreme Court of Northern Ireland of at least 10 years' standing.

1990 c. 41.

(2) The members of the Tribunal shall be appointed by Her Majesty by Royal Warrant.

(3) A member of the Tribunal shall vacate office at the end of the period of five years beginning with the day of his appointment but shall be eligible for re-appointment.

(4) A member of the Tribunal may be relieved of office by Her Majesty at his own request.

(5) A member of the Tribunal may be removed from office by Her Majesty on an Address presented to Her by both Houses of Parliament.

#### *President and Vice-President*

2.—(1) Her Majesty may by Royal Warrant appoint as President or Vice-President of the Tribunal a person who is, or by virtue of that Warrant will be, a member of the Tribunal.

(2) If at any time the President of the Tribunal is temporarily unable to carry out the functions of the President under this Schedule, the Vice-President shall carry out those functions.

(3) A person shall cease to be President or Vice-President of the Tribunal if he ceases to be a member of the Tribunal.

#### *Procedure*

3. The functions of the Tribunal in relation to any complaint shall be capable of being carried out, in any place in the United Kingdom, by any two or more members of the Tribunal designated for the purpose by their President; and different members of the Tribunal may carry out functions in relation to different complaints at the same time.

## SCH. 2

4.—(1) It shall be the duty of every member of the Intelligence Service or, as the case may be, GCHQ to disclose or give to the Tribunal such documents or information as they may require for the purpose of enabling them to carry out their functions under this Act.

(2) Subject to paragraph 6(2) below, the Tribunal shall carry out their functions under this Act in such a way as to secure that no document or information disclosed or given to the Tribunal by any person is disclosed without his consent to any complainant, to any person (other than the Commissioner) holding office under the Crown or to any other person; and accordingly the Tribunal shall not, except in reports under paragraph 6(1)(b) of Schedule 1 to this Act, give any reasons for a determination notified by them to a complainant.

(3) Subject to sub-paragraph (2) above, the Tribunal may determine their own procedure.

*Salaries and expenses*

5.—(1) The Secretary of State shall pay to the members of the Tribunal such remuneration and allowances as he may with the approval of the Treasury determine.

(2) The Secretary of State shall defray such expenses of the Tribunal as he may with the approval of the Treasury determine.

*Staff*

6.—(1) The Secretary of State may, after consultation with the Tribunal and with the approval of the Treasury as to numbers, provide the Tribunal with such staff as he thinks necessary for the proper discharge of their functions.

(2) The Tribunal may authorise any member of their staff to obtain any documents or information on the Tribunal's behalf.

*Parliamentary disqualification*

1975 c. 24.

7.—(1) In Part II of Schedule 1 to the House of Commons Disqualification Act 1975 (bodies whose members are disqualified) there shall be inserted at the appropriate place—

“The Tribunal established under section 9 of the Intelligence Services Act 1994”.

1975 c. 25.

(2) The same amendment shall be made in Part II of Schedule 1 to the Northern Ireland Assembly Disqualification Act 1975.

Section 10(4).

## SCHEDULE 3

## THE INTELLIGENCE AND SECURITY COMMITTEE

*Tenure of office*

1.—(1) Subject to the provisions of this paragraph, a member of the Committee shall hold office for the duration of the Parliament in which he is appointed.

(2) A member of the Committee shall vacate office—

- (a) if he ceases to be a member of the House of Commons;
- (b) if he ceases to be a member of the House of Lords;
- (c) if he becomes a Minister of the Crown; or

## SCH. 3

- (d) if he is required to do so by the Prime Minister on the appointment, in accordance with section 10(3) of this Act, of another person as a member in his place.

(3) A member of the Committee may resign at any time by notice to the Prime Minister.

(4) Past service is no bar to appointment as a member of the Committee.

*Procedure*

2.—(1) Subject to the following provisions of this Schedule, the Committee may determine their own procedure.

(2) If on any matter there is an equality of voting among the members of the Committee, the Chairman shall have a second or casting vote.

(3) The Chairman may appoint one of the members of the Committee to act, in his absence, as chairman at any meeting of the Committee, but sub-paragraph (2) above shall not apply to a chairman appointed under this sub-paragraph.

(4) The quorum of the Committee shall be three.

*Access to information*

3.—(1) If the Director-General of the Security Service, the Chief of the Intelligence Service or the Director of GCHQ is asked by the Committee to disclose any information, then, as to the whole or any part of the information which is sought, he shall either—

(a) arrange for it to be made available to the Committee subject to and in accordance with arrangements approved by the Secretary of State; or

(b) inform the Committee that it cannot be disclosed either—

(i) because it is sensitive information (as defined in paragraph 4 below) which, in his opinion, should not be made available under paragraph (a) above; or

(ii) because the Secretary of State has determined that it should not be disclosed.

(2) The fact that any particular information is sensitive information shall not prevent its disclosure under sub-paragraph (1)(a) above if the Director-General, the Chief or the Director (as the case may require) considers it safe to disclose it.

(3) Information which has not been disclosed to the Committee on the ground specified in sub-paragraph (1)(b)(i) above shall be disclosed to them if the Secretary of State considers it desirable in the public interest.

(4) The Secretary of State shall not make a determination under sub-paragraph (1)(b)(ii) above with respect to any information on the grounds of national security alone and, subject to that, he shall not make such a determination unless the information appears to him to be of such a nature that, he were requested to produce it before a Departmental Select Committee of the House of Commons, he would think it proper not to do so.

(5) The disclosure of information to the Committee in accordance with the preceding provisions of this paragraph shall be regarded for the purposes of the 1989 Act or, as the case may be, this Act as necessary for the proper discharge of the functions of the Security Service, the Intelligence Service or, as the case may require, GCHQ.



## SCH. 3

*Sensitive information*

4. The following information is sensitive information for the purposes of paragraph 3 above—

- (a) information which might lead to the identification of, or provide details of, sources of information, other assistance or operational methods available to the Security Service, the Intelligence Service or GCHQ;
- (b) information about particular operations which have been, are being or are proposed to be undertaken in pursuance of any of the functions of those bodies; and
- (c) information provided by, or by an agency of, the Government of a territory outside the United Kingdom where that Government does not consent to the disclosure of the information.

## Section 11(2).

## SCHEDULE 4

## CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

*The Security Service Act 1989*

## 1989 c. 5.

1.—(1) In section 2 of the Security Service Act 1989 (duties of the Director-General of the Security Service) in subsection (2) after the words “serious crime” there shall be inserted “or for the purpose of any criminal proceedings”.

(2) After subsection (3) of that section there shall be inserted the following subsection—

“(3A) Without prejudice to the generality of subsection (2)(a) above, the disclosure of information shall be regarded as necessary for the proper discharge of the functions of the Security Service if it consists of—

- (a) the disclosure of records subject to and in accordance with the Public Records Act 1958; or
- (b) the disclosure, subject to and in accordance with arrangements approved by the Secretary of State, of information to the Comptroller and Auditor General for the purposes of his functions.”

2. In section 4(3) of that Act (Security Service Commissioner to review exercise of powers by Secretary of State), for the words “powers under section 3 above” there shall be substituted “powers, so far as they relate to applications made by the Service, under sections 5 and 6 of the Intelligence Services Act 1994.”

3. In paragraph 4(1) of Schedule 1 to that Act (Security Service Commissioner to investigate whether the Secretary of State acted properly in issuing or renewing warrant), after the words “section 3 of this Act” there shall be inserted “or section 5 of the Intelligence Services Act 1994”.

*The Official Secrets Act 1989*

## 1989 c. 6.

4. In section 4 of the Official Secrets Act 1989 (disclosure of information which results in commission of an offence etc.) in subsection (3)(b) after the words “under section 3 of the Security Service Act 1989” there shall be inserted “or under section 5 of the Intelligence Services Act 1994 or by an authorisation given under section 7 of that Act”.



*The Official Secrets Act 1989 (Prescription) Order 1990*

5. At the end of Schedule 3 to the Official Secrets Act 1989 (Prescription) Order S.I. 1990/200.  
1990 (bodies giving official authorisations etc.) there shall be added the following  
entry—

“The Tribunal established      Section 7(5)”.  
under section 9 of the  
Intelligence Services Act  
1994.

---

© Crown copyright 1994

PRINTED IN THE UNITED KINGDOM BY PAUL FREEMAN  
Controller and Chief Executive of Her Majesty's Stationery Office  
and Queen's Printer of Acts of Parliament

## Annexe 5 : « *A bloody big ship* »



« *Fighting Temeraire* » par William Turner, 1839

Références précises inconnues,

*Représentations de la bataille de Trafalgar, Thomas Buttersworth*



### Sources :

Skyfall (*Skyfall*), réalisé par Sam Mendes, avec Daniel Craig, Eon Productions, 2012 ;

Nicolas Mioque, « Le *Fighting Temeraire* ou la fin d'une époque », *Blog Trois ponts*, 4 novembre 2012, [online] disponible sur <https://bit.ly/2Vw9c51> , consulté le 12 mai 2019 et N. Mioque ;

Nicolas Mioque, « Skyfall – La dernière scène », *Blog Trois ponts*, 23 octobre 2013, [online] disponible sur <https://bit.ly/2vRwpPE> , consulté le 12 mai 2019 ;

## Annexe 6 : Le Pont de Non-retour



*Fiction*



*Réalité*

### Sources :

Meurs un autre jour (*Die Another Day*), réalisé par Lee Tamahori, avec Pierce Brosnan, Eon Productions, 2002

« Bridge of No-Return », *Wikipédia*, 2006, [online] disponible sur [https://en.wikipedia.org/wiki/Bridge\\_of\\_No\\_Return](https://en.wikipedia.org/wiki/Bridge_of_No_Return) , consulté le 28 mai 2019

## INDEX ALPHABÉTIQUE

(Les nombres renvoient aux numéros des pages)

Ambassade : 37, 151, 157	Martini (cocktail) : 30, 31
Anthropologie criminelle : 25, 48	MI6/SIS : 73 et s.
Aston Martin : 31, 41, 102	Permis de tuer : 118 et s.
Couverture : 54, 74, 108, 157	Psychopathie : 28 et s.
Detroit de Corfou : 103, 149	Rainbow warrior : 140, 146, 151, 152
Désobéissance : 32, 148	Secret défense : 141 et s.
DGSE : 57, 74, 93	Surveillance de masse : 78 et s.
Droits d’auteur : 17	Techniques de renseignement : 68 et s.
Échange d’espions : 154 et s.	Terrorisme : 55 et s., 73
Espionnage (infraction) : 105 et s., 110 et s.	U2 (incident) : 114, 150, 155
Espionnage économique : 60	USS Pueblo : 114, 156
Immunité : 37, 153, 157	Valise diplomatique : 37
Ingérence : 111, 129	Vesper ( <i>James Bond girl</i> ) : 25, 28, 30, 31, 118
<i>Intelligence Service Act</i> 1994 : 91, 119, 123	Vie privée : 68 et s., 79, 109
Légitime défense : 126, 130	

## INDEX CINÉMATOGRAPHIQUE

*(Les nombres renvoient aux numéros des pages)*

Au service secret de Sa Majesté : 59, 108, 130

Bond 25 : 159

Bons baisers de Russie : 37, 46, 49, 66

Casino Royale : 32, 37, 54, 94, 146

Dangereusement vôtre : 60, 108, 127, 150

Demain ne meurt jamais : 65, 88, 107, 114

GoldenEye : 35, 74, 137

Goldfinger : 49, 102, 138, 139

James Bond 007 contre Dr. No : 39, 67, 157

L'Espion qui m'aimait : 65

L'Homme au pistolet d'or : 53

Le monde ne suffit pas : 50, 87, 100, 132

Les diamants sont éternels : 39

Meurs un autre jour : 41, 47, 130, 154, 156

Moonraker : 87, 150

Octopussy : 40, 157

On ne vit que deux fois : 59

Opération Tonnerre : 46, 118

Permis de tuer : 29, 87, 113, 118, 148

Quantum of Solace : 35, 100, 106, 108, 140

Rien que pour vos yeux : 35, 103, 113

Skyfall : 24, 30, 55 et s., 70, 84 et s., 91 et s., 98, 156

Spectre : 58, 73 et s., 78 et s., 85 et s., 100, 107, 147

Tuer n'est pas jouer : 40

Vivre et laisser mourir : 36, 135

# TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	5
SOMMAIRE .....	6
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	7
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE : L'UNIVERS DE JAMES BOND, LE TRIOMPHE ROMANESQUE D'UNE CONCEPTION CLASSIQUE DE L'ESPIONNAGE.....	19
<b>Titre premier : Les protagonistes de la saga engagés dans une lutte homérique .....</b>	<b>20</b>
Chapitre premier : James Bond et ses alliés, figures d'un ancien monde .....	21
<i>Section première : James Bond, un héros de fiction.....</i>	<i>22</i>
PARAGRAPHE PREMIER : APPROCHE SOCIOLOGIQUE : UN ESPION ANACHRONIQUE.....	23
PARAGRAPHE SECOND : APPROCHE PSYCHIATRIQUE : UN ESPION DANGEREUX .....	27
<i>Section seconde : Un espion au service du Royaume-Uni .....</i>	<i>34</i>
PARAGRAPHE PREMIER : UNE VISION ANGLAISE DES RELATIONS INTERNATIONALES .....	34
PARAGRAPHE SECOND : JAMES BOND COMME SOFT POWER ANGLAIS .....	38
Chapitre second : Les ennemis de James Bond, la criminalité organisée contemporaine.....	43
<i>Section première : Des “Méchants” personnes privées.....</i>	<i>45</i>
PARAGRAPHE PREMIER : L'ANTICIPATION DES “GRANDS MÉCHANTS” .....	45
PARAGRAPHE SECOND : CARACTÉRISTIQUES DES MÉCHANTS .....	48
<i>Section seconde : Des menaces contemporaines.....</i>	<i>52</i>
PARAGRAPHE PREMIER : DES INFRACTIONS GRAVES .....	52
PARAGRAPHE SECOND : LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME .....	55
<b>Conclusion du titre premier .....</b>	<b>62</b>
<b>Titre second : Les défis du XXIème siècle des services du renseignement .....</b>	<b>63</b>
Chapitre premier : Le renseignement dominé par la technologie .....	64
<i>Section première : Le département Q .....</i>	<i>65</i>
PARAGRAPHE PREMIER : LES GADGETS DE JAMES BOND .....	66
PARAGRAPHE SECOND : L'OUTIL INFORMATIQUE DANS JAMES BOND.....	69
<i>Section seconde : La modernisation des Services Secrets britanniques .....</i>	<i>73</i>
PARAGRAPHE PREMIER : UNE RÉORGANISATION STRUCTURELLE DU MI6 .....	74
PARAGRAPHE SECOND : LES DÉRIVES D'UNE SURVEILLANCE DE MASSE .....	78
Chapitre second : L'apologie du renseignement traditionnel.....	83
<i>Section première : De l'importance du renseignement humain.....</i>	<i>84</i>

PARAGRAPHE PREMIER : UN ÉLOGE DE L'HUMINT .....	86
PARAGRAPHE SECOND : LA NÉCESSITÉ DE CONCILIER HUMINT ET TECHINT .....	89
<i>Section second : Défiance à l'égard d'un contrôle parlementaire .....</i>	<i>91</i>
PARAGRAPHE PREMIER : UNE CRITIQUE DU CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE .....	92
PARAGRAPHE SECOND : UN DÉBAT RENOUVELÉ .....	95
<b>Conclusion du titre second.....</b>	<b>97</b>
<b>CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE .....</b>	<b>98</b>
<b>SECONDE PARTIE : L'ACTION DE JAMES BOND, FILATURES ET COURSES-POURSUITES AUX</b>	
<b>FRONTIÈRES DU DROIT .....</b>	<b>100</b>
<b>Titre premier : Des opérations exagérées pour le cinéma .....</b>	<b>102</b>
Chapitre premier : Le développement de l'intrigue, l'espionnage « pur » .....	103
<i>Section première : Un renseignement illicite en droit interne.....</i>	<i>105</i>
PARAGRAPHE PREMIER : L'INFRACTION D'ESPIONNAGE INADÉQUATE .....	105
PARAGRAPHE SECOND : DES POURSUITES SUR D'AUTRES FONDEMENTS.....	107
<i>Section seconde : Un renseignement licite en droit international .....</i>	<i>110</i>
PARAGRAPHE PREMIER : UN SIMPLE ACTE INAMICAL .....	110
PARAGRAPHE SECOND : UNE VIOLATION DE LA SOUVERAINETÉ TERRITORIALE TOLÉRÉE .....	112
Chapitre second : Le dénouement de l'intrigue, meurtres et autres ingérences .....	117
<i>Section première : Le permis de tuer .....</i>	<i>118</i>
PARAGRAPHE PREMIER : LA SECTION 7 .....	119
PARAGRAPHE SECOND : LES EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES .....	121
<i>Section seconde : Une illicéité manifeste .....</i>	<i>125</i>
PARAGRAPHE PREMIER : DES CRIMES SELON LA LOI LOCALE .....	125
PARAGRAPHE SECOND : DES DÉLITS INTERNATIONAUX .....	128
<b>Conclusion du titre premier .....</b>	<b>131</b>
<b>Titre second : Des règlements réalistes .....</b>	<b>132</b>
Chapitre premier : La prévalence du politique dans le règlement des conflits.....	134
<i>Section première : Des règlements discrets ou occultes .....</i>	<i>135</i>
PARAGRAPHE PREMIER : L'IMPORTANCE DU SECRET.....	136
PARAGRAPHE SECOND : NÉGOCIATIONS ENTRE AUTORITÉS .....	138
<i>Section seconde : Des objets à saisir par le droit .....</i>	<i>139</i>
PARAGRAPHE PREMIER : LA NÉCESSAIRE JUDICIARISATION DES ACTIVITÉS SECRÈTES.....	140
PARAGRAPHE SECOND : LE SECRET DÉFENSE .....	141
Chapitre second : L'engagement occasionnel des responsabilités juridiques .....	146
<i>Section première : L'engagement de la responsabilité internationale du Royaume-Uni.....</i>	<i>147</i>
PARAGRAPHE PREMIER : L'IMPUTATION À L'ÉTAT .....	148

PARAGRAPHE SECOND : LES CONSÉQUENCES DE LA RESPONSABILITÉ .....	149
<i>Section seconde : L'espion envoyé à ses risques et périls</i> .....	152
PARAGRAPHE PREMIER : LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'AGENT.....	152
PARAGRAPHE SECOND : L'ÉCHANGE D'ESPIONS .....	154
<b>Conclusion du titre second.....</b>	<b>157</b>
<b>CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE .....</b>	<b>158</b>
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE.....</b>	<b>159</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>160</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>177</b>
<b>INDEX ALPHABÉTIQUE .....</b>	<b>204</b>
<b>INDEX CINÉMATOGRAPHIQUE .....</b>	<b>2045</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>2046</b>